

Ingénieurs, philanthropes et seigneurs de la guerre dans la Chine républicaine (1911-1935) (suite et fin)

16/1/08

Le cours de cette année est la quatrième livraison d'une série sur l'histoire du Shaanxi pendant les 25 premières années de la république chinoise, dont un certain nombre d'entre vous avez suivi les trois années précédentes, ou au moins une partie d'entre elles. Je précise tout de suite que ce sera aussi la dernière livraison de cette série, qui aura été en fin de compte assez longue (nettement plus que je ne le prévoyais au départ), assez sinueuse aussi ; parfois même un peu compliquée, je le crains. C'est que le sujet lui-même est compliqué, et qu'il touche à beaucoup de choses, si bien qu'un certain nombre de digressions se sont imposées en cours de route, que je n'avais pas anticipées et qui ont parfois pris des dimensions imprévues. Et puis, la nature même de ce sujet impliquait de passer sans cesse d'une thématique à l'autre ; et non seulement cela, mais aussi de changer assez souvent de registre à l'intérieur d'une même thématique. Et comme il en sera de même cette année, je crois qu'il n'est pas inutile que je commence par m'expliquer rapidement sur ces « thématiques » et sur ces « registres », ce qui d'ailleurs me permettra à la fois de rappeler ce que j'ai fait jusqu'à présent et de cadrer l'exposé de cette année.

Les différents thèmes dont j'ai traité depuis trois ans, pour commencer par là, correspondent bien sûr aux trois catégories (ou aux trois corporations) qui sont mentionnés, pour la quatrième fois consécutive, dans le titre du cours : les ingénieurs, les philanthropes et les seigneurs de la guerre. D'une certaine manière on pourrait dire que ces trois corporations illustrent (ou symbolisent) trois *types d'intervention* qui ont eu une importance capitale dans le développement historique de la Chine républicaine (en l'occurrence, jusqu'à la veille de la guerre sino-japonaise, qui éclate en 1937 et qui change complètement la donne en Chine, à commencer par le fait que l'armée japonaise parvient rapidement à occuper une part importante du territoire).

(1) Premier type d'intervention : les efforts du milieu émergent des technocrates pour, tout simplement, transformer la Chine en un pays moderne, ce qui voulait d'abord dire un pays capable de s'affirmer en face de l'Occident et du Japon au lieu d'être dominé par eux. Certes la profession d'ingénieur ne résume pas cette nouvelle Chine technocratique, car on y trouve aussi l'élite économique moderne (les financiers, les grands marchands, les industriels, etc.), ainsi que les nouvelles professions libérales — juristes, médecins, etc. —, l'élite universitaire occidentalisée, et d'autres catégories encore ; mais les ingénieurs occupent incontestablement une place très en vue dans ce milieu des nouveaux technocrates, et s'il en est ainsi ce n'est pas seulement à cause de la nouveauté des compétences techniques qu'ils apportaient, et de leur importance économique, c'est aussi parce que certains d'entre eux ont été très proches des cercles du pouvoir (ou, devrais-je dire, des nombreux pouvoirs qui se sont succédés ou concurrencés en Chine pendant l'époque qui nous occupe) et ont cherché à y exercer une influence dans un sens, justement, technocratique.

(2) Deuxième type d'intervention : l'action humanitaire dont l'objet était de porter secours aux victimes des calamités naturelles et des désastres humains de toute sorte qui ont affligé la Chine, et de façon exceptionnellement fréquente, pendant toute cette période. Or, ce sont les

organisations philanthropiques, l'aide charitable internationale, etc. — disons, les ONG — qui ont été à la pointe dans ce domaine, ne serait-ce que parce que, pendant la période républicaine, l'État, à qui de telles responsabilités incombent traditionnellement en Chine, s'est presque toujours montré incapable de les assumer.

(3) Et enfin, troisième type d'intervention : le militarisme, et là il est clair qu'il s'agit d'une intervention largement négative, ruineuse, destructrice, et en outre, politiquement et socialement réactionnaire — encore qu'il ne faille pas systématiquement généraliser. L'apogée du militarisme dans la Chine républicaine, c'est bien sûr l'âge des seigneurs de la guerre. Au sens étroit, cet « âge des seigneurs de la guerre » ne dure pas beaucoup plus qu'une décennie, que l'on fait conventionnellement durer de la mort du président de la république Yuan Shikai en 1916 à la réunification du pays sous l'égide du Parti nationaliste en 1927 (ou 1928, date du transfert officiel de la capitale de la République à Nankin) ; mais dans un sens plus large, la mentalité et le mode de fonctionnement des seigneurs de la guerre — qu'on pourrait résumer d'un mot : une mentalité et un mode de fonctionnement de « satrapes », à petite ou à grande échelle — se sont fait jour dès les lendemains de la Révolution de 1911, et le gouvernement nationaliste a mis un certain temps à faire rentrer dans le rang les seigneurs de la guerre qui continuaient de manifester des velléités d'indépendance ; en fait il n'y est jamais complètement parvenu, du moins pas avant 1945. Et puis après tout, on a bien pu dire que Chiang Kai-shek lui-même, le généralissime qui a conduit le Parti nationaliste à la conquête de la République, avant d'en devenir lui-même (si je puis dire) le présidentissime, était lui aussi une sorte de seigneur de la guerre.

Quoi qu'il en soit, je dois tout de suite admettre que ces trois « types d'intervention » que je viens d'énumérer ne résument pas à eux seuls toute l'histoire de la Chine républicaine ; mais ils en constituent tout de même une bonne partie. Et puis — et c'est un point important — il s'agit de domaines qui sont encore assez mal connus, du moins certains aspects, sur lesquels je me suis particulièrement attardé. Le militarisme et les seigneurs de la guerre ont déjà été beaucoup étudiés, c'est vrai, encore que dans le détail j'aie été amené chemin faisant à découvrir beaucoup de choses inédites. En revanche la corporation des ingénieurs — ses origines et son émergence en Chine, son impact intellectuel et social, le rôle qu'elle a joué dans le développement économique — tout cela reste très mal connu. Quant à la philanthropie, s'il existe quelques études partielles en anglais ou en japonais, j'ai souligné l'an passé à quel point il s'agit là d'un sujet nouveau en Chine ; et d'une manière plus générale en fait, j'ai souligné le fait que les historiens chinois n'ont été amenés que très récemment à « redécouvrir » la période républicaine — je veux, dire, à la redécouvrir positivement, à en reconnaître la richesse et la créativité extraordinaires, et tout ce qu'elle a apporté à la Chine, bref à l'envisager autrement que dans les termes de la vulgate communiste, c'est-à-dire comme une sorte d'intermède inutile entre l'Empire et la République populaire, placé sous le double signe de la réaction et de l'impérialisme, et où le seul aspect positif est la saga révolutionnaire.

En tout cas (et pour revenir au bilan des trois années passées), j'ai déjà beaucoup parlé du militarisme et des seigneurs de la guerre — les deux ne se confondent pas entièrement, d'ailleurs, et, parlant du terrain qui me concerne plus particulièrement (sur lequel je vais revenir de suite), j'ai eu à évoquer certains épisodes de militarisme révolutionnaire (de « militarisme de gauche », si l'on veut) dont l'impact a été, pour dire le moins, ambigu. Et de même, j'ai eu l'occasion de parler d'abondance de la philanthropie (en fait j'y ai consacré tout le cours de l'année dernière).

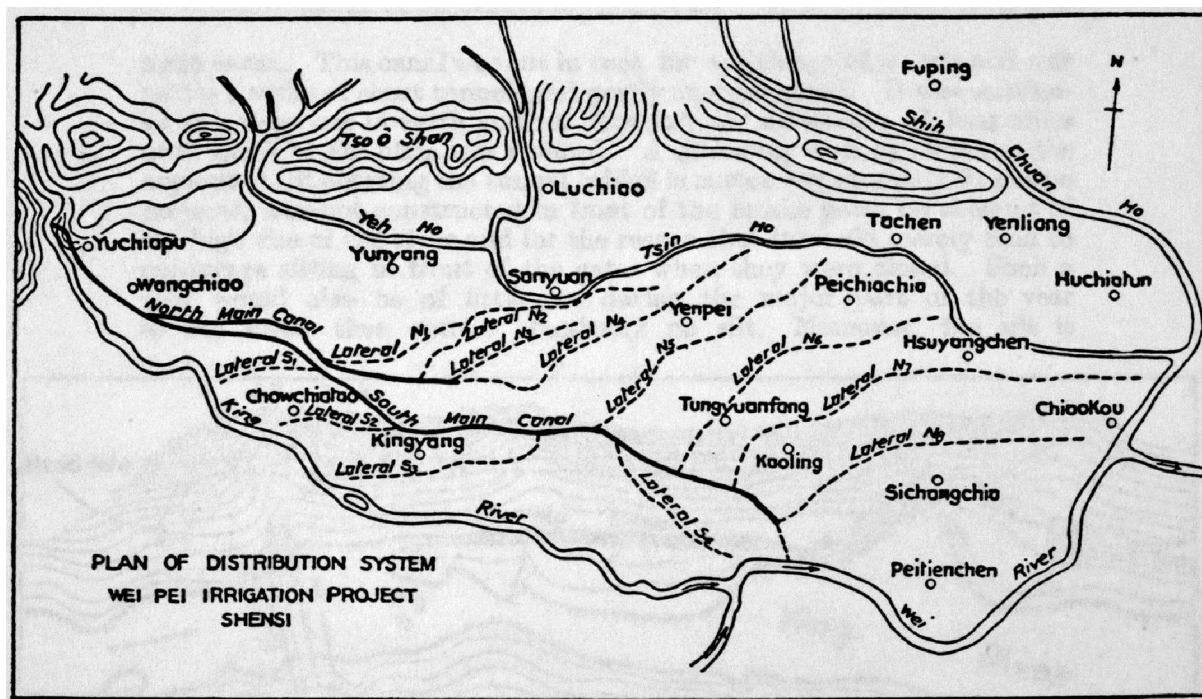
En revanche je n'ai pas encore eu l'occasion de beaucoup élaborer sur la profession d'ingénieur, en dehors de quelques remarques plutôt générales, ou alors, en passant ; et surtout, en évoquant certains individus particuliers, que nous allons d'ailleurs retrouver dans l'exposé de cette année : je pense bien sûr au célèbre ingénieur Li Yizhi 李儀祉, dont le nom doit être

à présent familier à mes auditeurs habituels, ou encore à son collègue américain O.J. Todd, que nous avons également rencontré à plusieurs reprises. Mais nous finirons par y venir, à la profession d'ingénieur, et nous y reviendrons même de façon systématique puisque j'ai décidé en fin de compte de consacrer tout le séminaire de cette année à ce thème (« L'émergence de la profession d'ingénieur en Chine »), sous la forme d'un colloque au mois de juin, où viendront s'exprimer plusieurs collègues français et étrangers qui ont travaillé sur ce sujet. Mais, encore une fois, cela ne veut pas dire que nous n'allons pas entendre parler d'ingénieurs pendant le cours proprement dit (i.e. pendant les semaines qui viennent), au contraire : comme nous le verrons, les ingénieurs en travaux publics, en particulier, ont eu un impact tout à fait décisif sur la phase de décollage économique qui s'enclenche dans le Nord-Ouest de la Chine — non sans beaucoup de lenteurs et beaucoup de difficultés, certes — à partir de la fin de 1930 : cette phase de décollage économique, c'est ce que j'ai appelé, toujours dans l'intitulé du cours de cette année, le « cycle vertueux du développement » (je vais y revenir). Et à ce propos j'aurai à évoquer, par delà un certain nombre de personnages, la sensibilité, pour ne pas dire de la forme d'esprit, qu'incarne la profession d'ingénieur ; ou pour l'exprimer de façon un peu différente, l'approche des problèmes économiques et sociaux qui la caractérise, me semble-t-il, et dont l'on pourrait même dire qu'elle est emblématique. Cette approche, je la définirais comme une approche à la fois pragmatique et scientifique : elle se fonde sur la quantification des problèmes, sur le calcul systématique des coûts et des bénéfices, et tout simplement sur l'évaluation objective de ce qui est *possible* ; elle se méfie par conséquent de l'idéologie, et si des gens comme Li Yizhi et ses collègues n'ont pas peur de composer avec la politique et les politiciens lorsque ça leur permet de réaliser leurs projets, ils évitent aussi de se laisser happer par eux. En bref, c'est à une approche « technocratique » que nous avons affaire, qui est bien sûr inséparable de la formation technique que reçoivent les ingénieurs et qui les définit en tant que catégorie professionnelle — qu'ils l'aient reçue, cette formation, en Chine même, ou qu'ils l'aient reçue à l'étranger comme c'était presque toujours le cas des *leaders* de la profession à l'époque, c'est-à-dire les plus connus et les plus influents.

Quoi qu'il en soit, le décollage économique que j'évoquais à l'instant va être l'essentiel de mon sujet cette année. Ce que je vais essayer d'analyser et de décrire, c'est la mise en route de ce « cercle vertueux du développement » dont je parle par opposition, bien sûr, au « cercle vicieux du sous-développement » qui avait été le sujet de mes précédents cours, en particulier il y a deux ans lorsque j'avais longuement parlé du cycle de famine et de guerre civile dans lequel le Nord-Ouest de la Chine semblait irrémédiablement engagé, sans espoir de sortie, entre les années 1860 et 1930 environ — et de façon particulièrement spectaculaire (et désespérante pour les gens qui vivaient tout cela) à l'extrême fin de cette période. L'opposition entre ces deux « cercles », ou « cycles », est un peu schématique, je l'admets, et il va de soi que les choses ne s'inversent jamais du jour au lendemain, même lorsque la transition d'un cycle à l'autre est marquée par un événement fort, comme ç'a été le cas dans la région sur laquelle j'ai concentré mon attention depuis le début, et qui va continuer de nous occuper.

Quand je disais tout à l'heure que dans mes cours de ces trois dernières années je suis assez souvent passé, non seulement d'une thématique à l'autre, mais aussi d'un *registre* à l'autre, c'est en effet de cela que je voulais parler : le registre local, et le registre national — autrement dit, la région sur laquelle porte immédiatement mon analyse (et sur laquelle portent mes recherches), et le reste. C'est donc sur cet aspect, sur cette articulation, si l'on veut, entre le local et le national, qu'il me faut à présent procéder à quelques rappels.

Mon fil conducteur, comme le savent tous ceux qui ont suivi les cours précédents (et je m'excuse à l'avance si je me répète un peu), est résolument local ; il est même très local, si l'on considère que mon intérêt pour toutes ces affaires est parti d'une zone qui n'excède guère (en comptant large) 100 km sur 50.



La particularité de cette zone, minuscule à l'échelle de la Chine, était d'être le site d'un système d'irrigation qui pouvait se prévaloir d'une très longue histoire (une histoire qui remontait à plus de 2000 ans), même si en l'occurrence c'est son histoire récente qui m'intéresse — i.e. la façon dont ce système d'irrigation a été modernisé. (J'en ai déjà parlé, de cette modernisation, et j'en parlerai encore, mais ce sera sous un angle nouveau, et en introduisant des données inédites.) Mais il va de soi qu'une telle histoire — une histoire aussi « locale », et considérée dans la courte durée d'une vingtaine d'années — ne peut en aucun cas être étudiée sans être mise en contexte, i.e. sans être replacée dans un espace plus vaste et dans un temps plus long. Je le rappelle, le site du Jinghui qu 涇惠渠 (c'est le nom moderne du canal qui alimente tout le système) est situé à une quarantaine de kilomètres au nord de Xi'an. Xi'an est aujourd'hui la capitale d'une province importante (le Shaanxi), et en outre une destination touristique très courue ; mais dans l'Antiquité, et plus encore à l'époque médiévale (sous la dynastie des Tang), lorsqu'elle s'appelait Chang'an, c'était une métropole impériale prestigieuse vers laquelle convergeaient, sinon des touristes, du moins des pèlerins, des ambassadeurs et des marchands venus de tout l'Extrême-Orient et de toute l'Asie intérieure — une métropole, d'ailleurs, incomparablement plus vaste que Xi'an, la capitale provinciale de la fin de l'empire, dont les murailles existent toujours ; et ce passé glorieux se rappelle au souvenir des contemporains par une quantité de monuments et de vestiges archéologiques, ce qui explique bien sûr son succès touristique.

Pour y revenir, le système d'irrigation dont je parle existe depuis avant la première unification impériale, en 221 av. J.-C. — on l'appelait alors le Zheng Guo qu 鄭國渠, du nom du personnage qui l'avait imaginé et réalisé ; et un peu plus tard on a parlé du Zheng Bai qu 鄭白渠, en y ajoutant le nom d'un certain M. Bai (白公), sur lequel on ne sait rien par ailleurs, sinon qu'il a ajouté une branche importante au dispositif sous la dynastie des Han (au 1^{er} siècle avant notre ère). C'est d'ailleurs cette branche — le canal Bai — qui a survécu et qui a continué de fonctionner pendant presque toute la période impériale : le canal originel (le Zheng Guo), qui à en croire les rares sources qui en parlent était beaucoup plus long, semble en effet avoir été mis hors d'usage assez rapidement.

En tout cas (et c'est le point important ici) cette infrastructure imposante était à l'origine beaucoup plus qu'un dispositif d'irrigation d'intérêt local, c'est-à-dire qui aurait concerné

essentiellement les agriculteurs du coin : c'était une infrastructure qui avait une signification nationale (si l'on peut user d'un tel terme à cette époque), puisqu'il s'agissait de faire littéralement décoller la productivité d'un royaume (le Qin 秦) qui avait le projet de conquérir toutes les autres (la construction du canal Zheng Guo date de la fin de l'époque dite des Royaumes combattants) ; en d'autres termes il s'agissait de lui donner, à ce royaume, les moyens économiques de ses ambitions. Plus précisément, l'objectif était de multiplier le rendement de l'agriculture à l'intérieur d'une sorte de « zone pilote » située au cœur même du royaume de Qin (et à proximité de sa capitale, donc près de l'actuelle Xi'an). Et c'est un fait que le Qin n'a pas tardé à absorber toutes les principautés rivales, comme chacun sait, et à unifier l'aire culturelle chinoise sous son pouvoir. (Cela étant, j'ajoute que, même si les historiens anciens affirment sans hésiter que c'est cette nouvelle force de frappe économique qui a permis au futur Qin Shihuangdi d'avaloir ses rivaux dans l'espace d'une vingtaine d'années, la part exacte du canal Zheng Guo dans ce succès reste malgré tout à déterminer : en règle générale il faut toujours se méfier des explications monocausales, et dans le cas présent je pense qu'il est plus raisonnable de considérer que cette nouvelle et apparemment spectaculaire infrastructure d'irrigation, sur laquelle après tout nous ne savons pas grand-chose de précis, n'a été qu'un élément parmi d'autres dans la montée en puissance très rapide de l'État de Qin pendant la 2^e moitié du 3^e siècle av. notre ère.)

Mais je continue de cibler spatialement mon propos. Comme j'ai déjà eu maintes fois l'occasion de l'expliquer, cette zone irrigable (qu'on appelait au 20^e siècle la zone du Weibei 渭北, c'est-à-dire au nord de la rivière Wei) recouvre une partie seulement de la plaine du Guanzhong 關中, c'est-à-dire de la vallée de la Wei, autrement dit encore de la zone centrale de l'actuel Shaanxi. Cette région du Guanzhong est bien définie géographiquement (par sa topographie, par la densité de son peuplement, par sa relative fertilité — surtout quand on arrive à l'irriguer) ; et elle possède une identité culturelle forte, appuyée sur une histoire glorieuse, comme on l'a vu à l'instant — glorieuse, à vrai dire, dans des temps plutôt anciens : mais justement, la nostalgie des habitants du Guanzhong pour ces dynasties depuis longtemps disparues, les Han et les Tang, sous le règne desquelles leur région était au centre même d'un empire dominant toute l'Asie orientale — cette nostalgie est un peu une constante de l'histoire du Guanzhong et du Shaanxi à la fin de la période impériale et au début de la République ; et, ce qui nous concerne particulièrement ici, elle est régulièrement invoquée par les ingénieurs ou les politiciens qui ont tenté de ressusciter le site hydraulique du Zheng-Bai en le transformant en une infrastructure moderne.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de retracer en détail l'histoire bimillénaire du système d'irrigation du Weibei. Il me suffira de dire (ou de rappeler) que cette histoire est un peu celle d'une longue décadence — avec des hauts et des bas, certes, mais une longue décadence quand même, au terme de laquelle, à la fin de l'empire, ce système n'était plus que l'ombre de lui-même : pour le coup, ce n'était plus qu'un petit dispositif d'importance locale, desservant une poignée de riverains, même si la mémoire de son importance passée restait vivace. Un signe particulièrement parlant de ce déclin, c'est qu'au 18^e siècle (en 1737 précisément) on avait fini par renoncer, pour des raisons de difficulté technique, à ce qui avait été jusqu'alors la raison d'être même du système, à savoir le dispositif qui permettait de capter une partie du courant de la rivière Jing 泾 et de le détourner dans ce qu'on peut décrire, en termes techniques, comme une sorte de canal de contour irrigant par gravité la plaine en contrebas. Ce dispositif, qui avait été la source de constantes difficultés depuis des siècles, est donc définitivement fermé en 1737, et à partir de là le système ne recueille plus que l'eau d'un certain nombre de sources locales, pour un débit qui ne représente qu'un dixième environ de ce qu'on arrivait à obtenir précédemment.

En même temps qu'il était confronté à ces difficultés techniques, et pour des raisons de géopolitique, le système d'irrigation du Weibei a progressivement perdu son importance, si

l'on peut dire, « nationale ». Certes, sous la dynastie des Tang encore (jusqu'au 8^e siècle) il contribuait à la prospérité d'une région qui était aussi l'hinterland d'une grande capitale impériale ; et à ce titre d'ailleurs — c'est un détail qui mérite d'être souligné — la gestion de ce qu'on appelait alors le Canal Bai était assurée par un organisme du gouvernement central, dont les règlements ont été retrouvés loin de là, dans les documents de l'oasis de Dunhuang. Sous la dynastie des Song (au 11^e siècle surtout) la région du Guanzhong conserve une certaine importance stratégique — et encore, par intermittence —, mais c'est plutôt parce qu'elle constitue désormais une zone frontière au contact d'empire barbares menaçants, et qu'à ce titre le gouvernement central, qui a son siège loin du Guanzhong, dans la plaine centrale, continue de considérer qu'elle doit être renforcée économiquement. Mais sous les Yuan, les Ming et les Qing ce n'est plus vraiment le cas : l'économie du Guanzhong n'est pas considérée comme un problème négligeable, certes, mais elle n'a plus désormais qu'une importance régionale.

Et il en va de même dans les années vingt et trente du 20^e siècle, notez-le, c'est-à-dire à l'époque qui nous concerne directement ; mais là les choses deviennent un peu plus compliquées. Les projets de rénovation et de modernisation du site hydraulique du Weibei dont j'ai déjà parlé sont d'abord des projets locaux, ou plutôt régionaux, et leurs promoteurs invoquent des arguments qu'on pourrait dire de patriotisme régional lorsqu'ils essaient de mobiliser les autorités provinciales et de trouver des financements. Presque tous ces promoteurs — qu'il s'agisse d'ingénieurs, comme Li Yizhi, de politiciens locaux, ou de militaristes soucieux de renforcer leur base — sont d'anciens militants, ou au moins d'anciens compagnons de route, de la révolution de 1911 au Shaanxi. (J'ai consacré une assez grosse étude à ce groupe des révolutionnaires de 1911 à Xi'an et à son destin pendant les vingt années suivantes¹.) Or, ne serait-ce qu'à ce titre — en tant qu'anciens de la Révolution de 1911 —, les promoteurs du projet sont de manière plus ou moins active et plus ou moins visible partie prenante à des débats et à des événements qui concernent tout le pays : la révolution, la contre-révolution, la modernisation, la démocratie, la résistance à l'impérialisme, que sais-je ; et aussi — et à différentes reprises —, la guerre civile.

J'ai longuement évoqué la guerre civile au Guanzhong pendant mes précédents cours : je ne me souviens pas si je l'avais formulé ainsi, mais on peut dire qu'entre le début de 1918 et la fin de 1930, les années pendant lesquelles la région a vécu à peu près en paix sont beaucoup moins nombreuses que celles pendant lesquelles elle a été le théâtre d'affrontements armés — et d'affrontements dont certains ont été terriblement destructeurs (je pense au siège de Xi'an en 1926, notamment, mais il y aurait beaucoup d'autres événements à citer). Mais ce que je voulais souligner ici, c'est qu'en règle générale ces affrontements n'étaient pas seulement des conflits limités, des « conflits régionaux » ayant opposé, par exemple, des militaristes locaux en compétition pour prendre le contrôle d'un territoire convoité à cause de son rendement fiscal, ou alors le gouverneur militaire du moment, c'est-à-dire le seigneur de la guerre installé à Xi'an par la grâce de ses alliances au niveau national, à des subordonnés récalcitrants — même si dans beaucoup de cas il s'agissait bien de cela. Comme j'ai eu l'occasion de l'expliquer, la guerre civile au Guanzhong était la plupart du temps le reflet (ou le prolongement local) de conflits qui se jouaient à l'échelle du pays, qu'il s'agisse des affrontements entre les principales coalitions de seigneurs de la guerre qui se disputaient le pouvoir à Pékin, ou entre les forces révolutionnaires de Chine du Sud se réclamant de Sun Yat-sen et les militaristes du Nord, ou (comme à la fin de 1926) entre l'alliance entre nationalistes et communistes bénie par Moscou et les appointés du gouvernement de Pékin ;

¹ « La génération 1911 : Xi'an, 1905-1930 », in Alain Roux, Yves Chevrier et Xiaohong Xiao-Planes (éd.), *Citadins et citoyens dans la Chine du XX^e siècle* (Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2009), pp. 347-418

ou encore (comme en 1930) entre le régime de Chiang Kai-shek à Nankin et les seigneurs de la guerre rebelles de Chine du Nord.

Bref, ces personnages que nous avons rencontrés, et que nous rencontrerons encore, qui manifestent parfois avec beaucoup de passion l'ambition de tirer leur province natale (ou pour certains d'entre eux, la province où ils exercent le pouvoir) de son marasme économique et de son arriération culturelle — ou pour le dire autrement, qui rêvent de lui rendre sa prospérité et son rayonnement passés, à défaut d'en faire une nouvelle métropole nationale comme sous les Han et les Tang —, ces hommes de pouvoir et ces patriotes locaux, donc, sont partie prenante à des réseaux qui ont des ramifications partout et qui sont souvent basés sur d'ancien compagnonnages révolutionnaires ou d'anciennes camaraderies d'études, et pas seulement au Shaanxi, et ils entrent dans des alliances politiques et militaires (les deux se distinguant rarement à cette époque) qui n'arrêtent pas de se recomposer au gré des vicissitudes de la politique nationale et des affrontements à l'échelle du pays. Et voilà pourquoi il est indispensable de considérer les événements locaux auxquels je m'intéresse *dans cette dimension*, comme je l'ai fait jusqu'à présent : d'inscrire l'histoire du Guanzhong ou du Shaanxi dans l'histoire de la Chine républicaine — dans celle de la Chine des seigneurs de la guerre, qui nous a occupés jusqu'à présent, et à présent dans celle du régime de Nankin.

Et cela vaut aussi, bien entendu, pour l'histoire du site d'irrigation du Weibei, lequel se trouvait à l'époque dans un état de complète déréliction, et qu'il s'agissait de transformer en une infrastructure moderne, spectaculaire même, qui non seulement ferait redécoller l'économie de la région et éloignerait à jamais, espérait-on, le spectre de la famine, mais qui serait en outre un modèle pour le reste du pays. Là encore, en effet, on retrouve l'articulation entre le niveau local et le niveau national. La reconstruction du site hydraulique du Weibei pouvait difficilement être envisagée avec les seules forces de la province, car l'économie locale se trouvait alors dans une situation de crise profonde, structurelle pourrait-on dire ; en outre le pouvoir provincial était, au minimum, mal assuré politiquement (et cela même après 1930, bien que la situation eût été considérablement stabilisée), et ses finances étaient dans un état proche de la banqueroute. Il était par conséquent indispensable, pour réaliser un tel projet, d'en assurer la publicité en dehors du Shaanxi, dans les grandes villes du pays où se trouvaient concentrées les ressources politiques et financières du pays : à Pékin, puis à Nankin après l'installation du gouvernement nationaliste (à partir de 1928), et aussi (et même encore plus) à Shanghai, à Tianjin ou à Hankou, c'est-à-dire dans les métropoles commerciales où résidait une bonne partie de la communauté internationale. L'ingénieur Li Yizhi, qui est le plus ardent promoteur de la modernisation du Weibei dans les années 1920, a ainsi fait, et à plusieurs reprises, la tournée des grandes villes de Chine pour essayer d'intéresser les bailleurs de fonds potentiels à ses projets. Et s'il pouvait le faire, et espérer trouver des interlocuteurs (mais il n'en a en fin de compte pas trouvé), c'est parce que lui aussi avait, d'une certaine manière, une surface nationale. Après son retour d'Allemagne en 1915, au terme de ses études d'ingénierie hydraulique à l'université technique de Danzig, il avait très vite acquis un très grand prestige dans la profession, comme enseignant dans un institut spécialisé à Nankin, comme auteur de nombreuses publications techniques, comme membre de sociétés professionnelles, et comme participant à des projets et à des comités où se retrouvaient ingénieurs chinois et étrangers.

Et puis, surtout, c'est dans les grandes villes que je viens d'énumérer que les principaux organismes philanthropiques du pays avaient leur siège. (Philanthropiques ou « charitables », comme on les appelle aussi, et à vrai dire la distinction n'est pas toujours très nette, dans la mesure où la majorité des entreprises philanthropiques avaient une forte connotation religieuse, quand elles n'étaient pas purement religieuses.) J'ai abondamment traité de ce sujet l'année dernière, et je n'y reviens donc pas — sinon malgré tout pour rappeler que ce qui caractérise ce que qu'on peut appeler, je crois, la « philanthropie moderne » en Chine, qui se

développe considérablement à partir de la fin du 19^e siècle, c'est sa vocation à intervenir partout dans le pays, même loin de ses bases — alors que la philanthropie chinoise traditionnelle restait purement locale. Là encore, donc, l'articulation entre instances locales et instances nationales est essentielle, et c'est bien pourquoi j'ai consacré une grande partie de mes exposés il y a un an au développement d'une philanthropie nationale en Chine depuis la fin des Qing, avant de revenir, mais en fin de parcours, sur le terrain du Shaanxi, pour voir dans quelles conditions et avec quels moyens les principales organisations charitables y étaient intervenues pendant la grande famine de 1928-1930.

Plusieurs de ces organismes charitables de dimension nationale — dont une bonne partie, je le rappelle, étaient basés à Shanghai — se trouvaient à la tête de réseaux de comités provinciaux. Ces comités avaient vocation à intervenir localement, ce qu'ils faisaient souvent de leur propre initiative, et surtout c'est par eux que transitaient les ressources mobilisées par les instances dirigeantes. C'était le cas (pour ne donner que les principaux exemples) de certaines organisations bouddhistes, ou d'inspiration bouddhiste, telle que la Zhongguo jishenghui 中國濟生會 (Association chinoise pour sauver les vies) fondée en 1916 à Shanghai, dont j'avais parlé l'année dernière ; ou encore de la Croix-rouge chinoise, dont j'ai également parlé en détail ; ou enfin d'une organisation que, là encore, j'ai très souvent évoquée et dont je vais bientôt reparler de façon assez détaillée, la Commission internationale de secours contre la famine (ou CIFRC). Nous avons ainsi vu qu'à Xi'an, en 1930, s'activaient un nombre significatif de militants de la philanthropie appartenant à divers comités — des bouddhistes notamment, mais pas seulement. Ces gens avaient en quelque sorte réussi à tenir le coup pendant les trois années terribles de famine, de chaos social et de guerre civile par lesquelles était passé le Shaanxi depuis 1928, mais ils n'avaient pas été en mesure de faire grand-chose en raison de leur isolement et du manque dramatique de moyens (les deux choses allant bien sûr ensemble) ; et nous avons aussi vu qu'aussitôt la situation politique de la province à peu près stabilisée (c'est-à-dire à la fin de 1930), ces mêmes responsables s'étaient démenés pour rétablir le contact avec les organisations charitables nationales — qui étaient souvent leurs maisons mères — et les supplier de reprendre leurs interventions au Shaanxi, et d'y envoyer des moyens conséquents.

J'ai déjà eu l'occasion de souligner l'importance capitale dans l'histoire du Shaanxi, et particulièrement du Guanzhong, de ce tournant de la fin 1930 — de ce moment dont nous avons vu tout à l'heure qu'il se place à l'articulation d'une longue période de crise socio-économique et d'un nouveau cycle de développement. La raison de ce tournant est d'abord politico-militaire. Pour le rappeler très rapidement, c'est en octobre 1930 que le régime de Nankin (i.e. le régime nationaliste), qui est le gouvernement légitime de la Chine depuis 1928, parvient à faire entrer pour de bon la province du Shaanxi dans son orbite et à y installer une administration dépendant directement de lui. Avant cela la région ne dépendait que nominalement de Nankin ; elle était en réalité contrôlée par un personnage aussi pittoresque que redoutable, et que nous avons déjà souvent rencontré, le seigneur de la guerre Feng Yuxiang 馮玉祥. Feng Yuxiang avait conclu un pacte avec le Parti nationaliste (ou Guomindang) en 1926 pour conquérir la Chine et faire tomber le gouvernement de Pékin, et ses armées avaient réussi à prendre pied au Shaanxi et à s'emparer de Xi'an dès la fin de cette même année ; mais il avait ensuite rapidement pris ses distances avec Chiang Kai-shek. Depuis 1927 Feng Yuxiang était à la tête d'un groupe d'armées dépendant nominalement du gouvernement nationaliste (avant même que celui-ci n'ait reconquis la Chine du Nord), mais qui était en réalité *son* armée — elle était appelée à l'époque l'« armée du Nord-Ouest » (Xibeijun) —, sur laquelle il exerçait un commandement sans partage, du moins tant que ses généraux lui restaient fidèles ; et cette armée contrôlait une vaste zone incluant, outre le Shaanxi, le Gansu plus à l'Ouest, une partie de la Mongolie intérieure au Nord, et une partie du Henan dans la plaine centrale.

L'administration du Shaanxi était donc aux mains des généraux de Feng Yuxiang, lesquels avaient pour mission, d'une part, de venir à bout des seigneurs de la guerre locaux qui avaient conservé leur indépendance dans une bonne partie de la province (cette mission a été accomplie à la fin de 1927 et dans le courant de 1928, au prix de sanglants combats) ; et, d'autre part, ils étaient chargés de mobiliser toutes les ressources de la province pour approvisionner la machine militaire de Feng Yuxiang. Les conséquences de cette exploitation impitoyable des régions qui servaient de « grand arrière » aux forces de Feng Yuxiang a eu des conséquences d'autant plus dramatiques pour les populations locales que, depuis la fin 1928, le Nord-Ouest de la Chine était en butte à une sécheresse catastrophique dont le résultat, combiné avec les déprédations et les exactions des militaires, a été l'une des pires famines de son histoire.

Dans tous les cas, les relations entre Feng Yuxiang et le régime de Nankin se sont rapidement dégradées, à tel point qu'au terme de manœuvres, de négociations et de coups bas dont je vous passe le détail Feng est entré ouvertement en rébellion, à l'hiver 1929, et en guerre un peu plus tard, essayant même en juillet 1930 de mettre sur pied avec ses alliés du moment un gouvernement dissident et une assemblée nationale à Pékin. Mais, de revers militaires en trahisons grassement payées (c'était une des méthodes favorites de Chiang Kai-shek pour venir à bout de ses adversaires : les acheter), l'Armée du Nord-Ouest a été acculée à la défaite. Le Guanzhong était son dernier réduit ; comme nous l'avons vu ce réduit tombe, sans grande résistance d'ailleurs, en octobre de la même année.

Le nouveau président du gouvernement du Shaanxi, désigné personnellement par Chiang Kai-shek, est le général Yang Hucheng 楊虎城, celui-là même qui est entré dans Xi'an après être venu à bout des dernières défenses de Feng Yuxiang. Dans l'historiographie de Chine populaire Yang Hucheng est célébré comme un grand héros et comme un patriote ami des communistes. Patriote il l'était sans aucun doute, et il avait beaucoup de communistes (plus ou moins crypto) dans son entourage. Mais ce qu'on arrive à voir de lui dans les sources montre que c'était un personnage compliqué, pour dire le moins, et il a eu beaucoup de hauts et de bas dans sa carrière ; en outre il a toujours été très contesté de son vivant, et de toute façon il avait de nombreux ennemis. J'aurai d'ailleurs l'occasion d'évoquer ses relations souvent difficiles avec les étrangers qui travaillaient au Shaanxi au début des années 1930, notamment les représentants de la CIFRC.

Yang Hucheng était un natif du Guanzhong, il venait d'une famille de paysans misérables, et il avait débuté comme chef de bandits avant de rejoindre avec sa petite troupe l'armée régulière en 1916. Dès sa fondation au début de 1918 il s'était engagé dans les rangs de l'Armée de pacification nationale (Jingguojun 靜國軍) : j'ai longuement parlé il y a trois ans de cette dissidence d'inspiration sunyatsénienne qui avait réussi à occuper pendant près de quatre ans la rive gauche de la vallée de la Wei (où se trouve le site du Weibei) et à résister aux autorités de Xi'an. Pendant le long siège de Xi'an en 1926 c'était lui qui avait tenu la ville, d'ailleurs au prix de souffrances inouïes pour les populations civiles, à tel point qu'il avait préféré aller se cacher une fois le siège levé. Par la suite il avait commandé une armée dans le dispositif de Feng Yuxiang, puis il s'était exilé au Japon, en 1928, pour ne pas avoir à choisir entre Feng Yuxiang et Chiang Kai-shek, et enfin il s'était décidé à prendre le parti de ce dernier, pour le compte de qui, comme nous venons de le voir, il avait reconquis le Shaanxi ; et Chiang Kai-shek, qui pourtant se méfiait beaucoup de lui, l'avait donc nommé gouverneur de la province. (Je rappelle que Yang Hucheng a acquis une célébrité internationale au moment de ce qu'on appelle le « coup de Xi'an », le 12 décembre 1936, lorsqu'en compagnie du « jeune maréchal » Zhang Xueliang 張學良 il a kidnappé Chiang Kai-shek, qui était en visite d'inspection, pour l'obliger à cesser les combats contre les communistes et à s'allier avec eux contre les Japonais.)

Nous avons déjà rencontré Yang Hucheng lorsque j'ai évoqué, dans mes derniers exposés d'il y a un an, les efforts frénétiques du nouveau gouvernement de Xi'an, dès les premiers jours de son établissement, pour mobiliser l'aide des organismes charitables du pays, ainsi que celle du gouvernement de Nankin, et même l'aide internationale, afin de secourir les populations affamées et de relancer l'économie : la fin de la sécheresse était en effet en vue, mais le problème était d'aider les paysans à passer l'hiver et à tenir le coup jusqu'à la prochaine récolte espérée, au printemps suivant — et déjà, de les aider à semer cette récolte, puisque la pluie était revenue, et donc de procéder à des achats massifs de semences. Nous avons vu qu'un des premiers soins de Yang Hucheng, après son arrivée à Xi'an, avait été de mettre sur pied une « Commission des secours de la province du Shaanxi » dont les responsables étaient en majorité des chefs de la philanthropie locale ; cette commission était chargée de coordonner aussi bien l'organisation des secours que les appels à l'aide lancés à travers tout le pays.

Le sentiment qui s'exprime dans de nombreux articles publiés à Xi'an à cette époque — je l'avais aussi noté — est un sentiment de renaissance, comme si l'on sortait enfin d'un long tunnel ; autrement dit, cette transition politique de la fin 1930 a effectivement été ressentie par les habitants de la province comme un point tournant, comme l'orée d'un nouveau cycle de tranquillité et de progrès économique. Certes, les éléments de ce nouveau cycle sont encore virtuels à ce moment — ce ne sont encore, disons, que des espoirs, des projets, et nous verrons plus tard que dans les années suivantes ces éléments virtuels ont mis du temps à s'actualiser et à produire leurs effets ; ou si vous préférez, que la transition a été longue. Par exemple, l'un des grands arguments des autorités provinciales et de la Commission des secours pour mobiliser les organisations philanthropiques chinoises et étrangères, et les convaincre de revenir au Shaanxi, était le retour à la paix civile, le rétablissement de l'ordre : en effet, même sans parler des affrontements militaires, l'insécurité généralisée et le banditisme avaient été l'une des principales raisons pour lesquelles les organismes charitables de Pékin, Shanghai ou Tianjin avaient cessé d'intervenir, à de rares exceptions près. Or, affirme-t-on à présent, et dès la fin 1930, c'est fini, le président Yang Hucheng a restauré l'ordre et éradiqué le banditisme, ou il est en train de le faire ! En réalité on n'en était pas encore là, même si certaines descriptions évoquent en effet la discipline nouvelle imposée dans la ville de Xi'an par l'armée nationaliste ; et des événements que je mentionnerai plus tard montrent qu'en 1932 ou 1933 encore, l'insécurité était grande, même sans s'éloigner beaucoup de Xi'an, et que dans des zones assez étendues le contrôle du gouvernement provincial restait extrêmement limité.

Mais il n'en est pas moins indiscutable que la coupure de 1930-1931 est tout à fait réelle, cruciale même, et il est clair qu'elle a enclenché une nouvelle dynamique dans la région, même si à beaucoup d'égards cette dynamique n'a eu d'effets en profondeur qu'à plus ou moins long terme. Mais elle les a eus, et si cette action dans la durée a été possible, c'est, d'abord et avant tout, parce qu'en dépit de quelques soubresauts sans grand impact sur les conditions de vie de la population, le Guanzhong a bénéficié, à partir de l'installation du pouvoir nationaliste à Xi'an, d'une stabilité politique qu'il n'avait pas connue depuis la chute de l'empire en 1911. De ce point de vue l'on peut dire que le contraste est total avec les vingt années précédentes, pendant lesquelles — comme nous l'avons assez vu dans mes précédents exposés — les épisodes récurrents de guerre civile et les changements de régime à Xi'an n'avaient cessé d'entretenir le désordre ; et en même temps ils ne pouvaient que décourager les tentatives sérieuses de modernisation économique, ou les faire tourner court. En outre, contrairement à une grande partie de la Chine, après 1930 le Shaanxi est resté pour l'essentiel à l'écart de la guerre : les Japonais n'y ont jamais pris pied (même s'ils étaient capables de bombarder Xi'an), et le gouvernement nationaliste, réfugié à Chongqing (au Sichuan) depuis

1938, a en fait déployé des efforts non négligeables pour développer le Shaanxi et en faire une des bases économiques de la Chine libre.

Cela étant dit, si le cycle de développement économique et de retour à l'ordre social dont je parle a été plutôt lent à se mettre en route, dans certains domaines les choses sont allées assez vite : et là, nous retrouvons l'irrigation et le projet du Weibei, dont la réalisation a eu un impact crucial sur l'ensemble du processus. J'ai déjà beaucoup parlé de cette réalisation ces dernières années, je vous en avais même montré plusieurs images, et je me contenterai donc aujourd'hui de vous rappeler les faits essentiels. Le fait essentiel, peut-être — et qui explique en effet pourquoi les choses sont allées relativement vite —, c'est l'engagement de la CIFRC dans cette affaire. Vous vous souvenez sans doute que l'ingénieur Li Yizhi, qui était revenu dans son Shaanxi natal à l'été 1922, avait très vite mis au point un projet extrêmement ambitieux de modernisation du canal et de reconstruction du site, et que dès 1924 il avait réussi à y intéresser la CIFRC, en la personne du chef de son département d'ingénierie, l'Américain O.J. Todd. Comme le Shaanxi connaissait alors une période de tranquillité relative, et que les autorités locales et provinciales étaient elles aussi intéressées à la réalisation du projet, celui-ci avait semblé un temps avoir de sérieuses chances de trouver un financement et de pouvoir démarrer, et la CIFRC avait même commencé d'en faire la publicité dans la presse nationale. Malheureusement la dégradation rapide de la situation politique et la reprise de la guerre civile, dès 1925, avaient coupé court à ces ambitions, si bien que dans les années suivantes il n'en a plus été question. Li Yizhi, pour sa part, avait perdu tout espoir et avait quitté la province en 1927.

Pourtant la CIFRC gardait le projet dans ses cartons. J'avais raconté comment, à l'été 1930, au pire moment de la famine, un certain John Earl Baker, un vieux routier de la philanthropie en Chine, qui avait alors été désigné par la CIFRC comme directeur de ses opérations de secours, avait parcouru le Guanzhong pour essayer de distribuer quelques secours et de lancer quelques chantiers (suivant la vieille formule des travaux publics payés en secours distribués aux travailleurs, que la CIFRC mettait en pratique chaque fois que c'était possible) ; et j'ai raconté comment, avec l'aide d'un ingénieur norvégien nommé Sigurd Eliassen, qui travaillait également pour la CIFRC, il avait ressuscité le projet du Weibei, sous une forme un peu modifiée (et même un peu édulcorée), au milieu d'un grand enthousiasme populaire, et avait même réussi à conclure un accord préalable avec le gouverneur du Shaanxi (un certain Liu Yufen 劉郁芬, un lieutenant de Feng Yuxiang qui allait être chassé de son poste par les nationalistes deux mois plus tard) — un accord aux termes duquel la CIFRC s'engageait à avancer la moitié du coût si le gouvernement de la province s'engageait de son côté pour l'autre moitié (soit à peu près un demi million de dollars — comment le gouverneur du Shaanxi prévoyait de trouver cet argent, c'est un autre problème, mais il n'y a pas lieu ici de s'y attarder).

On voit donc que l'affaire était déjà sérieusement engagée au moment du changement de régime à Xi'an. Et en effet, lorsque l'ingénieur Todd s'est à son tour rendu au Shaanxi en octobre 1930, quasiment sur les talons de Yang Hucheng, ce dernier a immédiatement accepté de finaliser l'accord qui avait été conclu avec son prédécesseur. Comme on l'a vu, dès son arrivée en poste Yang Hucheng avait donné la priorité absolue aux secours et à la reconstruction économique, et de ce point de vue le démarrage sans délai du chantier du Weibei ne pouvait être qu'un signal fort, propre à rassurer la population et à lui montrer que les choses étaient en effet en train de changer de façon décisive. On peut d'ailleurs voir dans la revue hebdomadaire publiée par le Comité provincial des secours (j'en avais aussi parlé) que l'affaire est suivie pas à pas, numéro après numéro, qu'il s'agisse du banquet offert par Todd à Yang Hucheng et auquel assistent tous les responsables de la philanthropie locale, de la cérémonie marquant le démarrage du chantier, le 6 décembre 1930, ou de l'avancement du chantier pendant ses premières étapes (la revue cesse de paraître dès le début de 1931).

Comme j'en avais parlé assez en détail dans mon cours de 2005, je ne reviens pas sur les aspects techniques et sur les péripéties de la construction du canal Jinghui — ainsi qu'on l'a baptisé un peu avant son inauguration. Celle-ci a eu lieu le 20 juin 1932, en présence de nombreuses personnalités venues de tout le pays ; mais le dispositif était loin d'être terminé à cette date. En particulier, il manquait encore plus de la moitié du réseau de canaux secondaires destinés à amener l'eau jusque dans les champs, et la superficie effectivement irriguée était donc diminuée d'autant ; et s'il en était ainsi, c'était parce que les autorités provinciales n'avaient pas réussi à s'acquitter de la part du chantier qui leur revenait, par manque de fonds : on avait bien prévu de lever un emprunt sur les futurs bénéficiaires de l'irrigation, mais cet emprunt avait très peu rapporté, à cause de l'appauvrissement des riverains, aggravé encore par un retour de sécheresse à l'automne 1931 et au début de 1932 ; et le gouvernement provincial lui-même était dans une situation financière catastrophique. La fin des travaux a donc dû être effectuée en 1933 et 1934, en partie par les ingénieurs de la CIFRC, et avec des fonds levés par celle-ci auprès d'un comité shanghaien de lutte contre la famine et de la philanthropie américaine.

Je n'entre donc pas dans le détail de tous ces événements. En revanche, il y a deux aspects que je voudrais souligner d'emblée, parce que je les développerai par la suite. D'une part, j'évoquerai la façon dont les relations entre Chinois et étrangers ont influencé le processus de développement dans la Chine républicaine, plus spécialement au niveau de la CIFRC, puisque celle-ci a été un intervenant significatif dans ledit processus au Shaanxi ; et ceci me conduira à revenir sur certains aspects de l'histoire du rôle de cet organisme que je n'ai pas encore eu l'occasion de traiter. D'autre part, j'examinerai de façon relativement détaillée l'impact du modèle du Weibei sur ce même processus, autrement dit, les aspects plus proprement techniques et économiques du développement dans la région du Guanzhong après 1930, dont l'étude nous conduira d'ailleurs bien au-delà de ce périmètre d'irrigation dont on peut dire que, d'une certaine manière, tout est parti.

23/1/08

Je vous ai donc rappelé la dernière fois, au moins dans ses grandes lignes, la problématique à laquelle je consacre mon cours depuis quatre ans, et qu'on pourrait peut-être résumer de la façon suivante : « *société civile* [se référant au rôle des organismes à vocation philanthropique], *guerre civile* [se référant au rôle des seigneurs de la guerre] et *développement économique* [c'est là qu'intervient la corporation des ingénieurs] dans la Chine républicaine » — après 1912, donc, et jusqu'en 1935 ou un peu après, c'est-à-dire jusqu'au début de la guerre sino-japonaise ; et avec cette précision importante (qui ne se trouve pas dans le titre du cours, mais que vous connaissez maintenant bien) que cette étude dont nous abordons le quatrième volet est centrée sur une région bien déterminée — même si je ne cesse de la mettre en contexte dans l'histoire de la Chine de cette époque, et donc que je vous parle souvent d'autre chose. Je le rappelle donc une dernière fois, cette région, c'est la province du Shaanxi, dans le Nord-Ouest, dont la capitale est Xi'an, et qui au début du 20^e siècle n'est plus depuis longtemps une province centrale (ce qu'elle avait été dans des temps plus anciens) ; et c'est plus précisément la zone centrale du Shaanxi (centrale aussi bien économiquement et politiquement que géographiquement), i.e. la plaine du Guanzhong (ou vallée de la Wei) ; et plus particulièrement encore, c'est le site d'irrigation du Weibei, au nord du Xi'an, dont nous avons vu que depuis l'Antiquité c'était le cœur économique du Guanzhong, et donc du Shaanxi.

Et je vous ai aussi précisé la semaine dernière qu'après avoir évoqué pendant trois ans les désordres et les violences de toutes sortes qui ont affligé cette région entre la Révolution de 1911 et la fin de 1930, et après avoir analysé la situation de crise économique permanente dans laquelle elle est restée plongée pendant toute cette période (et où elle se trouvait en fait depuis le milieu du 19^e siècle) — après avoir parlé de « développement négatif », en quelque sorte —, je m'appête à traiter cette année du second volet de l'histoire républicaine du Shaanxi (ou du Guanzhong) ; c'est-à-dire de la phase de stabilisation politique, économique et sociale qui s'amorce à partir de la reprise en main du Nord-Ouest de la Chine par le gouvernement nationaliste de Nankin (le régime du Guomindang) — cette reprise en main étant symbolisée par l'entrée des troupes nationalistes dans Xi'an en octobre 1930, au terme de plusieurs mois de guerre civile. En fait il ne s'agit pas simplement de stabilisation, mais bien de développement au plein sens du terme ; c'est-à-dire non seulement un redémarrage (ou une récupération) et une croissance de la production, mais encore (et surtout) une transformation *structurelle* de l'économie locale. Il a fallu un certain temps pour que tout cela devienne visible, certes, mais je n'en pense pas moins qu'il est légitime de parler d'une révolution dans l'histoire moderne de cette région, et d'une révolution que l'on peut résumer assez bien en parlant, tout simplement, de modernisation.

Voilà donc le thème de cette année, et après le rappel général auquel j'ai procédé la semaine dernière le moment est venu d'entrer dans le vif du sujet. J'avais eu le temps il y a huit jours de mentionner deux aspects de la question que je compte développer dans les semaines qui viennent, et qui ne l'épuiseront d'ailleurs pas. Le premier aspect, c'est la façon dont les relations entre Chinois et étrangers ont été susceptibles d'influencer le processus de développement dans la Chine républicaine — et cela, je commencerai à en parler en examinant plus spécialement le problème au niveau d'une institution qui a été un intervenant important dans ce processus, et qui l'a été en particulier au Shaanxi (et c'est d'abord pour cela que je m'y intéresse) : la CIFRC, China International Famine Relief Commission (Commission internationale de secours contre la famine en Chine, 中國華洋義賑救災總會). Pour formuler la question autrement, je dirai peut-être que, s'il est constant que l'assistance

internationale a joué un rôle important, parfois crucial, et sous les formes les plus diverses, dans l'émergence du secteur moderne de l'économie chinoise — et cela, depuis la fin du 19^e siècle —, il reste à examiner de près comment elle a été reçue, comment elle a opéré, et, dans le cas présent, comment les experts, les conseillers et les collaborateurs européens ou américains (ou occasionnellement japonais) qui intervenaient sur le terrain, au contact direct de leurs interlocuteurs chinois, interagissaient avec ces derniers, ce qu'ils représentaient à leurs yeux, ce qui les liait ou ce qui les opposait.

C'est donc sur cela que je vais revenir à partir d'aujourd'hui, mais au préalable je vous rappelle le second aspect que j'avais annoncé, que j'aborderai plus tard, et qui est d'une nature tout à fait différente : c'est l'impact du modèle de développement du Weibei sur le terrain qui nous concerne ; et cela me conduira à examiner les aspects plus proprement techniques et économiques du processus de développement dans la région du Guanzhong après 1930, bien au-delà de ce périmètre d'irrigation dont on peut dire que, d'une certaine manière, tout est parti. Car la réhabilitation du site hydraulique du Weibei, dont j'ai rappelé la semaine dernière qu'elle a été entreprise pratiquement dans les semaines qui ont suivi l'installation de l'administration nationaliste à Xi'an, a eu un impact considérable, et pas seulement dans la zone directement concernée (c'est-à-dire à l'intérieur du périmètre d'irrigation alimenté par le système) — et nous avons vu qu'il s'agit d'une zone qui ne représente qu'une très petite partie de la plaine du Guanzhong. Cet impact s'est fait sentir dans toute la région, à la fois par l'effet d'entraînement que la croissance à l'intérieur de la zone irriguée a exercé sur l'économie du Guanzhong, et parce que cette opération spectaculaire de modernisation infrastructurelle a servi de modèle de développement ; et cela à plusieurs points de vue.

D'abord, le modèle même de *l'infrastructure* a été repris ailleurs. En fin de parcours, c'est-à-dire au début des années 1950, le Shaanxi central n'avait pas moins de huit canaux fonctionnant suivant le principe inauguré avec le Canal Jinghui, c'est-à-dire des canaux captant des cours d'eau en hauteur et irrigant les plaines en contrebas. Ce sont ce qu'on appelle les « huit canaux de bienfaisance » (*bahuiqu* 八惠渠). Cette vision des « Huit canaux de bienfaisance » avait été formulée assez tôt par l'ingénieur Li Yizhi, et avant sa mort (en 1938) il avait pu mener à bien la réalisation du premier d'entre eux, et au moins dessiner des projets pour la suite.

Et ensuite, et de façon tout aussi importante, la mise en service du système d'irrigation alimenté par le Canal Jinghui a été l'occasion de moderniser de façon drastique la *gestion de l'irrigation* à l'échelon de la province, qu'il s'agisse des structures d'administration, de supervision et de surveillance, ou du corpus de réglementation que ces nouveaux organismes devaient faire appliquer, ou qu'il s'agisse des principes mêmes d'utilisation de l'eau — les quantités, les périodes, la nature des cultures irriguées, et ainsi de suite —, tout cela dans le but de maximiser le rendement de l'irrigation. En d'autres termes, pour la première fois l'agriculture irriguée a été envisagée dans la région d'une façon qui se voulait explicitement *scientifique*, et là encore on peut bien parler d'une véritable mutation — moins spectaculaire sans doute que l'édification de grandes infrastructures, et moins facile à repérer, mais dont les effets se sont étendus à une bonne partie de l'agriculture du Guanzhong. Une première révolution, si vous voulez, en attendant la « révolution verte » des années 1960.

De cela donc je parlerai plus tard, en analysant pour vous des documents peu connus, ou même totalement inconnus. Mais avant de me lancer dans cette « étude de modernisation », qui me permettra aussi d'examiner de près les rôles respectifs des administrateurs et des technocrates lorsque ceux-ci arrivent à coopérer dans les mêmes entreprises, comme il avait été impossible de le faire avant 1930 — avant cela, donc, je voudrais m'attarder pendant quelques temps sur la coopération non pas entre administrateurs et technocrates, mais entre Chinois et étrangers.

La CIFRC au Shaanxi

C'est donc la CIFRC, je le disais à l'instant, qui va principalement me servir de cadre pour examiner cette question ; et il y a de bonnes raisons à cela. Il y a de bonnes raisons, tout d'abord, parce que la CIFRC a joué un rôle extrêmement important au Shaanxi (qui reste donc notre terrain) jusqu'au milieu des années 1930. Comme j'ai déjà eu l'occasion de l'exposer, la contribution de la CIFRC à la reconstruction du système hydraulique du Weibei a été immense : c'est elle qui a relancé le projet dès septembre 1930 en s'appuyant sur sa notoriété et sur son accès à des moyens financiers extérieurs² ; ce sont ses ingénieurs qui en ont été les concepteurs (même si des versions antérieures du projet avaient été conçues par Li Yizhi dans les années 1920) ; ils en ont aussi été les exécutants pour la partie la plus difficile et la plus technique du chantier (c'est-à-dire le dispositif de captation de l'eau de la Jing — situé dans une gorge difficile d'accès, incluant la construction d'un barrage et le percement d'un tunnel —, ainsi que la partie du canal creusée dans la roche) ; et enfin la CIFRC a assuré, à la fin du compte, l'essentiel du financement du projet, à une hauteur beaucoup plus importante qu'il n'avait été prévu au départ.

Il n'est pas inutile de souligner tout cela, car la contribution de la CIFRC, dont c'était le projet phare, en matière de travaux publics, au début des années 1930, et un projet auquel elle assurait une large publicité dans tout le pays — cette contribution, que les Chinois de l'époque étaient les premiers à reconnaître et à célébrer, est aujourd'hui minimisée, voire purement et simplement passée sous silence, dans la littérature consacrée en Chine populaire à la construction du canal et à la reconstruction économique au Guanzhong. S'il en est ainsi, c'est apparemment pour des raisons de fierté nationale, ou de préjugé anti-occidental, voire de sentiment anti-impérialiste (on peut remarquer que la CIFRC avait été dénoncée dès les années 1930 par le Parti communiste chinois comme un agent de l'impérialisme américain) ; je dirais même que ce ne peut être que pour de telles raisons, car les sources ont toujours été là, à commencer par les écrits de Li Yizhi lui-même, il suffisait de s'en servir. Seuls en fait certains travaux récents en Chine, consacrés spécifiquement à la CIFRC, rendent compte de façon à peu près exacte (et encore, pas toujours) de la façon dont les choses se sont passées, c'est-à-dire, de qui a fait quoi.

La CIFRC, qui s'était intéressée au Shaanxi pratiquement depuis ses débuts, et qui avait à Xi'an un comité provincial composé de personnalités locales en vue, y était donc plus que jamais une présence importante au début des années 1930. Son efficacité démontrée et les moyens substantiels dont elle disposait en faisaient un partenaire particulièrement recherché par les autorités nationalistes dans leurs efforts pour tirer la province de son sous-développement. On peut d'ailleurs noter qu'un autre de ses grands projets avait également fait l'objet d'un contrat avec le gouvernement provincial du Shaanxi : la construction d'une route carrossable entre Xi'an et Lanzhou, la capitale du Gansu, qui se trouve 700 km plus à l'Ouest — la « route Silan » 西蘭公路, qui présentait des difficultés techniques considérables en raison du relief³. Que ce soit par l'intermédiaire de son comité provincial, ou que ce soit directement, lorsque ses dirigeants se rendaient sur place, la CIFRC était donc en contact constant avec les plus hautes autorités de Xi'an. Et sur le terrain, ses ingénieurs, ses cadres et ses administrateurs fréquentaient quotidiennement les habitants du Shaanxi engagés sur les

² Todd, dans un article de 1932, dit que « The China International Famine Relief Commission, with philanthropic funds from America, was urged to lend its assistance and was offered complete charge of the enterprise by the Shensi authorities » (« The Wei-pei irrigation project », in *Two Decades in China*, p. 150). Les travaux chinois parlent plutôt d'une entreprise du Shaanxi, dirigée par Li Yizhi, à laquelle on a associé la CIFRC.

³ Après l'achèvement de la route Silan le trajet Xi'an-Lanzhou ne prend plus que 3 jours au lieu de 18 précédemment.

chantiers, les fournisseurs, les intermédiaires chargés de recruter la main d'œuvre, et les autorités locales.

Les relations entre Chinois et étrangers

Tout cela pose donc, comme on le voit, la question des relations entre étrangers et chinois dans un tel cadre et dans de telles circonstances ; ou plus exactement, ces coopérations et ces contacts conduisent à se demander comment les étrangers — même ceux qui travaillaient dans le cadre d'entreprises de nature philanthropique, donc en principe *pour la Chine* — étaient considérés par leurs interlocuteurs chinois, comment leur rôle et leur attitude étaient perçus, ou éventuellement ressentis — et à l'inverse, comment les étrangers travaillant dans le cadre de l'assistance philanthropique considéraient leurs interlocuteurs chinois ; et par conséquent, cela conduit à se demander quelle était la nature exacte de leurs rapports interpersonnels. C'est une question plus culturelle, ou, d'un certain point de vue, plus politique, que strictement économique, je l'admets ; mais c'est aussi une question à laquelle j'ai été confronté, ou sensibilisé, en consultant des sources — aussi bien chinoises qu'occidentales — traitant précisément de problèmes de développement, d'expertise technique et d'aide internationale ; et ce que j'y ai trouvé n'a pu que me convaincre que dans de tels domaines les aspects culturels et politiques ne peuvent en aucun cas être ignorés : bien au contraire, ils sont essentiels.

Il va de soi que ces remarques ne valent pas seulement pour la CIFRC, qui n'était certainement pas le seul organisme de coopération internationale actif en Chine à cette époque : il y avait aussi, pour ne citer que quelques exemples, La Commission internationale de secours contre la famine de Shanghai — d'une certaine manière la sœur ennemie de la CIFRC, qui disposait de gros moyens et qui, après avoir adhéré au début à la CIFRC, s'était rapidement impatientée du rapport de subordination que cette adhésion impliquait, et avait donc repris son indépendance, dès 1925 ; il y avait la Croix-rouge américaine, très active en Chine pendant toute cette période, et dont nous avons vu l'année dernière qu'elle avait critiqué de façon assez radicale les méthodes et la stratégie de la CIFRC ; et il y avait même la Société des Nations, qui à partir du début des années 1930 a envoyé en Chine de nombreux experts (y compris des ingénieurs, qui eux aussi ont été fort critiques des réalisations de la CIFRC). Mais son importance même, le poids qu'elle avait en Chine (je vais y revenir de suite), et aussi la qualité des sources dont on dispose maintenant (là aussi j'y reviendrai), font que la CIFRC, autant que je puisse en juger, offre le meilleur matériau pour une étude de cas.

Quoi qu'il en soit, et avant d'examiner les questions que je viens d'évoquer *sur le terrain* — autrement dit, avant de m'interroger sur les relations entre les représentants de la CIFRC et leurs interlocuteurs chinois dans le cadre des projets qu'elle poursuivait au Shaanxi, que ces interlocuteurs soient les autorités de la province, les ingénieurs et les techniciens chinois, ou ceux qu'on continuait d'appeler les coolies — avant cela, donc, il importe de souligner qu'au-delà de son rôle au Shaanxi la CIFRC a été un acteur de tout premier plan dans les efforts pour sortir la Chine du sous-développement et du cycle des désastres naturels, pour l'équiper en infrastructures modernes de transport et de régulation hydraulique, et pour aider la société rurale à s'organiser elle-même et à sortir de la misère (il s'agit là du programme de coopératives, que je mentionnerai le moment venu). On peut dire sans hésiter, je crois, que s'il est un but que la CIFRC a poursuivi à travers toutes ses entreprises, c'était bien d'engager la Chine — et ceci veut dire d'abord la Chine rurale — dans ce que j'ai appelé le « cycle vertueux du développement ». Elle a cherché à le faire (et dans une certaine mesure elle y a réussi) dans ses domaines spécifiques d'intervention ; mais au-delà de cela il est à mon avis hors de doute que pour la plupart de ses dirigeants et de ses cadres, chinois et encore plus anglo-américains, la visée ultime, par delà le sauvetage et la modernisation de l'économie, c'était de contribuer à l'édification d'une société moderne et démocratique en Chine.

L'organisation de la CIFRC

La CIFRC, comme je l'avais indiqué en son temps, avait été fondée à la fin de 1921 avec l'idée de créer une structure permanente pour lutter contre la famine en Chine, en s'attaquant aussi bien à ses causes qu'à ses effets — ceci par opposition aux comités de toutes sortes qui se constituaient çà et là dans les provinces pour faire face à l'urgence chaque fois qu'une catastrophe naturelle survenait : une sécheresse ou une inondation à grande échelle, faisant des centaines de milliers ou des millions de victimes, réduisant les réserves à néant, détruisant les patrimoines, jetant les réfugiés sur les routes, et faisant régner la famine dans de vastes régions. C'est ainsi que se formèrent dans une dizaine de provinces, pendant une sécheresse catastrophique dans les cinq provinces de Chine du Nord en 1920 et 1921, des « Associations sino-étrangères de lutte contre la famine » qui portaient toutes plus ou moins le même nom (*Huayang yizhen hui* 華洋義賑會 de telle ou telle province). À la suite de plusieurs tentatives de coordination, un Comité international contre la famine s'était mis en place à Pékin (appelé *Beijing guoji tongyi jiuzai zonghui* 北京國際統一救災總會), qui s'efforçait de coordonner les efforts de ces différentes associations et qui se chargeait de canaliser et de répartir aussi bien l'aide étrangère que celle provenant du gouvernement (cette dernière était financée par une surtaxe sur les droits de douane). L'idée de mettre en place un organisme permanent et unifié capable d'œuvrer pour *prévenir* le retour de la famine est discutée dès le début de 1921 ; et elle se réalise dès l'automne de cette même année, une fois la situation revenue à la normale, et après que le Comité international de Pékin a réuni pour en discuter les représentants de six associations provinciales (sur neuf en activité à ce moment, semble-t-il). La CIFRC est officiellement créée le 16 novembre 1921 lors d'une assemblée générale à Shanghai, mais son siège reste à Pékin.

La CIFRC était une organisation centralisée, dotée d'un comité exécutif, d'un secrétariat général et de bureaux spécialisés. Cette direction, dont je redirai un mot, et dont un des principes fondateurs était la parité entre responsables chinois et responsables étrangers, exerçait un contrôle étroit sur les comités provinciaux de la CIFRC (il y avait 7 comités provinciaux en 1922, mais on n'en compte pas moins de 15 en 1935). Pour rester accrédités, ces comités provinciaux devaient se conformer strictement aux règles de fonctionnement édictées par la Commission (lesquelles incluaient, là encore, la parité entre responsables chinois et non chinois), et en outre celle-ci contrôlait leurs fonds et récupérait la moitié de leurs recettes (c'est-à-dire des donations qui leur étaient faites) pour les redistribuer en fonction des actions en cours. En tout cas, tout de suite après sa création en remplacement du Comité unifié de Pékin — dont elle a d'ailleurs hérité des principaux dirigeants, et qui lui a aussi laissé le solde inutilisé de ses fonds de secours (une somme se montant à 1,2 million de *yuan* [dollars chinois]) —, la CIFRC est devenue la plus grosse organisation non gouvernementale du pays : en fait, jusqu'en 1937 — c'est-à-dire pratiquement jusqu'à la fin de son histoire, du moins dans sa forme originale, et avant que l'essentiel de ses fonctions ne soient reprises par le gouvernement nationaliste et par la Croix-rouge — c'était l'organisation à but non lucratif disposant des ressources les plus importantes en Chine. À en croire un bilan dressé en 1930, par exemple, pendant la décennie précédente la CIFRC avait dispensé en fonds de secours un total de presque 33 millions de *yuan*, dont un peu plus de 31% étaient d'origine gouvernementale, presque 39% provenaient de contributions chinoises, et presque 30% provenaient de contributions étrangères ; et dans son rapport pour 1936 elle affirmait avoir reçu depuis sa fondation 50 millions de *yuan* en contributions. Et l'on peut ajouter que ces revenus étaient non seulement importants (pour donner un ordre de grandeur, l'opération du Weibei, un des plus gros chantiers de la CIFRC, avait coûté environ 1 million de *yuan*), ils étaient aussi relativement stables, car la CIFRC encourageait ses pourvoyeurs de fonds à lui

verser des contributions annuelles, plutôt que d'avoir à lancer des appels à contributions désespérés lorsque la situation devenait réellement grave.

Mais il n'y avait pas que sa santé financière, qu'il ne s'agit d'ailleurs pas non plus d'exagérer. La réputation de la CIFRC reposait aussi sur la qualité et la rigueur de sa gestion, sur son expérience du terrain, et bien sûr sur son accès privilégié aux ressources de l'étranger — sur son carnet d'adresses, pourrait-on dire. Jusqu'au début des années 1930, en fait — c'est-à-dire avant que le gouvernement nationaliste ne tente sérieusement de reprendre les choses en mains —, les autorités se reposaient presque entièrement sur elle pour les grands travaux d'infrastructure lancés à la faveur (si je puis dire) des famines, donc en recourant à la méthode des secours en échange de travail (*gongzhen* 工賑). Elle était en effet la seule à posséder le savoir-faire et les capacités d'organisation nécessaires, à quoi s'ajoutait son bureau d'ingénierie, dont j'aurai à reparler.

Certes, la CIFRC pouvait s'appuyer pour tout cela sur l'expérience des entreprises de coopération internationale pour combattre la famine et les désastres naturels conduites depuis le début du 20^e siècle, dont elle était l'héritière directe. Mais ce qui faisait la différence, c'est que, dès sa fondation, elle avait travaillé à édifier un ensemble de procédures systématisées et bien rodées, et de plus révisables pour s'adapter aux circonstances ; et d'abord — ce qui était une première dans le monde de la philanthropie en Chine —, elle s'était employée à mettre en place des structures de gestion rationnelles, hiérarchisées, et s'appuyant sur des statuts et sur un règlement intérieur élaborés sur le modèle des organisations similaires à l'étranger, qui suivait lui-même le modèle des organismes publics : le personnel était géré de façon rigoureuse, les résultats étaient évalués, et une stratégie à long terme était élaborée pour remplir les objectifs de la Commission. Ces statuts avaient d'ailleurs dû être révisés à plusieurs reprises pour tenir compte de l'évolution des circonstances et des missions de la CIFRC, des changements dans la situation politique du pays (le principal de ces changements étant bien sûr l'arrivée au pouvoir du Guomindang en 1928 et la consolidation du régime nationaliste après 1930, qui ont conduit la CIFRC, déjà, à redéfinir ses alliances politiques, mais aussi à redéfinir progressivement ses priorités), et aussi pour tenir compte des problèmes de fonctionnement qui s'étaient fait jour en cours de route.

Il me semble donc important, arrivé à ce point, de dire un mot de l'organisation interne de la CIFRC, car c'est là le cadre dans lequel doivent être envisagés les problèmes dont je parlerai ensuite. Pour le décrire sommairement, la légitimité des mesures prises par la CIFRC reposait sur les orientations votées par l'assemblée générale de ses membres, laquelle réunissait en théorie une quarantaine de personnalités, incluant notamment les délégués des comités provinciaux et les cadres de la Commission ; mais comme cette assemblée ne se réunissait qu'une fois par an — et parfois avec de grandes difficultés en raison de la situation trop souvent chaotique qui régnait dans le pays —, et même une fois tous les deux ans après 1931, la réalité du pouvoir était exercée par la direction centrale, à Pékin. Celle-ci comportait un comité exécutif de 11 membres élus par l'assemblée générale, dont faisaient partie de droit les hauts responsables de la Commission — ceux qu'on pourrait appeler le « bureau » du comité exécutif, à savoir le président, le vice-président, les deux trésoriers, et le secrétaire général. Théoriquement ces instances dirigeantes obéissaient au principe de la parité entre Chinois et étrangers — ou la quasi parité, puisque le comité exécutif était composé de onze personnes : 5 Chinois et 6 Occidentaux jusqu'en 1928, et l'inverse après cette date, ce changement s'expliquant par le fait que le poste de secrétaire général de la CIFRC, dont le titulaire appartenait de droit au Comité, a été occupé par des Américains jusqu'en 1928 et par un Chinois après cette date. En vertu d'une règle non écrite le président de la CIFRC était toujours un Chinois, le vice-président un Occidental, et il y avait un trésorier chinois et un trésorier occidental ; l'origine nationale du secrétaire général n'était pas spécifiée, mais comme nous venons de le voir il s'est agi d'un Chinois à partir de 1928 — et du reste le

personnage en question, sur lequel je vais bientôt revenir, assumait pour une large part la réalité de ces fonctions dès les origines de la CIFRC, en qualité de secrétaire général adjoint.

Le comité exécutif se réunissait en principe une fois par mois (et même deux fois par mois à partir de 1929). C'était l'instance décisionnelle de la CIFRC : c'est là qu'étaient discutés les problèmes auxquels elle était confrontée, et qu'étaient arrêtés ses choix stratégiques ; et toutes les décisions étaient soumises au vote, chaque membre disposant d'une voix et d'une seule. Mais les membres du « bureau » y avaient inévitablement plus de poids : le secrétaire général parce qu'il avait la haute main sur toute l'organisation interne de l'institution, le président et le vice-président parce que c'étaient, comme nous le verrons, des grands notables très bien connectés dans tous les milieux, et qu'ils représentaient la Commission auprès du gouvernement et des ambassades étrangères. Dans tous les cas, et conformément aux statuts, ce comité exécutif avait la haute main sur deux types d'instances : d'une part, la CIFRC avait mis dès sa fondation sur pied un ensemble de sous-comités spécialisés (*changshe fenwei banhui* 常設分委辦會), dont la liste a quelque peu varié au fil des années — il y en a eu une douzaine en tout —, et où étaient invités divers experts et spécialistes qui étaient supposés réunir des informations dans leurs différents domaines de compétence, conduire des enquêtes, et surtout soumettre des propositions aux instances dirigeantes ; et d'autre part, il y avait l'administration centrale de la CIFRC (*zonghui shiwusuo* 總會事務所), qui était placée sous l'autorité du secrétaire général et qui se composait d'un certain nombre de bureaux spécialisés (huit au total), dans lesquels travaillaient les employés de la Commission (donc des salariés à plein temps, comme l'était le secrétaire général lui-même, et non pas simplement des invités distingués) ; là encore, on faisait collaborer les Chinois et les étrangers.

La tendance générale au cours des années (mais avec quelques exceptions) a été à une perte d'influence des sous-comités au profit des bureaux de l'administration centrale, dont ils dépendaient de toute façon pour leur travail : les domaines de compétence étaient souvent redondants, et dans beaucoup de cas les sous-comités se sont révélés peu efficaces et peu utiles, et d'abord pour cause d'absentéisme : leurs membres étaient des professionnels réputés, certes, mais c'étaient aussi des gens qui avaient beaucoup d'autres choses à faire et qui étaient souvent absents de Pékin, si bien que la plupart des sous-comités produisaient très peu de travail.

Le meilleur exemple de cette situation, il est intéressant de le signaler au passage, concernait l'une des activités phares de la CIFRC, puisqu'il s'agissait de l'ingénierie civile et des travaux publics ; et je m'y arrête un instant parce que les problèmes qui ont été rencontrés dans ce cas préfigurent assez bien d'autres problèmes, impliquant cette fois les relations entre Chinois et étrangers, sur lesquels j'aurai à m'attarder plus longuement. L'un des sous-comités mis en place dès 1922 était le « Comité technique » (*Jishu bu* 技術部), lequel regroupait pas moins de neuf ingénieurs chinois et étrangers (ces derniers étaient originaires des États-Unis, du Japon, de Hollande, d'Italie et d'Angleterre). La mission de ce sous-comité était à la fois de concevoir des programmes de grands travaux et de désigner les ingénieurs qui seraient envoyés dans les localités où la CIFRC avait décidé de conduire des travaux en urgence ; en outre le Comité technique avait été chargé de sélectionner un ingénieur en chef pour la CIFRC — donc un employé à plein temps, et non pas un simple conseiller. Il s'agissait, en d'autres termes, d'un comité considéré comme particulièrement important, puisque la Commission accordait, de fondation en quelque sorte, une priorité haute aux opérations de secours réalisées sous la forme de chantiers de travaux publics (c'est le concept de *gongzhen* 工賑 que j'ai cité tout à l'heure).

Or, il s'est rapidement avéré que cette équipe apparemment idéale ne fonctionnait pas du tout : loin de constituer un groupe cohérent, chacun des ingénieurs qui la composaient se consacrait à ses projets personnels, il y avait beaucoup d'absentéisme, et le comité était incapable de répondre aux demandes d'urgence qui lui étaient soumises par la direction de la

CIFRC — en fait, il ne faisait rien, ou presque ; et cela semblait d'autant plus déplorable qu'au moment de sa création la CIFRC disposait de moyens importants pour lancer des grands travaux grâce aux fonds que lui avaient confiés aussi bien la Croix-rouge américaine que le gouvernement de Pékin. Comme rien ne se passait, le comité exécutif de la CIFRC prit l'initiative dès 1923 de choisir lui-même un ingénieur en chef, qui n'était autre que l'Américain O.J. Todd, que j'ai mentionné la dernière fois et dont je vais beaucoup reparler (et dont nous verrons que c'était une forte personnalité, et de plus un hyperactif⁴). Todd, qui avait été nommé en même temps responsable du bureau d'ingénierie rattaché directement à la direction générale (*gongcheng gu* 工程股), s'est en fait empressé de profiter de ces fonctions, plus près de l'exécutif de la CIFRC, pour récupérer toutes les missions du Comité technique, à tel point que les comités provinciaux de la CIFRC ne s'adressaient plus qu'à lui pour leurs expertises ou pour leurs chantiers ; d'où des frictions de plus en plus vives entre Todd et ses collègues du Comité technique, force protestations de la part de ces derniers auprès du comité exécutif, des interventions diplomatiques même (certains experts étrangers étant défendus par leurs légations respectives), interventions que les responsables de la CIFRC craignaient beaucoup parce qu'il était important de maintenir de bonnes relations avec les ambassades, sans quoi celles-ci pourraient menacer de couper certains fonds. Mais en fin de compte l'inaction et par conséquent l'inutilité du Comité technique se sont révélées telles que les dirigeants de la CIFRC, qui parlaient à présent de sabotage, se sont résignées à le dissoudre, au début de 1925 ; et ses missions ont été confiées à l'ingénieur en chef Todd, qui de toute façon les avait déjà détournées à son profit. Je cite cet épisode parce ce que, d'une part, il illustre la façon dont la machine administrative de la CIFRC (son secrétaire général, et les bureaux qui dépendaient de lui), a progressivement repris sous son contrôle des fonctions qui avaient été dévolues à des sous-comités beaucoup plus ouverts sur l'extérieur ; et d'autre part parce que le conflit entre Todd et ses collègues du Comité technique n'est qu'un exemple parmi d'autres de l'art qu'il avait de se faire des ennemis, ce dont je vais avoir à reparler.

Pour revenir à l'administration centrale de la CIFRC, dont dépendaient donc les sous-comités et les bureaux spécialisés, je dirai pour me résumer qu'elle incarnait le pouvoir exécutif au sein de la Commission : elle était en permanence aux manettes, et d'une certaine manière le secrétaire général (qui pendant de longues années a cumulé cette fonction avec celle de secrétaire du bureau exécutif) était le personnage clé de toute l'organisation ; en tout cas c'est lui qui exerçait la plus grande influence sur la marche quotidienne des affaires, et même, au-delà du quotidien, sur les orientations stratégiques de la Commission. Et l'on peut encore ajouter qu'en sus du fait qu'il exerçait une autorité directe sur les bureaux où était accomplie la réalité du travail, qu'il connaissait donc tous les dossiers, c'était aussi lui qui faisait la liaison avec les comités provinciaux par où passait une bonne partie des activités de la CIFRC sur le terrain, et qui contrôlait leur fonctionnement. Quoi qu'il en soit, comme nous venons de le voir le bureau dont l'ingénieur Todd était responsable dépendait hiérarchiquement du secrétaire général, ce qui quelques années plus tard n'a pu qu'envenimer le conflit dont je reparlerai tout à l'heure.

Les relations entre Chinois et étrangers au sein de la CIFRC

Pour en revenir maintenant au sujet proprement dit, ce qui me concerne ici est qu'en tant qu'organisation internationale — ou plus exactement, « sino-étrangère », comme l'exprime son nom chinois (*huayang* 華洋) —, la CIFRC faisait par définition collaborer des Chinois d'une part, des Européens ou des Américains d'autre part, les uns et les autres étant, comme

⁴ Dans un article de 1947 sur lui : « It is a understatement to say that he is a sort of human whirlwind even though he is beginning to press the Biblical three-score and ten pretty hard. Sometimes he moves so fast and talks so nearly a verbal shorthand that the combined effect is stunning to less dynamic mortals. » (AT 28-7)

nous venons de le voir, en nombre à peu près égal au sein de ses instances dirigeantes. L'auteur de la meilleure étude récente sur la CIFRC note au passage, après avoir parlé de la composition du Comité exécutif, qu'il est assez remarquable qu'en dépit de cette forte influence internationale au sein de son personnel dirigeant et dans ses principes de fonctionnement, la CIFRC ait réussi à se développer et à prospérer malgré le nationalisme intense qui régnait en Chine dans les années 1920 (et aussi bien, pourrait-on ajouter, dans les années 1930), et qui dans de larges milieux était la cause d'une profonde hostilité envers les étrangers, soupçonnés de servir la cause de l'impérialisme, même lorsqu'ils manifestaient l'attitude la plus dévouée et la plus altruiste⁵. Cela étant, si à la CIFRC la coopération au sein de la direction était harmonieuse *en surface*, en y regardant de plus près on s'aperçoit qu'elle ne l'était pas toujours dans la réalité, et cela soulève beaucoup de questions intéressantes. Le problème est qu'il n'est pas très facile d'y regarder de plus près, justement ; et là, avant de vous livrer un certain nombre d'éléments, je crois nécessaire de faire une petite digression sur le problème des sources, tant il est vrai que si l'on ne sait pas exactement sur quoi l'on s'appuie — si on ne se livre pas à une évaluation critique des sources, et d'un éventail aussi large de sources que possible —, le risque est grand de se lancer dans des considérations hasardeuses et de formuler des conclusions hâtives.

Déjà, lorsque j'avais évoqué il y a un an le développement de ce que j'appelle la « philanthropie moderne » en Chine, et plus précisément les interventions à Xi'an et au Shaanxi des organismes philanthropiques (ou charitables) chinois et internationaux pendant la terrible famine qui culmine en 1930, j'avais souligné qu'on se trouve confronté à un problème historiographique bien particulier. Ce problème, c'est qu'avec assez peu d'exceptions les historiens chinois et les historiens occidentaux semblent souvent ne pas parler de la même chose, ou au minimum ne pas en parler de la même façon, ne pas mettre en avant les mêmes arguments et ne pas mettre en évidence les mêmes détails. Disons, quitte à caricaturer un peu, qu'à la fierté nationaliste des Chinois répond la condescendance « colonialiste » des autres. (Ainsi, pour ne vous donner qu'un seul exemple, alors que les travaux chinois récents présentent l'histoire de la Croix-rouge chinoise comme une *success story*, les historiens occidentaux, quand ils voulaient bien en parler, ont longtemps préféré souligner ses insuffisances et ses échecs ; et en cela ils ne faisaient que refléter — sans nécessairement en être conscients — l'hostilité, pour ne pas dire le mépris des représentants de la Croix-rouge américaine en Chine, dont les publications et les archives constituaient leur principale source⁶.)

Seulement, même lorsqu'on en a le désir, il n'est pas toujours facile de recoller les morceaux, si je puis dire, et de restituer une image plus nuancée et plus réaliste en tenant compte de la façon dont les sensibilités informent (ou déforment) les discours. Or, il se trouve que nous disposons maintenant d'assez bons moyens pour le faire en ce qui concerne la CIFRC.

J'ai déjà beaucoup parlé de la CIFRC ces années passées. Ou plutôt je l'ai souvent mentionnée, mais sans jamais entrer vraiment dans le détail. Lorsque j'ai commencé à m'y intéresser, il y a 8 ou 9 ans, il n'y avait à vrai dire pas grand-chose pour s'informer. On ne disposait alors que de la petite monographie d'Andrew Nathan, qui date de 1965, ainsi que d'une étude japonaise publiée en 1982 — que je n'ai d'ailleurs découverte que récemment —, et il s'agit d'une étude qui se concentre sur un programme particulier de la CIFRC, à savoir la promotion du crédit rural, qui se trouve ne pas être le programme auquel je m'intéresse plus

⁵ Huang Wende 黃文德, *Feizhengfu zuzhi yu guoji hezuo zai Zhongguo : Huayang yizhenhui zhi yanjiu* 非政府組織與國際合作在中國——華洋義賑會之研究, Taipei, Xiuwei zixun keji, 2004, p. 91.

⁶ Cf. Karen L. Brewer, *From Philanthropy to Reform: The American Red Cross in China, 1906-1930*, PhD. Case Western Reserve Univ., 1983, dont les sources sont entièrement occidentales; p. 235 elle parle d'un « American desire to shape the Chinese after their own image and for their own purposes » ; v. également p. 304 sq., 312.

spécialement (les travaux publics). J'étais aussi allé consulter la littérature officielle de la CIFRC (i.e. ses rapports annuels, en anglais et en chinois, qui sont la principale source de l'ouvrage de Nathan), et cette littérature permet incontestablement d'enrichir le tableau, et même considérablement ; et plus tard j'ai eu la possibilité de consulter les archives personnelles de l'ingénieur Todd, qui sont conservées à l'Université Stanford ; et là j'ai non seulement trouvé une montagne d'informations passionnantes et totalement inédites sur le sujet qui m'intéressait immédiatement (i.e. le projet d'irrigation du Weibei), mais encore j'ai pris conscience de ce que la CIFRC n'était pas toujours la réunion d'idéalistes passionnément dévoués au sauvetage de la Chine que suggère sa littérature officielle ; ou plutôt, j'ai réalisé que si ses dirigeants, sinon toujours les exécutants, étaient incontestablement idéalistes et dévoués, ils ne s'entendaient pas toujours entre eux ; et qu'en particulier il y avait parfois de fortes tensions entre Chinois et étrangers, comme je vais bientôt l'illustrer.

Pour l'historien, ce genre de découverte, qui est inséparable de la recherche en archives, sert souvent de révélateur : c'est comme si l'on passait dans un nouveau monde, plus vrai, avec ses conflits et ses petites, ses ratages, ou simplement ses ambiguïtés — tout ceci venant bien sûr en contraste avec les représentations rassurantes, ou à tout le moins unidimensionnelles, que livrent toujours les littératures officielles.

Mais ce qui est également important, dans le cas présent, c'est que depuis peu sont apparues des publications chinoises d'où il ressort qu'en Chine aussi existent des gisements d'archives et de publications jamais utilisées qui permettent incontestablement d'accéder à un niveau supérieur de compréhension et d'analyse — concernant en l'occurrence la CIFRC et les organisations similaires, mais concernant aussi, cela va de soi, beaucoup d'autres sujets. En fait, ces travaux récents sur la CIFRC sont l'exemple parfait de ce renouveau des études républicaines chez les historiens chinois dont j'ai déjà parlé plusieurs fois ; et plus particulièrement, elles sont un bon exemple de l'apparition d'un champ qui, pour le coup, est totalement nouveau en Chine, à savoir les études sur la société civile — nouveau surtout, ajouterais-je, lorsque les initiatives de cette société civile, hors des appareils d'État et des appareils de parti, ou hors des mouvements de masse, sont présentées comme un facteur de *progrès social*.

Et c'est ainsi qu'on dispose depuis très peu de temps d'une série d'ouvrages et d'articles en chinois sur le mouvement philanthropique à la fin des Qing et sous la République — des publications qui eussent été simplement impensables en Chine populaire il y a dix ou vingt ans car elles mettent en scène, et sous un jour positif, des marchands, des bureaucrates, des religieux, des étrangers résidant dans les concessions, voire des missionnaires chrétiens, et même parfois des seigneurs de la guerre, autrement dit toutes les bêtes noires de l'historiographie chinoise communiste traditionnelle. Ces travaux ne sont pas toujours d'une très grande qualité ni d'une très grande subtilité, certains sont même un peu décevants — je dirais presque qu'ils pèchent par l'optimisme excessif avec lequel ils traitent leur sujet —, et l'on tombe trop souvent sur des négligences et des erreurs flagrantes. En fait le meilleur, et de loin, parmi ces travaux récents en chinois — et celui-là est spécifiquement consacré à la CIFRC — est dû à un auteur taïwanais, Huang Wende 黃文德, et a été publié à Taipei en 2004, sous un titre d'ailleurs un peu compliqué : *Feizhengfu zuzhi yu guoji hezuo zai Zhongguo : Huayang yizhenhui zhi yanjiu* 非政府組織與國際合作在中國——華洋義賑會之研究. L'ouvrage de Huang Wende est, disons, un peu plus sophistiqué dans ses interprétations et plus précis dans ses descriptions que les travaux de ses collègues de Chine continentale, dont il connaît toutes les sources ; et contrairement à eux il est allé consulter divers fonds d'archives occidentaux. Mais, bons ou moins bons, il n'en reste pas moins que tous ces ouvrages récents enrichissent considérablement le tableau, ne serait-ce que par la quantité d'archives et de publications rares qu'ils citent — j'entends, de publications plus ou moins inaccessibles hors de Chine, voire difficiles d'accès en Chine même. Je n'en donnerai

qu'un exemple, mais qui me semble typique : plusieurs de ces auteurs citent d'abondance un périodique intitulé *Jiuzai huikan* 救災會刊 [Recueil sur les secours], qui semble avoir paru de 1923 à 1937, au minimum quatre fois par an, et qui était apparemment le bulletin d'information de la Commission (comme l'indique son sous-titre en anglais) — donc une publication de première importance ; or, je n'en avais jamais entendu parler, et d'après mes sondages dans les catalogues en ligne il n'existe qu'un seul endroit où l'on puisse mettre la main sur cette collection, c'est la bibliothèque de Pékin (alors que les rapports annuels de la CIFRC, qui bien que fort riches en informations, comme je le disais à l'instant, étaient certainement moins détaillés, sont assez faciles à trouver, en tout cas dans les bibliothèques américaines).

Les dirigeants chinois de la CIFRC

Mais ces choses étant dites, je reviens au point où j'en étais avant de m'autoriser cette digression sur les sources et sur les travaux récents — c'est-à-dire aux tensions entre Chinois et étrangers que l'on perçoit occasionnellement au sein de la CIFRC, et auxquelles il arrivait d'éclater au grand jour. Comme nous l'avons vu tout à l'heure, l'idée de départ était de maintenir une coopération harmonieuse entre les uns et les autres, et tout d'abord en préservant plus ou moins l'équilibre numérique au sein des instances dirigeantes. Mais de façon tout aussi importante, et sans doute plus, il s'agissait de coopter des notables chinois suffisamment occidentalisés pour qu'ils parlent à peu près le même langage que leurs partenaires. D'abord, au niveau simplement linguistique : il fallait des Chinois qui parlent couramment anglais puisque, parmi leurs collègues étrangers, ceux qui étaient capables de fonctionner en chinois étaient l'exception (il est probable qu'on les rencontrait surtout chez les missionnaires, assurément très actifs dans toutes les entreprises philanthropiques en Chine, y compris la CIFRC). Mais cette communauté de langage doit aussi s'entendre dans un sens plus général, ou si l'on préfère, plus culturel : les Chinois qui pouvaient figurer avec autorité dans des réunions internationales, ou dans des instances de coopération sino-étrangère comme la CIFRC, étaient nécessairement des Chinois qui avaient étudié dans les écoles des missions en Chine et plus tard dans les grandes universités étrangères, où ils avaient souvent passé de longues années, qui étaient chrétiens (protestants dans la plupart des cas, appartenant à l'une ou l'autre dénomination américaine), ou au moins familiers d'institutions chrétiennes comme la YMCA, qui avait une très forte présence en Chine et qui était une pépinière d'activistes dans le mouvement philanthropique ; et d'une manière générale, des notables qui savaient comment parler et se comporter dans les milieux occidentaux de Chine. Bref, des gens dont les Occidentaux aimaient à penser qu'ils leur ressemblaient — ou qu'ils n'avaient qu'un désir, qui était de leur ressembler le plus possible.

Et de ce point de vue, force est d'admettre que les dirigeants chinois de la CIFRC — ceux qui l'on présidée, ceux qui ont siégé au comité exécutif, et ses principaux compagnons de route — correspondaient idéalement au profil que je viens d'esquisser. Il serait beaucoup trop long de les énumérer tous, ou même les principaux d'entre eux, mais il suffira d'indiquer que, outre qu'ils parlaient anglais, étaient chrétiens, avaient longuement séjourné à l'étranger, et étaient familiers du monde de la philanthropie en Chine, c'étaient tous des professionnels très connectés et très introduits dans les allées du pouvoir : il y avait parmi eux beaucoup d'universitaires de haut rang, également quelques religieux (protestants, bien sûr), des juristes, quelques représentants de la finance shanghaienne, et pas mal de membres du Rotary club ; et un nombre significatif d'entre eux avaient servi dans la diplomatie (ou y servaient encore, ce qui n'était pas toujours compatible avec l'accomplissement de leurs fonctions à la CIFRC : pour donner un exemple, le diplomate W.W. Yen [Yan Huiqing 顏惠慶], qui avait été ministre des Affaires étrangères, plusieurs fois premier ministre entre 1921 et 1926, et même un éphémère président de la République en 1926, et dont nous avons aussi vu l'année

dernière qu'il avait présidé un temps la Croix-rouge chinoise à la fin des années 1920, est-il président de la CIFRC de 1931 à 1934, mais pendant la plus grande partie de cette période il est à l'étranger comme représentant de la Chine à la SDN, et plus tard comme ambassadeur en URSS ; il fallait donc un intérim, et celui-ci a été assuré par un certain Dwight Edwards, un missionnaire américain qui possédait une très longue expérience en Chine et à la CIFRC et qui avait été « prêté » par la YMCA de Pékin, dont il était vice-président).

Les relations entre ces grands notables occidentalisés et leurs partenaires étrangers à la tête de la CIFRC auraient donc dû être sans nuages. Or, même en l'absence de conflits ouverts comme celui dont je parlerai plus tard, il ne manque pas d'indices pour suggérer que les relations étaient nettement plus complexes que cela. Même s'ils étaient on ne peut plus occidentalisés, les Chinois du comité exécutif de la CIFRC ou d'autres instances similaires *restaient chinois*, et ils tenaient à le rester, et d'ailleurs en dehors de leurs fonctions dans ces instances ils exerçaient de multiples responsabilités dans un cadre purement chinois ; et ils n'étaient pas forcément à l'aise avec cette asymétrie dont je viens de parler, en vertu de laquelle la CIFRC, bien que sino-étrangère, était anglophone à la base et fonctionnait suivant des procédures et des règlements d'inspiration occidentale. Et ils avaient inévitablement quelque difficulté à accepter l'attitude paternaliste adoptée très naturellement par leurs collègues européens et américains — sinon nécessairement envers eux-mêmes, personnellement, mais certainement envers la société chinoise, c'est-à-dire, *leur* société.

À de rares exceptions près ces conflits et ces rancoeurs sont difficiles à se représenter de façon concrète. Dans le cas de la CIFRC, par exemple, les publications officielles de la Commission — en tout cas celles que j'ai vues — ont inévitablement tendance à les passer sous silence, à donner des dirigeants de la Commission l'image d'une communauté unie autour d'idéaux partagés. Ces publications nous informent des décisions de la Commission, de ses analyses, des politiques qu'elle préconise, mais elles ne nous disent rien des débats, des désaccords et des rivalités *en amont*, de l'existence éventuelle de factions au sein de son équipe dirigeante — de factions soutenant des interprétations divergentes, défendant des intérêts qui ne coïncident pas toujours, et surtout, exprimant des sensibilités différentes — chinoises d'un côté, et de l'autre, occidentales, certains diraient même coloniales. Ces rivalités et ces méfiances, on ne peut s'en faire une idée qu'indirectement, à travers des témoignages ou des souvenirs, ou encore des archives, qui nous révèlent quelque chose de l'envers du décor. Et il est important de les évoquer, d'abord parce que c'est indispensable si l'on souhaite restituer une image plus réaliste du fonctionnement de la CIFRC et des problèmes qu'elle rencontrait ; et ensuite, de manière beaucoup plus générale, parce que ces contradictions sont représentatives des relations souvent difficiles, grevées d'incompréhension et de soupçons, voire de mépris de part et d'autre, entre Chinois et étrangers dans la Chine républicaine ; et cela, même quand les uns et les autres affirmaient poursuivre des objectifs et des intérêts communs — disons, sortir la Chine de ses difficultés et de son arriération ; et en fait, même quand ils coopéraient *effectivement* à des entreprises communes, comme dans le cas de la CIFRC.

Y.S. Djang et O.J. Todd

Concernant cette dernière, donc, je me propose d'en donner une illustration très concrète en évoquant plus particulièrement deux personnages importants au sein de ses instances dirigeantes, dont les relations semblent avoir été presque toujours difficiles, et dont tout suggère en fait qu'ils en sont arrivés à un certain point à se détester cordialement. Nous les avons déjà rencontrés. Le premier est un Chinois que j'ai évoqué tout à l'heure, mais dont je n'ai pas encore donné le nom : c'est Zhang Yuanshan 章元善 (Y.S. Djang), qui a été secrétaire général en titre de la CIFRC à partir de 1928, mais il en était en fait un des fondateurs, avec Dwight Edwards (mentionné tout à l'heure), avec qui il avait déjà collaboré

pendant la famine de 1920-1921, et il y exerçait depuis le début une influence considérable ; c'est lui par exemple qui acquiert le siège de la CIFRC à Pékin en 1922 et qui met au point les statuts et les règles de fonctionnement de la Commission, et pendant près de quinze ans on peut dire qu'il a été l'âme de la direction centrale, l'homme qui savait tout, qui faisait tout et qui contrôlait tout. Et le second personnage, c'est l'ingénieur O.J. Todd, dont nous avons vu qu'il avait été engagé comme ingénieur en chef de la Commission en 1923 et que ses premières années en fonctions n'avaient pas été sans créer des remous. Or, des remous, il va y en avoir encore beaucoup jusqu'au départ de Todd en 1935, consécutif à la suppression de son poste.

Je montrerai donc la semaine prochaine comment l'affrontement de deux personnalités antithétiques par leur caractère et leur parcours portait aussi sur des questions de stratégie, et encore plus, d'*attitude*, de la part de Todd surtout, dont l'indéniable arrogance était assez typique de la façon dont les cadres étrangers en Chine se comportaient avec leurs interlocuteurs chinois.

30/1/08

Y.S. Djang et O.J. Todd (suite)

Je rappelle donc qu'au moment où je me suis interrompu la dernière fois j'avais commencé d'évoquer les relations entre Chinois et étrangers *au sein de la CIFRC* (la Commission internationale de secours contre la famine). Pourquoi particulièrement la CIFRC ? Parce que, comme nous l'avons déjà vu à maintes reprises, la CIFRC était très active au Shaanxi depuis les années 1920 — sur notre « terrain », donc —, que c'était son directeur des opérations de secours, l'Américain John Baker, qui avait relancé le projet de modernisation de l'irrigation dans la zone du Weibei, à l'été 1930, que tout de suite après c'étaient ses ingénieurs — sous la supervision d'un autre Américain, Todd, et sous la direction effective d'un Norvégien, Eliassen — qui avaient mis le projet au point techniquement et qui avaient ouvert le chantier, et enfin que sans l'appui financier et technique de la CIFRC celui-ci n'aurait jamais pu être mené à bien (les dernières parties du réseau de distribution sont achevées en 1934). Or, comme je l'ai aussi rappelé, et comme nous le verrons plus en détail par la suite, cette réalisation a eu un profond impact sur la phase de développement qui s'est enclenchée au Guanzhong (dans le Shaanxi central) après 1930, et qui est mon sujet cette année. En d'autres termes, la façon dont fonctionnait la CIFRC et, surtout, dont elle fonctionnait par rapport à son environnement chinois, est pour nous d'un intérêt direct.

Mais avant d'examiner comment les représentants de la CIFRC (qui n'étaient pas tous des Occidentaux, bien entendu, il y avait aussi des cadres chinois dans les équipes envoyées sur le terrain) interagissaient avec leurs « hôtes » au Shaanxi, qu'il s'agît des chefs d'équipe et des ouvriers qui travaillaient sous leur direction, ou des autorités locales avec lesquelles il fallait toujours négocier, ou tout simplement des villageois dont la vie était directement affectée par leurs chantiers — avant de parler de cela, donc, j'ai choisi de m'intéresser d'abord à la façon dont Chinois et non Chinois cohabitaient et collaboraient à l'intérieur même de la CIFRC (qui par définition était un organisme sino-étranger, bien sûr) ; et plus précisément, de m'intéresser aux difficultés que cette cohabitation et cette collaboration semblent avoir parfois rencontrées. Comme je le disais, ce sont des choses qui n'apparaissent guère dans les sources conventionnelles, à commencer par les publications officielles de la CIFRC. Il faut se tourner vers certains témoignages *a posteriori*, ou mieux, vers des documents d'archives (« ou mieux » parce que par définition les archives ne sont pas *a posteriori*, elles parlent en temps réel), pour commencer à se faire une idée des tensions qui pouvaient exister entre les responsables de la Commission, ou du moins entre certains d'entre eux, et ce qui m'intéresse plus en l'occurrence, pour percevoir comment leurs origines — Chinois d'un côté, non Chinois de l'autre — ont pu jouer un rôle.

Et pour parler de cela, j'ai donc choisi de m'intéresser un moment aux relations le plus souvent difficiles, de toute évidence, entre deux personnages que j'avais eu le temps de mentionner brièvement la semaine dernière, et auxquels je vais consacrer la plus grande partie de mon temps aujourd'hui. Pourquoi ces deux-là ? Eh bien, déjà, parce qu'il se trouve que nous disposons de quelques sources qui permettent de se faire une idée relativement précise de leurs conflits (ou au moins de certains de leurs conflits), et que par ailleurs il est possible de se faire au moins une certaine idée de leur personnalité, et aussi de se faire une idée de ce qui, là encore, m'intéresse plus, à savoir la façon dont le fait d'être, l'un, un Américain conscient (imbu, même) de sa mission en Chine, et l'autre un Chinois profondément engagé, *en tant que Chinois*, dans les efforts pour « sauver la Chine » (puisque c'est bien dans ces termes que l'on s'exprimait alors) — la façon dont tout cela, donc, a pu surdéterminer les frictions entre ces deux personnages de toute évidence difficiles.

Il s'agissait donc, vous vous en souvenez, d'un côté, d'O.J. Todd, l'ingénieur américain qui avait été engagé par la CIFRC en 1923 pour être son ingénieur en chef ; et de l'autre, du secrétaire général de la CIFRC, Zhang Yuanshan 章元善 (Y.S. Djang) — secrétaire général en titre depuis 1927 et jusqu'en 1937, mais en fait plus ou moins en charge de ces fonctions dès la création de la CIFRC à la fin de 1921, création dont il avait d'ailleurs été l'un des principaux artisans.

Avant toutefois d'évoquer ces deux personnalités — qui étaient de fortes personnalités, comme nous verrons, et avec une certaine surface sociale —, et d'évoquer leurs disputes plus ou moins feutrées, il est important de souligner que la rivalité entre Djang et Todd était en partie déterminée par les choix stratégiques de la CIFRC. En effet (comme je l'ai peut-être déjà indiqué), la CIFRC avait assez vite été conduite à concentrer ses efforts sur deux grands types de programmes. Ces programmes visaient l'un et l'autre le même but, c'est-à-dire renforcer les capacités de résistance de la société rurale face aux désastres naturels, et en même temps diminuer l'impact potentiel de ces désastres par des mesures préventives.

Le premier type de programme, c'était la mise en place d'un réseau de coopératives de crédit rural. L'objet de ces coopératives était d'aider les paysans à sortir de la pauvreté en leur enseignant comment s'organiser entre eux pour échapper au crédit usuraire et investir de façon à rendre leurs exploitations plus productives et moins sujettes aux aléas du climat, et aussi pour avoir un accès plus direct et donc plus profitable au marché. J'ajoute qu'au-delà de cette fonction purement économique, les coopératives, en particulier lorsqu'elles se regroupaient en fédérations, avaient aussi pour vocation d'améliorer qualitativement la société rurale, en créant des écoles, en finançant des infrastructures locales, en organisant des services médicaux, et même en contribuant à ce que les fonctionnaires de l'époque impériale appelaient l'« amélioration des coutumes », comme de décourager les dépenses somptuaires capables de ruiner un foyer (mariages, funérailles, etc.), d'interdire le jeu, de décourager les disputes en justice, et ainsi de suite⁷.

Quant au second type de programme — qui nous est plus familier, mais dont les études publiées sur la CIFRC parlent moins en détail — c'étaient les grands travaux, c'est-à-dire les projets d'infrastructure (digues, systèmes d'irrigation, routes) qui relevaient, eux, du domaine de l'ingénierie en travaux publics, et qui permettaient en outre de combiner secours et prévention, suivant la formule des secours en échange de travail que j'ai déjà mentionnée et que j'aurai l'occasion de décrire plus en détail.

Les coopératives rurales

Or, à la CIFRC, l'homme des coopératives rurales — entre beaucoup d'autres choses —, c'était Zhang Yuanshan : c'est lui qui avait lancé le mouvement après une période d'enquêtes de terrain et d'études préliminaires, dès 1923, et il en est resté l'inspirateur, l'organisateur et le responsable pendant toute l'histoire de la CIFRC. Tout suggère d'ailleurs que, à peu près partout où les coopératives de crédit rural patronnées par la CIFRC et acceptant de se conformer à ses normes ont été mises en place, ç'a été une réussite, à tel point qu'à partir de 1931 les banques commerciales, qui par principe se méfiaient beaucoup du monde rural, ont commencé de s'y intéresser et de leur avancer des fonds par l'intermédiaire de la CIFRC — c'était même devenu, si l'on en croit du moins ce qu'affirmera plus tard Zhang Yuanshan dans ses souvenirs, une sorte de mode parmi les banquiers : en effet la solvabilité des coopératives rurales et le sérieux de leur gestion étaient notoires, et en outre il y avait la garantie offerte par la CIFRC elle-même. (Il faut préciser qu'au-delà de son rôle d'initiateur et de pédagogue, la CIFRC ne finançait pas les coopératives de crédit, sauf cas exceptionnels :

⁷ Pour une intervention de Zhang Yuanshan en ce sens voir Charles W. Hayford, *To the People : James Yen and Village China* (New York, Columbia University Press, 1990), p. 156.

elle se contentait de leur faire des avances au démarrage, et veillait à ce qu'elles deviennent autonomes le plus rapidement possible.) En tout cas, la réussite du programme de crédit rural dans la province pilote du Hebei [la province où se trouve Pékin], à laquelle le programme avait été volontairement limité pendant les premières années — aux alentours de 1930 on comptait au Hebei plus de 900 coopératives, regroupant 25 600 membres —, a suffisamment contribué à la réputation de Zhang Yuanshan pour qu'en 1931 (au moment des inondations catastrophiques du Yangzi) les autorités nationalistes, en la personne du puissant ministre des finances Song Ziwen 宋子文 (T.V. Soong), fassent appel à lui, d'abord pour participer à l'organisation des secours au nom de la CIFRC, et ensuite pour étendre le mouvement coopératif rural aux provinces du Sud de la Chine ; et là encore, l'opération a rencontré suffisamment de succès pour qu'on lui confie en fin de compte la direction du programme de coopératives du gouvernement lui-même, qui en 1935 avait créé au sein du ministère de l'Industrie un « département des coopératives » (*hezuo si* 合作司) ayant vocation à étendre son contrôle sur l'ensemble des organisations de ce type, dans tout le pays ; et Zhang Yuanshan a donc assumé ce poste de 1935 à 1937. (Et notons au passage que dès 1932 ou 1933 Zhang avait été requis par les autorités nationalistes de lancer un mouvement de coopératives rurales au Shaanxi, dans le cadre donc des efforts pour impulser le développement de la région, qui sont notre sujet ; mais j'y reviendrai.)

Dans ses souvenirs sur le mouvement coopératif (rédigés en 1960), Zhang Yuanshan insiste sur le fait que, s'il a collaboré de la sorte avec le gouvernement nationaliste, c'était en quelque sorte à son corps défendant, à un moment où la pression exercée sur lui était telle qu'il ne lui était plus possible d'y échapper. Plus généralement, d'ailleurs, il affecte dans ce texte (dont je reparlerai tout à l'heure) de prendre ses distances avec une entreprise d'amélioration rurale qu'il qualifie lui-même de « réformiste » (改良主義) — une entreprise dont l'échec, affirme-t-il, était inévitable puisqu'il ne s'agissait de rien d'autre, en fin de compte, que d'aménager la société existante, et non de la subvertir par la révolution en s'attaquant aux causes véritables de la misère rurale, c'est-à-dire aux propriétaires fonciers, à l'oppression féodale, etc., comme seul est capable de le faire le socialisme. Zhang écrit, comme je l'ai dit, en 1960 (il s'agit d'un texte destiné à la grande collection de témoignages sur l'époque républicaine appelée *Wenshi ziliao* [matériaux sur la culture et l'histoire], dont j'ai déjà souvent parlé), et il est clair qu'il tient à manifester son adhésion à l'orthodoxie du moment ; de même, d'ailleurs, qu'après avoir rallié le régime communiste en 1949 il s'est cru obligé, comme quelques autres anciens de la CIFRC, de dénoncer cette dernière comme un instrument de l'impérialisme américain. Mais il n'en est pas moins évident, à voir la façon dont il en parle, qu'il est extrêmement fier de son œuvre à la tête du mouvement des coopératives de crédit rural dans les années 1920 et 1930, qui après tout a été l'œuvre de sa vie (et ce, même s'il devait encore vivre près de 40 ans sous le régime populaire, puisqu'il est mort en 1987, à l'âge de 95 ans).

O.J. Todd et la stratégie de la CIFRC

Voilà donc pour Zhang Yuanshan et le programme de coopératives de la CIFRC, dont il était en quelque sorte l'âme, et qui lui a valu une notoriété nationale. Au contraire, Todd, l'ingénieur, ne jurait que par les grands projets d'infrastructure et cherchait par tous les moyens à développer son département d'ingénierie et à renforcer sa propre position au sein de la CIFRC — comme on peut le voir en grand détail dans les correspondances conservées dans ses archives, surtout à partir de 1930. Il y avait là, inévitablement, une source de frictions, dans la mesure où les deux types de projets se trouvaient en compétition pour mobiliser les ressources humaines et matérielles de la CIFRC — et ont aussi fini par se trouver en compétition, si l'on peut dire, politique, pour ne pas dire symbolique, comme nous allons tout de suite le voir.

Apparemment Todd ne cachait pas son dédain pour le programme de crédit rural de la CIFRC, sur lequel, donc, Zhang Yuanshan avait la haute main. Certains de ses amis, auprès desquels il cherche assistance au moment où sa position à la CIFRC semble sérieusement menacée, n'hésitent d'ailleurs pas à lui reprocher cette attitude. Ainsi, John Baker, que nous avons déjà rencontré, et qui était un vieux routier de la coopération internationale philanthropique en Chine, se permet dans une lettre du 12 octobre 1934 de lui faire un peu la leçon : autant il est d'accord sur le fait que le Comité exécutif et tous les autres se doivent de soutenir avec vigueur l'ingénieur en chef et son travail, dit-il, autant l'ingénieur en chef « devrait, de la même façon, soutenir avec vigueur le travail des autres parties de l'organisation. » Et il ajoute : « Que cela vous plaise ou non, le crédit rural coopératif a “pris” [au sens où une mode « prend »] et il est populaire dans les cercles intellectuels et gouvernementaux. S'opposer au travail accompli, ou le minimiser, c'est simplement aller contre le vent. En outre, attaquer trop fréquemment les autres membres de l'organisation [i.e. ses collègues de la CIFRC] en présence de tiers ne peut que faire craindre auxdits tiers qu'ils se font attaquer [de la même façon] quand ils ne sont pas là. » En d'autres termes, Todd devrait éviter de critiquer publiquement les choix stratégiques de la Commission, et surtout d'attaquer publiquement ses responsables quand il n'est pas d'accord avec eux.

Le problème, c'est qu'en effet les priorités de la CIFRC avaient commencé de changer sérieusement à partir de 1930 environ, et pas dans un sens favorable aux activités de Todd. Au moment de la création de la Commission, nous l'avions vu, l'ouverture de grands chantiers pour secourir les victimes de la famine avait été définie comme sa mission prioritaire, résumée par la formule : « organiser les secours pour prévenir les désastres » (*chouzhen fangzai* 籌賑防災). Dès 1924, un accord tacite avait abandonné à la Croix-rouge chinoise la distribution des secours d'urgence, la CIFRC se concentrant pour sa part sur les secours d'hiver en échange de travail — et par ailleurs sur la coopération rurale, dont je viens de parler —, donc plutôt sur le long terme. Seulement, cette stratégie de la CIFRC a dû être révisée au début des années 1930, essentiellement pour deux raisons : (1) d'abord, parce que des événements comme la guerre civile et la terrible famine de 1929 et 1930, dont je vous ai déjà entretenus en longueur, ont contraint l'organisation à se convertir, en partie au moins, à la distribution de secours d'urgence (c'est ce qu'avait essayé de faire Baker, justement, au Shaanxi pendant l'été 1930), ou alors à dispenser des secours pour aider individuellement les paysans à reconstruire leurs foyers après une catastrophe naturelle, ce qu'on appelait *nongzhen* 農賑 (cette procédure avait été inaugurée pendant les grandes inondations du Yangzi en 1931, sous la direction, de Zhang Yuanshan). (2) Et ensuite la CIFRC a dû réviser sa stratégie parce le gouvernement nationaliste et sa nouvelle Commission Nationale d'Économie (la NEC, *Jingji weiyuanhui* 經濟委員會, en phase préparatoire depuis 1931, mais qui n'a réellement exercé ses pouvoirs de coordination nationale qu'à partir du milieu 1933) — dont le patron était également T.V. Soong — encourageaient la prise en charge directe des programmes d'infrastructures par le gouvernement⁸. Et c'est donc pourquoi, à partir de 1934, la CIFRC se réorientera définitivement en se concentrant sur les programmes d'amélioration rurale et sur le mouvement coopératif. Et il est tout à fait clair que cette remise en question des anciennes priorités a été pour une bonne part à l'origine des difficultés de Todd à la fin de sa carrière à la CIFRC, et n'a fait qu'aggraver ses différends avec Y.S. Djang.

Il y a sur tout cela dans les archives de Todd un certain nombre de lettres, datant pour la plupart de 1934, dans lesquelles il expose sa façon de voir les choses avec d'autant plus de franchise qu'elles sont adressées à des amis de toute confiance, comme, là encore, son *alter ego* John Baker, qui ne travaillait pas pour la CIFRC à ce moment-là mais avec qui Todd avait maintes fois collaboré depuis 1920, et à qui le liaient manifestement des liens d'amitié et de

⁸ Huang Wende p. 128.

respect mutuels⁹. Ces documents sont intéressants non pas tant à cause des allusions perfides à Zhang Yuanshan qu'on y rencontre çà et là, que parce qu'on peut y voir qu'en effet la CIFRC n'arrivait plus à financer un département d'ingénierie qui coûtait cher, ne serait-ce qu'en raison du « salaire d'expatrié », si l'on peut dire, que touchait l'ingénieur en chef ; et que sur cette question il y avait, semble-t-il, un certain désaccord au sein du Comité exécutif, la ligne de partage se situant plus ou moins entre Chinois et Américains.

Le problème était que les financements extérieurs, qui étaient pratiquement tous d'origine américaine, n'arrivaient que lorsqu'il y avait, justement, des grands travaux à faire, c'est-à-dire lorsque survenait une catastrophe naturelle (sécheresse ou inondation) justifiant que l'on fit appel à la CIFRC pour distribuer à grande échelle des secours en échange de travail, puisque aussi bien la réputation de savoir-faire du département d'ingénierie de la CIFRC pour organiser des chantiers dans ce type de circonstances était grande : alors seulement, donc, on pourrait mobiliser la charité américaine, dont le principal conduit était une association appelée China Famine Relief USA, inc., domiciliée à New York.

En dehors de ces périodes, en revanche, la CIFRC ne pouvait pas se permettre d'entretenir tout un *staff* d'ingénieurs qui n'auraient d'autre occupation que de se livrer à des études pour d'hypothétiques projets. Pendant ces périodes d'inactivité le département d'ingénierie était donc réduit à sa plus simple expression, puisque l'on devait renvoyer chez eux les ingénieurs que l'on avait engagés temporairement (et avec de plutôt bons salaires, semble-t-il) ; et à la prochaine occurrence il faudrait en trouver d'autres, qu'on ne connaissait pas nécessairement et qui risquaient de ne pas avoir autant d'expérience que les précédents. Tout cela nuisait à la qualité et à la continuité du travail du département d'ingénierie, et Todd se plaint à maintes reprises de cette situation — il s'en plaint d'autant plus que ses efforts pour trouver des financements extérieurs afin de maintenir une équipe permanente d'ingénieurs, y compris auprès des gouverneurs des provinces chinoises du Nord, auprès de qui il jouit d'une bonne réputation, n'ont pas abouti.

De façon intéressante, nous avons un autre témoignage, chinois celui-là, qui confirme tout à fait cette situation. Il s'agit des souvenirs d'un certain Ma Xiqing 馬席慶, un texte de quelques pages (« Souvenirs de la CIFRC » 回憶華洋義賑會) qui est reproduit en appendice à une biographie de Zhang Yuanshan publiée en 2002 (dont je redirai un mot). Rien ne nous est dit de l'auteur, mais le texte lui-même montre qu'au début des années 1930 c'était un de ces jeunes ingénieurs chinois, pas tellement nombreux, qui acceptaient de s'employer sur les chantiers de la CIFRC malgré des conditions de travail le plus souvent très pénibles, voire dangereuses, et lui-même indique qu'il a été l'un des rares à travailler continûment pendant plusieurs années pour la Commission. Rien n'est dit non plus de la provenance du texte, mais étant donné sa forme je ne serais pas surpris qu'il ait été extrait des *Wenshi ziliao* (dont je parlais tout à l'heure). Le ton est remarquablement objectif, aussi bien techniquement que politiquement, et l'auteur ne cesse d'insister qu'il ne parle que de ce dont il a eu une expérience personnelle, et dont il se souvient. Ma Xiqing, donc, raconte à un endroit qu'après la fermeture temporaire du chantier de la route Silan à la suite d'un incident (survenu à l'été 1932) que j'évoquerai plus tard, et en attendant d'être envoyé sur un autre projet, il a été rapatrié au bureau d'ingénierie à Pékin pour y effectuer des travaux de cartographie. Or, là, en dehors de Todd lui-même et de son adjoint (et futur successeur), un jeune ingénieur nommé Zhang Jichun 張季春 (C.C. Chang), il n'y avait qu'une secrétaire et deux dessinateurs. Et un peu plus loin Ma Xiqing confirme qu'en effet l'on n'engageait des ingénieurs qu'au moment où on avait besoin d'eux, et qu'on les renvoyait aussitôt le travail terminé, si bien que le département d'ingénierie de la CIFRC n'était pas en mesure de « nourrir des talents » ni d'entretenir une équipe entraînée, travaillant dans la continuité et profitant de la mémoire de

⁹ Archives Todd, 31-1, lettres du 23/7/34, 31/7/34, 6/8/34; et 33-4, Todd à Mallory (3/2/28)

ses propres expériences. Du coup, à l'ouverture des nouveaux chantiers, les travaux préparatoires (i.e. les relevés topographiques, les observations hydrométriques, etc.) devaient être effectués à la hâte, avec parfois des conséquences tout à fait déplorables sur la fiabilité des installations édifiées — ce dont a quelque peu souffert la réputation de la Commission, et celle de Todd lui-même. (Et à cet égard on peut remarquer que, si la réalisation du système hydraulique du Weibei ne semble pas avoir trop souffert de ce genre de défauts, alors qu'elle aussi avait été démarrée dans une certaine hâte, c'est parce qu'on pouvait s'appuyer sur tous les travaux préparatoires effectués sous la direction de Li Yizhi, quelques années plus tôt¹⁰.)

Pour Todd, cette situation dont il ne cessait de se plaindre était la conséquence directe de la mauvaise volonté du comité exécutif de la CIFRC — ou plus exactement, comme il le dit à plusieurs reprises dans sa correspondance, des membres *chinois* du comité, et de leur incapacité à reconnaître l'importance de son travail et de son département. C'est d'ailleurs pourquoi il a dû se battre à plusieurs reprises pour conserver son poste en se faisant payer une partie ou même la totalité de son salaire directement par China Famine Relief USA (l'organisme de New York), avec qui il fallait négocier des renouvellements année après année.

Ces problèmes de salaire, qui reviennent périodiquement sur le tapis, et à propos desquelles Todd semble avoir été assez insistant, faisant en particulier savoir qu'il pourrait être bien mieux payé ailleurs, ne semblent par avoir contribué à apaiser les choses. À en croire certaines affirmations de Todd, dès 1926 il y avait à Pékin (c'est-à-dire au sein du Comité exécutif, si l'on comprend bien) des gens qui « complotaient » pour « purger la CIFRC de tous ses étrangers », ou à tout le moins des gens qui se demandaient si c'était bien la peine de payer aussi cher un ingénieur étranger. Déjà en 1928 son contrat avait pu sembler menacé, à tel point que Zhang Yuanshan lui avait dit, avant son départ en congé pour les États-Unis, que s'il ne trouvait pas de ressources là-bas il pourrait aussi bien rester à la maison ! En revanche, en 1929, lorsqu'il annonce qu'il souhaite démissionner de la CIFRC pour accepter une offre de Sun Fo (le fils de Sun Yat-sen, qui est alors le chef du nouveau ministère des Communications à Nankin), qui l'invite à être consultant pour un grandiose programme de construction routière, c'est le contraire : on le retient par les basques, on lui dit que ça serait catastrophique pour la Commission s'il s'en allait (et en effet on était alors en pleine famine), et on lui offre un nouveau contrat de trois ans, qu'il essaye d'ailleurs bientôt de renégocier à la hausse. (Un de ses problèmes, apparemment, c'était qu'il était payé en dollars chinois d'argent [ou « \$Mex. »], et qu'à cause d'un change de plus en plus défavorable il y perdait beaucoup par rapport aux dollars américains en or avec lesquels il devait payer tous ses frais en Amérique.)

Je vous passe les détails de toutes ces tractations, mais comme je l'ai dit à l'instant, dès 1932, si ce n'est plus tôt, Todd doit trouver le moyen de se faire payer par l'organisation new-yorkaise qui collectait des fonds pour la CIFRC (et la situation économique en Amérique n'était pas brillante à ce moment), ce qui nécessite des négociations continues. Et en juillet 1934, donc, le comité exécutif de la CIFRC prend la décision de supprimer le département d'ingénierie et de remercier Todd, sous prétexte qu'il n'y a plus de grands travaux à faire. L'initiative de cette décision (que Todd qualifie quelque part de « bombe ») vient, semble-t-il, des membres chinois du comité, sans que leurs collègues non chinois — dont Todd se plaint qu'ils n'ont ni l'envergure ni la vision de la génération qui avait été en poste dans les années 1920 — n'aient pu s'y opposer. (En fait Todd continuera de fonctionner jusque dans le courant de 1935 avec une subvention extérieure, et son département ne sera pas supprimé, mais considérablement réorganisé, voué à des projets de moindre importance dans le cadre des

¹⁰ Dans son discours à l'inauguration du canal Todd dit bien que lorsqu'il a envoyé Eliassen examiner le site à l'automne 1930 il lui a fait passer toutes les données qu'il avait rassemblées en 1924 lors de sa visite avec Li Yizhi (AT 28-7).

programmes d'amélioration rurale, et placé sous la direction de son ancien adjoint Zhang Jichun, pour qui il a la plus grande estime, mais dont le salaire était de moins du tiers de celui de Todd — lequel, en 1933 par exemple, représentait 65% du budget du bureau d'ingénierie.)

Quoi qu'il en soit, s'il en a été ainsi, et si l'on relève au moment de cette fatale décision un certain défaitisme au sein du comité, c'est aussi parce qu'après 1930 la concurrence de la NEC (la commission économique du gouvernement nationaliste) pour la maîtrise des grands travaux est de plus en plus affirmée, y compris en Chine du Nord, c'est-à-dire sur le terrain de prédilection de la CIFRC. Todd, encore lui, parle à plusieurs reprises des « jeunes ambitieux » de la NEC, comme il les appelle, qui lui volent ses projets avec l'appui des ingénieurs européens envoyés par la Société des Nations à la demande du gouvernement chinois. Todd sait très bien que les experts de la SDN critiquent ses propres réalisations (un peu plus tard leur rapport, publié à Genève, provoquera un véritable tollé dans le milieu des ingénieurs Américains en Chine), et il sait que les ingénieurs chinois employés par la NEC s'estiment capables de remplacer le département d'ingénierie de la CIFRC. Mais lui s'affirme convaincu du contraire : d'après lui — et d'après plusieurs de ses collègues américains qu'il cite —, la Chine n'en est pas encore à pouvoir se passer de leurs services ; bien au contraire, elle aura encore besoin d'eux pendant plusieurs années, car, s'il est incontestable que le nombre d'ingénieurs chinois bien formés a beaucoup augmenté, ceux de très haut niveau (« top-notch ») — comme lui et ses collègues — sont encore très peu nombreux. Il convient donc que les ingénieurs américains travaillant en Chine — qui ne cessent de déplorer qu'ils ne sont plus respectés comme avant, et qu'on ne les traite pas comme il conviendrait (i.e. qu'on ne les paye pas assez) — se serrent les coudes.

La conjoncture explique donc pour une bonne part les difficultés que Todd n'a cessé de rencontrer au début des années 1930 — alors même que le canal Jinghui, l'un des fleurons de du programme de grands travaux de la CIFRC, était en construction au Shaanxi — et qui n'ont fait que s'aggraver jusqu'à la fin de sa collaboration avec la CIFRC. Mais il est clair qu'il n'y avait pas que la conjoncture. Il y avait aussi la personnalité de Todd — son autoritarisme, la conscience de sa propre importance, sa brusquerie, son arrogance ; et par-dessus tout, il y avait ce qu'il faut bien appeler son sentiment de supériorité par rapport aux Chinois. Ces derniers s'en plaignaient d'ailleurs. Pour ne donner qu'un exemple, lorsque Todd se sépare définitivement de la CIFRC en 1935, le secrétaire général de China Famine Relief U.S.A. à New York (qui lui avait payé une partie de son salaire pendant plusieurs années) lui écrit pour lui dire que c'est bien regrettable, mais qu'aussi bien lui que Walter Mallory (un autre ingénieur américain, qui avait collaboré étroitement avec Todd comme premier secrétaire général de la CIFRC avant son retour en Amérique en 1926, et avec qui Todd correspondait régulièrement) pensent que, « lorsqu'on les examine, les faits indiquent de façon tout à fait claire qu'une attitude quelque peu différente de votre part envers les Chinois aurait probablement fait une grande différence en ce qui concerne les relations dans le futur ». Et il ajoute que, si les Chinois n'osent pas le dire directement à Todd, en revanche *lui* (son correspondant) a reçu des messages d'amis chinois de Todd lui affirmant que là en effet est l'origine des difficultés qui se sont produites.

Et Todd ne pouvait pas dire qu'on ne l'avait pas prévenu. D'autres de ses correspondants l'avaient semblablement mis en garde contre son comportement avec ses collègues chinois (toutes ces lettres se trouvent dans les archives de Todd) : ainsi, au début de 1932, un certain Y.T. Tsur [Zhou Yichun 周詒春], l'un de ces notables chinois qui avaient étudié en Amérique et étaient familiers des cercles du pouvoir en Chine, qui avait été l'un des trésoriers de la CIFRC jusqu'en 1927, et qui à ce moment était président intérimaire de la CIFRC — Y.T. Tsur, donc, écrit à Todd pour lui dire que, bien qu'ayant été l'un de ses soutiens dans le passé, il a récemment entendu beaucoup de critiques sur lui, si bien qu'il le met en garde dans des termes assez vifs contre son impolitesse, ses jugements hâtifs, ses méthodes désinvoltes, et

surtout contre sa propension à « penser que tous les Chinois sont inférieurs à sa précieuse et honorable personne ». Un peu plus tard la même année, c'est China Famine Relief à New York qui se plaint de recevoir des rapports critiquant son attitude, particulièrement à l'égard des Chinois¹¹. Et j'ai mentionné tout à l'heure les reproches amicaux de John Baker.

Tout cela, donc, explique pour une bonne part les problèmes de Todd avec le Comité exécutif de la CIFRC, et tout particulièrement, pour y revenir, ses difficultés avec Zhang Yuanshan, le secrétaire général de la CIFRC (ou faisant fonction de secrétaire général) pendant toute la période où Todd en a été l'employé. Comme je le disais, Todd laisse entendre dans de nombreuses correspondances que son principal ennemi à la CIFRC, c'est Djang¹². Il a beau se défendre, quand ses amis lui reprochent son attitude, d'éprouver la moindre hostilité envers celui-ci, il ne manque jamais une occasion d'affirmer à mots plus ou moins couverts que Djang n'a de cesse de l'attaquer et de lui jouer des tours — et d'ailleurs, dit-il quelque part, Djang est critiqué pour cette raison par certains membres américains du Comité exécutif, ce qui, là encore, suggère une opposition entre Chinois et non Chinois au sein dudit Comité¹³. Et lorsqu'il est définitivement remercié, à l'été 1935, au retour d'un voyage en Amérique où il avait tenté vainement de faire campagne pour lever des fonds et sauver son département, il affirme de nouveau que c'est un coup du secrétaire général ; et il insinue même, dans une lettre à son collègue Eliassen (l'ingénieur norvégien qui a en fait construit le Canal Jinghui, même si Todd s'en attribuait tout le mérite dans la presse), que si Djang cherche à faire des économies sur le département d'ingénierie, c'est parce qu'il essaye de mettre de l'argent de côté pour ses vieux jours !

Zhang Yuanshan et les étrangers

On ne sait trop ce qu'il convient de penser de toutes ces accusations, et à la limite ça n'a pas une énorme importance ; mais ce qui est sûr, c'est que Zhang Yuanshan, qui semble avoir joui d'une très grande réputation d'intégrité et qui ne cherchait certainement pas à financer sa retraite sur les fonds de la CIFRC, n'était pas n'importe qui. Et pour cette raison, soit dit en passant, on peut imaginer qu'il n'appréciait guère la désinvolture de Todd à son égard dans les relations quotidiennes de travail. Du moins cette désinvolture est-elle suggérée par les souvenirs de Ma Xiqing, ce collaborateur chinois de la CIFRC dont nous avons vu tout à l'heure qu'entre deux chantiers il avait travaillé au bureau d'ingénierie, au siège de la CIFRC à Pékin. Le plus simple est encore de citer directement les quelques lignes où il évoque cette expérience — et où l'un des détails frappants, incidemment, est l'ignorance totale l'un de l'autre dans laquelle fonctionnaient apparemment les deux principaux programmes de la CIFRC, le crédit rural et les travaux publics :

À l'époque M. Zhang Yuanshan était secrétaire en chef de la CIFRC, et ce à quoi il accordait surtout de l'importance, c'était le travail sur les coopératives (je ne sais pas exactement en quoi ça consistait), il n'intervenait pas beaucoup dans les affaires d'ingénierie et de secours. À ce qu'on disait, le financement des travaux en échange de secours (*yi gong dai zhen*) à la CIFRC venait en grande partie de contributions d'Amérique. O.J. Todd [écrit Toad], un Américain, assez difficile à contrôler (litt. « indomptable », *jieao* 桀驁), ne s'entendait pas trop avec M. Zhang, et il n'écoutait guère ses directives. Il disait que M. Zhang n'était pas un « secrétaire », que ce n'était qu'un « employé » (*clerk*,

¹¹ AT 30-6, Leiper à Todd, 24/9/35. Fisher, *Service to China*, p. 132-133.

¹² Un texte dactylographié non daté et non signé (AT 28-7), certainement de Todd lui-même, décrit les manoeuvres au comité et la façon dont le secrétaire [Djang] essaye de pousser un certain ingénieur I.H. Pei, insuffisamment compétent, à la place de Todd ou de son fidèle adjoint C.C. Chang [張季春]; l'auteur dit que maintenant le comité est une annexe du Rotary Club.

¹³ AT 31-1, du 6/8/34.

en anglais dans le texte). [Je vous laisse à penser la réaction de Zhang Yuanshan si ce genre de propos lui arrivait aux oreilles, comme il est probable que c'était le cas.] Je n'ai fait que croiser occasionnellement M. Zhang à la porte de la CIFRC, ou dans la cour intérieure [le siège de la CIFRC était installé dans un *siheyuan*, une de ces maisons chinoises typiques des ruelles de Pékin], je n'ai jamais eu l'occasion de lui parler.

On voit donc que l'ambiance au siège de la CIFRC n'était pas particulièrement conviviale, en tout cas pas à cette époque. Dans tous les cas, s'il est un point qui ne fait aucun doute, c'est que Zhang Yuanshan était un personnage très en vue dans ce petit monde des philanthropes chinois dont j'ai longuement parlé l'année dernière. Pour ne donner qu'un exemple — ce n'est qu'un détail, mais il nous ramène au Shaanxi —, on trouve son nom dans la liste des 39 « personnalités en vue de tout le pays » (*gedi mingliu* 各地名流) auxquelles le gouverneur du Shaanxi, Yang Hucheng, avait lancé un appel solennel à la fin de 1930 en leur demandant de mobiliser toutes leurs relations pour venir en aide à sa province (j'y avais aussi fait allusion). Nous sommes assez bien renseignés sur Djang, car, outre les nombreuses mentions que l'on trouve de lui au fil des sources, il a fait récemment l'objet d'une monographie qui permet d'un peu mieux cerner le personnage, et surtout de saisir plus concrètement sa position et son travail à la CIFRC. Et cela, même si ce petit ouvrage, paru en 2002 sous le titre *Zhang Yuanshan et la CIFRC (Zhang Yuanshan yu Huayang yizhenhui)*, tend un peu à l'hagiographie, ce qui après tout n'est guère surprenant si l'on remarque que l'un des deux auteurs n'est autre que le fils aîné de Zhang (qui était âgé de 85 ans au moment de la parution du livre)¹⁴. (Comme je le disais, c'est en appendice à cet ouvrage que l'on trouve les souvenirs de Ma Xiqing.)

Ce qui me paraît intéressant dans le cas de Zhang Yuanshan, c'est que — autant qu'on puisse en juger — il était, par son parcours et par ses activités, un membre tout à fait représentatif de cette élite chinoise, le plus souvent chrétienne et toujours anglophone, capable de parler d'égal à égal avec les notables européens ou américains de la communauté étrangère en Chine — de cette élite dont nous avons vu qu'elle constituait la partie chinoise du comité exécutif et du bureau de la CIFRC. *Et en même temps*, ce n'était pas un grand bourgeois, comme presque tous les autres : il n'était issu ni des hautes sphères de l'ancien mandarinat impérial, ni de la nouvelle élite marchande. Il était né en 1892 dans une famille lettrée de Suzhou sans grands moyens, et il a vécu toute sa vie en gagnant son salaire ; et surtout, il semble qu'il ait toujours beaucoup tenu à préserver les signes de son identité *chinoise*. Ne serait-ce que dans le costume : à en croire les quelques pages de l'ouvrage précité consacrées à son style de vie (et dont on peut supposer qu'elles se fondent sur les souvenirs de ses enfants), même lorsque Zhang Yuanshan fréquentait le gratin de la société chinoise, ou sino-étrangère, comme il n'a cessé de le faire ès fonctions à la CIFRC et dans d'innombrables comités, mais aussi à l'Association des Anciens Élèves d'Europe et d'Amérique à Pékin, et même au Rotary club — même là il restait habillé à la chinoise (avec la veste et la robe de style mandchou et les sandales de toile que portaient les gens ordinaires à l'époque) ; et c'est en effet ainsi qu'il se présente sur les quelques portraits de groupe que j'ai pu voir, avec son bonnet à la chinoise, au milieu de ses collègues redingotés et chapeautés. En présence des étrangers il ne se montrait ni humble ni hautain ; mais, nous est-il dit, *il préservait sa dignité de Chinois*¹⁵.

¹⁴ Xue Yi 薛毅 et Zhang Ding 章鼎, 《章元善與華洋義賑會》, Zhongguo wenshi chubanshe, 2002. Voir le postscript de Xue Yi pour les circonstances assez compliquées de la composition du livre ; la première partie (biographique) est surtout due à Zhang Ding et à une de ses sœurs.

¹⁵ Sur ses habitudes de vie quotidienne, sa manière de s'habiller, etc., voir aussi le témoignage de ses filles, *ibid.* p. 211-214.

Zhang Yuanshan était apparemment un organisateur-né — toujours cadre, secrétaire général ou président de quelque chose (ou de plusieurs choses à la fois). Il avait quitté la Chine en 1911 avec une bourse pour aller étudier à l'Université Cornell. (Détail caractéristique, avant de prendre le bateau à Shanghai il coupe sa natte — on était encore sous la dynastie mandchoue —, exactement comme Li Yizhi trois ans plus tôt.) Il sort de Cornell en 1915 diplômé de chimie et retourne en Chine, où il réside d'abord à Tianjin ; et quelques mois plus tard on peut voir dans le *Cornell Alumni News* (le bulletin des anciens de Cornell) qu'il est en train de mettre sur pied une « Association des anciens de Cornell en Chine du Nord », dont il est bien sûr le secrétaire, et qui apparemment s'est réunie très régulièrement par la suite pour entretenir la flamme cornellienne (si je puis dire) parmi les anciens élèves chinois : le même *Cornell Alumni News* cite (en 1918) une circulaire de Djang dans laquelle il est proclamé qu'« entre autres choses Cornell nous a enseigné l'efficacité, le sacrifice de soi, la coopération et la camaraderie », et qui conclut en affirmant que « l'esprit de Cornell et la culture de Cornell doivent prospérer en Chine du Nord » ; des valeurs bien américaines, donc — celles-là même dont Todd ne cesse de répéter qu'il faut les enseigner aux élites chinoises afin qu'elles deviennent un peu moins « chinoises », justement. Djang a également fait construire à Pékin, en collaboration avec des grands notables comme Yan Huiqing (W.W. Yen) et Y.T. Tsur, le siège de l'Association des Anciens Étudiants d'Europe et d'Amérique à Pékin (Ou-Mei tongxue hui 歐美同學會, Western Returned Scholars Association, fondée en 1913), dont il sera secrétaire général jusqu'à son départ de Pékin en 1935, et où se tiennent toutes les réunions du comité exécutif de la CIFRC. Il adhère aussi au Rotary club de Pékin, qu'il présidera deux ans. Et enfin — détail que, de façon typique, sa biographie publiée en Chine populaire omet de mentionner —, au moment de la création de la CIFRC il était apparemment un des responsables de la YMCA en Chine, de même que le missionnaire américain Edwards (que j'ai mentionné la dernière fois) ; autrement dit, il y a de fortes chances pour qu'à un moment ou un autre de sa vie il se soit converti au protestantisme ; en tout cas il parlera plus tard de son admiration pour la religion chrétienne.

Zhang Yuanshan était un organisateur-né, disais-je ; mais c'était aussi un rigoriste en matière de règlement, et il l'était tout particulièrement lorsqu'il s'agissait de maintenir une stricte séparation entre le domaine public et les intérêts privés. Sa biographie insiste avec force détails sur son intégrité sourcilleuse — il n'était pas question d'utiliser même un timbre-poste ou un crayon du bureau pour son usage personnel —, et c'est un fait que cette honnêteté scrupuleuse est confirmée par beaucoup d'autres sources. Mais ce qui est intéressant, c'est que, beaucoup plus tard, Zhang s'est exprimé lui-même sur ce réglementarisme pointilleux dont il était l'apôtre à l'époque de la CIFRC ; et surtout, c'est qu'il en a parlé en évoquant ses relations difficiles avec ces étrangers qu'il fréquentait tous les jours.

Il se trouve en effet que Zhang Yuanshan a laissé au moins deux textes de souvenirs sur la CIFRC et sur le mouvement coopératif rural — son domaine d'excellence, comme nous l'avons vu¹⁶. Le premier est daté de 1960, et l'autre de 1979. Ils ont été composés l'un et l'autre dans le cadre de la vaste entreprise des *Wenshi ziliao*, lancée pendant cette même année 1960, et qui consistait donc à publier des témoignages sur l'histoire de la période républicaine. De même que la plupart des témoignages et des souvenirs publiés dans les *Wenshi ziliao*, ces textes de Zhang Yuanshan doivent être pris, si j'ose dire, *cum grano salis* — ou si vous préférez, en faisant la part des choses : d'un côté il y a une quantité d'informations précises, et par un auteur qui a réellement vécu les choses de l'intérieur ; et de l'autre il y a la sélectivité la mémoire, et surtout il y a ce qu'on pourrait appeler une

¹⁶ « 舊中國的合作事業 », in *Wenshi ziliao cunqao xuanbian (jingji 下)*, Pékin, Zhongguo wenshi chubanshe, 2002, p. 957-964 (rédigé en 1960) ; « 華洋義賑會的合作事業 », *WSZL* 80 輯, 1999 正訂本, vol. 27, p. 138-150 (rédigé en 1979).

réorganisation des valeurs sous l'emprise de l'idéologie dominante (i.e. l'orthodoxie communiste), réorganisation dont la conséquence est que l'auteur tend à réinterpréter les événements qu'il relate et à les hiérarchiser différemment. C'est surtout frappant dans le premier texte de Zhang Yuanshan (celui de 1960), où il commence par dire que les coopératives rurales ce n'était vraiment pas une solution, parce que c'était du réformisme et que leurs promoteurs n'avaient pas compris que la seule solution, c'était la révolution socialiste ; en quoi, notons-le, il reste dans la ligne de déclarations publiques qu'il avait faites en 1951, dans lesquelles il avait en quelque sorte renié son travail passé en affirmant qu'il ne se rendait pas alors compte qu'il ne faisait que seconder les entreprises de l'impérialisme américain camouflées derrière le masque de la philanthropie, et que la réforme rurale ne faisait que prolonger l'existence d'une société pourrie. Mais après avoir dit ces choses au début de son article, il s'embarque derechef dans un récit détaillé de ses efforts et de tout ce qu'il a réussi à accomplir, dont il retire une évidente fierté (comme je l'ai déjà dit) et à quoi, malgré ses dénégations et malgré le changement d'idéologie, je suis convaincu qu'il continue de croire.

Quoi qu'il en soit, ce même texte de 1960 inclut une section qui est intitulée, de façon assez saisissante si l'on se souvient que la CIFRC était en principe une entreprise de coopération entre Chinois et étrangers, « la lutte avec les étrangers » (同洋人的斗争). Cette « contradiction » (*maodun*) entre étrangers et Chinois — entre les étrangers et « nous », car Zhang dit toujours « nous » quand il parle de la Commission —, il la voit d'abord dans le fait que, si les ressources de la CIFRC provenaient pour un tiers des contributions des étrangers, en revanche leur contribution au travail effectivement accompli était minime : pas plus de 2 ou 3%, affirme-t-il, et aux échelons de base, pratiquement rien. Dans le cas du programme de coopératives rurales, en fait, la collaboration des étrangers a été progressivement réduite à zéro, on a dû les éliminer parce qu'ils posaient trop de problèmes sur le terrain et qu'ils n'arrivaient pas à se conformer aux procédures édictées, si bien que le programme est devenu profondément chinois — ou, comme il le dit, « local » (*tuqi* 土氣).

Mais les raisons des difficultés avec les étrangers — les raisons pour lesquelles il a fallu « lutter » —, telles qu'il les analyse, sont beaucoup plus générales. D'abord, il y a ce complexe de supériorité qui caractérisait les étrangers dans l'« ancienne Chine » (i.e. d'avant 1949) — complexe de supériorité totalement injustifié, cela va sans dire, mais il le précise quand même —, et il y avait leur arrogance, qui intimidait tout le monde. Mais en fait on pouvait très bien les remettre à leur place, et à titre d'illustration Zhang Yuanshan relate sur un ton très satisfait une dispute de bureau qui montre à quel point cette « lutte » dont il parle pouvait prendre des aspects mesquins : une secrétaire étrangère (une vieille fille anglaise, précise-t-il) qui lui donne à signer une comptabilité pleine d'erreurs, qu'il corrige malgré ses protestations, après quoi elle fait une grosse crise de larmes dans son bureau — du coup les autres (c'est-à-dire les Chinois) sont ravis. En tout cas, le résultat, c'est que la secrétaire en question a perdu de sa superbe, et que les autres étrangers ont su eux aussi à quoi s'en tenir.

Un autre aspect de la « lutte », d'après Zhang Yuanshan, c'est la désinvolture des collaborateurs étrangers de la CIFRC avec les règlements : ils engagent des dépenses sans autorisation, ils utilisent la voiture de la Commission pour leurs besoins personnels et sans rien rembourser, etc., et, à chaque fois, le secrétaire général est obligé de brandir le règlement pour les rappeler à l'ordre, ou d'édicter un nouveau règlement pour décourager ce genre de comportement ; et là encore c'est utile, parce que la leçon est entendue par tous les étrangers de la CIFRC.

Enfin, Djang mentionne le problème soulevé par certains collaborateurs étrangers de la CIFRC (il n'hésite pas à les qualifier de « vauriens », *liumang* 流氓) qui, à l'occasion d'un séjour dans leur pays d'origine, réussissaient à rassembler des fonds en sollicitant leurs compatriotes sous prétexte de secourir les victimes chinoises, mais qui, une fois rentrés en

Chine, s'estimaient libres de décider eux-mêmes de l'utilisation de cet argent, le prenaient de haut devant leurs collaborateurs chinois, donnaient des ordres, etc. Il a donc fallu instituer au sein de la CIFRC ce que Zhang appelle un « dogme » (*xintiao* 信條), en vertu duquel les fonds collectés pour secourir les victimes des famines ne pouvaient servir qu'à cet usage (ce qu'on exprimait informellement par la formule « l'argent des étrangers, l'affaire des Chinois » [洋人錢, 華人事]); que toute dérogation à ce principe devrait être discutée collectivement par les responsables chinois et étrangers; et enfin qu'étrangers et chinois devaient systématiquement répondre de l'utilisation des fonds devant le secrétaire général. L'allusion à Todd, qui en effet se démenait pour trouver des fonds aux États-Unis afin de financer son département, ce qu'il tenait à faire en toute indépendance, est transparente; et de fait, Djang mentionne dûment un incident le concernant, mais de façon malheureusement très vague. D'après lui, Todd aurait un jour fait toute une histoire (mais il ne dit pas pourquoi), au point que Djang avait dû le menacer d'envoyer une lettre ouverte à la presse chinoise et étrangère pour révéler la façon dont il dilapidait les contributions des donateurs et ruinait le travail de secours. Il ne nous est pas dit quel était exactement le problème, mais voilà au moins un exemple où les deux hommes s'embtent s'être ouvertement et même violemment affrontés.

Pour conclure sur cet aspect des choses, je dirais que, s'il est plus que probable qu'il existait en effet des frictions entre Chinois et étrangers au sein de l'administration de la CIFRC, on peut quand même se demander si c'était si dramatique que cela, et surtout si l'organisation souffrait réellement d'une sorte de faiblesse systémique découlant du comportement de ses collaborateurs étrangers, comme l'affirme plus ou moins Zhang. Ce que je trouve d'intéressant dans tout ce qui précède, c'est qu'avec le recul du temps Zhang Yuanshan semble donner à ces incidents somme toute assez triviaux une importance démesurée, qu'il en fait, nous venons de le voir, autant d'épisode d'une « lutte » quasi existentielle entre l'arrogance, voire la malhonnêteté de ses collègues étrangers et les principes qu'il se bat pour préserver dans l'intérêt de la Chine et des Chinois au service desquels la CIFRC s'était vouée. En somme, c'est comme si les partenaires étrangers de la CIFRC étaient un corps, justement, étranger, qu'il était nécessaire de neutraliser ou même d'expulser — ce qui d'ailleurs a en partie été le cas, puisqu'au long de son histoire, et surtout pendant les années 1930, l'organisation de la CIFRC s'est progressivement sinisée (comme nous l'avons vu, le programme de coopération rurale, qui est devenu à ce moment son programme phare, avait été complètement sinisé dès les années 1920).

Soit dit en passant, une chose qui me frappe beaucoup dans les problèmes et les incidents dont je viens de parler, c'est le réglementarisme hautain, pour ne pas dire hargneux, qu'affiche Zhang Yuanshan dès lors qu'il s'agit de remettre à leur place ces étrangers qui ne savent pas se conduire. Ça me frappe beaucoup parce que nous avons rencontré la même chose il y a quelques années lorsque j'avais évoqué certains magistrats locaux à la fin du 19^e siècle, qui étaient confrontés aux problèmes suscités par le comportement arrogant et les initiatives incontrôlables de missionnaires, de marchands ou de diplomates étrangers qui se croyaient tout permis parce qu'ils étaient protégés par les traités. L'attitude adoptée par ces magistrats, c'était, justement, le réglementarisme, c'était de renvoyer à la lettre des traités ces étrangers non seulement arrogants, mais en outre ignorants des textes qu'ils avaient eux-mêmes imposés à la Chine. Or, nous avons la même chose ici : les statuts de la CIFRC, son règlement intérieur sont « occidentaux » au sens où ils se conforment aux modèles juridiques et administratifs européens ou américains, qui dominent désormais en Chine. Zhang Yuanshan se fait donc un plaisir de les appliquer sans pitié aux collaborateurs non chinois de la CIFRC qui s'estiment autorisés à les prendre à la légère.

Tout cela est bel et bon, mais le problème est que, bien souvent, les partenaires étrangers de la CIFRC, les Américains en particulier, se plaignent de façon symétrique du manque de rigueur des Chinois, de leur incapacité à respecter les contrats et les procédures établies,

quand ce n'est pas de leur corruption. Et il va de soi que ce genre d'accusation dépasse largement le cadre de la CIFRC. Je serais tenté de dire que ce à quoi nous avons affaire, c'est d'abord une opposition entre deux *styles*, aggravée par beaucoup de préjugés de part et d'autre. C'est sur cela que je reviendrai un moment la fois prochaine, avant de me transporter sur notre terrain au Shaanxi pour y retrouver des difficultés similaires, mais dans des circonstances parfois plus graves, et au plus près des problèmes de développement régional qui nous concernent cette année.

6/2/08

Mon précédent exposé portait, pour l'essentiel, sur les frictions entre cadres chinois et étrangers à l'intérieur de la Commission internationale pour les secours contre la famine en Chine (la CIFRC) ; et vous vous souvenez que je me suis en particulier intéressé aux tensions, et même aux disputes, entre deux personnages qui ont tenu une place extrêmement importante dans l'histoire de la CIFRC : son secrétaire général pratiquement depuis sa fondation en 1921 jusqu'à sa dissolution en 1949, Zhang Yuanshan (Y.S. Djang) ; et son ingénieur en chef de 1923 à 1935, O.J. Todd.

Le conflit entre Zhang et Todd était d'abord un conflit entre deux fortes personnalités — et qui plus est, deux personnalités qui étaient à certains égards rivales au sein de l'organisation et qui s'accusaient mutuellement de défendre chacune ses propres intérêts ; mais on peut être sûr qu'il était également symbolique de tensions, ou au mieux d'incompréhensions, entre les personnels chinois et non chinois de la CIFRC en général. Ces tensions, on soupçonne qu'elles n'étaient pas si rares que cela, que ce soit au sein du comité exécutif de la Commission, ou dans les bureaux du siège à Pékin, ou (moins souvent sans doute) sur le terrain, à l'occasion des opérations que la Commission était conduite à y organiser. Mais à quelques exceptions près, que j'ai signalées la dernière fois, les sources imprimées sont assez discrètes là-dessus ; et les études récentes sur la CIFRC (toutes publiées en chinois) ne s'y attardent guère, en dehors de quelques généralités sur l'attitude trop souvent arrogante des Occidentaux, même les mieux intentionnés, et sur ce que plusieurs auteurs appellent leur « complexe de supériorité ». En fait, dans ce que j'ai pu voir jusqu'ici, les deux seuls personnes à faire assez clairement allusion à ces tensions — je veux dire, en dehors des incidents qui ont pu les opposer l'un à l'autre personnellement — ce sont, précisément, Todd, dans certaines de ses correspondances (que nous connaissons grâce à ses archives), et Zhang Yuanshan, dans un texte écrit une trentaine d'années plus tard.

Certes, Todd et Djang étaient des gens importants, très en vue dans le monde de la philanthropie et de l'édification économique dans la Chine des années 1920 et 1930, et qui l'un comme l'autre pouvaient se prévaloir de réalisations remarquables. En outre ils étaient — je crois qu'on peut le dire sans caricaturer — l'un très américain et l'autre très chinois. Mais Todd et Djang ne résument pas à eux tous seuls la question des relations entre Chinois et étrangers dans le cadre dont nous nous occupons, et par rapport au problème qui nous concerne en ce moment (disons, l'aide au développement). Ils sont loin de tout résumer, et pourtant, il me semble qu'il n'était pas inutile que je m'attarde un moment sur eux, comme je l'ai fait il y a huit jours — et notamment sur le caractère un peu spécial de Todd, sur les problèmes que soulevait de toute évidence son attitude impérieuse et son impatience, surtout par rapport à un collègue aussi soucieux d'être respecté *comme Chinois* que l'était Zhang Yuanshan — certainement l'homme qui a exercé la plus grande influence sur le fonctionnement de la CIFRC, année après année.

Il n'était pas inutile d'évoquer tout cela parce que l'attitude de Todd ne faisait que refléter, mais en la grossissant, une façon de se comporter en Chine, je dirais presque une façon d'*être* en Chine, qui était extrêmement répandue chez ses compatriotes, et en général chez un grand nombre d'Occidentaux travaillant en Chine, même parmi ceux qui se montraient les plus sincères et les plus dévoués dans leurs efforts pour aider le pays à se sortir de ses difficultés et à se moderniser. Encore une fois, au-delà de ces deux personnages — Djang et Todd — et de leurs idiosyncrasies, et en fait au-delà de la CIFRC, ce sont deux *styles*, deux visions auxquels nous sommes confrontés, deux sensibilités aussi — et ces styles et ces sensibilités avaient du mal à cohabiter, et même à se comprendre.

C'est donc cela que je voudrais développer un peu aujourd'hui. Il ne s'agit certes pas de verser dans la rhétorique facile de l'affrontement des cultures, ni dans celle des oppositions terme à terme, et encore moins dans celle des dominants et des dominés (ou de l'impérialisme et du nationalisme, si vous voulez). Il me semble plus utile et plus intéressant de procéder par touches, en quelque sorte — en m'éloignant le moins possible de mes sources (qui ne sont pas *toutes* les sources), et en essayant de retrouver quelque chose de la complexité et de l'ambivalence des contacts et des interactions entre les Chinois et les non-Chinois qui se sont trouvés impliqués (et impliqués ensemble) dans les efforts de développement qui sont notre sujet ; et comme il se trouve que dans notre histoire, nous l'avons déjà vu, ces non-Chinois sont dans leur grande majorité des Américains, j'aurai pas mal à parler des Américains et de leur situation dans la Chine de cette époque.

Sans doute — et là, pour le coup, c'est une généralité — doit-on placer ces contacts et ces interactions sous le signe de l'*inégalité*. Non pas nécessairement l'inégalité entre les individus — je ne pense pas, pour citer deux de mes principaux personnages, que Todd considérait d'une quelconque façon que Li Yizhi n'était pas son égal —, mais certainement une inégalité sous-jacente, en quelque sorte *a priori*, entre les *nations*, entre la Chine qui recevait l'aide et les puissances étrangères qui la dispensaient. Et ceci vaut particulièrement pour l'Amérique, qui était incontestablement la plus généreuse. Dans son ouvrage classique *The United States and China*, maintes fois réédité et révisé depuis sa première parution en 1948, le célèbre historien John Fairbank fait cette remarque qui, je crois, résume assez bien le problème : « Dans les relations sino-américaines jusqu'en 1949, la Chine était toujours le partenaire qui se trouvait en position de faiblesse, celui qui avait des difficultés, celui qui bénéficiait de notre aide et de notre philanthropie. L'Amérique était toujours le partenaire en position de supériorité, qui n'avait pas ces difficultés, qui était capable de venir en aide. Ce n'était pas une relation égale, et sans aucun doute c'est pour cela que nous y trouvions de l'agrément¹⁷. »

Or cette bonne conscience américaine, ce sens de la mission se traduisaient facilement en arrogance, ou au mieux en condescendance, même chez les plus sincèrement et les plus activement engagés ; et cela ne pouvait que heurter le nationalisme intense des Chinois — s'agit-il des plus cosmopolites des Chinois et de ceux qui semblaient le mieux intégrés à l'*establishment* occidental en Chine, qui parlaient la même langue et qui fréquentaient les mêmes clubs — comme c'était le cas, nous l'avons vu la dernière fois, des dirigeants chinois de la CIFRC.

Les chantiers

Mais ce n'est pas tellement de ceux-ci que je voudrais parler aujourd'hui. C'est plutôt des Chinois avec qui nos ingénieurs se trouvaient en contact *ès fonctions*, c'est-à-dire, pour commencer, les masses de paysans plus ou moins affamés qu'ils rassemblaient sur leurs chantiers et qu'il leur fallait organiser et faire travailler — des gens, pour le coup, qui au sein de la société chinoise se situaient à l'extrême opposé des notables occidentalisés que je viens d'évoquer, qui en étaient séparés par une distance incommensurable ; et ensuite, je voudrais dire un mot des collègues et des assistants chinois avec qui ils étaient quotidiennement en contact sur ces mêmes chantiers, et souvent dans d'autres circonstances, et de la façon dont ils en parlaient.

À ma connaissance, et même s'il n'est pas le seul, personne ne s'est exprimé de façon aussi concrète et détaillée que Todd — et en outre avec un certain talent — sur le fonctionnement des grands chantiers de travaux publics en Chine et sur la façon dont s'y passait la vie. En fait, à de rarissimes exceptions près, on ne trouve pour ainsi dire rien là-dessus en langue chinoise, ce qui est évidemment bien regrettable. En tout cas, Todd (que je vais avoir à citer assez

¹⁷ John K. Fairbank, *The United States of China*, éd. 1971, p. 295.

souvent sur ces sujets) fait bien voir dans les articles, les correspondances et les textes non publiés (probablement des conférences) où il parle de ces choses qu'en dehors des aspects purement techniques du métier, être ingénieur civil en Chine comportait une grande part de gestion financière et de négociation avec les bailleurs de fonds et avec les autorités locales, et plus encore, une très grande part de mobilisation et de commandement, d'organisation et de coordination, et de surveillance et de maintien de l'ordre sur les chantiers eux-mêmes, à quoi il faut encore ajouter, et c'était considéré comme très important, le contrôle sanitaire de la force de travail¹⁸. Même si l'on retrouve là des responsabilités qui, avant l'apparition de l'ingénieur moderne, étaient le plus souvent assumées par des fonctionnaires impériaux, dans le cas des ingénieurs étrangers travaillant en Chine à l'époque républicaine ces responsabilités posaient des problèmes bien particuliers, puisque pour eux tous ces aspects du métier supposaient une interaction directe et quotidienne avec des cadres et des travailleurs qui appartenaient à une autre culture qu'eux, qui n'avaient pas les mêmes traditions professionnelles, ni le même rapport au travail, qui ne parlaient pas la même langue, et aux yeux de qui ils étaient, justement, *l'étranger*, avec tout ce que cela pouvait parfois impliquer de non-dit dans la Chine intensément nationaliste des années 1920 ou 1930.

En ce qui concerne les relations avec la force de travail, tout particulièrement, il faut se rappeler que, par comparaison avec les entreprises équivalentes en Europe ou en Amérique, l'un des traits distinctifs des grands chantiers d'ingénierie civile en Chine à cette époque (et probablement jusqu'assez récemment), c'est la masse considérable de travailleurs à manœuvrer. Pour des raisons de coûts comparatifs, presque tout est fait à la main (ou au muscle), avec des pioches, des pics, des paniers, des palanches, etc., bref, les outils les plus rudimentaires : pas de pelleteuses ou de bulldozers, pas de bétonneuses, pas de grues, pas de monte-charge ou de pompes à moteur, pour ainsi dire pas de camions, et en dehors des outils à main la seule façon d'attaquer le terrain quand il résiste, c'est l'explosif. Pour donner l'exemple du chantier du canal Jinghui, qui mobilisait jusqu'à 5 000 travailleurs en période de pleine activité, si l'on excepte les camions qui ont dû amener les matériaux sur le site depuis des locations éloignées (les sacs de ciment, principalement), la seule opération pour laquelle a été requise une forme d'énergie autre qu'humaine ou animale a été le percement de 400 mètres de tunnel en pleine roche, qui a été accompli à l'aide de marteaux piqueurs alimentés par un gros compresseur importé directement d'Amérique¹⁹.

Pour tout le reste, le coût de la main d'œuvre est tellement bas — surtout lorsque les travailleurs sont payés en rations calculées d'après le minimum vital, comme c'était le cas sur les chantiers qui fonctionnaient suivant le principe des secours en échange de travail — que des opérations qui en Occident reviendraient beaucoup moins cher si elles étaient mécanisées sont, en Chine, toujours faites à la main. Comme le dit quelque part Todd, « partout les hommes prennent la place des machines en Chine. Tant que le niveau de vie restera ce qu'il est et que nos équipements et nos carburants seront aussi chers qu'ils le sont, le muscle de l'homme l'emportera en Chine. » (Et je pourrais aussi citer un texte assez réussi du même Todd, dans lequel il compare terme à terme le fonctionnement d'un chantier de barrage aux États-Unis, avec un effectif réduit d'ouvriers bien nourris, disposant d'un campement confortable, et surtout équipés de toutes sortes de machines, avec la façon dont les choses se passaient en Chine.)

Comment, dès lors, les ingénieurs américains travaillant pour la CIFRC (ou pour tout autre organisme, ou pour le gouvernement) se comportaient-ils avec ce personnel chinois qu'ils avaient sous leurs ordres — innombrable, sans aucune qualification, acceptant de venir parce que c'est la crise ; et comment le considéraient-ils ? Car ils ne pouvaient pas se tenir à

¹⁸ Cf. Todd in *Journ. Assoc. Chin. Am. Eng.*, II-11 (1921), p. 33-34; ou les souvenirs de Ma Xiqing sur l'épouillage sur le chantier de Saratsi (in Xue et Zhang, *Zhang Yuanshan*, p. 210).

¹⁹ Todd, *Two Decades in China*, p. 151, 358.

distance : il fallait contrôler les chefs d'équipe, toujours soupçonnés de chercher à truander sur le travail et sur la paye de leurs hommes, s'assurer que les fonds arrivaient à temps, vérifier la qualité et la quantité du travail accompli, maintenir un minimum d'hygiène (c'est-à-dire s'assurer que les séances d'épouillage étaient faites sérieusement), faire régner l'ordre, et parfois protéger le chantier contre les attaques de bandits (toujours à craindre en période de famine, surtout les jours de paye). Il y avait aussi les disputes sur les poids et mesures (la définition locale du *fang* 方, par exemple, qui servait d'unité pour la rétribution), les rumeurs à désamorcer, la confiance à inspirer aux travailleurs (en matière de régularité de la paye, notamment), voire l'exemple à donner en mettant soi-même la main à la pâte. Pour maîtriser tout cela, il faut déjà une forte personnalité et beaucoup d'autorité, comme le répète à l'envi Todd, qui était bien persuadé d'être un exemple en la matière²⁰. Mais il y faut aussi, affirme-t-il, et à maintes reprises, des responsables *différents* de ceux auxquels les masses chinoises sont habituées, différents aussi bien par leur attitude et leur éthique professionnelle que par leur aptitude à aller vite et à maîtriser les coûts. C'est la grande idée, souvent réitérée dans le milieu auquel appartenait Todd, et sur laquelle je reviendrai, qu'en attendant que la Chine ait formé ses propres cadres elle ne pourra être sauvée que par ces gens qui se qualifient eux-mêmes d'« ingénieurs missionnaires », et qui *a priori* ne peuvent être que des Américains, usant de « méthodes américaines ».

Mais pour revenir à la question posée, quelle *vision* ces ingénieurs occidentaux, missionnaires ou pas, avaient-ils de la masse de travailleurs chinois placée sous leurs ordres ? Même si la condescendance pointe toujours, le discours, en tout cas chez les Américains, affiche en général une certaine sympathie, voire même de l'admiration à l'endroit des paysans qui constituaient par définition la masse de manœuvre sur les chantiers. Par exemple, dans une note semble-t-il inédite, datée de 1923, Todd affirme que si on le paye à la pièce (i.e. au travail accompli, et non à la journée) et si on lui inspire confiance, le Chinois (et il s'agit bien ici des gens les plus humbles : il dit « the coolie class ») est aussi efficace que n'importe quel autre travailleur. Il est dur à la tâche et fier de sa force, tout en sachant s'économiser, et en outre il se montre très habile — il est en fait supérieur aux travailleurs américains non qualifiés.

Je le remarque au passage, ce terme de « coolie », qui fleure incontestablement le colonialisme, était d'usage universel chez les Occidentaux responsables de chantiers lorsqu'ils parlaient des travailleurs chinois qu'ils avaient sous leurs ordres — c'est-à-dire des paysans qui n'avaient que leur force à vendre. Dans un tel emploi le mot « coolie » n'était pas spécialement méprisant (ou raciste), me semble-t-il, du moins pas plus qu'il n'était inévitable dans un environnement qui restait marqué par le jargon colonial : il servait simplement à désigner ce type de main d'œuvre dénuée de toute qualification. Il est vrai qu'on le trouve aussi employé, et dans des textes tout à fait officiels, pour évoquer non plus de simples manœuvres mais des sortes d'assistants de terrain, possédant évidemment un certain savoir-faire spécialisé : je veux parler des *survey coolies*, qui (par exemple) font formellement partie du personnel de certaines commissions d'enquête, comme la fameuse Chihli River Commission chargée d'étudier la topographie et l'hydrométrie de la région de 1918 à 1927 (le premier emploi d'Eliassen en Chine comme ingénieur) : ils sont placés au bas de la hiérarchie, mais ils en font partie, ce ne sont pas des manœuvres interchangeables.

Quoiqu'il en soit, et toujours pour parler du terme « coolie », je trouve intéressant que certains assistants *chinois* de nos ingénieurs, écrivant en anglais à leur patron, utilisent « coolie » dans un sens franchement péjoratif, signifiant à la fois « stupide », « à courte vue », et... « chinois ». Par exemple Zhang Jichun 張季春 (C.C. Chang), l'assistant de Todd au

²⁰ Cf. ses considérations dans AT 30-5, Todd à Sullivan (7/11/33); et l'article sur les travaux de 1921 au Shandong dans *Journ. Assoc. Chin. Am. Eng.*, II-11.

Bureau d'ingénierie de la CIFRC (que j'avais mentionné la semaine dernière), parle de *coolie methods* lorsqu'il se réfère aux méthodes locales, c'est-à-dire traditionnelles, d'irrigation dans le Suiyuan (où la CIFRC avait un grand projet d'irrigation utilisant l'eau du fleuve Jaune, un projet qui semble d'ailleurs ne pas avoir été une réussite et qui a été très critiqué) ; et quand il parle de ces « méthodes coolie », c'est bien pour les opposer aux méthodes de l'ingénierie moderne, dont il se fait bien sûr l'avocat : en fait il est obligé de les défendre, ces méthodes modernes, face à un autre employé de la CIFRC, qui considère que les ingénieurs ont échoué et qu'il faut, justement, revenir aux méthodes traditionnelles — et ce qui n'arrange pas les choses, cet autre employé est un spécialiste d'agriculture, ce n'est pas un ingénieur, et il a été envoyé là par Zhang Yuanshan pour essayer de résoudre des problèmes de fonctionnement du site, que personne ne pouvait nier, pas même les ingénieurs ! Dans un autre exemple, c'est un certain Henry Chuan (Quan 全), un personnage assez pittoresque dont je reparlerai plus longuement dans quinze jours, qui écrit à Todd depuis le Jiangxi, où il était chargé de superviser des travaux sur des digues, pour se plaindre des fonctionnaires et des notables locaux qui sabotent le travail ; et là il a cette belle affirmation : « Je suis tout à fait d'accord avec vous lorsque vous dites : “Ce pays est administré par des cerveaux de coolie !” (Coolie brains running the Country). » Donc pour Todd aussi « coolie » pouvait être un terme insultant, un peu comme s'il disait « ce pays est gouverné par des abrutis ».

Mais, encore une fois, « coolie » au sens ordinaire de « travailleur non qualifié », ou peut-être de « manœuvre », n'avait rien de particulièrement insultant, et lorsqu'ils parlent de leurs travailleurs chinois nos ingénieurs manifestent volontiers une sorte d'affection teintée d'admiration pour leur endurance et pour leur bonne humeur (*cheerfulness*). Et un détail qui mérite d'être relevé — en tout cas qui m'a frappé —, c'est que dans le discours qu'il prononce à l'inauguration du Canal Jinghui, le 20 juin 1932, en présence d'une assemblée d'invités distingués venus de toute la Chine (nous savons par exemple que Zhang Yuanshan, son ennemi intime, était là), Todd, après avoir remercié les autorités, les philanthropes qui ont soutenu l'opération, les missionnaires locaux, ainsi que tous ses collègues et collaborateurs, termine en faisant un éloge bien senti, que je trouve même assez émouvant, de tous ces ouvriers et de tous ces paysans qui ont fait le plus dur du travail : ce sont en fin de compte eux, dit-il dans sa péroraison, qui ont réalisé l'ouvrage²¹.

Mais ces « coolies », puisque coolies il y a, constituent malgré tout une masse dont il est essentiel de garder le contrôle et qui peut devenir rétive, ou même dangereuse (sans parler du fait qu'ils disparaissent tous, et sans préavis, au moment des moissons). On trouve dans les archives de Todd plusieurs manuscrits, datant probablement de 1923 (lorsqu'il était en tournée en Amérique pour faire de la propagande et lever des fonds avant de prendre ses fonctions à la CIFRC), où il décrit en détail le fonctionnement des chantiers dont il a eu à s'occuper au Shandong et où il parle des « coolies » avec une sorte de sympathie condescendante, encore une fois, comme de gens aussi braves que simples, mais pas nécessairement dévoués : ce sont en d'autres termes des gens qu'il faut savoir impressionner, manipuler et discipliner, sans quoi l'on risque vite de se laisser déborder et exploiter par eux.

Parlant de la perception que les étrangers avaient de leurs travailleurs, il n'est en fait pas impossible que les Américains aient éprouvé moins de préjugés et manifesté moins de morgue à leur endroit que les Anglais, par exemple : Todd remarque dans une nécrologie de son ancien collègue Eliassen, rédigée en 1960, que ce dernier avait peut-être été influencé, de ce point de vue, par les collègues britanniques avec qui il avait travaillé au début de sa carrière en Chine, ce qui expliquerait, dit Todd, une tendance à être « plutôt sévère avec la classe des coolies »²² ; et le même Eliassen, dans une lettre où il se plaint de ce que les Chinois chargés

²¹ Dactylographie du discours, AT 28-7.

²² AT 31-10.

de surveiller les vannes à l'entrée du canal se sont laissés surprendre par une crue très brutale, en août 1933, qui a causé des dégâts parce que les vannes n'avaient pas été fermées à temps, ajoute : « Mais bien sûr si on laisse ça à des coolies qu'est-ce qu'on peut attendre ! » (But of course having it to coolies what can you expect)²³.

Quoi qu'il en soit de toutes ces considérations, il est de toute façon difficile (et probablement un peu illusoire) de vouloir généraliser à partir d'impressions, de remarques ou d'anecdotes glanées çà et là, comme tout ce que je viens de mentionner, et qu'on pourrait accumuler à l'infini. Je dirais peut-être que les Occidentaux auxquels je m'intéresse en ce moment (les ingénieurs qui travaillent dans l'intérieur du pays, les militants des organismes philanthropiques), dont l'ouverture, le dévouement au progrès de la Chine, et presque toujours la profonde sympathie pour le pays ne peuvent certainement pas être mis en question, *restent occidentaux* au sens où, lorsqu'ils rencontrent une difficulté, ou une résistance, ou une incompréhension, ou simplement une manière de faire ou un habitus qui ne correspondent pas à ce qu'ils attendent, qui les désarçonne, ou qui les choque, ils tendent à traduire leur impatience ou leur inconfort en *clichés* ; il y a, dirais-je, comme une sorte de pesanteur qui les ramène vers les façons de parler et vers les préjugés les plus répandus dans la bonne société des expatriés de Shanghai ou d'ailleurs : les Chinois ont une magnifique civilisation et ils sont très intelligents (au moins leurs élites), mais ils sont sournois, paresseux, intéressés, pas rationnels, etc., et de toute façon ils ne nous aiment pas.

Ce n'est pas, j'y insiste, qu'il faille vouloir débusquer le colonialisme et le racisme à tout prix, et partout, comme il est de bon ton de le faire chez certains auteurs récents, américains notamment ; c'est plutôt qu'il faut admettre une distance persistante, et surtout, et de façon je crois quasi universelle, un sentiment de supériorité qui repose, explicitement ou non, sur la réussite industrielle, scientifique, militaire, etc., de l'Europe et de l'Amérique — de l'Europe et de l'Amérique auxquelles d'ailleurs vient de se joindre le Japon —, et qui se nourrit aussi des réalités matérielles et sociales de la vie d'expatrié : comme on l'a remarqué, même le plus médiocre des aventuriers occidentaux ou le plus modeste des petits fonctionnaires débarquant à Shanghai arrivait très vite à se considérer comme appartenant aux classes supérieures — je veux dire, supérieures aux Chinois.

Tout cela, sur quoi l'on pourrait disserter à l'infini, influait inévitablement sur les relations entre Chinois et étrangers dans le domaine qui nous concerne ici, que ce soit sur les chantiers organisés au fin fond de la Chine ou dans les bureaux de la CIFRC à Pékin, dans les négociations avec les autorités chinoises, ou dans bien d'autres circonstances encore — et que les Chinois en question soient de simples paysans, des professionnels et des intellectuels, ou des représentants de l'administration. On peut en fait imaginer toutes les variations possibles. D'abord, en fonction des individus, cela va sans dire, et là il est clair que l'aptitude ou non à communiquer en chinois faisait une grande différence : or, cette aptitude, il semble qu'en règle générale les ingénieurs étrangers ne la possédaient pas, ou alors de façon très rudimentaire (Todd raconte quelque part qu'il a appris à crier *kuai, kuai!* quand il était ingénieur militaire sur le front en France pendant la grande guerre et qu'il avait sous ses ordres des milliers de travailleurs chinois, et que ça lui a bien servi par la suite ; et il ne semble pas, à consulter ses archives, que ses compétences linguistiques soient jamais allées beaucoup plus loin). En revanche il est certain que les missionnaires, surtout ceux de l'intérieur, qui ont beaucoup assisté la CIFRC dans ses entreprises de travaux publics — et avant elle, la Croix-rouge américaine —, avaient un contact beaucoup plus direct, et sans doute moins problématique, avec leurs interlocuteurs chinois ; Todd remarque à plusieurs reprises qu'ils sont souvent les meilleurs lorsqu'il s'agit de recruter des travailleurs ou de négocier avec leurs chefs d'équipe et avec les fournisseurs ; et s'il en est ainsi, précise-t-il

²³ AT 31-8, Eliassen à Todd, 18/10/36.

quelque part, c'est « en raison de leur relation aux gens ordinaires et de leur connaissance de la langue » ; en fait, dans ses travaux routiers au Shandong en 1921, il n'hésitait pas à désigner les missionnaires qui avaient le sens du commandement comme « district engineers »²⁴.

L'exception américaine

Cela dit, la qualité des rapports entre étrangers et Chinois n'était pas seulement une question d'individu, de formation ou de métier ; l'origine nationale, le pays qu'on représentait, qu'on le veuille ou non, était également susceptible de jouer un rôle. Je laisse de côté le cas très spécial des Japonais, qui ne nous concerne pas ici ; mais je vous rappelle la remarque mentionnée tout à l'heure concernant Eliassen, qui était norvégien et qui avait appris le métier d'ingénieur en Amérique, mais qui avait peut-être hérité des Anglais avec qui il avait commencé de travailler en Chine une certaine dureté dans son comportement avec ces fameux « coolies » : c'est Todd qui fait cette remarque — et pour qu'il le dise dans une notice nécrologique par ailleurs totalement élogieuse et admirative, il faut croire que ça l'a frappé ; et il oppose implicitement cette attitude à celle des collègues américains d'Eliassen.

Or, ce contraste suggéré par Todd entre un style « britannique » et un style « américain », en quelque sorte, dans les relations entre ingénieurs étrangers et travailleurs chinois sur les chantiers, peut être rapproché (me semble-t-il, et même s'il ne s'agit pas exactement de la même chose et qu'il n'y a pas nécessairement relation de cause à effet) du fait que dans les années 1920 et 1930 la perception de l'Amérique en Chine, comparée à celle des autres puissances étrangères, était un peu particulière, et que les relations n'étaient donc pas tout à fait les mêmes. Et ceci mérite peut-être un bref développement, puisque aussi bien les étrangers dont je parle sont presque tous américains.

En fait l'Amérique jouissait en Chine d'un préjugé nettement favorable à cette époque, et d'un préjugé dont les racines étaient relativement anciennes. L'« impérialisme américain », tant dénoncé à la belle époque du maoïsme, est une création de la guerre froide et de la République populaire de Chine ; avant cela, les vrais impérialistes, ceux qui avaient été le fer de lance des agressions militaires contre la Chine et qui avaient causé ses premières pertes territoriales, depuis la première guerre de l'opium, c'étaient les Anglais ; et lorsque la Chine se trouvait secouée par une de ces vagues d'agitation nationaliste et anti-étrangère caractéristiques de la période, comme celle qui a fait suite à l'incident de Shanghai en 1925, c'était encore l'impérialisme britannique qui se trouvait en première ligne. Les Américains, au contraire, tout en insistant pour bénéficier de tous les avantages des traités au nom de la clause de la nation la plus favorisée, et tout en se joignant avec enthousiasme à l'invasion économique de la Chine, n'avaient participé à aucune action militaire (du moins pas avant 1900), ils avaient toujours prétendu à la neutralité, et, en paroles sinon en actions, ils s'étaient faits les champions de ce qu'ils appelaient la politique de la porte ouverte (i.e. excluant toute conquête territoriale)²⁵.

Il existait par ailleurs en Amérique un fort courant de sympathie à l'égard de la Chine — de la Chine comme victime des impérialismes, justement —, sans parler d'un bel optimisme, de la part de beaucoup, sur la capacité des Chinois à se laisser guider sur le chemin de la modernité et de la civilisation. Les missions protestantes de Chine, en particulier, qui étaient nombreuses et extrêmement actives, s'employaient à propager en Amérique l'image positive d'une Chine terre promise de la démocratie et du christianisme en Extrême-Orient ; et ce sont

²⁴ AT 28-7, Todd à Froelick (27/12/23), deuxième annexe, « Notes on Chinese labor, politics, etc. » ; Todd, « Famine relief and road building in Shantung », *Journ. Assoc. Chin. & Am. Eng.*, II, 11 (nov. 1921).

²⁵ Fairbank, p. 289 sq.

aussi les missions qui se trouvent à l'origine de la grande tradition américaine d'intervention humanitaire en Chine²⁶.

La révolution de 1911 avait été accueillie avec une certaine faveur par une bonne partie des Américains résidant en Chine ; mais aux États-Unis, le grand déclencheur, c'est la capitulation du gouvernement Wilson devant les exigences japonaises (i.e. le transfert au Japon des droits allemands sur le Shandong) au moment du traité de Versailles en 1919. L'événement avait provoqué une vague d'indignation dans l'opinion publique américaine, et il en était résulté chez les Américains ce que certains auteurs n'ont pas hésité à appeler un sentiment de culpabilité à l'égard de la Chine²⁷. Et ceci contribue sans nul doute à expliquer l'enthousiasme du public américain à répondre aux appels à contributions pour secourir les victimes de la grande famine de 1920-1921 — les organisations charitables américaines ont alors déversé sur la Chine des millions de dollars ; et plus généralement, ça explique sa promptitude à répondre aux sollicitations répétées des nombreuses entreprises philanthropiques actives pendant toute cette période (en tout cas jusqu'à la grande dépression), entreprises dans lesquelles les missionnaires américains jouaient évidemment un rôle de premier plan. Et tout cela vaut bien sûr pour la CIFRC, qui était d'abord, ne l'oublions pas, une entreprise sino-américaine. (J'ai mentionné la semaine dernière China Famine Relief USA, l'organisation new-yorkaise par laquelle Todd essayait de faire financer ses activités, et on lui a assez reproché, justement, de jouer de la sympathie de ses compatriotes envers les petits Chinois affamés pour renforcer son département d'ingénierie).

Dans tous les cas, il ne fait aucun doute qu'aux yeux des Chinois dans les années 1920 et 1930 l'Amérique était devenue leur partenaire étranger le plus influent, et surtout le plus généreux : il y avait bien sûr les proclamations du gouvernement américain en faveur de l'indépendance et de l'intégrité de la Chine, même si ces proclamations ne se traduisaient guère en actions concrètes, et qu'il en aurait fallu plus pour faire hésiter les Japonais ; mais il y avait surtout les efforts, pourrait-on dire, du peuple américain, à titre privé, à travers toutes ces organisations philanthropiques, tous ces collèges et toutes ces universités, tous ces missionnaires (qui contrairement aux hommes d'affaires de Shanghai ou d'ailleurs n'hésitaient pas à afficher leur sympathie pour les aspirations nationalistes des Chinois), sans parler du nombre considérable d'étudiants chinois accueillis en Amérique — ils sont beaucoup plus qu'au Japon à cette époque²⁸. (L'État américain en tant que tel ne s'investira dans l'aide à la Chine, mais alors massivement, et un peu à fonds perdus, qu'à partir de l'invasion japonaise en 1937, et jusqu'à la chute du régime nationaliste en 1949.) Il n'est donc pas surprenant que l'Amérique ait eu plutôt bonne presse auprès d'une grande partie de l'opinion chinoise, de même qu'il est manifeste que pour leur part beaucoup d'Américains se sentaient investis d'une *mission* en Chine, qu'ils parlaient (ou rêvaient) d'une « relation spéciale » avec la Chine — j'y ai déjà fait allusion à propos de nos ingénieurs, et j'y reviendrai.

Et enfin, il est clair que tout cela avait des conséquences sur le terrain. Je n'en donnerai ici qu'un seul témoignage, tout à fait isolé et anecdotique, et qui vaut ce qu'il vaut — mais qui a l'avantage de concerner la région qui nous occupe d'abord. L'auteur de ce témoignage est un Anglais, un certain Hewlett Johnson, qui était doyen de la cathédrale de Canterbury, et à qui j'avais déjà fait allusion il y a trois ans. Ce que ce Johnson avait de remarquable, c'est que pendant toute sa carrière d'ecclésiastique il avait cherché à concilier christianisme et communisme (on l'appelait le « doyen rouge »), et qu'il est toujours resté un fervent partisan de l'URSS, à tel point qu'il a reçu en 1951 le prix Staline pour la paix internationale. En tout cas, il avait voyagé en 1932 dans le Nord-Ouest de la Chine en compagnie de Todd, pour qui

²⁶ Fairbank, p. 287.

²⁷ Tuchman, *Stilwell*, p. 60.

²⁸ Fairbank, p. 289. Tuchman, p. 96, sur le soutien des missionnaires à la révolution nationaliste.

il avait une très grande admiration (et c'était réciproque), et il avait visité ses chantiers, notamment le système d'irrigation du Weibei et la route Xilan ; et dans un article paru dans le *Times* le 27 juillet 1932, où il raconte ces voyages, il fait la remarque suivante (après avoir noté l'agressivité des constructeurs américains pour vendre des voitures dans la région) : « Le nom de l'Amérique est connu partout. Lorsque le major Todd disait qu'il était américain il était accueilli par des sourires. Quand je disais que j'étais anglais c'était différent — il n'y avait pas d'hostilité, mais le mot ne disait rien. J'attribue cela à trois choses, et je dois admettre que l'Amérique mérite tout l'honneur qui lui est fait en Chine. L'Amérique accomplit un remarquable travail philanthropique ; ses marchands font preuve d'entreprise et pénètrent le pays avec ardeur ; elle consacre son indemnité boxeur en attribuant des bourses aux étudiants chinois en Amérique ; et ils reviennent américanisés. » (Une partie de la dette boxeur a effectivement été remise par les États-Unis en 1908, et le reste en 1924, les sommes ainsi rendues à la Chine étant affectées à des entreprises éducatives, ou à des infrastructures.)

Ce que je remarque surtout dans cette citation, c'est que, à en croire du moins Johnson, les habitants de ces provinces lointaines et isolées que sont le Shaanxi et le Gansu n'ont jamais entendu parler de l'Angleterre, mais qu'ils manifestent leur sympathie quand on leur parle de l'Amérique. Je disais que je procéderais par touches dans ces considérations que je vous livre aujourd'hui sur les relations entre Chinois et étrangers dans les entreprises qui nous concernent — ou si vous voulez, de façon impressionniste, et certainement très lacunaire —, et en effet ce que je viens de rapporter n'est rien d'autre qu'une « touche », un détail. Mais toutes les remarques que j'ai faites jusqu'ici viennent à l'appui d'un thème central, incontestablement, auquel j'ai déjà fait allusion, qui est celui de la « mission » (et c'est bien le mot qu'ils emploient, par analogie avec les « missionnaires » partis pour convertir la Chine) que s'attribuent en Chine des gens comme Todd, et il est loin d'être le seul ; et cette mission, il est clair à leurs yeux qu'ils sont les mieux placés pour la remplir, à la fois comme ingénieurs et comme Américains. De quoi s'agit-il ? Il s'agit 1) d'équiper la Chine pour la sortir du sous-développement, et 2) de former une élite de cadres et de techniciens chinois non seulement compétents, mais encore nourris aux valeurs typiquement américaines que sont le dévouement, l'intégrité, l'esprit d'équipe, etc. Et ce sont ces Chinois imbus de valeurs américaines, et de savoir-faire américain, qui en fin de compte sauveront la Chine.

Former les futures élites : la mission des Américains

Or, de ce point de vue, nos ingénieurs missionnaires ont tendance à considérer qu'il y a encore beaucoup à faire. Je citais tout à l'heure un texte de 1923 dans lequel Todd évoquait avec une certaine affection les qualités de ses « coolies » sur les chantiers dont il avait eu à s'occuper avant d'entrer au service de la CIFRC (et qui avaient fait sa réputation en Chine). Le même texte est beaucoup moins aimable en ce qui concerne les classes moyennes et l'élite fortunée — et là encore, on retrouve des propos semblables chez beaucoup d'autres auteurs : ils sont paresseux, jouisseurs, corrompus, truqueurs, ils n'ont aucune « morale nationale » (i.e., probablement, aucun sens du bien public), ils se méfient les uns des autres, il n'y a pas moyen de les faire coopérer à une entreprise commune, et ainsi de suite... Et c'est vraiment un problème de civilisation : comme le dit Todd, « Ils ne sont pas formés à être fiables et honnêtes. Ils sont esclaves de coutumes pernicieuses. » Et il ajoute pour faire bonne mesure que les gens du peuple se méfient d'eux et sont plus disposés à collaborer à des grands projets lorsque ceux-ci sont placés sous la direction d'étrangers honnêtes.

Todd oppose volontiers la droiture et la loyauté supposées caractériser les Américains aux manières sournoises des Chinois (et nous parlons toujours des Chinois éduqués, des classes aisées) : il affirme même quelque part que « jouer à la chinoise » (to play the Chinese game) est une expression courante chez les étrangers pour dire « être déloyal ». De même essaie-t-il, dans certaines de ses correspondances, de justifier ses impatiences et sa brusquerie (dont ses

amis lui font reproche, j'en ai cité des exemples) en expliquant qu'il est un ingénieur américain, donc un réaliste et un fonceur, quelqu'un qui n'aime pas se payer de mots, et qu'en tant que tel il supporte mal les « manières de faire » des Chinois, leur indolence, leur manque de rigueur, leur manque de franchise, voire leur absence d'intégrité. Et il ne se gêne pas pour dire qu'à ses yeux les manières de faire américaines sont supérieures aux manières de faire chinoises, et que si les Chinois se décidaient enfin à les adopter, les efforts pour développer le pays auraient de meilleures chances de réussir, et de réussir plus vite.

Qu'en est-il, puisque c'est eux qui nous concernent, des ingénieurs chinois, et surtout de la jeune génération ? On ne compte pas les auteurs qui déplorent — en dehors d'une minorité dont tout le monde reconnaît les mérites — la paresse de leurs collègues ou de leurs assistants chinois, en tout cas leur peu d'attrance pour le travail manuel, qu'ils ont tendance à considérer comme indigne d'eux (ne serait-ce que lorsqu'il s'agit de transporter son propre matériel d'arpentage, quand c'est tellement mieux d'avoir un coolie pour s'en occuper), ou simplement leur absence d'intérêt pour le travail pratique, leur répugnance à mettre les mains dans le cambouis. Et puis, plus généralement, on se plaint de ce qu'ils préfèrent travailler au bureau plutôt que sur le terrain — et c'est là un regret que j'ai trouvé exprimé par de nombreux ingénieurs étrangers travaillant en Chine, y compris français²⁹. De façon intéressante, d'ailleurs, il semble que ce soient les jeunes ingénieurs chinois formés dans les meilleures universités étrangères qui manifestent le plus, une fois qu'ils sont retournés en Chine, cette inclination pour les emplois de bureau bien rémunérés et les postes dans l'administration — d'où vient leur absence d'efficacité sur le terrain en dépit d'une formation théorique de haut niveau. C'est en tout cas ce qu'affirme Todd dans son texte de 1923 ; et dans ce même texte il remarque encore que les jeunes ingénieurs formés dans les institutions chinoises, en tout cas à la date où il écrit — mais il semble que les choses aient assez sérieusement évolué pendant la décennie suivante —, sont moins indolents que les « retours de l'étranger », mais qu'ils sont aussi moins brillants, qu'ils manquent d'initiative et de créativité, et surtout qu'ils manquent d'autorité sur le terrain, par exemple dans leurs rapports avec les chefs d'équipe qui essaient d'obtenir des traitements préférentiels ou de faire moins travailler leurs hommes. Il y a, dit Todd, un problème de *face*, d'évitement des conflits, que n'ont pas les ingénieurs étrangers. Et tous ces défauts, d'après lui, ne peuvent être corrigés que par un *leadership* approprié, c'est-à-dire un *leadership* étranger³⁰.

Je pourrais mentionner plusieurs autres textes, mais je me contenterai ici de la citation suivante, extraite d'un discours prononcé à Shanghai en 1923 devant l'Engineering society of China par un certain J.A. Ely, doyen de la faculté des arts et des sciences de l'Université St. John's (l'une des grandes universités missionnaires de Shanghai) : « Les critiques qui sont venues à mon attention peuvent être plus ou moins résumées en disant que le diplômé chinois en ingénierie est fiable et précis dans ses calculs, est excellent pour suivre des instructions de routine dans un bureau de dessin ou sur le terrain, mais qu'il est plutôt déboussolé lorsqu'il est confronté à une situation nouvelle, qu'il manque d'initiative, et qu'en outre il ne se développe pas et ne progresse pas une fois qu'il a quitté l'école. La critique la plus fréquente, peut-être, c'est qu'il est peu disposé à accomplir le travail manuel effectif qui est parfois nécessaire, mais qu'il préfère occuper ce qu'on appelle un emploi de col blanc. »

Contrairement à d'autres (John Baker par exemple, dans un ouvrage publié en 1927 et intitulé *Explaining China*), le doyen Ely ne met pas cette répugnance pour le travail manuel et ce goût pour les emplois de fonctionnaire sur le compte d'une quelconque tradition,

²⁹ C'est aussi ce que dit un ingénieur chinois de Xi'an à Jaroslav Prusek en 1934, en concluant « we lack the American pioneering spirit ». Cf. *My Sister China*, p. 449.

³⁰ Et cela dépasse largement le cadre de l'ingénierie. Cf. une lettre de Todd à un missionnaire américain de Hankou (17/9/32, AT 30-4) où il évoque « this tremendous work that lies before those western friends of China who can and will give of their best efforts in leadership to correct some of the crying evils that beset the land ».

mandarinale ou autre. Pour lui, le problème, c'est la mauvaise organisation des études d'ingénierie, et il propose donc un certain nombre de réformes. (Un point intéressant, soit dit en passant, est qu'il regrette que les étudiants chinois formés dans les universités missionnaires anglophones n'aient plus de contact vital avec leur culture d'origine — qu'ils soient, littéralement, incultes — et il est convaincu que cela nuit à l'efficacité de leur travail en Chine.) En tout cas — pour retourner à nos opérations de la CIFRC, et en particulier à celles qui prennent place dans le Nord-Ouest —, c'est un fait que Todd et ses collègues se plaignent souvent de ce qu'ils ont du mal à trouver des ingénieurs chinois disposés à s'engager pour des chantiers situés dans des régions reculées, où l'on vit dans l'isolement et l'inconfort, et assez souvent dans le danger.

Or, la présence sur le terrain, le contact « de première main » avec les réalités physiques et sociales des lieux où l'on travaille, puisque aussi bien il est impossible de s'en tenir éloigné si l'on veut concevoir et mener à bien un projet, le fait de ne pas avoir peur d'être privé des aménités de la vie civilisée, d'être prêt à passer des mois dans des régions isolées, et même à courir des risques — voilà bien des aspects fondamentaux de ce « style » qu'incarne l'ingénieur civil américain et qu'il faudrait arriver à inculquer à la jeune génération des ingénieurs chinois. Todd et ses collègues se disent convaincus de la supériorité de leur propre modèle — et non seulement de sa supériorité, mais aussi de sa parfaite adéquation à la situation chinoise : il n'est donc pas de meilleur moyen de former des cadres chinois capables de remplir leur mission au service du pays que de leur montrer par l'exemple les vertus de l'engagement et du management à l'américaine — car cet exemple sera irrésistible. Et l'on peut ajouter — en passant — que ces qualités éminemment américaines sont explicitement mises en contraste avec l'attitude des ingénieurs européens de la Société des Nations, ces « ingénieurs en chambre » et ces « théoriciens » pour qui Todd et ses collègues n'ont pas de mots trop durs, d'autant que d'après eux ces experts de la SDN invités par le gouvernement chinois se sont alliés aux ingénieurs (chinois) de la Commission économique nationale du gouvernement de Nankin (la NEC, dont j'avais parlé) pour les écarter, eux, les Américains, du terrain.

Or, je l'ai déjà dit, Todd et ses collègues (et je pourrais vous citer plusieurs noms qui reviennent fréquemment) sont convaincus que la Chine est encore très loin de pouvoir se passer d'eux. Comme l'écrit Todd à Baker dans une lettre de 1935 (au moment où il passe ses derniers mois à la CIFRC) : « Ce dont la Chine a besoin en ce moment, c'est un peu moins de commissions et d'experts voyageant en wagon de luxe (*palace-car* 'experts'), et un peu plus d'ingénieurs en manches de chemise qui connaissent la Chine et ses rivières³¹ ». Et ces ingénieurs qui connaissent la Chine et ses rivières, ce ne peuvent être que les ingénieurs américains, car, au-delà de leur dévouement à la Chine et de leurs éminentes qualités professionnelles, ils ont avec le terrain chinois une proximité en quelque sorte écologique. Par là sans doute s'explique, d'une certaine manière, la vitalité d'une petite communauté d'ingénieurs d'élite, chinois et américains, que rapprochent autant les particularités du terrain auquel ils doivent s'affronter que la formation qu'ils ont reçue. Voici en tout cas un autre extrait d'une lettre de Todd (fin 1936), celle-ci à un certain C.T. Wang, un responsable de la NEC — lui aussi un ingénieur, mais semble-t-il dans le domaine ferroviaire —, où les deux choses sont directement mises en rapport — cette communauté professionnelle sino-américaine, et les fameuses rivières : « Un groupe assez influent d'ingénieurs d'un certain âge (principalement formés dans des institutions américaines) a maintenu pendant ces quinze dernières années des relations tout à fait étroites entre professionnels chinois et américains, et ne demande qu'à voir ces relations s'élargir et s'approfondir. Dans le domaine des travaux hydrauliques en particulier, nous croyons qu'à considérer tous les pays du monde, les États-

³¹ Lettre à Baker du 16/2/35 (AT 31-1).

Unis offrent le meilleur parallèle aux problèmes affrontés par la Chine, ceci étant dû au fait que nous avons plusieurs rivières longues et boueuses sur lesquelles nos ingénieurs ont travaillé depuis des décennies pour les contrôler et les exploiter, et que leurs efforts n'ont pas été en vain³². » Le Mississipi, et encore plus le Colorado, c'est à *cela* que ressemble le fleuve Jaune, et non aux modestes fleuves européens ; et c'est un argument que l'on rencontre souvent.

En tout cas, Todd tient beaucoup à cette communauté sino-américaine d'ingénieurs dont les membres se retrouvent au sein de l'Association des Ingénieurs Chinois et Américains, fondée en 1919, et qui s'exprime à travers la revue publiée par cette même association (j'avais dit un mot rapide de l'Association et de sa revue il y a trois ans, et je pense leur consacrer un exposé au séminaire en juin). Et l'on peut certainement dire qu'au sein de cette petite élite professionnelle, dont beaucoup de noms sont par ailleurs bien connus, en tout cas pour quiconque s'intéresse à ces problèmes, les relations entre Chinois et étrangers n'étaient en rien placées sous le signe de la condescendance ou du sentiment de supériorité. Mais justement, il ne s'agit que de l'élite, et la formation des jeunes ingénieurs chinois est tout le problème. Non tant d'ailleurs — dans la perspective qui est en ce moment la nôtre — leur formation technique, car dès le début de la période républicaine il existe en Chine des écoles spécialisées et des universités de haut niveau, dont beaucoup ont été créées par des missionnaires, où l'on enseigne les sciences de l'ingénieur, la plupart du temps suivant les méthodes américaines (d'après le discours du doyen de l'Université St. John's auquel je faisais allusion tout à l'heure, la principale exception est l'Université de Hong Kong, où c'est l'influence britannique qui domine³³), et ces institutions ne font que se multiplier ; non pas tant cela, donc, que leur formation à l'éthique du métier, à ces valeurs professionnelles et à ces idéaux qui font de l'ingénieur une sorte de héros et de guide de la civilisation moderne, comme le proclament avec grandiloquence tant de discours dans les réunions professionnelles et tant d'éditoriaux dans les revues spécialisées : ce qu'il faut inculquer aux jeunes ingénieurs, et dont la Chine n'a jamais eu autant besoin qu'en ce moment, c'est le sens de la mission, le goût du sacrifice, l'esprit d'initiative, et le désir de progresser (dont on dit qu'ils manquent cruellement) — plutôt que le souci de la réussite sociale ou le goût du confort.

Certes, nous l'avons déjà vu, il y a des exceptions. Dans son discours prononcé le jour de l'inauguration du canal Jinghui (pour le citer de nouveau), Todd tient ainsi à exprimer sa vive gratitude envers les jeunes ingénieurs chinois qui ont aidés les dirigeants du chantier : « Au total ils auront été de bons élèves et des assistants loyaux », dit-il. Mais il regrette seulement qu'il n'ait pas été possible d'en utiliser plus, tant il est vrai qu'une telle école d'ingénierie *pratique* — l'école du terrain — est indispensable dans n'importe quel pays pour former les futurs *leaders* de la profession.

Voilà donc, d'une façon un peu dispersée, je l'admets, quelques indications et quelques réflexions sur les relations entre Chinois et étrangers dans le monde des travaux publics et de l'ingénierie, dans les années 1920 notamment, avant que le paysage ne change assez nettement sous l'effet des nouvelles politiques de l'État nationaliste et de la volonté d'indépendance qu'il prône au début des années 1930.

La prochaine fois j'évoquerai un autre aspect de ces relations — cette fois-ci, celles entre les organisateurs de travaux publics et les pouvoirs locaux, souvent réputés inefficaces, ou corrompus, ou les deux ; et en particulier j'examinerai de ce point de vue la situation des représentants de la CIFRC au Shaanxi, ce qui nous ramènera géographiquement (et thématiquement) à notre sujet. Nous verrons alors qu'après avoir été apparemment cordiales pendant la période du chantier du Jinghui, ces relations se sont quelque peu dégradées ; et

³² Lettre à C.T. Wang, 18/12/36 (20-15).

³³ J.A. Ely, « The education and training on [sic] Chinese engineers », *Journ. Assoc. Chin. Am. Eng.*, IV-1.

nous verrons surtout que les incidents graves à l'origine de cette dégradation montrent à quel point les conditions de base du développement économique ont été lentes à s'instaurer dans la région.

13/2/08

Je vous ai proposé la dernière fois quelques aperçus sur la façon (ou sur quelques-unes des nombreuses façons) dont les Chinois et les étrangers — i.e. essentiellement les ingénieurs et les missionnaires — qui se retrouvaient côte à côte sur ce qu'on pourrait appeler les « chantiers de famine » dans les années 1920 et 1930 fonctionnaient ensemble : sur la nature même de leurs relations de travail (lesquelles étaient par définition des relations hiérarchiques), et sur la façon dont ils réagissaient au fossé culturel et social (il faut bien le dire ainsi) qui les séparait, c'est-à-dire avant tout sur la *vision* qu'ils avaient les uns des autres. Encore que ma description, inévitablement, ait été jusqu'à présent à peu près à sens unique, puisque les témoignages que j'ai cités (qui sont ceux que nous avons) viennent presque toujours des occidentaux impliqués dans cette relation.

Disons que j'ai pu livrer quelques éléments sur la perception, somme toute positive, et même sympathique, encore qu'inévitablement empreinte de condescendance, que les ingénieurs occidentaux placés à la tête des chantiers avaient de ces gens qu'on appelait les *coolies*, autrement dit la masse des paysans misérables qui n'avaient que leur force à vendre et qui venaient pour être nourris tant que régnait la famine. Et j'ai aussi parlé de la vision nettement plus contrastée, pour ne pas dire plus souvent qu'à son tour critique, qu'ils avaient des catégories plus favorisées de la population chinoise, dont ils dénonçaient volontiers l'indolence, le goût du confort ou l'égoïsme. Il y a dans tout cela beaucoup de clichés, certes ; mais nous avons aussi vu, sur un plan en quelque sorte plus technique, que des gens comme Todd (qui par nécessité est ma principale source) se plaignaient du manque d'expérience, de *leadership* et d'initiative, voire d'éthique professionnelle, trop fréquent à leurs yeux chez leurs collègues et leurs assistants chinois : d'où cette notion qui revient avec une certaine insistance, que la jeune génération des ingénieurs chinois est encore insuffisamment formée et qu'elle a besoin de *modèles* pour être en mesure d'assumer pleinement ses responsabilités dans la reconstruction du pays. Il ne faut bien sûr pas généraliser : on trouve après tout autant d'exemples où les ingénieurs étrangers font l'éloge de leurs assistants chinois ; mais, justement, ce sont ceux qu'ils connaissent bien et qu'ils ont eu le temps de former.

En tout état de cause, les quelques ingénieurs étrangers qui étaient placés à la tête d'un grand chantier ne pouvaient pas s'en tirer sans laisser une grande partie des opérations de base à toute une population de collaborateurs chinois, aussi bien les ingénieurs que la maîtrise ou les chefs d'équipe. Outre leur direction technique, c'est donc pour une large part une fonction de contrôle et de surveillance (et, si l'on veut, d'animation) qu'ils devaient assumer, et Todd, par exemple, insiste sur la confiance qui doit régner entre les étrangers et leurs collègues chinois pour que les choses se passent bien, et sur le fait que cette confiance ne se gagne qu'aux prix de longues périodes de travail en commun.

Quoi qu'il en soit, il est important, encore une fois, de connaître la façon dont les ingénieurs occidentaux réagissaient à leur environnement chinois — et *vice versa*, pour autant qu'il est possible de s'en faire une idée ; c'est important parce que peu de grands projets à l'époque républicaine pouvaient se faire sans participation étrangère, que cette participation fût technique ou qu'elle fût financière, et elle était le plus souvent les deux à la fois. Certes, la Chine avait commencé de former un cadre d'ingénieurs civils et de techniciens chinois de bonne qualité dès les premières années de la République, et aux alentours de 1930 ce cadre était devenu assez substantiel (c'est un point que je développerai au séminaire) ; et il y avait aussi une petite élite d'ingénieurs chinois de haut niveau formés à l'étranger, capables de concevoir et de diriger des grands projets ; mais cette élite restait trop peu nombreuse pour arriver à faire face à tous les besoins du pays. Telle était du moins, nous l'avons vu, l'opinion

de Todd et de ses collègues américains ; et ils étaient particulièrement motivés à y insister à un moment (la première moitié des années 1930) où le régime nationaliste cherchait au contraire à reprendre la main et à faire assurer la relève par ses propres cadres, et où par conséquent la participation d'ingénieurs étrangers grassement payés semblait moins indispensable. Mais c'est un fait que, même pendant les années 1930, la Chine pouvait difficilement se dispenser d'aide financière extérieure pour ses grands projets, et que cette aide ne pouvait être sollicitée, et encore moins obtenue, sans faire appel à des experts étrangers pour garantir qu'elle serait utilisée à bon escient. Bref, la présence et le rôle des ingénieurs étrangers en Chine — et je parle ici plus spécialement des hydrauliciens et des ingénieurs en travaux publics — restent importants pendant ces années, et ils le resteront jusqu'à ce que la guerre de résistance contre le Japon bouleverse les priorités et que les grands projets d'infrastructure soient suspendus dans presque tout le pays.

À propos de tout cela j'ai parlé surtout des ingénieurs américains, qui sont apparemment les principaux intervenants étrangers dans cette branche particulière de l'ingénierie, et qui comme nous l'avons vu affirment volontiers leur supériorité — non seulement sur les Chinois, mais aussi sur les Européens. Cette supériorité vient d'abord, à les en croire, du fait que leur approche et leurs méthodes sont particulièrement bien adaptées à l'environnement chinois, dans la mesure où le continent américain, comme le sous-continent chinois, est traversé de très longs fleuves avec d'énormes débits et charriant de vastes quantités d'alluvions, et que par conséquent les problèmes d'aménagement et de contrôle sont similaires de part et d'autre. Et ensuite, la corporation des ingénieurs américains n'est pas loin de s'attribuer une sorte de supériorité morale et de se voir investie d'une mission en propre ; et cette mission, ce n'est pas seulement d'équiper la Chine pour combattre les fléaux naturels qui l'ont affligée de tous temps, c'est aussi d'inculquer à la profession en Chine les valeurs de dévouement, de courage, d'abnégation, d'intégrité, etc., que les ingénieurs américains sont convaincus d'incarner au plus haut point.

Todd et ses écrits

Là dessus j'ai cité abondamment Todd ; et s'il tient une tellement grande place dans mon exposé, c'est parce qu'il a laissé une quantité d'écrits publics et privés sur le sujet. Je suppose que la raison pour laquelle Todd s'est tant exprimé — outre une conscience évidente, et pas nécessairement antipathique, de sa propre importance et de sa propre valeur —, c'est qu'on lui reconnaissait un certain *leadership* dans la profession, en tout cas en Chine, à quoi s'ajoutait le fait qu'il représentait dans son domaine une institution extrêmement importante et pour laquelle il avait de grandes ambitions, la CIFRC ; et de toute évidence il ne se faisait jamais prier pour exposer ses vues ou mettre ses expériences en valeur, que ce soit dans des articles, dans des conférences, ou en s'adressant à des correspondants dont il cherchait à capter la sympathie. En tout cas, ce qu'il a à dire nous intéresse d'autant plus qu'il a été directement impliqué dans les projets du Shaanxi qui nous concernent plus particulièrement. À vrai dire je ne suis pas si sûr que, même au terme d'une recherche plus systématique que ce que j'ai pu faire pour le moment, on trouverait beaucoup d'autres écrits émanant d'ingénieurs américains (ou européens) ayant travaillé en Chine à cette époque, comparables à ceux de Todd par le souci d'exposer, d'expliquer, de se raconter, mais aussi de se situer dans le contexte général de la Chine et de ses problèmes à l'époque.

Comme je l'ai déjà indiqué, une bonne partie des choses les plus intéressantes qu'a pu écrire Todd se trouvent dans ses archives sous forme de correspondances ou de textes inédits — et le fait est que ces archives complètent et nuancent considérablement le gros recueil de ses articles que Todd a publié en 1938 à Pékin, juste avant de quitter la Chine, sous le titre *Two Decades in China*. Ce recueil est un peu un monument à lui-même (d'ailleurs il contient aussi un certain nombre de textes sur lui, par d'autres auteurs, évidemment tous plus

enthousiastes les uns que les autres), et les aspects polémiques de sa carrière en Chine, les difficultés qu'il a rencontrées, à quoi j'ai fait allusion, en sont complètement absents. Je sais qu'il existe aux États-Unis quelques autres fonds d'archives concernant des ingénieurs qui ont travaillé en Chine (mais aucun aussi longtemps que Todd) ; mais, à une exception près — John Freeman, le grand patron des hydrauliciens américains et le maître de Todd, qu'il avait d'ailleurs fait venir en Chine en 1919 —, ils ont œuvré dans des branches différentes de l'ingénierie. En revanche, les quelques collègues hydrauliciens qui apparaissent régulièrement dans la correspondance de Todd ne semblent pas avoir laissé d'archives, ni d'articles publiés (en dehors peut-être d'études purement techniques). Mais, bien sûr, on ne peut exclure que le tableau que je suis en train de présenter soit susceptible d'être complété par de nouveaux documents.

Les relations avec les autorités locales

Quoi qu'il en soit, c'est encore en me basant en grande partie sur les écrits et les archives de Todd que je vais évoquer aujourd'hui un autre aspect des relations entre les étrangers et les Chinois : il s'agit cette fois de leurs relations non plus avec leurs collègues chinois ou avec les « coolies » qui travaillaient sur leurs chantiers, mais avec les autorités locales chinoises, principalement les magistrats (les chefs de district), qui étaient leurs interlocuteurs ordinaires sur le terrain ; mais il y avait aussi des gens plus importants, à commencer par les gouverneurs de province, et là les relations pouvaient devenir beaucoup plus politiques.

Comme je l'avais mentionné la semaine dernière, Todd a laissé plusieurs textes qui datent apparemment de 1923 et dans lesquels il parle avec quelque détail de ses expériences au Shandong, pendant la famine de 1920-1921, quand il avait dirigé un grand chantier de construction routière pour le compte de la Croix-Rouge américaine, et plus tard pendant les inondations du Fleuve Jaune, en 1922, lorsqu'il avait été envoyé colmater une brèche dans les digues, ce qui lui avait valu le surnom de « dompteur du fleuve » (River tamer) ; et il avait encore dû travailler sur le Fleuve Jaune pendant la première moitié de 1923. Il s'agit en fait là des principaux chantiers à grande échelle dont Todd a été directement en charge en Chine, passant des mois sans interruption sur le terrain — alors que pendant ses années à la CIFRC il était plutôt dans la position d'un superviseur, constamment en train de courir entre ses bureaux de Pékin et ses différents chantiers pour surveiller la marche des choses, la permanence sur place étant assurée par un « ingénieur résident » (comme Eliassen pendant les presque deux années qu'ont duré les travaux sur le site du Weibei). Ainsi Ma Xiqing, ce collaborateur chinois du bureau d'ingénierie de la CIFRC dont j'avais mentionné il y a quinze jours le témoignage assez bref, mais très intéressant, raconte qu'on voyait rarement Todd plus d'une semaine d'affilée sur un chantier ; et d'autres sources, à commencer par les propres correspondances de Todd, montrent que c'était souvent deux ou trois jours.

Pour y venir, les fonctionnaires locaux tels que les évoque Todd dans les textes où il parle de ses expériences au Shandong au début des années 1920 ne sont pas toujours des gens très recommandables. En tout cas il affirme qu'ils sont considérés par le petit peuple comme de simples concussionnaires, et c'est bien la raison pour laquelle rien de sérieux ne peut être entrepris en matière de construction ou d'entretien des infrastructures, car les paysans renâclent à travailler pour des responsables qu'ils considèrent comme des voleurs — d'où, bien sûr, ajoute Todd, la popularité des ingénieurs étrangers dès lors que les riverains se convainquent qu'avec eux pas un seul sou ne sera dilapidé³⁴. Étant donné la situation politique qui prévalait pendant cette période — c'était l'époque des seigneurs de la guerre, ne l'oublions pas, et le mot d'ordre à tous les niveaux, jusqu'au gouvernement central, c'était d'extraire le plus de ressources possible du terrain et de ne négliger aucune opportunité de

³⁴ « Notes on Chinese labor, politics, etc. » (AT 28-7), p. 5.

s'enrichir —, il était extrêmement difficile de protéger les programmes de travaux publics des tentatives systématiques d'extorsion (de *squeeze*) de la part des fonctionnaires locaux et de leurs agents : en fait la seule configuration dans laquelle on se trouvait à peu près à l'abri, c'était lorsque ces travaux étaient combinés avec des opérations de secours, car les fonds de secours commandités et gérés par des organisations philanthropiques dans lesquelles il y a une forte participation étrangère, et, sur le terrain, administrés par des missionnaires, inspirent toujours un certain respect, et que les fonctionnaires sont dissuadés d'essayer de mettre la main dessus. Mais il faut beaucoup de négociations pour obtenir que les affaires traitées avec l'administration le soient de façon sérieuse (« in a business way », comme dit Todd), c'est-à-dire avec des prix fixés contractuellement (pour les salaires des travailleurs, les fournitures, les prix de transport, la protection militaire, etc.), et avec un minimum de surprises. Et puis, en cas de besoin, on peut toujours menacer de se retirer du terrain et de tout arrêter si tel ou tel fonctionnaire local considéré comme particulièrement nuisible n'est pas renvoyé de son poste³⁵.

Mais on préfère ne pas en arriver à ces extrémités, et l'important reste de s'assurer un minimum de collaboration de la part des autorités locales. Dans un de ses textes de 1923, intitulé « The hope of China » — apparemment le texte d'une conférence, où Todd fait une sorte de bilan de ses expériences pendant les trois années écoulées et en tire les leçons, alors qu'il s'apprête à prendre ses fonctions à la CIFRC —, Todd fait une liste de ces choses qu'il a apprises pendant ces années ; et la première, c'est : « Pour les travaux hydrauliques [mais cela vaut aussi bien pour les travaux routiers, par exemple], il convient d'assurer une pleine coopération entre, d'une part, les fonctionnaires, les notables et les coolies, et d'autre part, les comités locaux et les ingénieurs de la Commission. » Par exemple, dès qu'on a une masse importante de travailleurs à gérer, il est souhaitable de faire afficher par les autorités des placards spécifiant les conditions d'emploi, les salaires, le montant des indemnités de déplacement ; de même que leur collaboration est indispensable pour établir sans contestation possible la valeur locale de l'unité de travail (la « pièce » : le *fang* de 100 pieds cube, qui varie beaucoup d'un endroit à l'autre)³⁶.

Contestations à Saratsi

Sur ce dernier point nous avons par exemple quelques lettres de Todd datant de juin et juillet 1930 dans lesquelles il parle des problèmes qu'il est en train de rencontrer sur le grand projet d'irrigation situé à l'angle nord-est de la boucle du Fleuve Jaune, dans ce qui est aujourd'hui la Mongolie Intérieure, et qui était à l'époque la province du Suiyuan 綏遠. (Ces lettres sont adressées à John Baker, qui était à ce moment directeur des opérations de secours de la CIFRC, comme nous l'avons vu précédemment, et qui était en correspondance avec Todd pour discuter de l'envoi d'ingénieurs susceptibles de superviser des chantiers au Shaanxi³⁷.) J'ai déjà fait allusion à ce projet du Suiyuan, qui était le plus important de la CIFRC à cette époque. Il s'agissait de construire un canal de dérivation prenant l'eau du Fleuve Jaune sur sa rive gauche, équipé de 14 canaux latéraux, lesquels étaient supposés irriguer à terme une superficie encore plus vaste que celle qui serait irriguée un peu plus tard par le Jinghui qu (le Weibei). Le nom officiel de ce canal était Satuo minsheng qu 薩托民生渠, souvent abrégé en « Satochu » dans les documents de la CIFRC, où l'on parle aussi de « projet Saratsi », du nom d'une localité (Salaqi 薩拉齊) qui était la gare la plus proche sur la ligne Pékin-Baotou (juste avant Baotou 包頭). (Dans les documents chinois c'est plutôt Minsheng qu.)

³⁵ Ibid., p. 11-15.

³⁶ Ibid., p. 18.

³⁷ AT 31-1, lettres des 11/6, 17/7, 17/7 et 30/7/30.

Techniquement, ce projet semble avoir été plutôt un échec, mais la question n'est pas là. D'après ce qu'on comprend des lettres dont je suis en train de parler, il y a eu des accusations contre la CIFRC dans la presse locale, des agitateurs soutenus par un représentant du bureau provincial de reconstruction ont essayé de semer le trouble parmi les travailleurs du chantier (où Todd se trouve à ce moment), et en particulier il y a eu des contestations sur les mesures : la direction du chantier avait bien spécifié la valeur du *fang* exprimée en centimètres, et des tiges servant d'étalon de mesure avaient été distribuées aux chefs d'équipe ; mais apparemment bon nombre d'entre eux les remplaçaient par des tiges plus courtes afin que leurs hommes touchent la même paye en travaillant moins. D'où contestations et disputes, si bien que Todd en personne a dû plusieurs fois procéder à des vérifications sur place en compagnie du magistrat local, et qu'au terme de ces séances de vérifications, dont il semble que c'étaient toujours des affaires assez agitées, le magistrat a donné pleinement raison aux ingénieurs et a sanctionné *leurs* mesures : à l'évidence, cette approbation officielle était indispensable pour ramener le calme sur le chantier et déjouer les manœuvres des agitateurs. Les mêmes lettres de Todd montrent d'ailleurs que ce n'était pas facile, et qu'au même moment il a dû aller négocier à la capitale du Suiyuan pour faire renvoyer un autre fonctionnaire — le représentant du bureau de construction dont je parlais — qui semait la zizanie sur le chantier et qui persécutait certains ingénieurs chinois. En bref, il était capital de maintenir un contact constant avec les autorités locales et provinciales, de s'assurer de leur bonne volonté, ou au pire, de limiter leurs exactions et de les empêcher de nuire.

Il y a un autre domaine important où la coopération des gouverneurs et des magistrats est indispensable pour limiter les coûts et les conflits : c'est la négociation des droits de passage (*right-of-way*), ou d'« emprise », pour les routes, les canaux, les voies ferrées, etc. ; en d'autres termes, il s'agit là du problème toujours très épineux des expropriations, pour lesquelles il n'existait apparemment pas de législation appropriée en Chine à cette époque (ou si elle existait, elle n'était pas appliquée de manière équitable). En règle générale, les organisations de caractère philanthropique comme la CIFRC posent comme condition à leur participation que ce sont les autorités locales qui se chargeront de négocier les expropriations, et qui se chargeront surtout de dédommager les propriétaires expropriés — en effet le *right-of-way* n'est jamais inclus dans les estimations de coûts calculées pour les chantiers. Je reviendrai plus tard sur ce point un peu plus en détail, et nous verrons alors que dans la pratique cela causait toujours beaucoup de difficultés, parce que, justement, le droit de passage *se négociait*, qu'il y avait toujours des gens influents pour faire monter les enchères en clamant qu'ils ne voulaient pas voir passer une route ou une voie ferrée au milieu de leurs terres, ou, pire, au milieu des tombes de leurs ancêtres, et que de leur côté les petits paysans expropriés risquaient de ne jamais être payés, ce qui bien sûr ne contribuait pas à la popularité des programmes de travaux publics pour lesquels on les obligeait à abandonner leurs terres.

Enfin, indique Todd dans son texte de 1923 (« The hope of China »), dans la mesure où les entreprises de la CIFRC ont une dimension *pédagogique* importante, où il s'agit en fin de compte d'arriver à ce que les provinces et les districts soient capables de s'organiser et de mobiliser leurs forces par eux-mêmes, et qu'il faut aussi que les communautés de riverains apprennent comment entretenir et conserver en état de marche les infrastructures qui ont été édifiées à la faveur des campagnes de secours contre la famine — pour toutes ces raisons, là encore, il faut essayer d'intervenir auprès des autorités locales, de les mobiliser, car elles seules sont en mesure de fournir le cadre organisationnel et d'assurer les contrôles qui seront nécessaires une fois que la Commission et ses ingénieurs auront quitté le terrain. Mais inculquer aux autorités locales, et plus généralement à la communauté des usagers, ces principes essentiels (et souvent élémentaires) de « maintenance » s'avère un travail de longue haleine, indique aussi Todd, c'est toute une attitude qu'il faut essayer de changer ; et en effet, on peut voir dans les revues d'ingénieurs de l'époque que l'un des grands sujets de désolation,

aux yeux de ces bâtisseurs, c'était ce qui leur apparaissait comme l'indifférence des autorités locales et de la population à l'entretien régulier des routes, des ponts, des digues, etc., et par conséquent la dégradation rapide d'infrastructures construites à grands frais.

La sécurité

Et puis encore, dernière chose, et tout aussi importante — c'est en fait un souci quotidien sur beaucoup de chantiers —, il y a la sécurité. Je l'ai déjà mentionné, la majorité des programmes de travaux publics de la CIFRC étaient localisés dans des environnements isolés et misérables, et en outre souffrant de la famine — puisque c'était typiquement, et même par définition, dans de telles circonstances que la CIFRC lançait ses opérations. Or, comme la famine se traduit presque toujours par un accroissement brutal du nombre de gens prêts à tout pour se procurer un peu de grain ou de monnaie, ces zones où opérait la CIFRC étaient souvent infestées de bandits. Et la seule protection possible contre les attaques de bandits, c'était celle apportée par les autorités locales, lorsqu'elles en avaient les moyens, et surtout lorsqu'elles étaient disposées à les affecter aux chantiers (et c'était loin d'être toujours gratuit). De ce fait, les responsables des chantiers étaient constamment obligés de requérir la force publique, en espérant que les soldats ne seraient pas de mèche avec les bandits, et de menacer de tout laisser tomber si leur sécurité n'était pas assurée.

Je pourrais citer une quantité d'exemples. Pour rester au chantier du Suiyuan dont je parlais tout à l'heure, en 1930, nous apprenons au détour des lettres de Todd qu'un employé du chantier a été tué (il n'est pas précisé par qui) à l'intérieur même du campement qui sert d'abri aux cadres et au personnel du chantier, sans que les autorités de Baotou, le district dont dépend le chantier, ne bougent. Et un peu plus tard, nous apprenons qu'il a fallu mettre ledit camp plus ou moins en état de siège car toute la région est en ébullition : la ville voisine de Salaqi a été attaquée par des bandits, qui ont réussi à s'emparer de ses portes pendant quelques temps et qui sont repartis en emportant toutes les armes et les munitions qu'ils y ont trouvées ; et s'ils ont pu faire cela, c'est parce que la garnison locale, une centaine de soldats, avait été retirée afin d'aller protéger la ville de Baotou (le siège du district), cela parce que des bandits avaient réussi à s'emparer de deux villes de district voisines. Bref, l'insécurité est extrême, et s'il en est ainsi, d'après Todd, c'est parce que des bandes sont en train de s'organiser et de s'armer pour dérober la récolte d'opium qui vient d'être engrangée et qui semble particulièrement abondante cette année. En conséquence, et dans la mesure où il n'a jusqu'à présent pas été possible d'obtenir une protection militaire du gouvernement du Suiyuan, il faut organiser la défense du campement de la CIFRC — et là, Todd fait cette remarque dont on trouve l'équivalent ailleurs : « Aussi curieux que cela puisse paraître à certains, c'est un fait que la présence d'un étranger déterminé armé d'un fusil a un effet merveilleux pour prévenir la panique à l'intérieur d'un campement aujourd'hui en Chine. »

La route Xilan

L'étranger déterminé, en l'occurrence, c'est Eliassen, qui aura d'autres occasions dans sa carrière de faire le coup de feu pour protéger ses chantiers. En 1933, l'année qui suit l'inauguration du canal Jinghui, Eliassen est affecté au chantier de la route Xilan (donc à l'ouest de Xi'an). Dans une lettre datée du 28 avril 1933, écrite d'un lieu-dit « Ting-kou », sur la partie de la route située dans l'extrême ouest du Shaanxi, peu avant de franchir la frontière du Gansu, il note au passage : « Le banditisme est encore assez sérieux et les travailleurs se plaignent d'être victimes de vols » ; et la lettre se termine par le P.S. suivant, rajouté après coup : « Vers 10 heures du soir une troupe de bandits a fait un raid sur la ville. Pendant presque deux heures les pillages et les coups de feu ont plongé tout l'endroit dans la terreur. Ils ont réussi à démolir la porte principale de notre campement et sont entrés par deux fois,

mais ils sont repartis sans voler ou prendre quoi que ce soit et sans blesser personne. Les choses sont un peu sens-dessus-dessous, mais je pense que j'arriverai à continuer le travail. »

À l'évidence, les alertes de ce genre n'étaient pas rares sur le trajet de la route Xilan, qui traversait sur presque toute sa longueur des régions montagneuses, misérables et très mal contrôlées par le gouvernement. Dans un article qu'il consacre à cette route en 1934 (année où la CIFRC, arrivée au bout de ses fonds alors qu'il reste encore un certain nombre d'améliorations à faire, transfère le projet à la NEC), Todd écrit : « Pendant toute la période de construction le personnel a été exposé au danger non par suite de glissements de terrain, d'inondations ou de chutes de pierre à l'intérieur des tunnels, mais en raison des hors-la-loi armés qui sévissent dans la région depuis des années à cause de la pauvreté, de l'isolement et de l'absence de contrôle gouvernemental³⁸. »

Je vous avais parlé la semaine dernière de Hewlett Johnson, le doyen de la cathédrale Canterbury, et de son voyage dans le Nord-Ouest de la Chine en mai 1932, en compagnie de Todd — un voyage en camion qui les avait conduits jusqu'à la frontière du Tibet. À partir de Xi'an ils ont en fait suivi la route Xilan — c'est-à-dire pour une bonne part l'ancienne route joignant Xi'an et Lanzhou, puisque les travaux entrepris par la CIFRC pour la moderniser, et en partie la redessiner, n'avaient fait que commencer (ils avaient été entrepris en juin 1931). Notons-le, quelques tronçons avaient déjà été modernisés en 1926 par l'armée de Feng Yuxiang pour faciliter l'invasion du Guanzhong depuis l'Ouest (j'avais parlé en détail de ces événements il y a deux ans) : on pouvait en fait tenter le trajet avec un véhicule automobile, mais avant les travaux de la CIFRC c'était extrêmement acrobatique. Et là, soit dit en passant, nous avons un témoignage chinois concret (une fois n'est pas coutume) : c'est, encore une fois, celui de Ma Xiqing, qui avait été envoyé travailler sur la route Xilan, apparemment à l'été 1932 : Ma décrit de façon très précise, et même assez drôle, la façon dont il fallait faire remorquer les camions par des bêtes de trait et par ce que lui n'appelle pas des « coolies » pour escalader des pentes impossibles, et à l'inverse, comment on s'arrangeait pour redescendre sans catastrophe, moteur coupé, des pentes tout aussi vertigineuses (les passagers suivaient à pied, bien entendu). Il décrit aussi, et c'est nettement moins drôle, une terrible épidémie, peut-être de typhus, pendant ce même été, qui d'après lui aurait littéralement décimé la force de travail dans le secteur où il était en fonctions, dans l'ouest du Shaanxi. (Les sources de la CIFRC ne disent pas un mot de cette épidémie.)

Quoi qu'il en soit, la partie essentielle du travail à accomplir sur les sections qui étaient encore en l'état, c'est-à-dire qui remontaient plus ou moins à l'époque impériale, c'était, justement, le « *grading* », consistant à redessiner les parties les plus accidentées de la route de manière à ne jamais dépasser une pente de 7%, alors qu'avec l'ancien tracé on atteignait à certains endroits 30%. Cette nouvelle route, encore en devenir, Johnson l'appelle « la route civilisatrice » — c'est le sous-titre du premier de ses deux articles publiés dans le *Times* en juillet 1932. Et il a pu voir de près les risques qu'on prenait quand on la parcourait ou quand on travaillait dessus. Le campement d'un des chantiers, sur la partie de la route située au Gansu, installé dans un petit temple au pied du col franchissant les monts Liupan 六盤山, où la route culmine à près de 3000 m d'altitude, avait été précédemment « attaqué par des bandits, criblé de balles, et pillé », dit-il (Todd avait reçu l'information avant qu'ils quittent Pékin). Quand ils y arrivent — c'est au début du second article, dont le sous-titre est « An escape from bandits » — ils peuvent en effet voir les traces de l'agression³⁹ ; et s'il n'y a pas

³⁸ « The road to Lanchow from Sian », orig. *Journ. Assoc. Chin. and Am. Eng.*, mai 1934; in *Two Decades*, p. 270-274.

³⁹ V. également AT 30-4, rapport détaillé de Todd au Comité exécutif sur son voyage (avec Johnson) au Shaanxi et au Gansu (7/6/32) ; il insiste sur le fait que la sécurité est le problème n° 1 sur toute la route et que si les deux gouvernements provinciaux, qui ont été alertés, ne prennent pas de mesures il faudra peut-être arrêter les travaux.

d'attaque au moment où ils s'y trouvent, en revanche il y en aura une autre avant leur passage sur le chemin du retour. Plus loin à l'ouest, une auberge où ils se sont arrêtés est attaquée en pleine nuit par des bandits qui prennent la fuite au premier coup de feu — ils ont peur qu'il s'agisse d'une embuscade militaire —, mais qui vont derechef piller le village voisin. Et Johnson précise encore, ce qui est confirmé par beaucoup d'autres sources, qu'une bonne partie des soldats dans la région sont essentiellement des bandes de pillards armés — et bien armés — laissés plus ou moins à eux-mêmes lorsque leur chef a été battu par un rival, et qui parcourent le pays à la recherche de coups à faire. Johnson et Todd en font d'ailleurs eux-mêmes l'expérience sur le chemin du retour, car un village où ils se sont arrêtés est assiégé pendant toute une nuit par un parti de soldats n'obéissant à aucune autorité. Todd indique aussi dans un de ses articles sur la route Xilan qu'après leur passage les travaux ont continué *en dépit* du fait que plusieurs voitures ont été volées et que plusieurs chauffeurs ont été tués.

Je l'ai dit, je pourrais continuer assez longtemps avec de telles anecdotes. Dans ses textes de 1923 à propos de ses chantiers au Shandong, Todd parle également des problèmes de sécurité : il explique par exemple que certaines zones sont notoirement infestées de bandits et qu'il est hautement déconseillé de s'y déplacer sans escorte militaire ; il note aussi le cas d'ingénieurs ou d'interprètes (chinois) qui font tout pour être libérés de leurs fonctions et rentrer chez eux par peur du banditisme ; et d'une manière plus générale, il est avéré que les attaques sur certains chantiers mal protégés sont toujours à craindre, surtout les jours où on distribue la paye⁴⁰. Et pour revenir au chantier de Saratsi (dans le Suiyuan), Hewlett Johnson, qui a également visité le site avec Todd en 1932, raconte dans un autre article (paru dans le *Manchester Guardian*⁴¹) que les attaques de troupes importantes et très organisées de bandits *sont la routine*, et que Todd lui-même a été récemment attaqué alors qu'il circulait dans un véhicule dont Johnson a pu voir de ses propres yeux qu'il était criblé de balles, et que si Todd a pu s'en sortir, un de ses compagnons a quand même été tué⁴².

Cela dit, si je me suis un peu attardé sur tout cela, c'était pour montrer, encore une fois, à quel point il était important pour les responsables de chantiers étrangers de s'assurer la bienveillance, et si possible la collaboration des autorités locales, puisque c'étaient elles, et elles seules, qui disposaient de l'usage de la force. N'oublions pas que des sites comme le Weibei, *a fortiori* comme le site d'irrigation de Salaqi/Satuoqu ou comme les chantiers de la route Xilan, étaient situés très loin des points d'appui militaires des puissances étrangères en Chine, lesquels étaient tous localisés le long de la côte ou sur le cours du Yangzi : même en cas d'incident grave, aucune démonstration de force et aucune opération de police n'était envisageable — et cela encore moins depuis que le gouvernement nationaliste veillait jalousement à l'inviolabilité de son territoire, en dehors des concessions étrangères.

Il fallait donc s'en remettre aux forces de l'ordre locales. Plusieurs cas de figure étaient concevables, dépendant en bonne partie de l'environnement politique, c'est-à-dire de l'attitude des gouverneurs de province et des pressions qu'ils étaient susceptibles d'exercer sur les responsables locaux. Parfois les magistrats de district étaient prêts à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour éviter qu'il n'arrive le moindre mal aux étrangers, car ils pourraient avoir à en subir eux-mêmes les conséquences ; d'autres parmi leurs collègues étaient disposés à faire un effort, mais ils le facturaient au prix fort ; d'autres enfin se faisaient tirer l'oreille ou se montraient franchement indifférents — ou alors ils étaient plus préoccupés par leur propre sécurité, comme ce magistrat de Baotou, dans le Suiyuan, dont la priorité était de défendre sa propre ville contre les bandits locaux. Et puis, bien souvent, les autorités locales étaient tout simplement impuissantes à réprimer le banditisme — que ce soit par manque d'hommes ou à

⁴⁰ Mentionné explicitement dans le rapport de Todd sur la route Silan (note précédente).

⁴¹ « Irrigation and famine relief », repris dans Todd, *Two Decades in China*, p. 144-147.

⁴² *Two Decades*, p. 144-145.

cause des difficultés du terrain —, ou, pire, à agir contre les bandes de déserteurs bien armés qui sillonnaient la région.

Mais en dernier ressort, quelle que soit la situation, au-delà des précautions qu'ils prenaient et des quelques fusils qu'ils avaient avec eux, les ingénieurs étrangers de la CIFRC et leur personnel chinois dépendaient entièrement des autorités locales pour leur sécurité ; et ils dépendaient donc, de nouveau, des relations que la CIFRC (ou tout autre organisme comparable) réussissait à établir avec lesdites autorités, de l'investissement de celles-ci dans la réussite des travaux entrepris, et de leur volonté de coopération.

Les problèmes de sécurité au Shaanxi

C'est donc en gardant tout cela à l'esprit que nous allons à présent nous retourner vers notre terrain du Shaanxi pour examiner la façon dont les choses s'y sont passées de ce point de vue. Le projet du Weibei, comme nous l'avions vu, était un projet en coopération entre le gouvernement provincial et la CIFRC. Les autorités de Xi'an, qui y étaient profondément impliquées, en souhaitaient ardemment la réussite, car leurs ambitions en matière de reconstruction économique et de développement reposaient pour une part non négligeable sur cette réussite. Elles étaient par conséquent directement intéressées à maintenir de bonnes relations avec la CIFRC et à garantir la sécurité de ses représentants sur place, à commencer par celle de ses ingénieurs étrangers. Or, comme nous allons le voir, les choses se sont révélées nettement plus compliquées que cela.

Et sans doute, devrais-je probablement ajouter, elles étaient dans la réalité encore plus compliquées que ce que révèle même un examen attentif des sources (i.e. ce que j'ai essayé de faire) — tant il est vrai que ces sources, y compris les sources d'archive livrant les informations les plus surprenantes (et j'en ai rencontré quelques-unes dans les archives Todd, comme nous le verrons plus tard), ne nous font apercevoir qu'une partie de la réalité ; que des lettres, par exemple, ne disent que ce que leurs auteurs veulent bien dire, y compris lorsqu'il s'agit des correspondances les plus confidentielles. Au-delà, eh bien, il y a tous les non-dits, tout ce qui ne passait pas par l'écrit, et aussi tout ce dont les auteurs des correspondances étaient simplement dans l'ignorance.

À ce propos d'ailleurs, c'est peut-être le moment de vous rappeler l'existence d'un texte dont j'avais dit quelques mots il y a trois ans, qui n'est pas une « source » à proprement parler mais qui suggère nombre d'aperçus tout à fait curieux sur la construction du canal Jinghui et sur ses circonstances. Ce texte, c'est l'histoire romancée du projet composée plus de vingt ans après par celui qui en avait été le principal responsable sur place, c'est-à-dire Eliassen, l'« ingénieur résident » qui travaillait en principe sous la supervision de Todd mais qui en réalité avait conduit toute l'opération du début à la fin. Ce roman, donc, que je trouve d'ailleurs très réussi, a été publié en norvégien en 1955, et en anglais en 1957 sous le titre *Dragon Wang's River* (la rivière du Roi-dragon). Comme je l'avais souligné quand j'en avais parlé, c'est un texte un peu irritant (du point de vue de l'historien, s'entend) dans la mesure où il présente un mélange inextricable de faits tout à fait vérifiables, d'autres qui sont à l'évidence imaginaires, et d'autres encore dont on ne sait trop quoi penser — et ce sont évidemment ces derniers qui posent problème.

Or — et c'est pour cela que j'en parle ici —, Eliassen raconte pas mal d'anecdotes invérifiables sur les manœuvres et les coups bas qui auraient accompagné la construction du canal, du côté du gouvernement provincial en particulier, mais aussi du côté de diverses personnes impliquées dans l'affaire et intéressées par les profits qu'elle était susceptible d'engendrer (en multipliant la valeur des terres irriguées, par exemple), ou au contraire de personnes qui pour une raison ou pour une autre étaient hostiles au nouveau canal. L'impression qu'il laisse est celle d'un monde d'intrigue où toutes sortes de personnes sont de mèche les unes avec les autres — agents du gouvernement, et même le gouverneur lui-même

(autrement dit Yang Hucheng, qu'Eliassen décrit dans son roman comme un soudard illettré et sans principes), contremaîtres travaillant sur le chantier, bandits, et d'autres encore. Tout ceci, donc, pour dire, encore une fois, que les relations entre les gens au pouvoir à Xi'an et les responsables du chantier (donc la CIFRC) peuvent avoir été beaucoup plus compliquées — je dirais même qu'elles ont de grandes chances d'avoir été beaucoup plus compliquées — que ce que laissent apercevoir les sources, même les moins publiques. Et ceci a des implications évidentes en ce qui concerne les incidents que je vais mentionner tout à l'heure — dont l'un concernait directement Eliassen — et que j'analyserai en détail la prochaine fois, autant qu'il est possible de le faire, avant d'essayer de voir ce que ces incidents peuvent nous apprendre sur les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles s'est enclenché le cycle de développement qui est mon sujet.

Cela étant, même si nous sommes conscients de leurs limites, nous sommes bien obligés de nous en tenir aux sources dont nous disposons. Or, si l'on en croit ces sources, pendant toute la durée de la construction du canal Jinghui les relations entre les autorités du Shaanxi et les responsables du chantier (et, à Pékin, la direction de la CIFRC) avaient été sans nuages. Par exemple, Todd et Eliassen affirment dans un article publié peu de temps après l'inauguration de l'ouvrage, le 20 juin 1932, que « le gouvernement du Shaanxi a toujours accordé le meilleur soutien et la meilleure coopération qui puissent être aux ingénieurs de la Commission⁴³ » ; et c'est ce que Todd réitère dans tous les rapports et articles qu'il a consacrés à cette opération. D'ailleurs c'est déjà ce qu'il disait dans son discours prononcé le jour de l'inauguration — il est vrai que c'est le genre de circonstance où tout le monde se congratule, même quand on a eu de solides conflits auparavant. Je cite quand même ce discours (dont on trouve la dactylographie dans les archives de Todd), car Todd est précis sur les personnes qu'il tient à remercier : après avoir rappelé que le comptable de l'opération, un certain K.Z. Li — i.e. Li Guangcheng 李廣誠, qui était un personnage important de la CIFRC et qui tout de suite après l'événement fera l'intérim de Zhang Yuanshan, en congé, comme secrétaire général —, qui avait ses bureaux à Xi'an pendant la durée de l'opération, servait aussi de liaison avec le gouvernement provincial, il ajoute : « Au total il y a eu un bon travail d'équipe avec M. Li Xie, avec le secrétaire Nan, et d'autres, qui nous ont toujours assuré une bonne coopération du côté du gouvernement⁴⁴. » Ce secrétaire Nan mentionné par Todd est un nommé Nan Hanchen 南漢宸, un personnage influent au Shaanxi à l'époque puisque il était secrétaire général du gouvernement provincial, et que par ailleurs c'était depuis longtemps un proche de Yang Hucheng. D'après certains auteurs Nan Hanchen était un communiste, mais si tel était effectivement le cas, à cette date et dans ces fonctions c'était nécessairement un communiste clandestin ; peut-être d'ailleurs est-ce pour cela qu'un peu plus tard Chiang Kai-shek obligera Yang Hucheng à se séparer de lui⁴⁵. Au reste — et c'est un point qui mérite d'être souligné si l'on veut comprendre l'équilibre des pouvoirs à cette époque —, si Yang Hucheng a obtempéré, c'est que sa position de président du gouvernement du Shaanxi n'était pas aussi forte que celle des anciens gouverneurs militaires avec qui l'on négociait avant 1928 (ou 1930 au Shaanxi), dont la plupart étaient quasi indépendants dans leur province : désormais, le vrai pouvoir se trouve à Nankin. Cela étant, tout indique que Yang Hucheng était un supporter enthousiaste du projet du Weibei, et cela n'a pu que faciliter les choses ; d'ailleurs, dans un texte de stèle qu'il a fait rédiger un peu plus tard pour célébrer le canal, il mentionne dûment la dette des habitants du Shaanxi envers la CIFRC et ses ingénieurs, qui

⁴³ « The Wei Pei Irrigation Project in Shensi Province », *The China Journal*, XVII, 4 (oct. 1932), p. 172.

⁴⁴ AT 28-7.

⁴⁵ Sur Nan Hanchen v. Bianco et Chevrier, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international. La Chine*, p. 482-483. Il est devenu officiellement communiste en 1940. Fonctions financières importantes à Yan'an et jusque sous la république populaire, où il est spécialiste de la banque et des relations économiques internationales.

sont nommément cités. Et après tout, la modernisation du Weibei était le projet phare de son gouvernement à ce moment, tout le monde en parlait en Chine, et le mérite ne pouvait qu'en jaillir sur lui.

Quant à Li Xie 李協, l'autre personnage mentionné par Todd dans son discours, c'est bien sûr Li Yizhi. Et le fait est que le principal interlocuteur officiel des ingénieurs de la CIFRC pendant la durée du chantier, c'était justement Li Yizhi, qui occupait à ce moment le poste important de chef du Bureau de reconstruction de la province. Or, pour ces ingénieurs, s'il était à présent un haut fonctionnaire du gouvernement provincial, Li Yizhi était d'abord un collègue, et de plus un collègue très respecté, qu'ils connaissaient bien et depuis longtemps ; en outre il avait de vieux liens avec la CIFRC, puisqu'il été un membre de son comité du Shaanxi dans les années 1920 (il en était même le président en titre en 1926-1927, bien qu'il ait été absent de la province pendant la plus grande partie de la période), et en 1930 au moins nous savons qu'il était membre du comité exécutif de la CIFRC. Et puis, après tout, le projet du Weibei était sa chose, il avait réussi à y intéresser la CIFRC dès 1924, et il ne pouvait pas ne pas être heureux de voir que ses amis de la Commission avaient enfin réussi à le faire passer dans la réalité, au moins en partie (comme je l'avais expliqué, son projet à lui était nettement plus ambitieux) ; et à lire les quelques textes que Li Yizhi a publiés pendant la durée des travaux et juste après, il ne semble aucunement avoir été jaloux, ou déçu, d'en avoir été d'une certaine manière dépossédé, puisque la direction de la partie la plus importante du dispositif, et du point de vue de l'ingénierie la plus intéressante, était entre les mains d'Eliassen. (Li Yizhi, je le précise, était un des trois membres du comité de coordination chargé de superviser l'opération, en compagnie de Todd et d'un fonctionnaire du gouvernement provincial, et le bureau qu'il dirigeait était chargé de réaliser la partie inférieure du dispositif, c'est-à-dire le réseau de distribution, qu'il n'a d'ailleurs pas pu mener à bien faute de financements suffisants.)

Ainsi donc, à en croire ces sources, pendant toute la durée de la construction du canal les relations entre les ingénieurs de la CIFRC et les autorités locales (ou provinciales) semblent avoir été caractérisées par l'entraide et la confiance — et à vrai dire je n'ai pas trouvé dans les correspondances conservées dans les archives Todd de pièce semblant impliquer des conflits ou des différends particulier. Après l'inauguration du canal, la CIFRC reste présente au Shaanxi, d'abord parce qu'elle participe de diverses façons à l'achèvement du système de distribution, qui prendra encore près de trois ans, et ensuite parce qu'elle est liée par contrat au gouvernement provincial pour le chantier de la route Xilan, dont une partie se trouve sur le territoire du Shaanxi. Pourtant les relations vont rapidement tourner à l'aigre, et cela à cause de deux incidents graves qui mettent en cause, au moins indirectement, le gouvernement provincial du Shaanxi.

L'affaire Tornvall et l'affaire Eliassen

Le premier de ces incidents est ce qu'on est convenu d'appeler l'affaire Tornvall, du nom d'un missionnaire suédois qui travaillait pour la CIFRC sur le chantier de la route Xilan (sur un secteur situé au Gansu, en fait). Tornvall avait été assassiné et dévalisé par des soldats, avec trois autres personnes, alors qu'ils passaient en voiture à un kilomètre des portes de Xi'an — on est en juillet 1932, un mois à peine après l'inauguration du canal. Les soldats en question appartenaient aux forces de la province, et les autorités du Shaanxi semblent n'avoir rien fait pour tirer l'affaire au clair (en fait ni les corps ni la voiture ne seront jamais retrouvés). Quant au second incident, en fin de compte moins grave par ses conséquences mais beaucoup plus intéressant par ses implications, comme nous le verrons, j'y avais fait allusion il y a trois ans : c'est, l'année suivante, le kidnapping d'Eliassen et d'un assistant chinois par des bandits agissant de concert avec un groupe d'agitateurs communistes, sur le site même du canal Jinghui, où Eliassen était revenu pour vérifier l'état des installations.

Eliassen et son compagnon réussirent à fausser compagnie à leurs ravisseurs au bout d'une quinzaine de jours, avant que la rançon promise n'ait été versée ; mais les autorités ont nettement traîné des pieds pour intervenir, et les relations entre la CIFRC et le gouvernement du Shaanxi en ont visiblement souffert.

Pourquoi s'attarder sur ces affaires, comme je le ferai assez longuement la prochaine fois ? Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord il y a leurs implications politiques, et le fait qu'elles nous renvoient directement à la question des relations entre Chinois et étrangers, dont il a déjà été longuement question. Dans les deux cas c'étaient des étrangers qui étaient visés — et, ce qui peut paraître paradoxal de prime abord, des étrangers qui travaillaient à des entreprises de nature philanthropique, destinées à améliorer de façon significative, spectaculaire même, la condition des populations locales : dans le cas du système d'irrigation du Weibei cela allait de soi, et on pouvait déjà en constater les effets ; quant à la route Xilan, qui peu de temps après allait mettre Lanzhou à trois jours de voiture ou de camion de Xi'an, alors qu'avant il en fallait dix-huit (pour une distance de 700 kilomètres)⁴⁶, son utilité pour transporter des secours en période de famine était évidente, et en outre elle profiterait considérablement au commerce et désenclaverait toutes les communautés riveraines. Aussi bien les deux projets semblaient-ils rencontrer la pleine approbation de l'opinion publique, et ils étaient bien sûr soutenus par le gouvernement provincial. Enfin, Tornvall comme Eliassen étaient de vieux habitués de la région et ils avaient une longue expérience des relations avec ses habitants et avec ses fonctionnaires.

Dès lors, pourquoi leur voulait-on du mal, et *qui* exactement ? C'est en fait assez confus ; et surtout, comme nous le verrons, dans aucune de ces deux affaires il n'est possible de parler simplement d'un crime crapuleux visant des étrangers supposés avoir avec eux des sommes importantes (dans le cas de Tornvall), ou alors (dans le cas du kidnapping d'Eliassen) susceptibles d'être échangés contre une rançon substantielle. Dans l'un et l'autre cas il y a un côté « ténébreuse affaire », avec des complicités pouvant remonter assez haut, ou aller assez loin, et avec des implications politiques pas claires ; et j'essaierai donc de démêler de tout cela ce qui peut au moins donner lieu à des soupçons sérieux.

Mais d'une manière plus générale, et plus importante peut-être, ces deux incidents (ainsi que les commentaires qu'ils ont suscités) montrent à quel point, deux ou trois ans après la reprise en main de la province par le pouvoir nationaliste, le contrôle des autorités provinciales restait chancelant, même dans des zones très proches de Xi'an. Si même les étrangers travaillant pour un organisme philanthropique sous contrat avec les autorités n'étaient plus en sécurité à quelques kilomètres de la capitale provinciale, le moins qu'on puisse dire est que la loi et l'ordre étaient encore très loin de régner.

Une telle constatation a évidemment des implications profondes en termes de développement économique. Vous vous souvenez sans doute qu'au lendemain de l'entrée des nationalistes dans Xi'an, en octobre 1930, le retour à l'ordre avait été un des arguments brandis avec le plus d'insistance pour convaincre les organismes philanthropiques nationaux de revenir au Shaanxi : le nouveau gouverneur, Yang Hucheng, en avait fait une de ses priorités, au même titre que les secours aux victimes de la famine et que les politiques de développement économique. Tout était d'ailleurs étroitement lié dans le discours tenu à ce moment : le retour des philanthropes, ou au moins de leurs moyens, aiderait à remettre la population au travail, on pourrait mettre en route des projets de modernisation économique, et le retour de la prospérité ferait disparaître le banditisme de lui-même. En fait, ça va prendre beaucoup plus de temps, et ces deux affaires que j'analyserai la semaine prochaine — l'affaire Eliassen tout particulièrement — ne sont qu'une illustration parmi d'autres de ce que, si certains facteurs de développement se sont en effet mis en place très vite au Guanzhong au

⁴⁶ Selon certains textes ; mais dans le rapport du département d'ingénierie pour 1931 Todd dit qu'il lui a fallu 10 jours par temps pluvieux (*Two Decades*, p. 500).

début des années 1930, il a fallu surmonter encore beaucoup d'obstacles avant que les effets s'en fassent réellement sentir.

20/2/08

J'ai donc discuté la dernière fois des relations *sur le terrain* entre les étrangers et les autorités locales (ou provinciales) dans le cadre des entreprises de secours et de développement conduites par la CIFRC dans les années 1920 et 1930 — la CIFRC qui était la principale organisation philanthropique permanente en Chine, qui était *à la fois* chinoise et internationale, et dont les chantiers d'infrastructure constituaient une partie importante des activités (digues, canaux et routes essentiellement). J'ai en particulier évoqué les problèmes de sécurité — ou plutôt d'insécurité, puisque comme nous l'avons vu le manque de sécurité était un souci constant, à tout le moins extrêmement fréquent. Le banditisme reste un phénomène endémique dans de vastes régions de Chine à cette époque, et pour des raisons faciles à imaginer il a vite fait de prendre des proportions alarmantes dans les zones qui souffrent de la famine. À partir du moment, en effet, où l'État s'avère, quelle qu'en soit la raison, dans l'incapacité de secourir avec un minimum d'efficacité les victimes d'un accident climatique (ou autre), les plus aventureux et les plus désespérés sont facilement tentés de se transformer en hors-la-loi pour survivre. Or, si la CIFRC ou toute autre des innombrables organisations charitables dont j'ai parlé l'année dernière étaient susceptibles de prendre en charge au moins une partie des secours — de se substituer aux autorités défaillantes —, en revanche le maintien de l'ordre et la protection des populations n'entraient absolument pas dans leurs attributions. Leurs agents sur le terrain pouvaient au maximum essayer de protéger leurs propres installations — leurs moyens de transport, leurs dépôts de grains ou de fonds, leurs campements — en s'armant (j'en ai donné quelques exemples), mais cela ne pouvait aller très loin. Il n'y avait donc pas d'autre alternative que de requérir la protection des forces de l'ordre, et pour cela on était bien obligé de solliciter les fonctionnaires locaux puisqu'en principe eux seuls étaient habilités à en disposer.

La sécurité est donc une des raisons importantes pour lesquelles les organismes philanthropiques qui interviennent sur le terrain doivent tout faire pour établir des relations de confiance avec les autorités locales et s'assurer de leur collaboration. Nous avons vu la semaine dernière que ce n'était pas toujours facile, et qu'aussi bien les moyens de répression dont disposaient les fonctionnaires locaux étaient souvent très limités, à tel point qu'ils avaient parfois du mal à protéger leurs propres villes. En tout cas, ces constatations faites j'étais revenu en conclusion sur notre terrain, au Shaanxi — ou plus étroitement, dans les environs de Xi'an et dans la zone du Weibei —, pour essayer de voir la façon dont les choses s'y présentaient de ce point de vue ; et plus généralement, pour examiner les relations entre la CIFRC et l'administration nationaliste du Shaanxi, installée dans la place, je le rappelle, depuis la fin 1930.

Nous avons donc vu qu'à en croire en tout cas les témoignages émanant des responsables de la CIFRC (qui ne sont pas toujours aussi aimables sur ces sujets), ces relations avaient été placées sous le signe de la bonne entente et de la collaboration pendant toute la durée du grand chantier du canal Jinghui et jusqu'à l'inauguration officielle de l'ouvrage en juin 1932. On trouve bien çà et là mention de problèmes techniques (je pense par exemple à une lettre où Eliassen, l'ingénieur responsable de la partie la plus importante du chantier, se plaint de la qualité insuffisante de travaux effectués sous la haute responsabilité de Li Yizhi), ou de problèmes financiers résultant de l'incapacité du gouvernement provincial à remplir ses engagements ; mais ces problèmes avaient été résolus, ou, disons, intégrés, c'étaient en quelque sorte des incidents de parcours. Et du point de vue de la sécurité il ne semble pas y avoir eu d'inquiétude particulière sur le site où s'activaient les ingénieurs de la CIFRC, les cadres qui les assistaient et les milliers de travailleurs recrutés dans toute la région — alors qu'en dépit de la proximité de Xi'an ce site était relativement isolé au pied des montagnes qui

bordent la vallée de la Wei au nord (nous verrons tout à l'heure les problèmes que cela pouvait poser), et que le voisinage restait marqué par les conséquences de la famine et des désordres politico-militaires encore tout récents.

En effet rien n'indique que l'anarchie et le banditisme dont la région avait tellement souffert pendant la décennie précédente n'aient plus été désormais qu'un mauvais souvenir. Bien au contraire, on a plutôt l'impression que pendant la période des travaux le site a été une sorte d'oasis de sécurité au milieu d'un environnement qui restait extrêmement instable — et qui l'était d'autant plus que la sécheresse et la famine n'ont pas disparu du Guanzhong après l'arrivée des nationalistes, même si le pire était incontestablement passé : en 1931 et en 1933, en particulier, on a des retours de sécheresse assez sévères, et qui suscitent à nouveau beaucoup de tensions dans la société. Mais, encore une fois, le chantier du Weibei semble être resté à l'abri. Ainsi Todd écrit-il, dans un article publié peu après l'inauguration du canal, que les travaux ont pu « progresser sans subir de délai sérieux (...) même si pendant une partie du temps il y a eu du banditisme dans des zones pas très éloignées du chantier⁴⁷ ». Plus intéressantes, et surtout plus précises, sont les indications qu'on trouve dans un reportage publié deux jours avant l'inauguration du canal dans le grand journal de Tianjin, le *Dagongbao* 大公報 (l'Impartial), un article dans lequel on trouve beaucoup d'informations très vivantes, et recueillies sur place⁴⁸. Ainsi le journaliste note-t-il, parmi beaucoup d'autres détails, que même si le banditisme reste endémique dans la région — encore qu'on n'ait pas affaire à des « bandes importantes », précise-t-il : en d'autres termes il s'agit plutôt d'actions dispersées et inorganisées — en dépit de cela, donc, les ingénieurs du canal n'ont jamais été menacés, et le camion qui transportait les payes depuis Xi'an n'a jamais été attaqué : c'est, dit-il, comme si les fanions et les écussons du bureau des ingénieurs servaient de sauf-conduit. Il ajoute même que lorsqu'un ingénieur se faisait détrousser par des bandits sur une route, et que ses agresseurs réalisaient qui il était, ils lui rendaient l'argent, ce qui prouve (toujours d'après l'auteur) que les ces « bandits locaux » (*tufei* 土匪) sont en fait des paysans affamés, pour qui la construction du canal est une bénédiction. Peut-être le journaliste tenait-il cette histoire d'Eliassen, qu'il semble avoir longuement interviewé ; et d'ailleurs celui-ci lui aurait affirmé que s'il n'y a pas de *tufei* autour du canal, c'est parce qu'en fait ils travaillent sur le chantier ; et il lui aurait même donné l'exemple d'un collaborateur du chantier qui n'est autre que le chef des bandits des districts environnants. L'auteur de l'article nous dit qu'il a oublié le nom de ce chef de bandits qui aurait mis ses activités en veilleuse pour venir travailler sur le chantier, et c'est bien dommage, car je ne serais pas surpris qu'il s'agisse d'un certain Miao 苗, qui semble avoir eu beaucoup d'influence dans la région et que nous rencontrerons plus tard, lorsque je parlerai en détail du kidnapping d'Eliassen en mai 1933.

C'est qu'en effet cette tranquillité relative dont tout le monde se félicitait pendant la durée des travaux, cette sécurité qui semblait assurée aux représentants de la CIFRC, ont été sévèrement mises à mal par les deux incidents que j'avais mentionnés la dernière fois, à savoir le meurtre d'un missionnaire suédois qui était responsable d'un secteur de la route Xilan au Gansu pour le compte de la CIFRC, en juillet 1932 ; et puis, donc, le kidnapping d'Eliassen en mai de l'année suivante. Le moment est par conséquent venu, comme je l'avais annoncé, d'analyser ces deux affaires d'un peu plus près.

L'affaire Tornvall

Le meurtre de Gustaf Tornvall et de ses trois compagnons de route par un parti de soldats appartenant aux forces provinciales du Shaanxi est mentionné dans plusieurs sources imprimées, à commencer par le rapport annuel du département d'ingénierie pour 1932, rédigé

⁴⁷ «The Wei-pei irrigation project » (sept. 1932), in Todd, *Two Decades in China*, p. 151.

⁴⁸ Zhang Jiluan 張季鸞, « Gui Qin zaji » 歸秦雜記, *Tianjin dagongbao*, 18/6/32.

par Todd, où il est simplement dit que Tornvall « accomplissait une mission comme administrateur local pour notre compte » et qu'il a été « capturé et tué en compagnie de trois autres par une bande de soldats de l'armée du Shaanxi agissant au mépris de la loi⁴⁹. » Pour voir d'un peu plus près ce qui s'est passé il faut se reporter à un certain nombre de lettres conservées dans les archives Todd, qui sont consacrées à cette affaire ou qui y font allusion : Todd en a en effet fait une affaire personnelle (puisque Tornvall était responsable d'un de ses chantiers), il s'est rendu en hâte au Shaanxi en compagnie du secrétaire général intérimaire de la CIFRC, K.Z. Li (Li Guangcheng 李廣誠, que j'ai mentionné la semaine dernière) et d'un officier représentant la légation américaine, et il a cherché à toute force, encore que sans grand succès au bout du compte, à obtenir du gouvernement de la province que l'affaire soit éclaircie, que les biens dérobés soient restitués (et d'abord, que les corps des victimes soient retrouvés), et que les responsables soient punis. Et puis, comme nous allons le voir, je suis tombé sur deux allusions à cette même affaire dans des sources chinoises, qui en donnent un éclairage passablement différent. Mais rien de tout cela n'est vraiment concluant, et il est probable que, par contraste avec le kidnapping d'Eliassen l'année suivante, les véritables tenants et aboutissants de l'affaire Tornvall ne nous seront jamais connus.

Pourtant ce que nous arrivons à en percevoir mérite d'être rapporté, car c'est assez éclairant sur ce qui semble avoir été l'attitude du gouvernement provincial du Shaanxi à l'égard de la CIFRC à ce moment. Mais avant d'examiner cela, je voudrais commencer par citer un témoignage sur Tornvall qui a le mérite de donner un tout petit peu de substance à ce personnage dont nous ne connaîtrions sans cela que le nom, la fonction, et le triste sort. Dans son article sur la « route civilisatrice » auquel j'avais fait allusion la dernière fois, publié dans le *Times* en juillet 1932, l'ecclésiastique anglais (et ancien ingénieur) Hewlett Johnson a un paragraphe sur un missionnaire dont il ne donne pas le nom mais qui est évidemment Tornvall (c'est d'ailleurs confirmé dans le rapport envoyé par Todd à la CIFRC sur ce voyage effectué en compagnie de Johnson). Comme tout ce qu'écrit Johnson, c'est d'un ton un peu exalté, mais après tout c'est un des rares aperçus un tant soit peu concrets que j'aie trouvés sur ces « missionnaires de terrain » (si je puis dire) qui fournissaient à la CIFRC une aide irremplaçable pour administrer ses chantiers. Voici ce passage :

À chaque étape de notre voyage nous étions accompagnés par un missionnaire local. J'étais en admiration devant l'influence de ces hommes et leur compétence d'administrateurs sur les chantiers routiers. [Lorsqu'on le croise] sur un vapeur naviguant sur le Yangzi, le missionnaire n'est pas dans son élément : mais [sur un tel terrain] il l'est, et il est brillant. Le missionnaire suédois-américain [Tornvall, donc] qui devait nous accompagner dans le franchissement du col [le col Liupan, où nous avons vu qu'une attaque de bandits s'était produite un peu avant] était exceptionnellement expérimenté. Il restait calme dans le danger. Il avait été confronté à trois révolutions en quatre ans. Rien qu'un ou deux jours plus tôt, alors qu'il était en chemin pour inspecter les travaux sur cette section de la route, des paysans terrifiés étaient venus le voir et l'avaient supplié de repartir : « Les bandits sont en train de piller un convoi de marchands juste après le tournant ! » Le missionnaire et son compagnon tirèrent en l'air ; ils ne tirent jamais sur les gens. Les bandits crurent que c'étaient des soldats qui arrivaient et prirent la fuite. Un homme [du convoi] avait eu un bras cassé ; les autres furent secourus et des marchandises pour une valeur de \$20 000 furent sauvées. Et c'est avec un tel compagnon que nous voyageâmes vers le col Liupan.

On voit donc que Tornvall était un habitué du terrain, et aussi qu'il n'avait pas froid aux yeux. Et l'on relève un détail au détour d'une lettre, c'est qu'après sa mort il a fallu prévenir *sa sœur*,

⁴⁹ *Two Decades*, p. 504.

qui résidait également à Pingliang 平涼, au Gansu (il n'est pas question de femme ou d'enfants) : la mission Tornvall semble avoir été une affaire de famille, et en fait il est mentionné quelque part qu'il y avait plusieurs missionnaires suédois dans ce secteur.

Quoi qu'il en soit, la première mention que j'aie trouvé de la disparition de Tornvall et de ses compagnons apparaît dans une lettre de Todd datée du 6 août 1932, adressée à Eliassen : à cette date on ne parle que de trois personnes (et non pas quatre), et leur exécution par des soldats, à la suite de laquelle leurs corps auraient été jetés dans un puits, n'est pas encore confirmée, même si elle semble probable, qu'elle a déjà été mentionnée par certaines informations dont nous ne connaissons pas l'origine, et qu'apparemment c'est déjà paru dans la presse de Tianjin et autres lieux : simplement, on est sans nouvelles depuis deux semaines. Plusieurs correspondances vont donc revenir sur l'affaire pendant les mois suivants, et elles permettent de préciser quelque peu le tableau⁵⁰. Les quatre victimes étaient Tornvall, donc — le missionnaire suédois qui remplissait les fonctions de « Business manager » (responsable administratif) pour la CIFRC à Pingliang, là où se trouvait le chantier de la route Silan dont il avait la charge ; un Américain nommé Ekvall (ou Eckvall), dont on comprend qu'il représentait le concessionnaire des automobiles Ford à Hankou, et qu'il revenait d'une tournée dans le Nord-Ouest ; un Japonais dont le nom n'est pas précisé ; et un jeune ingénieur chinois rentré en Chine après des études à l'étranger, nommé W.T. Wang. Et ceux qui les ont arrêtés et sommairement exécutés étaient des soldats appartenant aux forces du principal lieutenant de Yang Hucheng, le général Sun Weiru 孫蔚如, commandant la 17e armée (celle de Yang Hucheng).

À qui en voulaient-ils exactement ? Selon certaines versions les soldats se seraient emparés de voitures de la CIFRC qui n'avaient pas encore été payées à leur fournisseur (il faut croire qu'on se proposait de les leur vendre, et ces trafics sur les voitures semblent avoir été assez fréquents dans le Far-West chinois), et c'est à cause des vives protestations de Tornvall (qui était responsable des voitures) et d'Ekvall (l'homme des automobiles Ford) que les quatre passagers auraient en fin de compte été assassinés⁵¹. Ailleurs il est dit que la voiture dans laquelle les quatre hommes voyageaient, et qui a disparu, était celle d'Ekvall. Mais il est clair qu'il y avait plus qu'un simple vol de voitures dans cette affaire. Dès la première lettre de Todd on voit que le passager japonais posait apparemment un problème : il avait été emprisonné à Lanzhou pendant un certain temps comme suspect (Todd ne dit pas de quoi), et c'est de lui que les soldats voulaient s'emparer, sur les ordres d'on ne sait qui.

Or, les deux témoignages chinois dont je parlais sont un peu plus explicites sur ce Japonais : c'était, disent-ils, un espion ; et le fait est que, si vient intervenir dans notre histoire le réseau d'agents secrets très actifs et extrêmement efficaces que l'armée japonaise avait déployé sur toute la Chine du Nord et en Mongolie intérieure, longtemps avant l'invasion de 1937, alors l'affaire devient en effet très sérieuse. Voyons donc ce que disent exactement ces témoignages.

Le premier est dû à Ma Xiqing, ce jeune ingénieur chinois qui travaillait pour la CIFRC et que j'ai déjà plusieurs fois cité — qu'un texte aussi court contienne autant de choses intéressantes mérite d'ailleurs d'être souligné. Nous avons vu que Ma Xiqing avait été employé sur un des chantiers de la route Xilan (sur la partie qui se trouvait au Shaanxi), où il avait été témoin d'une terrible épidémie. Or, c'est juste après cette épidémie que survient l'incident Tornvall, que Ma Xiqing relate ainsi : « C'est alors qu'un pasteur de Pingliang (j'ai oublié sa nationalité et son nom), enfreignant les interdictions, prit l'initiative de transporter pour son propre compte des dollars d'argent (à cette époque Yang Hucheng dirigeait le

⁵⁰ AT 30-4, Todd à Siufeng Huang (2/9/32), Todd à Logan (17/9/32), Todd à Roots (17/9/32), Baker à Y.T. Tsur (27/9/32) ; 31-1, Baker à Todd (29/8/32), Todd à Baker (12/10/32) ; 31-6, Todd à Eliassen (6/8/32), id. (23/11/32), id. (21/12/32) ; AT 31-7, Todd à Baker (6/6/33).

⁵¹ AT 31-7, Todd à Baker (6/6/33), p. 3

Shaanxi, et il avait interdit de transporter des dollars d'argent au-delà de Tongguan [i.e. hors du Shaanxi] ; il se mit de mêche avec un agent secret japonais, qu'il emmena dans sa voiture vers l'est. Ils furent pris et tués par des Chinois (國人), qui démontèrent et cassèrent la voiture et en enterrèrent les pièces. Todd enquêta mais ne put trouver de piste ; aussi arrêta-t-il les travaux. »

Ces souvenirs sont fragmentaires, pour dire le moins, mais ce qui en reste, c'est que c'est Tornvall lui-même qui se serait mis dans cette situation en faisant de la contrebande d'argent et en s'acoquinant avec un espion japonais. Mais la raison pour laquelle ces « compatriotes » se sont emparés d'eux et les ont fait disparaître n'est pas précisée, bien qu'il faille probablement comprendre que c'était pour voler l'argent en question. Concernant d'ailleurs cette interdiction d'exporter de l'argent hors de la province — qui dans le cas présent expliquerait toute l'affaire —, elle est confirmée par les souvenirs d'un certain Li Weicheng 李維城, qui fut directeur de la banque provinciale du Shaanxi entre la fin de 1932 et 1938, publiés dans le n° 16 des *Shaanxi wenshi ziliao* (le texte est daté de 1964)⁵². Cette mesure avait été prise un peu avant son entrée en fonctions, mais il la décrit en détail. Ses explications montrent que les premières années du régime nationaliste au Shaanxi ont été passablement chaotiques sur le plan monétaire, malgré les efforts de la nouvelle banque provinciale créée par le gouvernement de Yang Hucheng tout de suite après son installation. C'est la banque du Shaanxi qui émettait la monnaie locale (en principe convertible contre du métal) ; mais son encaisse métallique (sous forme de lingots et de dollars d'argent) était faible, et le problème semble être devenu aigu après l'attaque japonaise sur Shanghai en septembre 1931, laquelle aurait provoqué une exportation massive des réserves d'argent du Shaanxi vers Shanghai, justement — la raison n'en est d'ailleurs pas expliquée. D'où l'adoption d'un règlement proposé par la banque en mai 1932, limitant sévèrement les quantités de métal qui pouvaient être sorties de la province et instituant des contrôles dans les centres importants et dans les districts frontaliers, confiés aux forces armées, et assortis d'amendes diverses pour les contrevenants. C'est donc dans ce contexte qu'il faut comprendre les propos de Ma Xiqing (l'affaire Tornvall se passe en juillet de la même année). Doit-on, dès lors, imaginer que Tornvall cherchait effectivement, pour une raison que nous ne connaissons pas, à sortir de la province un stock d'argent dont il disposait dans sa mission au Gansu, qu'il s'est fait arrêter par des soldats près de Xi'an pour un contrôle, qu'il a refusé quelque chantage (peut-être en rapport avec les fameuses voitures dont il a été question tout à l'heure), et qu'il s'est fait tuer avec ses compagnons, son argent étant dérobé par les soldats, qui ont ensuite dissimulé soigneusement les traces de leur coup en faisant disparaître la voiture et les corps ? Pour le moment, mystère ; et le mystère s'épaissit encore quand on examine le second témoignage dont je parlais, et qui propose une tout autre interprétation.

Ce témoignage-là est dû à un certain Li Zhigang 李志剛, qui a été un proche collaborateur de Yang Hucheng entre 1928 et 1936, et on le trouve dans un recueil de souvenirs sur ce dernier intitulé « Yang Hucheng tel que je l'ai connu » (*Wo suo zhidao de Yang Hucheng* 我所知道的楊虎城), paru en 2003, qui est une sorte de biographie à plusieurs voix reproduisant les témoignages oraux (口述) de personnes qui ont connu Yang Hucheng, voire les propres souvenirs de ce dernier, recueillis on ne sait pas quand ni où⁵³. (D'une manière générale la présentation du livre n'est pas du tout rigoureuse et rien n'est dit sur comment et quand ont été collectés tous ces textes.) Le témoignage de Li Zhigang, qui est en général très intéressant dans la mesure où le personnage a été mêlé de près à beaucoup de choses pendant la période en question, évoque l'affaire Tornvall au passage, et de façon à la fois précise et frustrante. Il ne mentionne pas le jeune ingénieur chinois qui accompagnait Tornvall, mais il donne le nom

⁵² Li Weicheng, « 一九三〇至一九三八年的“陝西省銀行” », *Shaanxi WSZL xuanji* 16, p. 93-121.

⁵³ Wen Si 文思 (éd.), *Wo suo zhidao de Yang Hucheng*, Pékin, Zhongguo wenshi chubanshe, 2003, p. 49.

et la nationalité de ce dernier, ainsi que ceux d'Ekvall et du Japonais, dont nous apprenons ainsi qu'il s'appelait Koizumi Kōtarō 小泉浩太郎. Il n'est pas question ici d'argent, mais Li Zhigang affirme qu'ils étaient *tous les trois* des espions, le Japonais ayant recruté les deux autres, qu'ils avaient été repérés pendant leur périple « par Yang Hucheng » (c'est-à-dire ses services, probablement l'armée), et interceptés, qu'on avait trouvé sur eux des brouillons de cartes du Gansu, du Ningxia et du Xinjiang, ainsi qu'un code télégraphique secret et des lettres révélant qu'ils cherchaient à s'acoquiner avec les « minorités nationales » (les musulmans, suppose-t-on, qui étaient très nombreux dans la région et causaient souvent des problèmes). Et la suite est encore plus surprenante : d'après Li Zhigang, Yang Hucheng aurait eu peur que s'il livrait les espions à Nankin, Chiang Kai-shek, qui tremblait devant les impérialistes, les libère ; et par conséquent, mu par sa passion patriotique et anti-japonaise, il les aurait d'emblée fait exécuter. D'où de très vives protestations des représentations des trois pays auprès de Chiang Kai-shek, qui est furieux et qui menace Yang Hucheng de le destituer s'il n'arrange pas l'affaire. Et Yang, après quelques mois de tension pendant lesquels des diplomates américains et japonais sont venus s'installer à Xi'an pour mettre la pression (ce qui est confirmé par Todd en ce qui concerne les Américains), aurait fini par trouver une échappatoire — probablement en acceptant de payer l'indemnité dont il va tout de suite être question.

Quoi qu'il en soit de ces diverses explications — qu'il ne serait pas totalement impossible, avec un peu d'imagination, de réconcilier entre elles —, une chose est sûre, c'est que, comme je le disais la dernière fois, on devine derrière ces incidents avec les étrangers tout un arrière-plan de manœuvres, de tractations et tout simplement de faits, d'actes, qui nous échappe complètement et qui, peut-on supposer, échappait aussi bien à Todd et à ses collègues lorsqu'ils venaient sur place pour enquêter et exiger réparation. (Ceci, même si Todd exprime divers soupçons ; et puis, peut-être qu'il en savait plus que ce qu'il dit dans ses lettres et qu'il préférerait garder pour lui certains détails embarrassants).

Todd est donc allé au Shaanxi pour tirer les choses au clair (en août 1932, à peu près une quinzaine de jours après l'incident) ; mais apparemment il s'est heurté à un mur : « Un tel nombre de gens étaient impliquées », écrit-il le 2 septembre, « que la plupart des tentatives pour établir les faits étaient découragées par ceux qui étaient en position de nous menacer indéfiniment [sic] » ; dans la même lettre il fait également allusion à la « façon scandaleuse dont ont été traités les missionnaires lorsque Tornvall a disparu et qu'ils ont voulu suivre les indices [dont ils disposaient] pour retrouver son corps ». La seule chose qui semble assez claire, c'est qu'à la base c'était l'armée qui était impliquée, et qu'elle était couverte bon gré mal gré par le pouvoir politique à Xi'an, c'est-à-dire par Yang Hucheng, qui était en même temps le plus haut militaire de la province ; à moins bien sûr que ce soit lui qui ait donné les ordres, comme l'affirme sans ambages Li Zhigang. En novembre encore Todd écrit à Eliassen (qui est alors en vacances en Norvège) qu'« il est assez bien établi que les fautifs sont certains soldats de Sun [Weiru] et qu'ils ont agi sous les ordres de leurs officiers. Ce n'est probablement pas à Tornvall qu'on en avait, mais tout ce crime a été commis de sang-froid, brutalement, et de façon tellement impudente que le choc pour les étrangers a été égal à celui causé par l'«incident de Nankin»⁵⁴. » Et Todd, faisant probablement allusion aux menaces de Chiang Kai-shek dont parlait Li Zhigang, se demande si tout cela ne va pas coûter son poste à Yang Hucheng.

Une autre lettre, au mois de décembre, permet de voir que le gouvernement du Shaanxi a finalement cherché à s'en tirer avec une compensation pécuniaire et une condamnation pour la forme : 21 000 dollars ont été versés pour rembourser l'automobile et les sommes d'argent

⁵⁴ L'incident de Nankin : les agressions dont ont été victimes un certain nombre d'étrangers lorsque les nationalistes se sont emparés de Nankin en 1927.

dérobées, et un soldat qui avait reconnu avoir participé au meurtre a été fusillé ; mais, ajoute Todd, « la trentaine d'autres [soldats] qui étaient dans le coup sont supposés s'être "enfuis". De même, il semble difficile d'identifier l'officier, plus haut dans la hiérarchie, qui aurait donné la permission, ou l'ordre, pour ce crime. » Et aussi bien, les corps des victimes ne seront jamais retrouvés. (Et l'on peut ajouter qu'en juin 1933 encore, en pleine affaire Eliassen, une somme de \$13 100 qui avait été promise pour rembourser les voitures de la CIFRC volées par les soldats n'a toujours pas été versée.)

Tout cela reste donc passablement obscur. Et pour compliquer encore les choses, on trouve dans une lettre de John Baker adressée à la fin septembre 1932 à Y.T. Tsur [Zhou Yichun 周詒春], alors président intérimaire de la CIFRC, des allusions qui laissent entendre que Tornvall aurait également pu être victime de manœuvres au sein même du Comité provincial de la CIFRC à Xi'an, avec à la clé, croit-on comprendre, un problème de corruption, ou de détournement de fonds — des manœuvres dans lesquelles les autorités provinciales (ou les militaires) auraient été impliquées d'une manière ou d'une autre. Baker affirme en effet, et je trouve quand même cela assez extraordinaire, qu'à son avis les collaborateurs de la CIFRC qui travaillent sur des chantiers dans l'intérieur de la province se trouvent désormais dans une situation encore plus dangereuse qu'à l'été 1930, lorsqu'il y était lui-même et que la province était livrée à l'anarchie la plus complète ; et s'il en est ainsi, suggère-t-il, c'est parce qu'à présent ils courent le risque d'être *menacés sur leurs arrières* parce qu'on ne peut plus compter sur l'intégrité de l'organisation à Xi'an même.

Une ténébreuse affaire, disais-je, et que chaque nouvelle donnée semble rendre encore un peu plus ténébreuse. Mais ce qui nous concerne plus directement ici, ce sont les réactions des Américains de la CIFRC, et surtout les conséquences sur leur collaboration avec les autorités du Shaanxi, qui jusqu'alors avaient semblé plutôt harmonieuses. Todd, comme on l'a déjà vu, critique violemment l'attitude du pouvoir provincial, qui a visiblement tout fait pour protéger les coupables. Dès sa première lettre il affirme : « J'éprouve assurément peu de respect pour le gouvernement qu'ils ont au Shaanxi. » À propos de la façon « scandaleuse » dont ont été traités les missionnaires qui essayaient de retrouver la trace de Tornvall il dit qu'il ne peut expliquer cela que comme un comportement de « païens » (*heathenism*) — entendons, de sauvages —, ce qui, ajoute-t-il, implique de la part de ces gens « une lâcheté de la pire sorte ». Et dans une autre lettre encore (celle où il évoque le dédommagement que le gouvernement du Shaanxi a fini par payer) : « Tout ceci suggère une situation pourrie, et que le Shaanxi n'est pas dans un état très stable pour le moment. » Je pourrais multiplier les citations — Baker, par exemple, écrivant au président de la CIFRC que le fait que le meurtre de Tornvall a eu lieu « à la porte même du personnage le plus haut placé du gouvernement provincial » est la preuve d'une « situation morale ou d'une organisation mauvaise au cœur du gouvernement lui-même ».

Dans ces conditions, et tant qu'il n'y aura pas eu clairement un changement d'attitude du côté du pouvoir à Xi'an, la seule chose à faire est de fermer tous les chantiers et de retirer du terrain les ingénieurs de la CIFRC ; et c'est en effet ce qu'a décidé Todd dès la fin du mois d'août. (Nous avons ainsi vu que Ma Xiqing, qui travaillait sur la route dans l'ouest du Shaanxi, a été rapatrié à ce moment au bureau d'ingénierie de la CIFRC à Pékin pour y faire des cartes et des calculs.) Baker — qui doit alors se trouver à Nankin ou à Shanghai — fait savoir à Todd qu'il approuve entièrement sa décision ; et un peu plus tard, donc, il prend sa plume pour dissuader Y.T. Tsur et le comité exécutif de la CIFRC d'entreprendre quoi que ce soit au Shaanxi tant que les choses n'auront pas changé — au Shaanxi où l'on signale une famine à l'ouest de Xi'an et où l'on peut donc être sûr qu'il va y avoir des demandes d'aide.

Détail intéressant, dans une autre correspondance motivée par cette affaire Baker n'hésite pas à affirmer que de toute façon les gens du Shaanxi « détestent » leur gouvernement. Peu importe sur quoi il se base pour le dire, alors qu'il ne semble pas avoir remis les pieds dans la

région depuis l'été 1930, autrement dit avant l'arrivée des nationalistes et de Yang Hucheng ; mais apparemment c'est une notion qui *parle* aux Américains, et ceux-ci s'impatientent (ou se désolent) de voir les habitants de la province accepter passivement un pouvoir contre lequel ils devraient au contraire se dresser étant donné sa faillite morale, et s'ils souhaitent que la CIFRC poursuive son aide : telle est l'opinion de Baker, et c'est aussi ce qu'écrit Todd un peu plus tard : « Le Shaanxi doit avoir un gouvernement qui reconnaît ses responsabilités, et il faut faire comprendre aux habitants du Shaanxi qu'ils doivent exiger un tel gouvernement ou subir les conséquences de la soumission au terrorisme [les conséquences : qu'on refuse désormais de les secourir]. Ils *peuvent* protester d'une telle manière qu'ils recevront de l'aide s'ils le souhaitent. Pour le moment, aucun d'entre nous ne les a entendus protester, et s'ils l'ont fait, c'était très faiblement. »

Cela étant, la CIFRC n'a pas attendu que les habitants du Shaanxi protestent contre leur propre gouvernement pour rouvrir ses chantiers. Dans la lettre où il faisait état des promesses de remboursement du gouvernement, mais où il n'en disait pas moins que la situation au Shaanxi était complètement pourrie, Todd ajoutait malgré tout : « Nous espérons des jours meilleurs avant le printemps. » Pourquoi des jours meilleurs au printemps (i.e. le printemps 1933), il ne le précise pas ; mais c'est un fait que le chantier de la route Xilan est rouvert, semble-t-il, dès le début de 1933, ce qui implique que les quelques mesures d'indemnisation prises par Xi'an ont été considérées comme un geste suffisant, et, surtout, que les menaces sur la sécurité des personnes ne sont pas telles qu'il faille abandonner un projet déjà terminé à 70% (est-il dit quelque part), dont on est persuadé qu'il aura des conséquences importantes en termes, justement, de sécurité, et enfin, pour lequel on dispose de fonds. Or, peu après — nouveau coup de tonnerre, et qui d'une certaine manière va faire encore plus de bruit —, c'est la capture d'Eliassen par des bandits, sur le site même du canal dont il avait mené à bien la construction un an plus tôt.

L'affaire Eliassen

En avril 1933 Eliassen, qui vient de rentrer de vacances en Norvège, travaille sur la route Xilan au Gansu, où il fait d'ailleurs état, de nouveau, de graves attaques de bandits sur son chantier. Il annonce à Todd son intention d'aller quelques jours sur le site du Weibei début mai pour vérifier l'état des installations à la tête du canal Jinghui. Et c'est donc ce qu'il fait, en compagnie d'un collaborateur chinois nommé Henry S. Chuan, qui travaille à ce moment sur le chantier du système de distribution du Weibei ; et là, comme je l'ai déjà mentionné, les deux hommes se font enlever par des bandits qui vont les emmener de cache en cache dans les collines au nord du site, et qui exigent une rançon. Heureusement, alors même qu'une extrême agitation règne à Xi'an, où tout le monde s'est mobilisé pour essayer de les libérer, et alors que de difficiles négociations ont été entreprises avec les ravisseurs, Eliassen et Chuan réussissent à fausser compagnie à leurs gardes et à regagner la plaine sans être inquiétés.

Les documents officiels de la CIFRC mentionnent l'incident sans guère donner de détails. En revanche les archives Todd contiennent une assez grande quantité de correspondances et de documents à l'aide desquels il est possible de reconstituer de façon tout à fait détaillée cette histoire rocambolesque et, surtout, possible d'en comprendre, et je crois assez bien, les tenants et les aboutissants. Je ne peux pas ici énumérer toutes ces pièces, mais je mentionne quand même les trois plus importantes : 1) un long rapport de Todd au secrétaire général intérimaire de la CIFRC, K.Z. Li, daté du 6 juin 1933, racontant toutes les démarches qu'il a fallu faire et retraçant les méandres des négociations avec les ravisseurs d'Eliassen, dans lesquelles les personnes les plus diverses ont été impliquées, tant du côté de la CIFRC que du côté du gouvernement du Shaanxi ; 2) une lettre de Todd à Baker, datée du même jour, racontant les mêmes événements mais sur un ton nettement plus libre (on est entre Américains) et avec des détails supplémentaires intéressants ; et 3) une lettre d'Eliassen, cette fois,

également destinée à K.Z. Li (du 24 juin), et suivie d'un long mémoire rendant compte de sa captivité, basé sur le journal qu'il n'avait pas cessé de tenir : ceci pour couper court, dit-il, à toutes les histoires fantaisistes colportées sur cette affaire par son compagnon de captivité Chuan, une fois retourné à Pékin — et j'aurai aussi à redire un mot de ce personnage un peu bizarre et des bruits qu'il a répandus. Enfin, il n'est pas inintéressant de remarquer au passage que la dernière partie du roman d'Eliassen (*Dragon Wang's River*), qui est consacrée à cette aventure, s'avère tout à fait conforme à la réalité telle qu'on arrive à la reconstituer d'après les documents contemporains que je viens de mentionner. (J'ai en fait lu le roman avant d'avoir eu la possibilité de consulter les archives.)

Et force est de reconnaître que cette réalité était en elle-même suffisamment romanesque pour qu'il n'ait pas été besoin d'en rajouter. L'histoire est assez extraordinaire, mais je vais être obligé d'en laisser tomber pas mal de détails, par manque de temps, et aussi parce que si je m'y attardais trop longtemps cela nous éloignerait quelque peu du sujet ; mais ces sources dont je viens de parler révèlent aussi beaucoup de choses, parfois tout à fait étonnantes, sur le sujet, justement — je veux dire, sur la structure de la société du Weibei et sur ses systèmes de pouvoir à ce moment, sur l'impact du canal inauguré un an plus tôt, qui n'était pas nécessairement ressenti par tout le monde de manière positive, sur les difficultés que le gouvernement du Shaanxi avait à imposer son contrôle même à 40 kilomètres de Xi'an, presque trois ans après avoir son installation, et en fait sur l'incroyable anarchie qui de toute évidence prévalait encore dans la région — et sur d'autres points encore, que j'essaierai donc d'analyser d'un peu plus près.

Résumer l'affaire n'est à vrai dire pas simple. Pendant les deux semaines où Eliassen et Chuan sont entre les mains de leurs ravisseurs il faudrait en fait poursuivre deux narrations parallèles : d'un côté, celle de leur captivité proprement dite (qui renvoie plus ou moins au récit rédigé par Eliassen), et de l'autre, celle des efforts pour les libérer (qui renvoie cette fois aux comptes rendus rédigés par Todd lui-même).

Très brièvement, lorsque Eliassen se rend à la tête du canal le 6 mai (au lieu-dit Yuejiapu 岳家坡), ayant ignoré certains avertissements comme quoi il pourrait y avoir des bandits ou des communistes dans le secteur — puisque aussi bien il en avait déjà rencontré pendant le chantier, et que c'étaient des gens avec qui on pouvait toujours trouver des arrangements —, il tombe effectivement dans un guet-apens. Le groupe bien armé qui s'empare de lui et de son compagnon est composé d'un détachement se désignant comme l'avant-garde de la 26^e division de l'Armée rouge, et d'une troupe de bandits locaux dont le chef est un certain Miao Jiaxiang, qui avait lui aussi travaillé pour le chantier les années précédentes. Apparemment les communistes se sont momentanément alliés aux bandits locaux, car, sans leur protection, ils seraient incapables de poursuivre leurs activités de propagande dans la région, et plus spécifiquement ils n'auraient pas pu s'emparer d'Eliassen et Chuan. Les communistes disparaissent au bout de trois jours : il semble qu'ils n'ont pas réussi à s'entendre avec les bandits locaux sur le partage de la rançon demandée, que les bandits sont allés cacher leurs prisonniers dans la montagne pour que les communistes ne s'en emparent pas, et que les communistes ont donc quitté le voisinage.

Pendant plus de deux semaines les deux prisonniers vont être déplacés d'un lieu à un autre à travers les collines escarpées qui surplombent le site du Weibei et cachés soit dans des villages, soit dans des grottes dissimulées au fonds de ravins inaccessibles. Cinq jours après leur capture ils sont informés par lettre des négociations qui sont en cours pour leur libération, et leurs ravisseurs leur ordonnent d'écrire à leur correspondant dans le Weibei — un missionnaire médecin nommé William Kelly, qui est basé à Jingyang et qui a servi d'administrateur pour le chantier de la CIFRC — pour le prévenir que si le gouvernement envoie des troupes les prisonniers seront immédiatement exécutés. Ils commencent aussi à comploter leur fuite en essayant de s'entendre avec certains de leurs gardiens, qu'ils

connaissent car ils avaient travaillé pour le chantier. L'un de leurs meilleurs contacts est un proche parent de Miao, le chef des bandits, qui avait été dans le passé un précieux collaborateur sur le chantier et qui depuis lors avait été affecté à la garde des écluses contrôlant l'alimentation du canal. Par la suite ils sont emmenés plus loin par des hommes qui semblent avoir perdu le contact avec le gros de la troupe et qui commencent à perdre le moral. On apprend que l'armée se rapproche, mais aussi que les négociations pour la rançon se poursuivent. Mais à la fin du compte Eliassen finit par profiter de l'indécision de ses gardiens pour leur fausser compagnie, le 23 mai, 17 jours après avoir été capturé. Il réussit à regagner la rivière Jing et le site du barrage, qui avait entre temps été occupé par un détachement de troupes gouvernementales. Il est donc sauvé, et Chuan le rejoindra peu après (il a convaincu ses gardiens de le laisser partir en leur promettant une rançon de \$2000 qu'il doit leur remettre à Sanyuan deux jours plus tard ; la suite de l'histoire montrera qu'il a bien reçu cette somme du gouvernement afin de tenir sa promesse, mais qu'en réalité il l'a gardée pour lui).

Telle est donc l'histoire telle que l'a vécue Eliassen pendant sa captivité, et quand je reviendrai sur les enseignements qu'on peut tirer de toute cette affaire nous verrons qu'un certain nombre de choses qu'il a vues et entendues livrent des informations précieuses sur l'état d'arriération économique et de quasi anarchie où se trouve à ce moment la société dans cette frange nord de la région du Weibei, et aussi sur une présence communiste qu'on n'aurait pas soupçonnée dans cette région à cette date (les bases communistes du Shaanxi étaient situées beaucoup plus au Nord). Mais il me faut d'abord exposer l'autre versant de la narration, c'est-à-dire les tractations qui se sont poursuivies pendant la même période entre Xi'an et les villages de la tête du canal — cette région que Todd appelle quelque part le « bandit-land », au pied des collines qui bordent le Weibei —, i.e. là où on pouvait entrer en contact avec les kidnappeurs d'Eliassen et de son compagnon.

Dès qu'on connaît à Pékin la nouvelle de l'enlèvement d'Eliassen (le 8 mai), K.Z. Li, le secrétaire général intérimaire de la CIFRC, prend l'avion pour Xi'an (la simple existence de ces communications par avion est alors une nouveauté dont je redirai un mot plus tard). Todd va le rejoindre un peu plus d'une semaine après, le 17, en compagnie de deux ingénieurs chinois de la CIFRC avec qui il travaille depuis longtemps. En fait on n'avait pas fait appel à lui — il le reconnaît volontiers : il n'avait reçu aucune autorité de son employeur la CIFRC, mais il s'est en quelque sorte imposé, et même assez bruyamment semble-t-il. Sur place le Dr Kelly essayait depuis le début de négocier avec les bandits, comme nous l'avons vu (il leur avait envoyé d'emblée 500 yuan et des sacs de farine pour montrer qu'il était sérieux), et le magistrat de Jingyang avait été désigné pour l'appuyer (au terme de l'affaire ce magistrat sera renvoyé de son poste pour avoir été incapable d'assurer la sécurité d'Eliassen sur son territoire). De son côté Yang Hucheng aurait pris l'affaire en main et envoyé un négociateur, sans succès notable. On apprend aussi que Li Yizhi a essayé pour sa part d'entrer en contact avec le chef des bandits, également sans succès. L'armée s'emploie à bloquer les routes par lesquelles les bandits pourraient s'enfuir. On envoie même six soldats en civils se mêler au camp des malfaiteurs pour les espionner, mais ils se font prendre et un seul réussit à s'en sortir : les cinq autres sont tués, trois d'entre eux torturés à mort sous les yeux d'Eliassen et Chuan.

Dès son arrivée à Xi'an Todd va voir son vieux collègue Li Yizhi, qui est responsable du bureau d'hydraulique du Weibei, et dont il dit en plusieurs occasions que dans ce genre de situation c'est le plus sûr allié de la CIFRC. Il va aussi voir le secrétaire général du gouvernement provincial, un certain Geng Shoubo 耿壽伯⁵⁵, ainsi que Yang Hucheng lui-même ; et enfin il va voir Lin Sen 林森, un grand ancien de la révolution sunyatsénienne et du Guomindang, qui est depuis 1930 président du gouvernement nationaliste (國民政府主席) —

⁵⁵ Sur Geng Shoubo voir Wen Si, p. 43. Ancien représentant de Hu Jingyi auprès de Wu Peifu.

poste dans lequel Chiang Kai-shek lui succèdera après sa mort en 1943. Le président du gouvernement n'a en réalité aucun pouvoir véritable — du moins tant que c'est sa seule fonction, comme dans le cas de Lin Sen : pour Chiang Kai-shek bien sûr ce n'était qu'une médaille supplémentaire ; mais le seul fait qu'on ait envoyé Lin Sen à Xi'an pour superviser les tractations (en tout cas c'est ce qu'affirme Todd) indique malgré tout que Nankin prenait cette affaire très au sérieux. Pour sa part Yang Hucheng savait pertinemment qu'il était menacé politiquement et qu'il avait tout intérêt à ce que l'affaire se termine bien. (Elle se terminera bien, mais Yang Hucheng n'en sera pas moins limogé de son poste de gouverneur très peu de temps après.) Quelques jours plus tard, d'ailleurs, la présence du président Lin Sen aura indirectement un effet dissuasif sur les bandits du Weibei occidental, car on l'a emmené visiter le canal entouré d'un fort contingent militaire, et comme les hors-la-loi, qui sont assez mal armés, évitent à tout prix de se frotter aux troupes régulières, ils préfèrent se replier dans les montagnes ou de l'autre côté de la rivière Jing.

En fait, dès son arrivée Todd a appris que les choses n'ont pas beaucoup avancé et que les responsables à Xi'an, qui ont eu une réunion la veille pour discuter du problème, sont découragés par cette absence de progrès. Il propose donc à Li Yizhi de prendre directement les choses en main. Avec l'approbation du gouvernement ils font porter par un des ingénieurs chinois dont Todd a requis les services des lettres à Miao, le chef des bandits — je reviendrai plus tard sur ce personnage que tout le monde semblait connaître et sur l'apparente facilité avec laquelle on communiquait avec lui, ou avec ses lieutenants —, des lettres dans lesquelles ils se prévalent de leur qualité d'ingénieurs en chef et du fait qu'ils appartiennent à un comité de trois personnes chargé d'arbitrer tous les conflits relatifs au projet Weibei. Ils exigent donc la libération immédiate des captifs, sans quoi tous les travaux s'arrêteront (le système de distribution était encore en cours d'aménagement, et avec du travail payé en secours car on était de nouveau en période de disette) ; en outre ils feront placarder partout dans la région des affiches expliquant que la responsabilité de cet arrêt revient aux ravisseurs, nommément désignés, à qui il incombera désormais de terminer eux-mêmes lesdits travaux et de trouver l'argent pour cela. En d'autres termes, Todd et Li Yizhi ne veulent pas interpréter l'affaire comme un simple crime crapuleux (un enlèvement contre rançon) ; ils la considèrent comme un conflit tournant autour du canal : autrement dit leur stratégie, dont nous verrons qu'elle n'était en effet pas sans justification, consiste à jouer l'intérêt de la population du Weibei — qui est que les travaux du système d'irrigation soient menés à bien —, contre les actions des bandits, lesquels sont également des paysans du Weibei, mais apparemment avec des intérêts différents (et c'est un aspect important de la question, que j'examinerai de plus près la prochaine fois).

En même temps, le deuxième ingénieur chinois dont Todd a recruté les services est envoyé dans le « territoire des bandits » pour essayer de négocier la libération des prisonniers. De son côté Yang Hucheng, qui est venu en personne à Jingyang pour suivre l'affaire, accorde tous les passeports nécessaires pour que les émissaires de Todd ne soient pas arrêtés par les troupes disposées aux alentours, et il s'engage à ne pas faire bouger ses hommes pendant que les négociations continuent. Et celles-ci s'avèrent en fin de compte plus faciles que prévu, car Miao et ses acolytes sont allés se réfugier de l'autre côté de la rivière et sont inatteignables. En revanche les habitants des villages environnants, qui savent très bien où se trouvent Eliassen et Chuan, sont prêts à les libérer contre une récompense somme toute modeste : après quelques jours de tractations, dont je vous passe les détails, on s'accorde en fin de compte sur une somme totale de 5000 yuan (alors qu'au début les ravisseurs en exigeaient 100 000, voire 150 000 !), qui sera partagée entre les chefs de village, les gardiens des prisonniers, et les soldats stationnés aux alentours : l'ingénieur chinois envoyé négociateur, est-il précisé quelque part, a réussi à « acheter » (buy off) quatre chefs de village pour \$1000, il a de même acheté dix hommes qui étaient censément chargés de garder Eliassen et Chuan, pour \$2000, et il a

promis \$2000 de récompense aux soldats qui recueilleront Eliassen après son évasion. Il faut donc trouver ces \$5000 dans les 24 heures, et il est entendu que si les prisonniers ne sont pas libérés à la remise de l'argent on fera donner l'armée. Todd se précipite à Xi'an, où Li Yizhi, avec l'aide de Geng, le secrétaire général du gouvernement, est obligé d'emprunter personnellement la somme en espérant se faire rembourser plus tard par le gouvernement (lequel s'exécutera en fin de compte, mais non sans traîner des pieds et en essayant de contester la légitimité des récompenses aux soldats)⁵⁶. Et lorsque Todd revient à Jingyang avec ses caisses d'argent, il tombe sur Eliassen et Chuan, qui ont réussi à se libérer tout seuls... (Mais les récompenses promises ne doivent pas moins être distribuées.)

Un peu plus tard, notons-le, Baker répondra au compte rendu que Todd lui a envoyé en se demandant si la CIFRC n'est pas allée un peu vite en promettant ce qui équivaut à une rançon, car c'est la porte ouverte à tous les chantages : en effet la menace d'abandonner le chantier si les choses ne sont pas réglées de façon satisfaisante aurait été difficile à appliquer dans la mesure où l'on ne pouvait pas déceimment arrêter les travaux, qui étaient presque terminés et pour lesquels les fonds avaient été déjà levés. Dans sa réponse Todd reconnaît que promettre une rançon n'était pas l'idéal, mais il fait allusion à Lindbergh : personne ne l'a critiqué alors, mais il est tout aussi vrai que ça n'a pas mis fin aux kidnappings d'enfants aux USA; en fait, argumente-t-il, plutôt qu'une rançon, cet argent représentait des paiements ciblés pour semer la division dans les rangs des bandits ; et dans toute cette lettre il se justifie en rappelant que même en Amérique on est obligé parfois de jouer de l'intérêt des gens. Baker admettra d'ailleurs que s'il avait été à sa place il aurait probablement agi de la même façon.

Quoi qu'il en soit, voilà donc l'affaire Eliassen telle qu'on peut la reconstituer dans ses grands traits. C'est en soi une belle histoire, et je ne vous en ai pas encore livré l'épilogue, qui est assez drôle : je veux parler des aventures de Henry Chuan, le compagnon de captivité d'Eliassen, qui était un ingénieur « junior » travaillant régulièrement pour la CIFRC, et donnant apparemment satisfaction, et qui était en outre le cousin d'un des membres du Comité exécutif — mais qui s'est révélé à cette occasion à la fois un filou et un personnage un peu désaxé. J'en redirai un mot la semaine prochaine.

Mais j'analyserai surtout ce que j'ai appelé les tenants et les aboutissants de toute cette affaire. L'un de ses aspects les plus remarquables, c'est l'osmose entre bandits, paysans, soldats et travailleurs du chantier : tout le monde se connaît, on passe sans difficulté d'une condition à l'autre, et, lorsque les récoltes sont mauvaises et que c'est la disette, cette combinaison — à laquelle il faut encore ajouter les groupes de propagande communiste — devient explosive, ou en tout cas incontrôlable.

En fait cette écologie un peu étrange semble surtout caractéristique du secteur où Eliassen et Chuan ont été enlevés, et ensuite promenés de grotte en grotte dans les montagnes immédiatement au nord. Ce secteur, c'est ce qu'on appelle le « plateau », immédiatement à l'est de la tête du canal — c'est la partie nord du Weibei, qui, pour de simples raisons de topographie (que j'expliquerai en montrant des cartes), ne bénéficie *pas* de l'irrigation, alors que ses habitants avaient mis de grands espoirs dans les projets formulés par Li Yizhi et par d'autres depuis les années 1920. Nous verrons qu'il y a en fait tout un contexte de frustration autour du canal construit à partir de la fin 1930 et inauguré en grande pompe moins d'un an avant l'enlèvement d'Eliassen. Et non seulement de frustration, mais aussi de spéculation, et il

⁵⁶ Apparemment Li Yizhi et Geng ont emprunté la somme au « stamp tax bureau », et il faut que ça passe devant une commission du gouvernement avant que l'argent soit remboursé. Kelly garde les caisses d'argent en attendant de payer les sommes promises. Il mentionne que le colonel commandant les soldats à qui Eliassen avait promis la récompense (et tient absolument à ce qu'elle soit versée) est venu, et qu'il lui a donné la somme promise. (AT 31-7, Kelly à Todd, 30/5/33).

me faudra donc voir de plus près quel a été l'impact économique de toute cette opération, à court et à moyen terme.

Et enfin, l'affaire Eliassen, comme un an plus tôt l'affaire Tornvall, a mis à rude épreuve la collaboration entre la CIFRC et les autorités du Shaanxi, lesquelles étaient confrontées à des difficultés politiques et financières dont les responsables de la CIFRC n'étaient sans doute pas totalement conscients. Todd se plaint bruyamment de ce que le gouvernement du Shaanxi est mauvais payeur, qu'il ne tient pas ses engagements, qu'il paye ses propres ingénieurs avec des mois de retard et, plus grave, qu'il n'a pas remboursé les terres expropriées à cause de la construction du nouveau système d'irrigation.

Autant de problèmes, donc, qu'il me faudra examiner de plus près, car ils expliquent pour une bonne part la lenteur du décollage économique de la région pendant les années 1930, en dépit des espoirs mis dans l'arrivée des nouvelles autorités nationalistes et des efforts effectivement consentis par celles-ci dans beaucoup de domaines — mais cette fois en dehors de la sphère de compétence de la CIFRC.

27/2/08

Comme je l'avais annoncé, je voudrais revenir aujourd'hui sur un certain nombre de faits importants qui ressortent des deux affaires que j'ai évoquées la semaine dernière, à savoir le meurtre du missionnaire suédois Tornvall et de trois autres personnes en juillet 1932, tout près de Xi'an, alors qu'ils arrivaient en voiture depuis l'ouest, et le kidnapping de l'ingénieur Eliassen et d'un assistant chinois nommé Henry Chuan (Quan) par des bandits sur le site du canal Jinghui, en mai 1933. C'est surtout ce second événement, en fait — c'est-à-dire, les sources qui en parlent —, qui me semble riche en informations intéressantes, et parfois surprenantes, sur la façon dont se présentait la région du Weibei à peu près un an après l'inauguration du canal Jinghui. Je vais donc évoquer, entre autres choses, les tensions sociales et la présence communiste dans la région, la question épineuse du banditisme et de ses ramifications dans certains secteurs de la société, certaines oppositions rencontrées par la construction du système d'irrigation du Weibei — mais aussi, selon toute apparence, sa popularité chez une majorité de la population —, ou encore l'impuissance des autorités provinciales du Shaanxi que semblent révéler ces affaires, du moins si l'on en juge par les opinions exprimées par les responsables de la CIFRC.

Et une fois que tout cela aura été évoqué, le moment sera venu de revenir sur ce qui est après tout le cœur de mon sujet, et qui occupera mes deux derniers cours, à savoir la question du développement dans la région pendant la première moitié des années 1930. Je l'ai déjà dit, les incidents de 1932 et 1933, ou plutôt leur contexte, montrent à quel point ce développement a eu du mal à s'enclencher, même s'il avait été proclamé comme la priorité des priorités par les autorités nationalistes dès leur installation à Xi'an à la fin de 1930. Pour certains auteurs, en fait, on ne peut réellement parler de développement au Shaanxi qu'à partir de 1935. Mais comme nous le verrons, il n'en est pas moins vrai qu'un certain nombre d'éléments se mettent en place dès avant cette date (qui est celle de l'arrivée du chemin de fer à Xi'an) ; et l'édification du système d'irrigation du Weibei, commencée à la fin de 1930, est bien sûr l'un des plus cruciaux.

Les aventures de Henry Chuan

Avant de parler de tout cela, toutefois, je voudrais dire un mot de l'épilogue de l'affaire Eliassen. À vrai dire cet épilogue n'est pas en lui-même de grande conséquence, mais après tout l'histoire est assez divertissante, et elle ajoute quelques éléments sur les relations entre Chinois et étrangers au sein de la CIFRC, dont j'ai parlé ces dernières semaines. Henry S. Chuan (Quan Shaozhou⁵⁷) n'avait pas une véritable formation d'ingénieur — après ses mésaventures Todd, qui continue à lui vouloir du bien, et qui avant d'être obligé de le licencier l'a envoyé travailler au Jiangxi, lui conseille justement de travailler à acquérir une telle compétence ; c'était plutôt une sorte de conducteur de chantier, avec probablement une compétence d'arpenteur, qui était très apprécié pour son énergie et ses qualités de commandement sur le terrain. Sa participation à des chantiers de la CIFRC est assez souvent mentionnée dans les sources auxquelles j'ai eu accès : ainsi le trouve-t-on participant aux travaux routiers préparatoires au chantier du Weibei, fin 1930, et dès l'été de la même année, également au Shaanxi, il était cité par John Baker comme l'un des rares à être disposés à prendre le risque de se faire dévaliser par des soldats en partant avec un camion distribuer des secours loin de Xi'an (c'est d'ailleurs ce qui lui arrivera) ; plus tard il travaille sur des digues au Jiangxi, et en 1933 il est sur le chantier du réseau de distribution du Weibei : et c'est donc

⁵⁷ Seule mention de son nom chinois : dans une traduction d'un document du gouvernement du Shaanxi où il est appelé Chuan Shao-chow (AT 31-4, pièce attachée à Todd à Edwards, 6/10/33.) Comme son cousin James Chuan s'appelle 全紹文, on en déduit que Henry est 全紹□.

là qu'Eliassen lui a demandé de venir l'accompagner pendant la visite fatale à la tête du canal, au début du mois de mai.

Dans son roman Eliassen le décrit comme relativement compétent pour les travaux qu'on lui demande, mais aussi comme un faux-jeton qui a du mal à dissimuler son hostilité envers ses supérieurs, comme un coureur de jupons, et, finalement, comme un escroc. Même si Eliassen en remet sûrement un peu, tous ces traits sont plus où moins confirmés par les documents le concernant que j'ai trouvés dans les archives Todd, y compris sa propension à se mettre dans des situations impossibles pour des affaires de cœur : la première pièce dans son dossier est un télégramme expédié le 23 mai 1932 depuis Jiujiang par un certain Holland — le responsable administratif de la CIFRC au Jiangxi — demandant de l'aide parce que Chuan a été jeté en prison pour avoir blessé une femme d'un coup de pistolet (elle en est morte quelques jours après) à cause d'une affaire d'adultère contrarié ; mais il s'en tirera en disant que c'était un accident. (Dans une des lettres d'injures qu'il a écrites après l'affaire du kidnapping nous apprenons que Chuan a 32 ans et qu'il a une femme et quatre enfants.)

Quoi qu'il en soit, et comme nous l'avions vu, ce même jour où Eliassen avait réussi à fausser compagnie à ses gardiens, son compagnon de captivité Chuan s'en était de son côté tiré en convainquant ses gardiens (affirmait-il) de le laisser partir contre la promesse d'une récompense de \$2000, à remettre à des émissaires dès le lendemain lors d'un rendez-vous arrangé à Sanyuan. Il va au rendez-vous avec l'argent qu'on lui a donné (il n'est pas précisé d'où vient cet argent), mais il refuse de se laisser accompagner par quiconque. À son retour il raconte l'entrevue en détail, explique que les bandits à qui il a remis l'argent étaient tous en uniformes de l'armée du Shaanxi, et tout le monde le croit, à commencer par Eliassen. En fait le Dr Kelly — le missionnaire américain qui était responsable administratif du chantier de la CIFRC au Weibei — établira peu après que l'argent n'a pas été remis à qui que ce soit, mais qu'il a été déposé dans une banque de Sanyuan, puis viré sur deux banques de Xi'an, où Chuan a récupéré des chèques avant de partir pour Pékin (il avait demandé deux semaines de congé) ; et on apprendra plus tard qu'il a réalisé la plus grosse partie en liquide dans une banque de Zhengzhou, au Henan (c'est là qu'on change de train pour remonter sur Pékin). Ces faits ayant été établis de manière irréfutable après un complément d'enquête conduit par Todd à Xi'an et à Zhengzhou (puisque Chuan conteste violemment ce dont on l'accuse et dit que c'est un coup monté contre lui par Kelly), la somme est remboursée au gouvernement provincial du Shaanxi ; mais le gouverneur insiste généreusement pour la restituer à la CIFRC pour ses travaux dans la province.

Ayant été ainsi pris la main dans le sac, Chuan a évidemment perdu la face (et bien sûr il a été renvoyé de la CIFRC), et il en a conçu une haine farouche envers Eliassen, Todd, le Dr Kelly (qu'il appelle « Dirty minded Snakee Kelly »), et les collaborateurs chinois de la CIFRC qui ont contribué à découvrir le pot aux roses. Aussitôt après qu'il s'était senti soupçonné il avait envoyé des lettres légèrement paranoïaques, et de plus, menaçantes, rédigées dans son anglais un peu particulier, à Eliassen et à Todd. Mais après son renvoi de la CIFRC il ne semble plus tourner très rond, il adresse à Todd une lettre qui sent le chantage et vient même le menacer en personne dans son bureau à Pékin, à tel point que Todd prévoit d'alerter la police par l'intermédiaire de la légation américaine à Pékin : après tout des citoyens américains sont en danger et la loi internationale doit prévaloir ! On semble cependant s'en être tiré en faisant intervenir le cousin de Chuan, James S. Chuan (Quan Shaowen 全紹文), qui est membre du comité exécutif de la CIFRC depuis 1928 — et qui était nettement plus âgé que lui puisque nous savons qu'il est né en 1886. Finalement rien de grave ne se produira, et on apprendra plus tard que Chuan a investi son pécule dans une sorte de pension de famille à Pékin, où descendent tous les missionnaires de passage...

L'un des aspects intéressants pour nous dans cette histoire, c'est de voir comment Todd et ses collègues ont tout fait pour montrer aux autorités de Xi'an qu'ils tenaient à la jouer

régulière — et d'abord, en remboursant l'argent — et à conserver de bonnes relations : ils étaient en effet extrêmement embarrassés par l'affaire, puisqu'il s'agissait d'un de leurs employés, et que celui-ci avait détourné une partie des sommes que le gouvernement du Shaanxi avait finalement accepté de prendre à sa charge en admettant *de facto* sa responsabilité, c'est-à-dire son incapacité à garantir la sécurité des ingénieurs travaillant sur le site du Weibei. On peut voir dans un rapport de Todd adressé au président intérimaire de la CIFRC, qui était alors un missionnaire américain nommé Edwards, que les réunions à Xi'an (au début octobre 1933) au cours desquelles il a fait connaître les résultats de ses investigations et a insisté pour rembourser les \$2000 détournés par Chuan ont impliqué non seulement le secrétaire du gouvernement, Geng Shoubo (que nous avons rencontré la dernière fois), mais également le nouveau gouverneur du Shaanxi, un personnage important et très connu, Shao Lizi 邵力子, dont Todd tenait à recueillir l'approbation pour la manière dont il avait traité l'affaire.

Il se trouve en effet que peu de temps avant, au mois de juin, Yang Hucheng avait appris par la radio (on n'avait pas pris la peine de l'en aviser directement) qu'il n'était plus président du gouvernement provincial. Il restera bien au Shaanxi dans les années suivantes, mais en n'y conservant plus que ses fonctions militaires. Son remplaçant, qui était un civil, quelqu'un de relativement cosmopolite et de très bien connecté politiquement, semble avoir réussi à remettre un certain ordre dans les affaires de la province. D'après ce qu'on comprend, l'entretien de Todd avec Shao Lizi, à la demande de ce dernier, était un premier contact ; et pour des étrangers comme Todd, Shao était certainement un interlocuteur beaucoup plus confortable que le général et ancien bandit Yang Hucheng. Mais j'aurai l'occasion de reparler de Shao Lizi et de ses efforts pour développer le Shaanxi.

En tout cas, du côté de Todd le ton est nettement différent de ce qu'on relève dans ses correspondances au moment même de l'enlèvement d'Eliassen, quelques mois plus tôt (et, un an plus tôt, du meurtre de Tornvall), quand il n'avait que mépris pour le gouvernement du Shaanxi et menaçait d'arrêter toute collaboration avec la province si les choses ne s'amélioraient pas — sans compter qu'il semble l'avoir pris d'assez haut avec les autorités locales au moment de son arrivée à Xi'an pour tenter de faire libérer Eliassen. L'impression qu'on retire ici, par contraste, c'est, encore une fois, qu'il tient à manifester sa loyauté et à établir des relations de confiance avec le nouveau gouverneur. Il se peut en fait que l'arrivée de Shao Lizi à Xi'an ait inauguré une nouvelle phase dans la collaboration entre le Shaanxi et la CIFRC, mais à vrai dire nous n'en savons pas grand-chose, et de toute façon la mission de la CIFRC dans la province touchait à sa fin, en tout cas pour ce qui concerne les travaux d'infrastructure — d'ailleurs, comme je l'avais signalé, dès 1934 la CIFRC souhaitait se séparer de Todd et se concentrer sur d'autres activités. Le point d'orgue de ce qui aura été en fin de compte toute une époque pourrait bien être le congrès annuel de la CIFRC (ou plutôt biennal, à cette époque) réuni en mai 1935, qui s'est tenu à Xi'an et au cours duquel on a emmené les délégués visiter le site du Weibei, dont le système de distribution avait été enfin achevé.

Quoi qu'il en soit, j'en reste pour le moment à ce que j'ai annoncé tout à l'heure, et je reviens donc sur les enseignements qu'on peut tirer de l'affaire Eliassen en ce qui concerne la situation au Shaanxi à ce moment, c'est-à-dire au milieu de l'année 1933.

La présence communiste dans le Guanzhong

Commençons par le plus surprenant : ces communistes qui font leur apparition à la lisière du Weibei début mai 1933 semblent sortis de nulle part — du moins si l'on s'en tient aux sources auxquelles j'ai eu accès jusqu'à maintenant, où l'on parle beaucoup de banditisme, mais pas de communisme. De fait il existait depuis la fin 1931 quelques guérillas communistes — dont les méthodes s'apparentaient bien souvent à celles des bandits locaux ou

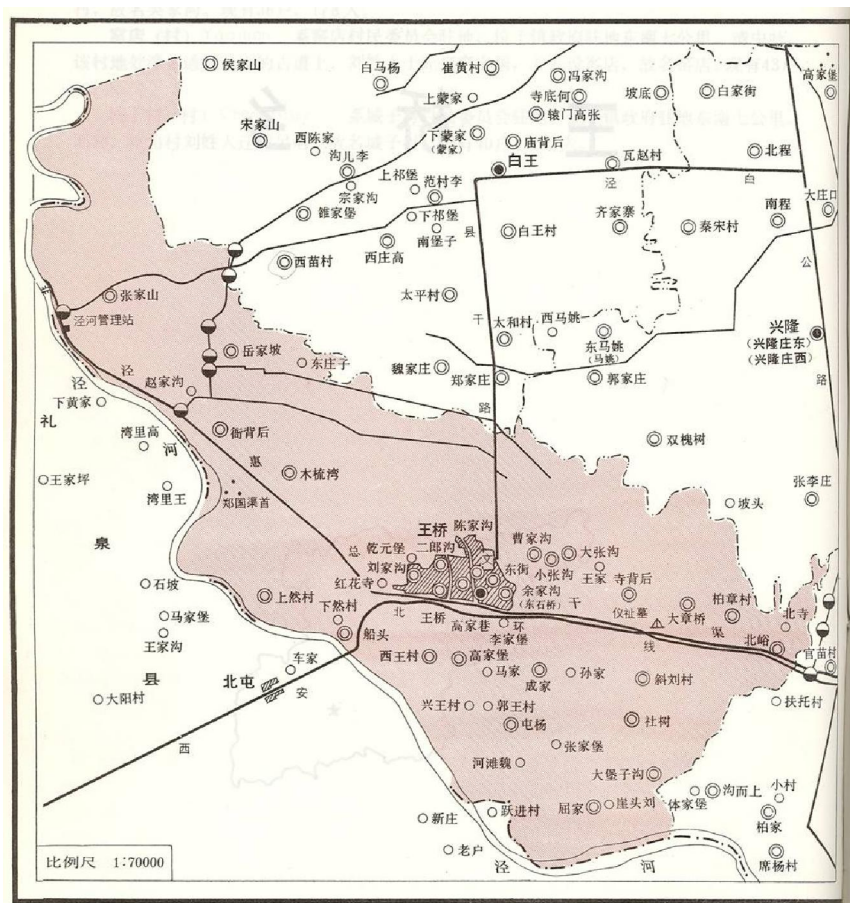
des sociétés secrètes — basées dans le nord du Shaanxi, ainsi que sur le plateau loessique très accidenté situé au nord-ouest du Weibei, à la frontière du Gansu ; ces implantations étaient plus ou moins connectées aux soviets de Chine centrale, beaucoup plus importants et beaucoup mieux connus, qui s'étaient organisés dans un certain nombre de périphéries rurales après la rupture du premier front uni en 1927 et la débâcle communiste qui en était résultée⁵⁸. Elles allaient réussir à se renforcer, malgré beaucoup de hauts et de bas et en dépit de deux campagnes successives d'« encercllement et annihilation » lancées contre elles par les forces de Chiang Kai-shek (entre le printemps 1934 et le printemps 1935). Après l'arrivée dans la région des survivants de la Longue Marche, à l'automne 1935, elles deviendront la fameuse base communiste du Nord-Shaanxi, dont la capitale était Yan'an, la Mecque du maoïsme de guerre.

Mieux, il y aurait eu, exactement à la même époque que les incidents dont je suis en train de parler, c'est-à-dire en 1932 et 1933, une tentative pour créer un soviet dans le nord de la zone du Weibei, principalement à Sanyuan ; mais cette tentative ne semble avoir touché qu'une zone extrêmement réduite, et surtout, les efforts pour soulever les paysans pauvres et moyens et pour redistribuer les ressources en profitant des tensions créées par la famine qui continuait de régner dans la région ne semblent pas être allés très loin⁵⁹. L'une des raisons de cet échec était sans doute le faible taux de concentration foncière dans la région — c'est un point important sur lequel je reviendrai —, et cette particularité de la société du Guanzhong diminuait évidemment l'attrait, ou simplement la faisabilité, des campagnes de redistribution des terres emblématiques de la révolution communiste dans les campagnes. Une autre raison pour laquelle les tentatives communistes dans le Weibei ont été sans lendemain, c'est qu'à cause de la nature même du terrain le Weibei était très exposé aux contre-attaques des forces gouvernementales : et en effet, en juillet 1933, juste après l'affaire Eliassen, le principal régiment communiste au Shaanxi — appartenant à la 42^e division de la 26^e armée rouge, créée au début de 1932 — est annihilé en rase campagne dans la vallée de la Wei, juste à l'est du site du Weibei ; après quoi les communistes ne réussiront plus jamais à s'implanter dans la région — j'entends, avant 1949.

C'est de cette 26^e armée rouge (il ne faut pas se laisser impressionner par ces chiffres) que se réclamaient, nous l'avions vu, les guérilleros communistes qui s'étaient emparés d'Eliassen et de Chuan ; et je dois dire que la description que donne d'eux Eliassen dans le mémoire sur sa captivité dont j'ai parlé la dernière fois est assez saisissante. Ce n'était pas la première fois qu'il entendait parler de communistes dans la région, dit-il : on affirmait qu'il y en avait au-delà des montagnes qui bordent la plaine du Weibei au nord, à Chunhua 淳化, mais on ne s'en préoccupait guère ; et là, c'est la première fois qu'il en voyait en chair et en os. Le groupe qui bloque sa voiture au village de Yuejiapu (près de la tête du canal) (cf. carte de la tête du canal ci-dessous) est composé d'hommes « armés jusqu'aux dents », habillés comme des paysans mais avec une abondance de rubans rouges pour montrer leur appartenance, des écussons portant la faucille et le marteau épinglés aux manches, et avec des pompons rouges accrochés à leurs fusils. Pendant les trois jours suivants Eliassen et Chuan auront de longues discussions avec eux. Deux de leurs chefs ont été en URSS, ils connaissent leur Marx, Engels et Lénine sur le bout des doigts, et ils sont parfaitement au courant des développements internationaux les plus récents (comme l'arrivée de Hitler au pouvoir, qui date de trois mois à peine). Mais ceux qui formaient le gros de la troupe, nous dit Eliassen, avaient plutôt l'allure de bandits aguerris. En tout cas, ces militants qui circulaient de village en village, de préférence nuitamment, pour faire de la propagande et mettre sur pied des cellules du Parti communiste — et toutes ces activités se rattachent certainement au projet de créer un soviet dans la région,

⁵⁸ Mark Selden, « The guerrilla movement in Northwest China : The origins of the Shensi-Kansu-Ninghsia Border Region (Part I) », *China Quarterly*, 28 (1966), p. 63-81 (78-81)

⁵⁹ Selden, « The guerrilla movement... (Part II) », *China Quarterly*, 29 (1967), p. 61-81 (61-66).



dont j'ai parlé — ont indubitablement impressionné Eliassen : « Ils étaient pleins d'enthousiasme », dit-il, « et ce n'est pas un mouvement qu'il faut mépriser. Et leurs chefs sont des hommes très instruits. »

Pourquoi voulaient-ils s'emparer de lui ? Car le plan était préparé, et ces guérilleros étaient visiblement bien renseignés — probablement par l'intermédiaire de leurs alliés bandits, dont nous verrons tout à l'heure que leurs chefs avaient d'autres casquettes que celle de hors-la-loi.

Quand Eliassen arrive à Jingyang, en effet, on l'informe que les com-

munistes sont déjà venus à la tête du canal une semaine plus tôt, et qu'ils le cherchaient : or, il avait effectivement prévu de venir une semaine plus tôt, mais il avait dû reporter sa visite au dernier moment ; en principe seul l'adjoint de Li Yizhi, avec qui il souhaitait procéder à l'inspection, était au courant de ce premier rendez-vous reporté, mais apparemment l'information avait filtré. En tout cas l'escouade communiste, même bredouille, en avait profité pour placarder aux alentours des affiches accusant Eliassen d'être un outil de l'impérialisme et d'avoir exploité honteusement ses travailleurs l'année précédente, et dénonçant la CIFRC en général, et aussi Yang Hucheng, et même Chiang Kai-shek.

Le thème de la CIFRC comme agent de l'impérialisme et de son allié le régime nationaliste (lui-même au service des propriétaires fonciers et des capitalistes) faisait partie de la propagande communiste à l'époque. Je suis par exemple tombé sur une résolution du Comité Central datée de juillet 1931 (au moment des grandes inondations du Yangzi) dans laquelle le PCC, qui était alors assiégé dans ses bases soviétiques de Chine centrale, accuse les impérialistes et le gouvernement de tromper les masses en prétendant les secourir, alors qu'en réalité il les affame et les persécute, et plus spécifiquement accuse la CIFRC, qui est partie prenante de l'impérialisme, bien sûr, de traiter les victimes de la famine dans le Nord-Ouest comme des esclaves en exploitant honteusement leur travail. Une inversion complète, donc, du programme de la CIFRC, qui était bien sûr de sauver les gens de la famine en les faisant travailler contre salaire (fût-ce des salaires de famine) sur des projets destinés à prévenir de futures famines. Mais, justement, ses interlocuteurs communistes expliquent à Eliassen — à qui personnellement ils ne semblent pas particulièrement en vouloir — que l'urgence du moment c'est de faire la révolution, et non pas d'édifier des infrastructures, et que celles-ci viendront plus tard, lorsqu'un véritable gouvernement rouge aura été établi.

L'alliance des guérillas communistes avec les bandits locaux (les *tufei*), telle qu'Eliassen a pu la voir fonctionner en vraie grandeur à cette occasion, semble tout à fait caractéristique de

la façon dont les choses se passaient alors dans les zones où opéraient les communistes au Shaanxi et au Gansu. (Je me réfère ici à une étude de Mark Selden sur ce sujet, parue dans le *China Quarterly* en 1966 et 1967, qui utilise beaucoup la documentation communiste de l'époque mais révèle en revanche une assez grande ignorance de l'écologie du Shaanxi, en tout cas du Weibei). Ainsi, au deuxième ou troisième jour de leur captivité, Eliassen et Chuan sont indirectement témoins d'une cérémonie au cours de laquelle on célèbre l'adhésion au PC du groupe de bandits locaux en présence d'un détachement de ce qu'Eliassen appelle la « véritable » armée rouge, arrivé du nord pour l'occasion. Mais, comme nous l'avons vu, les choses tournent rapidement à l'aigre, semble-t-il autour du partage de la rançon, et le groupe communiste quitte le terrain.

Apparemment les guérillas et les groupes de propagande ne pouvaient circuler en toute sécurité dans la région qu'avec la protection des bandits locaux, lesquels se trouvaient sur leur propre terrain et pouvaient par conséquent imposer leurs conditions. En fait, ce que décrivent Eliassen et Todd dans les documents que j'ai vus, et que confirment d'autres sources, c'est la porosité totale entre divers groupes entre lesquels les gens circulent sans la moindre difficulté — ou faudrait-il plutôt dire, entre des groupes largement composés des mêmes individus, lesquels changent d'état au gré des circonstances : ils sont tour à tour hors-la-loi, soldats, paysans, voire employés de la CIFRC — et à l'occasion, sympathisants communistes. Eliassen nous dit par exemple que parmi le groupe de guérilleros et de bandits qui s'est emparé de lui il a retrouvé quelques hommes qu'il connaissait parce qu'ils avaient travaillé sur le canal comme ouvriers ou comme fournisseurs, et qu'ils étaient d'ailleurs prêts à se remettre à son service s'il y avait un nouveau chantier ; de même, il note que la plupart des hors-la-loi ont été soldats à un moment ou à un autre, et c'est un fait que la démobilisation de diverses unités à la suite de la défaite ou du limogeage de leurs chefs était alors une cause majeure de la prolifération du banditisme dans la région.

Mais c'est à coup sûr le personnage de Miao Jiexiang, le chef des bandits, qui est le plus remarquable de tous, en ce qu'il semble incarner tous ces « états » à la fois — bandit, soldat, paysan, employé du chantier ; et en même temps on lui prête une influence qui ne laisse pas d'impressionner — à tel point que dans son roman Eliassen en a fait une sorte de saboteur maléfique, doté du don d'ubiquité et présent à chaque détour de son histoire avec ses lunettes bleutées (détail inventé ?). Miao, nous dit Eliassen (mais, cette fois, dans le mémoire rédigé tout de suite après son enlèvement), vient du Village des Miao, qui se trouve à quelques kilomètres au nord-est de Yuejiapu, et où lui-même et Chuan ont été gardés pendant trois jours avant qu'on les emmène plus loin dans la montagne (c'est probablement le « village des Miao de l'ouest » 西苗村 qu'on trouve sur les cartes modernes, lesdits Miao étant supposés s'être installés là à la fin des Qing). Eliassen, qui l'aperçoit brièvement au moment de sa capture, l'avait déjà croisé dans le passé : il travaillait alors pour le bureau d'irrigation du Shaanxi, lequel était chargé de creuser les principaux canaux de distribution dans la plaine, et apparemment il s'occupait de transporter la paye : d'après Eliassen il avait « probablement convoyé plus de 300 000 *yuan* depuis Xi'an jusque dans le Weibei », sans encourir apparemment le moindre soupçon de malhonnêteté. On disait aussi qu'il avait été un officier dans les forces d'un certain général Ma Qingyuan 馬青苑, qui s'était mutiné l'année précédente dans la haute vallée de la Wei — mutinerie dont la répression avait été catastrophique pour les finances, combien fragiles à ce moment, du Shaanxi⁶⁰ ; Miao était donc, en plus du reste, un ancien militaire.

⁶⁰ Cf. Wen Si, *Wo suo zhidao de Yang Hucheng*, p. 44 : Ma est chef d'un régiment de gardes (警備師) et se soulève à Tianshui (sur la Wei dans l'E du Gansu) ; la rébellion est réprimée par Yang Hucheng, mais Ma s'enfuit à Nankin où il est protégé par Chiang Kai-shek. Li Weicheng, in *Shaanxi WSZL xuanji* 16, p. 96, dit que l'opération a causé de très grosses pertes à la banque provinciale du Shaanxi.

Et il faut croire que c'était quelqu'un d'important. Lorsque Todd et Li Yizhi prennent en main les négociations pour la libération d'Eliassen, la première personne à qui ils s'adressent, en le menaçant d'arrêter tous les travaux s'il ne revient pas à des sentiments meilleurs, eh bien, c'est toujours Miao, à qui Todd s'adresse en tant que « chef de l'association paysanne du Weibei ouest » (autre casquette) — et là, je me demande s'il ne faut pas comprendre qu'il s'agit d'une de ces associations créées pour protéger les intérêts des paysans pauvres, « de gauche » en quelque sorte, qui fleurissaient pendant les périodes de poussée révolutionnaire (comme en 1927 dans notre région), ce qui expliquerait la facilité des contacts de Miao avec les communistes. Et enfin, on apprend qu'avant même l'arrivée de Todd sur les lieux, et alors que le gouverneur Yang Hucheng tentait sans succès de trouver une solution, Li Yizhi lui-même a écrit personnellement à Miao pour lui demander de relâcher les deux captifs, ce qui suggère à quel point Miao doit avoir été un personnage connu de tout le monde, aussi bien pour ses services de convoyeur de fonds pour la CIFRC que pour ses activités criminelles, ou au moins, d'opposition. Miao a d'ailleurs répondu pour dire qu'il considérait Li Yizhi comme un ami et qu'il admirait le travail de la Commission, mais que ses hommes en avaient personnellement contre Eliassen.

Eliassen, pour sa part, affirme qu'il n'en était rien ; autrement dit, si on l'a enlevé, c'était très certainement pour obtenir une forte rançon (et aussi, dans le cas des communistes, pour embarrasser le gouvernement et les impérialistes), et non pour se venger. Parmi les gens qui l'ont capturé Eliassen mentionne un seul personnage, qui avait été chef d'équipe sur le chantier et qui lui en voulait parce qu'on avait cessé de le payer pour insuffisance notoire de travail, et qui s'était même fait casser la figure par ses hommes puisque l'argent n'arrivait plus ; il essaye d'exciter les communistes contre Eliassen et voudrait bien le faire fusiller, mais au bout du compte ça ne donne lieu qu'à quelques échanges d'arguments. En revanche les autres anciens travailleurs devenus bandits ne manifestent aucun mécontentement à son égard ; au contraire ils ne demandent qu'à travailler, car ils étaient plutôt bien payés.

Le plateau et la plaine

Cela étant, même si Eliassen n'était pas nécessairement en cause personnellement, il semble hors de doute que la construction du canal Jinghui n'avait pas fait que des heureux, et qu'en particulier un certain nombre de gens avaient été expropriés sans dédommagement. Je reviendrai sur ce point tout à l'heure. Mais dans le cas présent ce n'étaient pas ceux-là qui s'étaient emparés d'Eliassen : c'étaient des habitants de la région qu'on appelle souvent « le plateau » dans les sources, qui, eux, ne bénéficiaient pas de l'irrigation. Et là, il faut bien comprendre la topographie de cette région du Weibei-ouest. Le « plateau », et même le « highland plateau » selon les termes d'Eliassen, n'est en fait pas si élevé que cela : ce sont les terrasses qui bordent la plaine au nord, au pied des montagnes, à l'est de Yuejiapu et de la tête du canal ; la différence d'altitude avec la plaine est d'une centaine de mètres à peu près. Dans son roman Eliassen décrit des meetings fort pittoresques, et même très agités, au moment de ses premières investigations en compagnie de Baker, où s'affrontent partisans et adversaires d'un grand projet qui permettrait d'irriguer ces terrasses en amenant l'eau de la Jing par un tunnel débouchant non loin de Yuejiapu — c'était le grand plan de Li Yizhi, formulé en 1924, et invoquant le précédent mythique du canal Zheng Guo de la dynastie des Qin, et l'on peut la voir de façon assez approximative sur un croquis publié en 1926 la superficie qui aurait dès lors bénéficié de l'irrigation (cf. ci-dessous).

En fait Eliassen construit une bonne partie de son roman autour de cette opposition et des sourdes manœuvres des habitants du plateau — dont le fameux Miao est un des chefs — pour saboter le projet plus modeste que la CIFRC a décidé de réaliser ; et aussi de leur désir de vengeance, car ils avaient spéculé sur des terres dont ils escomptaient qu'elles seraient un jour irriguées et prendraient beaucoup de valeur, et qu'ils ont fini par comprendre qu'il n'en était

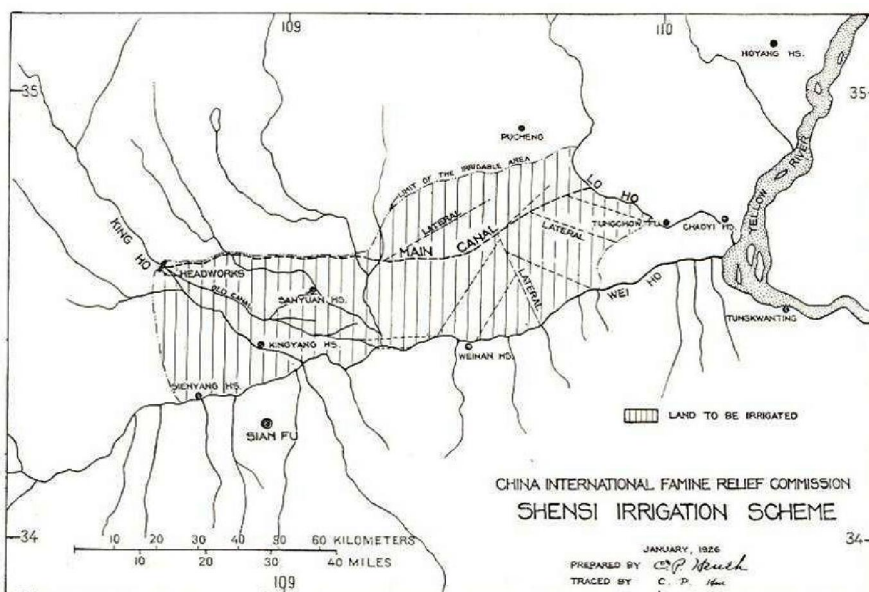


FIG. 82—The Wei Ho valley is the richest grain-growing area of Shensi but is subject to frequent drought.

plus question : en fait cette vengeance (toujours dans le roman), c'est, justement, le kidnapping.

À vrai dire rien de tel n'est suggéré dans le mémoire rédigé par Eliassen un mois après son aventure (et vingt ans avant son roman), et la réalité est probablement plus simple : il a été victime d'un coup monté par une alliance d'activistes communistes et de bandits locaux qui ont voulu

tirer parti de la présence dans ce lieu isolé, et hors d'atteinte des autorités, d'un étranger — et qui plus est, pour les communistes, d'un représentant de la CIFRC impérialiste — dont on pourra tirer une riche rançon.

Quoi qu'il en soit, dans le roman comme dans la réalité que décrivent les archives le plateau c'est le « bandit-land », le pays des bandits. À la fin de son témoignage Eliassen émet l'hypothèse qu'un pourcentage élevé des habitants des hautes terres pratiquent le banditisme : sans doute tous les jeunes, qui vont piller les villages environnants les nuits où on peut circuler au clair de lune ; quant à leurs aînés, s'ils ont cessé de participer à de telles aventures, ils restent complices, et c'est ce qui explique que la loi du silence règne dans les villages — et c'est aussi pourquoi, lorsque les chefs de village ont décidé de négocier une modeste récompense (sous la menace des forces armées transférées sur les lieux), il est clair qu'ils savent parfaitement où se trouvent les deux captifs. Et la conspiration peut aller loin : si les bandits et les soldats des forces gouvernementales semblent tellement bien au courant de leurs mouvements respectifs, c'est parce qu'ils sont tous cousins, ou même complices.

Eliassen, comme d'ailleurs tout le monde, attribue cette situation à la famine et aux combats qui ont affligé toute la région depuis une douzaine d'années, dont la conséquence est que pour les habitants de ces piémonts particulièrement misérables le banditisme et la violence sont le plus sûr moyen de survivre : ainsi a-t-il pu voir, pendant qu'on le menait de cache en cache, que les bandits tenaient prisonniers de simples paysans qu'ils avaient kidnappés et dont ils essayaient d'obtenir une rançon. Et il conclut son mémoire sur ces mots : « Tous les missionnaires ici qui ont vécu [dans la région] les quinze dernières années se souviennent du temps où ils pouvaient circuler aussi librement que dans les rues de Shanghai ou de Tianjin. Pendant l'été, ils voyageaient de nuit à cause de la chaleur. À présent ils peuvent à peine se déplacer. »

Comme nous l'avons déjà vu, ce problème de l'insécurité reste aigu dans tout le Nord-Ouest, et pas seulement dans le « pays des bandits » des hautes terres au nord du Weibei. Par définition, les projets de développement comme la route Xilan ou le canal Jinghui ont pour objectif de réduire la misère qui continue de régner dans presque toute la région en favorisant le développement économique et en contribuant à combattre plus efficacement la famine, voire à l'annuler complètement là où des dispositifs d'irrigation performants peuvent être mis en œuvre ; et du coup le banditisme et l'insécurité devraient disparaître d'eux-mêmes.

En 1933, au Shaanxi ou au Gansu, on n'en est donc pas encore là : bien au contraire, les incidents comme ceux que je viens d'analyser sont pour la CIFRC un motif pour se plaindre bruyamment (et même très bruyamment dans les correspondances privées) de l'inefficacité des autorités lorsqu'il s'agit de garantir la sécurité de ces chantiers que leurs promoteurs considèrent précisément (et à juste titre) comme cruciaux pour l'édification d'une prospérité future. D'un autre côté, grâce en partie — mais en partie seulement — aux réalisations de la CIFRC, la situation n'est quand même plus ce qu'elle était au sortir de la grande famine de 1930. À tout le moins, des zones limitées, mais relativement peuplées, et économiquement importantes, comme le Weibei, sont en passe de sortir du cercle vicieux du sous-développement. Même s'il n'est pas encore complètement achevé, le système d'irrigation du Weibei *existe*, et il a commencé de fonctionner (et je reparlerai en détail de son impact). Dès lors, l'attaque dont a été victime Eliassen — l'un des principaux bâtisseurs du système, et le principal employé sur place de l'organisation qui en a rendu la réalisation possible — apparaît d'une certaine manière incongrue, voire scandaleuse, et on s'attendrait à ce qu'elle suscite au moins l'indignation des bénéficiaires directs et indirects de l'entreprise.

Popularité et impopularité du canal

Et de fait, il y a eu des réactions, plus précisément des protestations émanant de la population locale. Dans son mémoire rédigé après coup Eliassen dit qu'il a été informé plus tard, mais sans pouvoir le vérifier, qu'au premier jour de sa captivité (alors qu'ils étaient encore à Yuejiapu) un nombre important d'« anciens » des villages environnants étaient venus supplier qu'on relâche les captifs — mais évidemment sans succès. Plus intéressant, Todd parle dans sa lettre à Baker d'une campagne organisée par Li Yizhi en personne pour mobiliser les paysans du Weibei afin qu'ils interviennent auprès des ravisseurs d'Eliassen et Chuan : plusieurs centaines de paysans, dit-il, se seraient ainsi rendus chez les bandits (au village des Miao, suppose-t-on) pour intercéder en faveur des captifs, et en plus de cela ils étaient porteurs d'une pétition portant un millier de noms ; mais la démarche n'a pas eu d'effet, car le chef des bandits (i.e. Miao) leur ordonne de retourner chez eux s'ils ne veulent pas se faire tirer dessus par ses acolytes.

Cet épisode, dont il n'y a pas à douter de la réalité, mais sur lequel nous n'avons malheureusement que les quatre lignes qui y font allusion dans la lettre de Todd, me semble particulièrement intéressant, ou disons, symbolique. Les paysans pétitionnaires venaient très certainement de la zone qui profitait déjà de l'irrigation à ce moment — et cela correspondrait bien à la façon dont ils ont été reçus par Miao, qui, lui, représentait l'autre partie de la société du Weibei, celle qui n'avait aucun avantage à attendre de la nouvelle irrigation ; et si tel est bien le cas, ces paysans pétitionnaires se trouvaient en quelque sorte pris entre ce que l'on pourrait appeler l'ancien et le nouveau monde : l'ancien monde, c'est celui de la totale soumission aux aléas du climat et, quand les choses vont mal, du recours à la violence comme dernier ressort, et à la limite comme mode de vie ; le nouveau monde, par contraste, c'est celui de l'agriculture irriguée, donc protégée des aléas du climat — ou *de nouveau* irriguée, puisqu'elle l'avait été anciennement, mais bénéficiant à présent des acquis de la science et de la technologie modernes. Et celui qui symbolise cette modernité au Shaanxi, en ce début des années 1930, c'est incontestablement Li Yizhi, qui est alors le chef très respecté du bureau hydraulique de la province, mais dont nous verrons aussi que sa vision va beaucoup plus loin que celle d'ingénieurs hydrauliciens comme Todd ou Eliassen, si talentueux soient-ils — et dont nous verrons surtout que c'est une vision enracinée à la fois dans la science, qu'il a apprise à l'étranger, et dans sa compréhension intime d'un environnement à la fois physique et socio-politique qui est après tout celui où il est né. Et je trouve donc assez remarquable de voir ainsi Li Yizhi s'employer à mobiliser les paysans du Weibei — on aurait aimé avoir au moins une indication sur la façon dont il s'y est pris concrètement — afin qu'ils s'engagent

eux-mêmes pour protéger leur acquis, et en même temps leur avenir, puisque aussi bien la CIFRC, ou du moins Todd, a menacé de tout arrêter si Eliassen n'est pas libéré.

Cet épisode me paraît donc tout à fait symbolique, et j'ajouterai encore que les habitants de la région qui se sont manifestés pour tirer Eliassen d'affaire et empêcher que les travaux en cours sur le système d'irrigation du Weibei ne soient interrompus semblent avoir obéi à deux sortes de logique. La première, c'est ce que je viens de dire : c'est de préserver l'avenir d'une infrastructure qui est en train de tirer une partie importante du Weibei de son sous-développement, et dans laquelle ils ont un intérêt immédiat puisqu'ils en profitent directement. La seconde logique, c'est plutôt celle des habitants du « plateau », comme ces ex-travailleurs du canal qui se trouvaient parmi les bandits mais qui n'avaient pas de rancune particulière contre Eliassen, et qui se disaient au contraire disposés à travailler de nouveau pour lui — et peut-être comme ces villageois dont les « anciens » seraient venus dès le premier jour demander qu'on le relâche ; pour ces gens, en effet, le chantier du canal Jinghui, même s'il ne leur apporterait jamais l'eau, leur donnait du travail, c'était une source immédiate de revenu, ou à tout le moins de survie, pendant sa période de construction.

Cela étant, il est clair qu'il y avait aussi des mécontents. Les ingénieurs de la CIFRC (Todd ou Eliassen) ont probablement tendance à dépeindre la situation des chantiers qu'ils dirigeaient sous des traits plus riantes qu'elle n'était en réalité. On a peine à croire que les conflits tournant autour du travail se soient limités à quelque cas de personnes ou d'équipes notoirement paresseuses, inefficaces et revendicatrices, à l'instar de cet individu dont Eliassen nous dit que, parmi ses ravisseurs, il était le seul à lui garder rancune parce qu'il avait fallu se dispenser de ses services. Comme je l'ai rappelé précédemment, jusqu'à plus ample informé les sources chinoises sont quasi muettes sur les aspects concrets des chantiers de travaux publics comme ceux que supervisait la CIFRC — et il y en avait bien d'autres en Chine, bien sûr, surtout pendant les années 1930. De ce fait, nous n'avons d'autre choix que de nous tourner vers des auteurs comme Todd, qui, eux, ont au contraire une indubitable tendance à la verbosité, ou à tout le moins à la discursivité, car après tout il s'agissait pour eux de présenter au public occidental cette chose tout à fait exotique qu'est un grand chantier chinois où s'activent des milliers de coolies travaillant, quasiment, avec leurs mains, sous le leadership éclairé d'ingénieurs occidentaux. Et les relations de travail telles qu'ils les décrivent sont placées sous le signe d'un paternalisme pour lequel il ne peut pas y avoir de problèmes autres que découlant du comportement de quelques individus isolés.

Et j'ajoute que, du fait de l'absence de sources chinoises un tant soit peu concrètes sur ce sujet, nous ne savons pour ainsi dire rien de la façon dont fonctionnaient les chantiers régis non par la CIFRC, mais par les autorités chinoises : comment les travailleurs y étaient traités, et payés, etc. Après tout — en plus de la mobilisation de l'armée, qui était fréquente mais qui concernait plutôt des travaux routiers — la pure et simple *réquisition* (par opposition aux secours en échange de travail dans les zones de famine), c'est-à-dire le travail corvéable, restait une possibilité, pas toujours d'une parfaite légalité, mais considérée comme tout à fait normale sous certaines conditions, au moins pour des projets publics d'importance locale. On en a l'exemple à la même époque dans le bassin de la Huai (entre celui du fleuve Jaune et celui du Yangzi), pour un projet qui, pour le coup, n'était pas d'importance simplement locale mais concernait au contraire une très vaste région : il s'agissait de creuser un canal dans le nord du Jiangsu, qui devait drainer les eaux de la Huai directement jusqu'à la mer — l'un des grands projets du gouvernement nationaliste dans la première moitié des années 1930 (Li Yizhi était d'ailleurs un des principaux ingénieurs responsables, au moins au début), sur lequel nous disposons d'une étude relativement fouillée, et très intéressante, par David Pietz⁶¹. Il s'agissait d'un chantier colossal — sans comparaison avec celui du Weibei —, qui requérait

⁶¹ David A. Pietz, *Engineering the State : The Huai River and Reconstruction in Nationalist China, 1927-1937*, New York, Routledge, 2002 ; notamment p. 104-116.

des masses énormes de travailleurs, et pour lequel les financements manquaient. Pour donner un ordre de grandeur, l'une des estimations considérait qu'en réquisitionnant les travailleurs dans les districts avoisinants (au lieu de les payer à la tâche), on arriverait à faire redescendre le devis de 16 à 6 millions de *yuan* (le devis initial du canal Jinghui était de moins d'un million). La conscription a été effectivement légalisée et organisée dans ce cas, par le canal des gouvernements de district et des systèmes de quadrillage de la population (*baojia*) remis à la mode par le gouvernement nationaliste à ce moment — mais avec une quantité de problèmes, avec beaucoup de résistances, et avec des rendements décevants.

Si je mentionne tout cela, c'est parce qu'il n'est pas impossible que le « travail volontaire » ait été occasionnellement requis, fût-ce de façon détournée, pendant certaines phases du projet du Weibei — concernant la partie inférieure du dispositif en tout cas, celle qui était sous la responsabilité de Li Yizhi, ou du moins de son bureau (car Li Yizhi lui-même a été absent de la province pendant de longues périodes au moment de la construction du canal Jinghui). Eliassen y fait vaguement allusion dans son roman : il raconte par exemple qu'avant l'inauguration du canal on aurait fait travailler d'arrache-pied les paysans pour qu'ils aplanissent leurs champs (i.e. en vue de l'irrigation) suivant les instructions du nouveau bureau national d'hydraulique, et cela sous la supervision sourcilleuse (et même brutale quand ça commence à traîner) de soldats qui ont été mobilisés pour la circonstance, et qui sont d'autant plus énervés que le magistrat de Jingyang s'est révélé dans l'incapacité de les payer, comme il était supposé le faire.

Mais, encore une fois, c'est un roman, qui parfois suit le témoignage officiel d'Eliassen à la lettre, mais parfois aussi semble décrocher de la réalité pour se lancer dans des développements tout à fait... romanesques, justement. De ce fait il est bien sûr impossible de le traiter comme une source historique. Mais cela me paraît une évidence de dire que l'affaire du Weibei n'a certainement pas pu aller sans tensions, sans frustrations et sans contestations du côté de la force de travail, ni peut-être sans abus du côté des maîtres d'œuvre (que ce soit la CIFRC ou le gouvernement du Shaanxi), et finalement sans que certains aient fini par considérer qu'ils avaient été injustement exploités, voire qu'on s'était moqué d'eux. Et peut-être s'en trouvait-il, malgré les dénégations d'Eliassen, parmi ses ravisseurs.

Il y avait donc des mécontents ; mais pas seulement du côté de la force de travail. Il y avait aussi ceux dont la vie quotidienne avait été bouleversée par cet immense chantier, et, plus spécialement, ceux qui y avaient perdu une partie de leur patrimoine. Et là il me faut revenir un moment sur un problème auquel j'ai déjà fait allusion, qui est celui des *expropriations*. Ce problème concernait bien sûr l'ensemble des grands travaux d'infrastructure à l'époque, non seulement les dispositifs hydrauliques, mais aussi les routes et les voies ferrées. Comme partout ailleurs dans le monde — en tout cas partout où le droit de propriété est reconnu, comme il l'était dans la Chine républicaine, et aussi bien impériale d'ailleurs — il faut dégager l'emprise (ou « right-of-way », litt. « droit de passage ») des ouvrages d'utilité publique qu'on s'apprête à édifier, et indemniser en proportion les propriétaires des terrains expropriés. Simplement, s'il n'y a rien à redire contre le principe, encore faut-il que son application soit équitable et systématique — qu'elle soit considérée comme *acceptable* par les intéressés ; autrement dit cela suppose non seulement une législation appropriée, mais aussi un gouvernement fort et une justice indépendante.

Tout indique que dans la Chine républicaine il y avait là un vrai problème (c'est toujours le cas aujourd'hui, d'ailleurs). Pour les ingénieurs étrangers qui venaient travailler en Chine, c'était en fait un des principaux obstacles à une politique efficace d'infrastructures. Ainsi (pour donner un exemple formulé de façon particulièrement claire) John Freeman, un ingénieur hydraulicien qui était considéré comme un maître par les Américains du groupe de Todd et qui avait été le premier patron de ce dernier en Chine, en 1919-1920. À l'époque Freeman avait été engagé par le gouvernement chinois pour faire une étude sur une possible

réhabilitation du Grand Canal. Un peu plus tard, au début des années 1920, il est à nouveau sollicité, cette fois pour étudier sur le terrain un projet d'aménagement de la vallée de la Huai — ce fleuve à problèmes dont nous avons vu tout à l'heure qu'il a été l'objet d'un grand programme du gouvernement nationaliste une dizaine d'années plus tard. Mais Freeman hésite à revenir en Chine (en fin de compte il ne reviendra pas), pour toute une série de raisons qu'il énumère dans une lettre dont on trouve une copie dans les archives Todd⁶² — toute une série de raisons qui tournent autour de la notion que même les meilleurs projets n'ont que de faibles chances de voir le jour en Chine : il y a le conservatisme et l'hostilité que rencontrent les projets novateurs, il y a la difficulté à convaincre les consortiums bancaires étrangers de consentir des prêts à cause de l'instabilité du gouvernement — et il y a donc ce problème que le principe de l'expropriation (ou « *condemnation by eminent domain* » en droit américain, *expropriation* en droit canadien) n'est pas encore accepté par l'opinion publique, par manque de confiance ; ou alors, on n'arrive pas à l'appliquer parce que le gouvernement est trop faible pour imposer l'expropriation aux propriétaires qui n'en veulent pas dès lors qu'il s'agit de gens assez puissants pour pouvoir dire non. Pour cette raison des solutions techniquement préférables doivent trop souvent être sacrifiées : Freeman donne en exemple les difficultés qu'a récemment rencontrées Todd pour réaligner une section du fleuve Jaune parce que les personnes qui possèdent les terres à l'intérieur des méandres refusent de s'en laisser dépouiller. Dix ans plus tard il aurait pu citer le cas du canal Jinghui, où Eliassen se plaint beaucoup de ne pas avoir pu creuser une section rectiligne à un certain endroit dans la partie supérieure du canal parce que cela aurait obligé à sacrifier des tombes appartenant à des gens influents — et c'est Li Yizhi, peut-être plus au fait de ce genre de sensibilité, ou des rapports de pouvoir dans la région, qui l'a persuadé de laisser tomber et de conserver le tracé de l'ancien canal, plus fragile et plus coûteux à entretenir.

Il y avait donc un problème général d'*acceptation* : il fallait que les gens soient convaincus de l'avantage des nouvelles infrastructures, qu'ils n'aient pas l'impression qu'ils n'en tireraient aucun profit, ou pire, qu'ils allaient y perdre. Or, l'avantage des nouvelles infrastructures n'était pas toujours immédiatement évident en regard des sacrifices qu'elles pouvaient entraîner, même dans le cas de l'irrigation. Le genre de difficultés qu'on pouvait rencontrer à cet égard est mis en évidence dans un article très intéressant de Zhang Yuanshan, le secrétaire général de la CIFRC dont j'ai longuement parlé, publié en 1927 dans la revue de l'Association des ingénieurs chinois et américains sous le titre « *Farmer Versus Engineer* » (agriculteur contre ingénieur) : l'article est consacré à un programme d'irrigation localisé immédiatement à l'ouest de Pékin et aux difficultés soulevées par la résistance et surtout l'individualisme des propriétaires, que Zhang résume par la formule suivante : « Apparemment pas un seul ne voulait que le canal passe à travers ses terres, mais tous voulaient profiter de l'eau pour leurs récoltes⁶³. »

Mais si aucun paysan ne peut douter de l'intérêt de l'irrigation, en revanche c'est souvent différent pour les travaux routiers. Je pourrais citer dans la même revue un rapport sur l'état des routes modernes en Chine, en novembre 1922, dont les auteurs notent qu'on rencontre souvent en Chine des sections de route dans un état déplorable parce que « les paysans ont empiété sur l'emprise (pour laquelle ils n'ont jamais été remboursés) et font pousser des récoltes dans les fossés et sur les bas-côtés » ; et de même Todd dans un article de 1926 sur les routes modernes de Chine (toujours dans la même revue), où il remarque que « la majorité des paysans considèrent que les routes empiètent sur leurs terres, où en temps normal ils feraient pousser des récoltes et qui se trouvent [à présent] laissées improductives pour servir à

⁶² AT 28-4, copie communiquée à Todd.

⁶³ *Journ. Assoc. Chin. Am. Eng.*, VIII-7 (1927)

des marchands, à des fonctionnaires, et à d'autres personnes [les soldats notamment] dont le métier n'est pas de cultiver la terre. »⁶⁴

Mais c'est surtout la question du non dédommagement, ou du dédommagement insuffisant, des propriétaires expropriés, surtout des petits propriétaires dénués de poids politique, qui semble s'être posée très fréquemment ; et il est clair que cela ne pouvait que compromettre l'adhésion des populations riveraines à des projets de développement où elles ne voyaient qu'une occasion de pertes. Or, comme je l'ai déjà indiqué, c'était aux autorités locales qu'il incombait de financer l'indemnisation des propriétaires obligés de céder leurs terres au nom du « droit de passage » ; et non seulement de la financer, mais aussi de l'administrer de façon impartiale et efficace. Lorsque Todd écrit dans un de ses articles de 1923 dont je parlais l'autre jour que la coopération des autorités provinciales et locales permet de construire des routes ou des voies ferrées « pour une fraction de leur coût en Amérique », je ne pense pas qu'il veuille dire qu'une administration coopérative sera disposée à expulser les propriétaires récalcitrants *manu militari* pour accélérer les choses : c'est plutôt qu'elle saura négocier des prix bas, néanmoins considérés comme équitables, et surtout qu'elle fera en sorte que ces prix soient effectivement payés, de manière à éviter les conflits.

Or il est clair que les choses étaient loin de se passer toujours ainsi et que le problème des expropriations restait toujours au premier plan ; dans un article sur ses travaux routiers au Shandong en 1921, pour ne donner qu'un exemple, Todd, toujours lui, affirme que dès le début de l'opération la question du droit de passage s'est révélée l'une des plus urgentes à régler et a été une cause récurrente de délais, même si les autorités provinciales n'avaient en principe pas de souci financier de ce côté puisque les fonds nécessaires étaient fournis par un organisme philanthropique *ad hoc* appelé Shantung Relief Society⁶⁵.

Qu'en est-il, dès lors, du système d'irrigation du Weibei ? Je n'ai pas vu mentionné dans les sources que les problèmes d'expropriation aient notablement ralenti la marche du chantier, sauf peut-être dans le cas de cette section dont je parlais, pour laquelle il a été impossible de dégager le droit de passage nécessaire. Mais la question du remboursement des propriétaires expropriés s'est certainement posée. En tout cas, c'est ce dont on parlait. Si Eliassen ne mentionne nulle part dans le compte rendu de sa captivité qu'on lui en ait voulu parce que les expropriés n'étaient pas remboursés, en revanche c'est exactement ce qu'affirme un article sur l'affaire, apparemment très bien informé, daté du 4 juin 1933, donc quelques jours après la libération d'Eliassen, et paru dans un journal dont j'ignore le nom (il n'est pas indiqué sur la coupure que j'ai vue). D'après l'auteur de cet article, « [les deux ingénieurs] furent accusés [par leurs ravisseurs] d'être en partie responsables d'expropriations de terres pour les canaux sans que des compensations aient été payées (bien que ce soit là entièrement la responsabilité du gouvernement provincial) ⁶⁶ ». Et deux jours plus tard, dans la lettre où il rend compte de toute l'affaire à John Baker, Todd affirme à son tour que la plus grande partie des terres expropriées pour le canal n'a jamais été remboursée⁶⁷.

Ce qu'il ne dit pas, mais qu'il sait certainement, c'est que ce gouvernement provincial qu'il accuse d'être mauvais payeur pour tout, y compris les salaires de ses propres ingénieurs, est alors dans une situation financière proche de la banqueroute, pour toutes sortes de raisons, militaires notamment. C'est d'ailleurs ce qu'expliquent fort bien les souvenirs de l'ancien

⁶⁴ *Journ. Assoc. Chin. Am. Eng.*, III-11, p. 10, pour le comité des routes; VII-7 pour l'article de Todd, « Modern highways in China ».

⁶⁵ *Journ. Assoc. Chin. Am. Eng.*, II-11, p. 30-31.

⁶⁶ Coupure in AT 31-7.

⁶⁷ Dans sa lettre du même jour à K.Z. Li il dit que le négociateur envoyé auprès des bandits (un ingénieur nommé Zhang) a certainement su convaincre les plus excités d'entre eux « que nous somme neutres et pas responsables pour les actes d'oppression dont ils disent avoir été victimes, comme la saisie de terre pour le droit de passage sans compensation, l'incapacité à terminer les canaux latéraux de telle sorte qu'ils puissent tous avoir de l'eau tout de suite, etc. »

directeur de la banque provinciale du Shaanxi que je citais la semaine dernière ; et c'est de ce point plus général — la situation économique dans la région en 1933 et les perspectives de sortie de la crise qui semblent néanmoins se dessiner, que je parlerai la prochaine fois.

5/3/08

Conséquences de l'affaire Eliassen

J'ai consacré une bonne partie de mes considérations la dernière fois à ce qu'on pouvait tirer comme enseignements des sources relatives à l'affaire Eliassen — donc à son enlèvement en compagnie d'un collaborateur chinois, en mai 1933, par des bandits alliés à un groupe de propagande communiste, et aux efforts de la CIFRC et du gouvernement pour les tirer d'affaire. Comme nous l'avions vu, au moment où se produit cet incident le chantier du système d'irrigation du Weibei est toujours actif : à quelques kilomètres en aval du lieu où à eu lieu l'enlèvement on est en train de creuser une partie des canaux de distribution qui n'avaient pu être achevés au moment de l'inauguration du canal principal, un peu moins d'un an plus tôt. Autrement dit, la réalisation de cette infrastructure, qui doit jouer (et qui joue déjà, partiellement) un rôle majeur dans le décollage économique de la région semble être en bonne voie. Pourquoi, alors, s'attaquer à ceux qui en sont responsables ? Le problème est qu'à court terme la situation sur le site du Weibei demeure extrêmement précaire ; et s'il en est ainsi c'est d'abord à cause d'un nouvel épisode de sécheresse, venant après cinq années de graves ou de très graves difficultés. La famine sévit toujours dans de larges pans du Shaanxi — Eliassen dit quelque part que 1933 a été une année de récoltes catastrophiques sur toutes les hautes terres, notamment à Sanyuan et dans les parties élevées de Jingyang, là justement où il a été kidnappé —, et c'est là l'explication première de l'anarchie et de l'insécurité qui continuent de régner.

Eliassen a été enlevé à la tête du canal, c'est-à-dire à la lisière des hautes terres déshéritées qui dominant la zone du Weibei au nord, de ce « plateau » dont j'ai parlé, où l'irrigation est impossible et où rien de pousse quand la pluie ne tombe pas. Cette région, qui est située à une cinquantaine de kilomètres seulement de la capitale provinciale, est coupée de tout, et pendant toute cette période c'est un foyer notoire de banditisme. Mais si l'incident a fait tant de bruit, c'est évidemment parce que la principale victime n'était pas un de ces malheureux paysans qu'Eliassen et son compagnon avaient aperçus au passage, capturés par les mêmes bandits et cachés dans des grottes en attendant que leur famille paye une rançon, mais *un étranger*, et qui plus est, bien connu dans la région, un ingénieur important employé par l'organisation qui avait été le principal maître d'œuvre du nouveau système d'irrigation — la CIFRC — et qui continuait de travailler à son achèvement.

C'était donc un incident extrêmement embarrassant pour les autorités provinciales du Shaanxi, en un sens plus embarrassant encore que l'assassinat du missionnaire Tornvall un an plus tôt, dans la mesure où il n'y avait apparemment pas de coup tordu par derrière et que le gouvernement avait été réellement pris par surprise, en flagrant délit d'incompétence, en quelque sorte. Et c'est pourquoi les autorités ont activement participé aux efforts pour sauver les deux captifs, et qu'elles ont remboursé sans trop se faire prier les sommes engagées pour payer les récompenses promises au moment de la libération des deux otages, y compris les \$2000 soi-disant payés à ses gardiens par Chuan, en fait détournés par lui.

Mais Todd reste extrêmement remonté contre ce qu'il appelle quelque part le « soi-disant gouvernement provincial », qu'il accuse soit d'être complice (dans le cas de l'affaire Tornvall) soit d'être impuissant à protéger le personnel de la CIFRC, qui n'a pas d'autorité sur ses troupes, et qui de toute façon traîne systématiquement des pieds pour assumer ses obligations financières. Todd en profite pour remettre la pression (notamment par l'intermédiaire de son ami et allié Li Yizhi) afin que soient versés sans aucun délai plus de 13 000 dollars encore dus pour le règlement de l'affaire Tornvall, et il menace de cesser toute collaboration au Shaanxi si tout n'est pas promptement réglé ; il se dit d'ailleurs convaincu que Yang Hucheng cédera. Son seul problème, peut-être, c'est qu'il n'a pas autorité pour agir au nom de la CIFRC et

qu'il n'est pas sûr d'être appuyé par celle-ci, notamment par le secrétaire général K.Z. Li et « d'autres de nos amis chinois », lesquels semblent peu soucieux d'entrer en conflit avec le gouvernement du Shaanxi. John Baker, avec qui Todd est en correspondance régulière sur toutes ces affaires, est tout aussi négatif sur le Shaanxi, qu'il qualifie dans une lettre de « place on the edge of nowhere » (un endroit au bord du néant) ; mais d'un autre côté il est lui aussi opposé à l'idée d'abandonner une province où les besoins en secours contre la famine sont actuellement plus urgents que nulle part ailleurs, et où la CIFRC possède une grande expérience ; et il estime par conséquent qu'il faut accepter les risques.

Pour Todd comme pour Baker, il est intéressant de le noter au passage, l'antithèse du Shaanxi et du désordre qui y règne, c'est la province voisine du Shanxi, où Todd est engagé à ce moment dans un vaste programme de relevés et d'études préparatoires, financées par la province, en vue d'édifier divers ouvrages d'irrigation et de protection contre les inondations. Au Shanxi, dit-il à maintes reprises, la coopération et la sécurité sont parfaites. Le gouverneur de la province, le célèbre seigneur de la guerre Yan Xishan 閻錫山 (1883-1960), a été l'homme fort du Shanxi pratiquement sans interruption depuis la révolution de 1911 jusqu'à ce qu'il soit chassé de son domaine par les communistes en 1949. À l'époque qui nous concerne il est engagé dans un grand plan de modernisation de sa province (les Occidentaux l'appelaient souvent le « gouverneur modèle »), et Todd entretient les meilleures relations avec son gouvernement et ne manque pas une occasion de dire tout le bien qu'il en pense : comme il l'écrira dans une lettre un an plus tard, « ç'a été un plaisir de travailler au Shanxi, tant on se sent apprécié des autorités, et en particulier du gouverneur⁶⁸ ». En fait Todd entretient de grands espoirs, qui ne se réaliseront d'ailleurs pas, au Shanxi, où il pourrait enfin faire travailler son département d'ingénierie à plein temps sans être nécessairement lié par les circonstances de famine, autrement dit sans risquer périodiquement d'avoir à congédier son équipe faute de financements. Et ceci, encore une fois, dans une atmosphère de coopération confiante, et en toute sécurité.

Shao Lizi

Pour revenir au Shaanxi, les propos sévères que je viens de rappeler ont été tenus en pleine affaire Eliassen. Quelques mois plus tard, pourtant, et comme je l'avais noté, le ton semble être devenu assez différent : c'est qu'entre temps il y a eu la découverte du détournement de fonds de Chuan, dont j'ai parlé la dernière fois, et qui était embarrassant, cette fois, pour la CIFRC. Et d'autre part Todd s'est trouvé en face d'un nouveau gouverneur, extrêmement différent de Yang Hucheng, dont j'ai déjà donné le nom, Shao Lizi. Qui était exactement Shao Lizi ? À vrai dire il n'est pas facile de définir en quelques mots le personnage — et en fait, même en prenant le temps nécessaire je ne suis pas sûr qu'on y arriverait, tant il semble avoir eu de multiples facettes et avoir fonctionné, si je puis dire, à plusieurs niveaux ; et les écrits le concernant auxquels j'ai eu accès ne sont en général pas d'un très grand secours, parce qu'ils proposent des interprétations partisans, voire hagiographiques, donc unidimensionnelles, alors que Shao Lizi, encore une fois, était non seulement un intellectuel de haute volée, mais aussi quelqu'un de très complexe⁶⁹. Mais enfin, on peut quand même tirer de cette littérature

⁶⁸ AT 31-1, Todd à Baker, 31/7/34.

⁶⁹ Zhu Shunzuo 朱順佐, *Shao Lizi*, Shijiazhuang, Huashan wenyi chubanshe, 1997 (dans la coll. 著名民主人士傳記叢書). On mentionne du même auteur un *Shao Lizi zhuan*, Hangzhou, Zhejiang daxue chubanshe, 1988. Il y a une brève biographie signée de son épouse Fu Xuewen 傅學文 (cf. *infra*) : « Shao Li zi shengping jianshi » 邵力子生平簡史, *Wenshi ziliao xuanji* 67 (1980), p. 95-127, qui ne contient presque rien sur son passage au Shaanxi, en dehors de quelques généralités ou banalités (p. 104-106). Il ne semble rien y avoir sur lui dans les *WSZL* du Shaanxi. *Heping laoren Shao Lizi* 和平老人邵力子 (Pékin, Wenshi ziliao chubanshe, 1985) est une collection de témoignages essentiellement hagiographiques sur Shao Lizi.

quelques faits, encore que pour ce qui nous intéresse (i.e. les politiques de développement au Shaanxi) cela reste malheureusement assez limité.

La carrière publique de Shao Lizi est assez bien connue. C'était un natif de Shaoxing au Zhejiang (il y est né en 1882), mais ses débuts ressemblent à ceux de beaucoup de révolutionnaires du Shaanxi dont j'ai eu l'occasion de parler ces dernières années — et dont il a parfois croisé la route, très tôt. Par exemple, à Shanghai pendant les dernières années de la dynastie des Qing, Shao Lizi et Yu Youren font paraître ensemble divers périodiques d'opposition. (J'ai eu souvent l'occasion de parler de Yu Youren 于右任, le patriarche de la révolution sunyatsénienne au Guanzhong, dont apparemment Shao Lizi est toujours resté très proche, y compris dans les coups durs que ne ménageait à personne la vie politique sous le régime nationaliste.) Comme Yu Youren, et à peu près au même moment (en 1906 en l'occurrence), Shao Lizi est allé étudier au Japon, il y a rencontré Sun Yat-sen, et il est devenu un des adhérents de la première heure de la Ligue jurée. Pendant les années qui suivent la Révolution de 1911 (où il vit à Shanghai, comme journaliste et comme professeur), il reste un disciple inconditionnel de Sun Yat-sen et un membre actif des partis successifs fondés par celui-ci, dont en dernier lieu le Guomindang ; et pour cette raison il sera toujours considéré comme un des « grands anciens » du Guomindang (*yuanlao*) — là encore, comme Yu Youren.

Là où ça se complique, c'est qu'après le mouvement du 4 mai 1919 Shao Lizi a été gagné aux idées marxistes qui commençaient à circuler parmi un certain nombre d'intellectuels, et qu'il semble bien avoir été un membre actif du groupe qui a préparé la fondation du Parti communiste chinois, à Shanghai en 1921. Il appartient apparemment au parti entre 1921 et 1926⁷⁰, mais cela ne l'empêche pas de rester en même temps un membre éminent du Guomindang (d'autres hiérarques du parti nationaliste ont suivi un parcours similaire) ; la double appartenance n'avait d'ailleurs rien d'impossible à cette époque, et elle a même été, si l'on peut dire, légalisée à partir de la création du premier front uni en 1923. Il aurait volontairement quitté le PC en 1926 avant d'aller représenter le Guomindang comme « parti ami » au 7^e congrès du Komintern à Moscou, à la demande de Chiang Kai-shek. En tout cas, c'est en sa qualité de « grand ancien » du Guomindang que Shao Lizi a été pendant de longues années, jusqu'en 1949 en fait, un proche conseiller de Chiang Kai-shek, et qu'il a occupé de nombreuses charges dans les hautes sphères de l'État nationaliste. Son premier poste, c'est en 1925, après qu'il a dû quitter Shanghai pour éviter d'être arrêté : il se rend à Canton, où les deux partis sont en pleine idylle sous la houlette des conseillers soviétiques, et il devient chef du secrétariat de l'Académie militaire de la Whampoa (黃埔軍校秘書處處長) (son supérieur direct est Zhou Enlai, à qui il succédera comme responsable politique de l'Académie) ; puis, Chiang Kai-shek (qui était directeur de l'Académie militaire) le prend comme secrétaire au moment du départ de l'Expédition au Nord (en 1926). Quand Shao Lizi rentre de Moscou après y avoir passé environ un an, en 1927, la rupture entre Chiang Kai-shek et les communistes, qui s'est soldée par une répression sanglante, est consommée. Pourtant Shao Lizi accepte assez vite, mais semble-t-il sous certaines conditions, de reprendre du service avec Chiang Kai-shek, dont il va donc devenir un conseiller très influent.

Or il se trouve qu'une récente biographie de Mao Zedong, à prétentions académiques (par Jung Chang et Jon Halliday), dont la publication a soulevé pas mal de vagues, affirme qu'en réalité, pendant tout ce temps passé au service de Chiang Kai-shek, Shao Lizi était une taupe communiste, ce que d'ailleurs Chiang Kai-shek savait très bien. (Le même ouvrage fait la même « révélation » à propos de trois généraux fameux du Guomindang, et prétend que c'est pour cela qu'ils ont volontairement conduit leurs troupes à la défaite en 1949). Ces

⁷⁰ Fu Xuewen (n. précédente) n'en fait aucune mention, bien qu'elle parle de l'influence qu'a eue sur lui Chen Duxiu en l'initiant au marxisme, et dit au contraire que dès avant la fondation du PCC il s'était éloigné du groupe communiste qu'il avait formé en 1920 après avoir rencontré à Shanghai un représentant du Komintern.

affirmations — plus encore que le portrait systématiquement négatif de Mao, qui est représenté dans cet ouvrage comme une sorte d'incarnation du mal — ont soulevé toutes sortes de controverses, et d'abord de la part des familles et des anciens compagnons d'armes des généraux en question, qui vivent toujours à Taiwan, à tel point que l'éditeur taïwanais qui avait acheté les droits de l'édition en chinois a finalement renoncé à la faire paraître. Cela étant, et sans avoir à se lancer dans des théories du complot impossibles à prouver, et en fait assez invraisemblables, tout ce qu'on peut dire, dans le cas de Shao Lizi, c'est que, s'il est peu probable qu'il ait été un membre secret du PC pendant ses 25 ans de bons et loyaux services envers Chiang Kai-shek, il n'en était pas moins connu comme un nationaliste *de gauche*, familier de la littérature marxiste (et qui ne s'en cachait pas), et ouvertement favorable à l'alliance avec les communistes pour combattre le Japon. Et c'est un fait, surtout, qu'il semble avoir beaucoup fréquenté les communistes — auxquels il s'est finalement rallié en 1949, alors qu'il faisait partie de la délégation essayant de négocier un ultime armistice. (Après cela il occupera divers postes dans les institutions de la République populaire, mais en tant que compagnon de route et non pas membre de Parti, jusqu'à sa mort en 1967 ; on a surtout parlé de lui en 1957 lorsqu'il s'est fait publiquement l'avocat du contrôle des naissances en Chine, alors que Mao insistait au contraire sur une politique nataliste, avec les conséquences que l'on sait.)

Les relations amicales qu'entretenait Shao Lizi avec les communistes étaient bien connues, et aujourd'hui ses biographes en Chine populaire tendent évidemment à monter en épingle cet aspect de sa carrière. Il semble même que la rumeur lui en prêtait plus qu'il n'y en avait en réalité. On en trouve une illustration un peu inattendue, mais que je cite pour le plaisir de l'anecdote, dans un article d'un correspondant spécial du *Times* de Londres, un certain Peter Fleming, qui a entrepris en 1935 un raid depuis Pékin jusqu'en Inde, en train et en camion, et en a publié un reportage. Fleming arrive avec ses compagnons à Xi'an le 18 février (semble-t-il) — à cette date le chemin de fer du Longhai atteint enfin la capitale du Shaanxi. Il n'y passe pas beaucoup de temps, mais voici ce qu'il dit, entre autres choses : « Bien que notre visite fût brève, nous eûmes l'honneur d'être reçus par le gouverneur de la province, le général Hsiao Li-tze [*sic*, pour Shao Lizi, mais l'auteur avertit au début qu'il ne sait que quelques mots de chinois ; et Shao Lizi n'a jamais été général, bien sûr, c'était au contraire un pacifiste, on l'appelait 和平老人] et sa jeune épouse, précédemment une communiste formée à Moscou, que son mariage (dit-on) sauva du peloton à la onzième heure. Le *Yamen* du général Hsiao, qui nous témoigna une extrême courtoisie, fait partie des bâtiments autrefois palatiaux dans lesquels l'impératrice douairière se mit à l'abri de la vengeance des puissances européennes après la rébellion des boxeurs. »

Ce dernier détail, c'est juste pour la note exotique. Mais si la seconde épouse de Shao Lizi, qui s'appelait Fu Xuewen 傅學文, était effectivement allée en 1925 étudier à l'Université Sun Yat-sen à Moscou (l'institution patronnée par le Komintern où on formait les futurs révolutionnaires chinois) — en compagnie, entre beaucoup d'autres, du fils de Chiang Kai-shek et de celui de Shao Lizi — en revanche absolument rien n'indique dans tout ce que j'ai pu voir sur elle qu'elle ait eu des activités souterraines à son retour, et en tout cas que Shao Lizi l'ait sauvée du peloton en l'épousant.

Mais apparemment c'était le genre de chose que l'on colportait autour de lui, en tout cas parmi les étrangers de Xi'an que Fleming avait fréquentés pendant son court passage (il descend chez les missionnaires, bien sûr). Mais ce qu'on note aussi dans cette anecdote, et c'est au moins un contraste avec Yang Hucheng, le prédécesseur de Shao Lizi, c'est l'empressement de ce dernier à rencontrer tous les étrangers de passage. J'en ai trouvé d'autres exemples — outre celui de Todd, qui comme nous l'avons vu avait été personnellement mandé par Shao au moment des discussions d'octobre 1933 autour de l'affaire Chuan. Ainsi, le fidèle compagnon de voyage de Todd, le doyen Johnson, raconte

leur entrevue avec Shao Lizi alors que ce dernier est encore gouverneur du Gansu, un poste qu'il a occupé quelques mois avant d'être muté à Xi'an. Lors de leur périple de 1932 au Shaanxi et au Gansu, auquel j'avais fait allusion, les deux hommes sont en effet conviés à un banquet à Lanzhou par le gouverneur — et « ancien secrétaire du président chinois [Chiang Kai-shek] », précise Johnson —, au cours duquel celui-ci leur expose les innombrables problèmes qu'il doit affronter pour développer cette région déshéritée et éloignée de tout (mais que l'on peut désormais atteindre en avion), où l'armée locale absorbe 95% des revenus fiscaux, où le niveau d'éducation est catastrophique et où, dit Johnson, les jeunes cadres idéalistes frais émoulus de Nankin « subissent un choc considérable lorsqu'ils essayent d'appliquer leurs idéaux dans le lointain Ouest ». Rien ne peut être fait sans l'aide du gouvernement central, et celle-ci est à ce moment inexistante.

Todd proposait de lancer des travaux d'infrastructure au Gansu avec l'aide de la CIFRC, et c'était assurément une bonne raison pour que le gouverneur tienne à le recevoir avec son compagnon Johnson. (De même qu'il était normal qu'il reçoive un reporter du *Times* de passage à Xi'an.) Tel n'est pas le cas en revanche d'un autre visiteur que Shao Lizi acceptera de rencontrer un peu plus tard, à Xi'an cette fois — il vient même le voir dans son hôtel : je veux parler du célèbre sinologue tchèque, Jaroslav Průšek (1906-1980) — qui n'était encore, à ce moment, qu'un apprenti sinologue séjournant en Extrême-Orient pour ses études ; c'est à cette époque d'ailleurs qu'il a laissé tomber la sinologie classique telle qu'on la pratiquait alors en Europe, et qu'il a décidé de se consacrer au domaine qui a fait sa notoriété, la littérature chinoise moderne. Průšek a raconté ses souvenirs des trois ans qu'il a passés en Chine, de 1932 à 1934 (suivis de quatre ans au Japon), dans un livre publié à Prague en pleine guerre, en 1940 (et dans une version révisée en 1947) — un livre dont il voulait faire en même temps une introduction plaisante aux choses chinoises à l'intention de ses compatriotes. Une traduction en anglais en est parue il y a quelques années sous le titre *My Sister China*. C'est en effet un livre d'une lecture très agréable et tout à fait divertissante, encore qu'on soupçonne son auteur d'en remettre parfois un peu dans le sens du curieux et du pittoresque — et il n'est pas toujours très précis sur les dates et les lieux. Quoiqu'il en soit, on y trouve le récit d'un voyage à Xi'an qu'en combinant divers indices on arrive à dater de mars 1934.

Après un voyage dantesque en autobus depuis Tongguan, sur une route transformée en bourbier par la pluie (ils doivent terminer à pied en pleine nuit), Průšek et son compagnon de voyage descendent dans un hôtel qui semble tout avoir du galetas. Ils envoient leurs cartes de visite au gouverneur, en même temps qu'une lettre d'introduction d'un professeur de Pékin ; et à leur grande surprise ils voient bientôt débarquer Shao Lizi avec son escorte d'officiers impeccablement sanglés — « un homme plutôt petit avec une expression déterminée, visiblement accoutumé à donner des ordres ». Les deux voyageurs s'excusent abondamment de l'avoir dérangé, ce n'est pas du tout ce qu'ils attendaient, etc., mais Shao Lizi les interrompt — et là le plus simple est de citer le passage, qui n'est pas très long :

Shao Lizi agite la main : « Ne vous excusez pas, je voulais venir vous voir. » Et il commence à poser des questions, m'interrogeant sur mon domaine d'études, et mon ami sur son travail à l'université ; ses questions sont précises et pénétrantes, révélant une solide connaissance de la situation. Il continue en nous interrogeant sur l'Europe, sur les conditions dans notre pays et ailleurs, et sur les écoles — lui aussi est fondamentalement un intellectuel, ce n'est ni un militaire ni un politicien de profession. (...) Puis il continue en parlant de sa tâche ici au Shaanxi : quel travail épuisant ç'a été d'insuffler un nouvel esprit aux gens, de les réveiller du découragement où les a plongés l'usage de l'opium — oui, même les enfants fument ici, et c'est impossible de faire face à une telle masse de population simplement avec des mesures énergiques ; il est nécessaire de les éduquer, alors nous ouvrons des cliniques, nous allons dans les écoles pour expliquer aux enfants aussi

bien qu'aux adultes les effets dévastateur de l'opium, mais tout cela c'est un engagement à long terme. Au delà de ce problème, il faut encore combattre des vagues périodiques de famine — vous avez entendu parler de la famine récente dans la région, la population a été décimée, seule la rénovation de l'ancien réseau d'irrigation, qui était tombé à l'abandon sous les Mandchous, a pu communiquer l'espoir d'une amélioration durable.

La restauration du canal Jinghui grâce à des secours américains, Průšek en avait en effet entendu parler, et il savait qu'elle devait apporter la sécurité à des dizaines de milliers de gens, mais ce n'était pas grand chose, ajoute-t-il, quand on pensait à tout ce qui restait à faire en Chine.

Si je cite tout cela, c'est que ces quelques vignettes (et je reviendrai sur d'autres aperçus intéressants que nous donnent leurs auteurs au détour de leurs récits) nous font entrevoir Shao Lizi sous un jour, disons, plus immédiat que ce qu'en disent les sources chinoises, lesquelles n'arrivent pour ainsi dire jamais à s'exprimer autrement que par formules ; à moins qu'elles ne tombent dans l'histoire romancée, avec invention de dialogues et descriptions imaginées, tout aussi pleines de formules d'ailleurs, ce qui est le cas de la seule biographie complète de Shao Lizi sur laquelle j'ai pu mettre la main pour le moment, qui est essentiellement une hagiographie, avec quelques renseignements utiles mais aussi quelques erreurs grossières.⁷¹

Et si je me suis un peu attardé sur Shao Lizi (qui a été gouverneur du Shaanxi jusqu'à la fin de 1936), c'est qu'il a indubitablement contribué à ce que j'appelle la sortie du sous-développement dans la province. De même d'ailleurs, dans un style quelque peu différent, que son prédécesseur Yang Hucheng. Yang Hucheng n'était pas un intellectuel mais un soldat et un ancien bandit ; mais apparemment il avait beaucoup d'intellectuels progressistes dans son entourage, il avait un grand respect pour eux, et il savait les faire travailler. Et bien qu'il ait perdu son poste au profit de Shao Lizi, il semble que les deux hommes aient entretenu les meilleures relations pendant les années suivantes. En tout cas, tout indique qu'aussi bien Yang Hucheng que Shao Lizi se sont personnellement et fortement engagés pour promouvoir des politiques de développement, et qu'en particulier ils avaient une conscience aiguë, et certainement viscérale dans le cas de Yang Hucheng étant donné ses origines, de ce qui restait le problème à la base de tout, à savoir l'arriération et la misère rurales. La différence, sans doute, c'est que Shao, qui était à l'évidence beaucoup plus sophistiqué que Yang, et qui en outre était mieux connecté politiquement, a été capable d'en accomplir nettement plus.

Mais s'il a pu en accomplir plus c'est aussi, et peut-être surtout, parce qu'il bénéficiait d'une meilleure conjoncture (ou au moins, moins mauvaise), aussi bien au niveau national que sur place : une meilleure conjoncture climatique, déjà, mais également financière, politique, etc. En gros, ses années au Shaanxi ont coïncidé avec la trop courte période où le régime de Nankin a pu sembler être en mesure de s'engager sérieusement dans la voie de la modernisation (et je reviendrai là-dessus). En outre Shao Lizi pouvait construire sur ce qui avait été réalisé, ou envisagé, sous son prédécesseur, et qui n'était pas rien en dépit de l'état d'arriération où se trouvait encore la plus grande partie de la province au moment de son entrée en fonctions.

Cela étant, les initiatives prises par Yang Hucheng et Shao Lizi ne résument pas tout le problème. Les biographies dont on dispose sur eux, toutes publiées en Chine populaire, inclinent vers l'hagiographie, comme je l'ai dit, et elles tendent à leur attribuer systématiquement une stature de bâtisseurs solitaires et omniscients — bref, à les présenter comme des gouverneurs modèles (et c'est toujours une image très forte en Chine), admirables

⁷¹ Pour une autre entrevue avec Shao Lizi (en 1936), v. Edgar Snow, *Red Star over China* (New York, Grove Press, 1968) p. 44-45. Snow affirme de façon erronée que Shao Lizi avait été envoyé au Shaanxi pour surveiller Zhang Xueliang après son arrivée dans la province en 1935, alors qu'en fait il était gouverneur depuis plus de deux ans. Avant Shao Lizi il est allé voir Yang Hucheng.

d'engagement personnel et d'énergie, de perspicacité, de générosité, d'amour du peuple, etc., qui ont fait ce qu'ils ont pu dans un environnement politique difficile, voire franchement hostile dans le cas de Yang Hucheng, et en étant confrontés à des problèmes immenses. Et du coup chaque auteur tend naturellement à embellir l'œuvre de son héros. Ainsi, lorsque le biographe (et ancien secrétaire) de Yang Hucheng, un certain Mi Zanchen 米暫沉, conclut son chapitre sur ces questions en disant que les trois années pendant lesquelles Yang a gouverné le Shaanxi auront été les plus stables et les plus riches en développement économique et culturel depuis le début de la République, c'est peut-être vrai, mais *comparativement*, car d'une part on revenait de loin, et d'autre part ces trois années n'ont pas toujours été très stables, et au milieu de 1933 la région était encore dans un état de terrible arriération. Et plus grave, la biographie de Shao Lizi à laquelle j'ai eu accès n'hésite pas à affirmer que le système d'irrigation du Weibei a été conçu et réalisé sous son autorité, après une conversation avec Li Yizhi, alors qu'il avait bien sûr été inauguré (sinon complètement terminé) un an avant son entrée en fonctions⁷².

Les politiques de développement sous Shao Lizi

Il faut donc naviguer au milieu de toute cette littérature souvent très approximative, ou au minimum biaisée, et dont les assertions ne sont pas toujours faciles à vérifier ou à contredire. Cela dit, plusieurs auteurs donnent à voir que dès son arrivée au Shaanxi Shao Lizi s'est saisi du problème du développement rural — ou peut-être vaudrait-il mieux dire, à ce stade, de la « sortie de la misère ». Et ce n'est pas seulement dans son hagiographie qu'on le dit. Par exemple Zhang Yuanshan, le secrétaire général de la CIFRC dont j'ai parlé assez longuement il y a quelques semaines, et qui comme nous le verrons plus tard a été appelé au Shaanxi par Shao Lizi pour y mettre en œuvre son programme de coopératives rurales, en parle ainsi dans le texte sur l'histoire dudit programme qu'il a rédigé en 1979 pour les *Wenshi ziliao* :

La région du Guanzhong, sur les rives de la Wei et de la Jing, est peu fertile et sa population est pauvre. [Après son arrivée comme gouverneur] Shao Lizi prit la décision de renforcer les politiques de développement (litt. de reconstruction, *jianshe* 建設) afin de résoudre le problème des conditions de vie du peuple (*minsheng*). Avec le soutien et la coopération de Li Yizhi et d'autres, le gouvernement provincial s'était concerté à maintes reprises avec la CIFRC et avait établi des relations de travail entre celle-ci et le Shaanxi. La Commission avait alors envoyé au Shaanxi des ingénieurs pour restaurer l'irrigation dans le Guanzhong. Très rapidement, la remise en état du Canal Jinghui conduisit à la réalisation d'une série de chantiers hydrauliques dans le Guanzhong, ce qui eut un impact non négligeable sur l'agriculture de la région. *Au même moment* le travail de la CIFRC dans le domaine des coopératives attira l'attention de Shao, qui prit la décision de m'inviter à venir à Xi'an pour prendre des dispositions dans ce domaine.

Ce passage de Zhang Yuanshan, je le remarque au passage, pose un petit problème d'interprétation : en effet le mouvement du texte et la syntaxe semblent bien impliquer que la coopération de la CIFRC avec le Shaanxi dans le domaine de l'irrigation a été une conséquence de la décision de Shao Lizi de prendre les choses en main après son entrée en fonctions comme gouverneur, et qu'en même temps il a décidé de faire appel à elle (c'est-à-dire en l'occurrence à Zhang Yuanshan) pour introduire le mouvement des coopératives au Shaanxi. En tout cas il me semble que c'est ainsi qu'un lecteur chinois le comprendrait spontanément. Or, comme nous le savons bien (j'en ai suffisamment parlé), la coopération entre le Shaanxi et la CIFRC date de bien plus tôt (de 1922 pour être précis), et le canal

⁷² Zhu Shunzuo, p. 206.

Jinghui a été inauguré un an avant que Shao Lizi ne soit nommé gouverneur de la province. Et comme il m'est difficile de croire que Zhang Yuanshan, même à la fin de sa vie, se soit embrouillé dans la chronologie de ces événements auxquels il avait été intimement mêlé en tant que secrétaire général de la CIFRC, j'ai fait le choix de mettre la mention des travaux d'irrigation en question au plus-que-parfait (« le gouvernement du Shaanxi *s'était concerté* avec la CIFRC », etc., et non pas « se concerta ») ; et ceci n'est pas contradictoire avec la mention « au même moment » (同時) puisque celle-ci vient après l'allusion à l'effet d'entraînement qu'a eu le canal Jinghui sur d'autres projets d'irrigation dans la province, qui se situe en effet pendant les années où Shao Lizi en était gouverneur. (Mais enfin, même là je ne suis pas trop sûr, car beaucoup d'autres auteurs font ces confusions chronologiques.)

Mais, encore une fois, les progrès accomplis sous l'administration de Shao Lizi ne résultaient pas seulement de ses initiatives, même s'il semble incontestable qu'elles ont eu un rôle important. Je crois en fait qu'il est nécessaire de les considérer dans le cadre plus large des efforts de développement et de modernisation entrepris sous l'égide du régime nationaliste à partir de 1930, et surtout de 1933, de façon beaucoup plus systématique et organisée qu'avant. Ce n'est pas que les projets avaient manqué, dès le départ, et qu'il n'y avait pas eu dès l'installation du régime nationaliste à Nankin, en 1928 — à un moment donc où la Chine semblait enfin réunifiée et où la page des seigneurs de la guerre semblait tournée —, une dynamique de réforme et de reconstruction forte, et basée sur une authentique vision (qui dans le discours au moins se donnait pour celle de Sun Yat-sen, et dont l'inspiration était bien sûr le nationalisme, i.e. la volonté de redonner à la Chine son indépendance, son unité et sa puissance). Mais toutes sortes d'obstacles s'étaient très vite dressés (ou si l'on préfère, les réalités étaient très vite revenues au premier plan), à commencer par les velléités d'indépendance d'un bon nombre d'anciens gouverneurs militaires et autres seigneurs de la guerre, théoriquement ralliés au nouveau régime, mais en fait totalement hostiles à la tutelle de Nankin et de Chiang Kai-shek ; d'où de nouvelles guerres et de nouvelles intrigues, comme nous l'avons vu à propos de Feng Yuxiang et du Nord-Ouest (et donc du Shaanxi) — le Nord-Ouest qui ne rentre véritablement dans l'orbite du régime de Nankin qu'à la fin de 1930. Et puis, les plans d'édification avaient été notablement retardés par la grande catastrophe des inondations du Yangzi en 1931 et par d'autres calamités naturelles ailleurs dans le pays. Et je ne parle pas de complications politiques variées. Mais après cela il y a une sorte d'ouverture, ou de dynamisme retrouvé, dont le Shaanxi a bénéficié dans une certaine mesure.

Tout ceci est resté limité, notez-le, tout particulièrement en ce qui concerne l'agriculture, car l'agriculture n'a jamais été vraiment une priorité pour les gens au pouvoir à Nankin. Yang Hucheng aussi bien que Shao Lizi se trouvaient, eux, directement confrontés à un terrain où il n'y avait, pour ainsi dire, *que cela* — où l'industrialisation restait une perspective lointaine (même si certains, comme Li Yizhi, y pensaient déjà), alors qu'au contraire la crise profonde dans laquelle se débattait le monde rural était une réalité quotidienne, jusqu'aux portes de Xi'an. Par contraste, dans la vision des responsables des bureaux techniques du gouvernement, à la Commission économique nationale (NEC) — fondée en 1931, mais qui n'a réellement commencé à opérer qu'en 1933 — ou au ministère de l'industrie (le *shiyebu* 實業部), tout comme dans celle de leurs patrons politiques, dont le plus influent à ce moment était le ministre des finances Song Ziwen (T.V. Soong), l'édification d'une Chine prospère et, surtout, indépendante, passait d'abord et avant tout par l'édification d'une base industrielle nationale (*minzu*), autarcique, et libérée de l'emprise des capitaux étrangers ; et c'est donc dans ce sens qu'ils ont surtout œuvré, non d'ailleurs sans un certain succès étant donné les contraintes auxquelles ils devaient faire face, et étant donné, également, le peu de temps dont ils ont disposé. Mais on peut dire que, dans leur majorité, le sort de la paysannerie ne les concernait pas directement, et peut-être étaient-ils moins sensibles encore à celui de la paysannerie des régions arriérées du Nord-Ouest, dont on peut imaginer qu'elle avait quelque chose

d'exotique et d'un peu effrayant pour des technocrates issus en majorité des provinces beaucoup plus développées du bas Yangzi et du Sud-Est.

Ou sans doute serait-il plus exact de dire que le sort de la paysannerie ne les concernait que de façon secondaire. Il y avait, déjà, des problèmes qu'on ne pouvait ignorer à cause des coûts énormes qu'ils entraînaient pour la nation, comme par exemple le mauvais fonctionnement des grandes infrastructures de sécurité hydrauliques, qui causait régulièrement des catastrophes (d'où, principalement, le grand programme d'aménagement de la rivière Huai, auquel j'avais fait allusion, qui avait été initié en 1929 mais qui a été placé sous l'administration de la NEC en 1933 — encore que l'essentiel de la réalisation effective ait été pris en charge indépendamment par les autorités de la province du Jiangsu, avec des options techniques qui n'étaient pas toujours approuvées par les ingénieurs de la NEC). Et puis il y avait toutes les politiques dans lesquelles le monde rural était envisagé comme support de la croissance industrielle : suivant les termes de D. Pietz (l'auteur d'une étude sur le programme de la Huai que j'ai déjà mentionnée), l'objectif de la NEC était de « promouvoir la croissance industrielle moderne en améliorant la production agricole et la commercialisation de ses produits », et il s'agissait en même temps de « développer un marché national pour les produits industriels modernes en améliorant les revenus du secteur rural ».

Je citerai ici un exemple important de cette approche des problèmes agraires, en rapport étroit avec la question de l'édification d'une industrie nationale indépendante, et c'est un exemple qui intéresse assez directement le Shaanxi : c'est celui du coton. Le coton, bien sûr, est à la fois une filière agricole (pour la production de la matière première et pour celle des filés, qui intéresse l'artisanat rural) et une filière industrielle (pour les tissages) ; et qui plus est, c'est un secteur de première importance en Chine, puisque la Chine est à la fois grosse productrice de coton et grosse productrice de textiles. La culture du coton et le filage et le tissage à la ferme avaient pris une extension considérable dans une grande partie de la Chine depuis la fin des Ming, aussi bien au nord qu'au sud, et pendant les derniers siècles de l'empire il existait au Jiangnan, en particulier, une quasi industrie (avec des ateliers urbains et spécialisés) produisant des cotonnades qui étaient commercialisées dans tout l'empire et exportées à l'étranger. Et depuis la fin du 19^e siècle avait commencé de s'édifier une industrie moderne, c'est-à-dire mécanisée, du tissage, et ce secteur textile était en fait la plus grosse industrie en Chine à l'époque républicaine.

Comme l'a montré Margherita Zanasi dans un ouvrage récent consacré aux politiques de modernisation économique pendant la décennie de Nankin⁷³, le problème à ce moment était qu'une partie importante, et croissante, de cette industrie était contrôlée par des capitaux étrangers, japonais notamment, et que par ailleurs, pour des raisons à la fois financières, politiques et, surtout, techniques, la production nationale de textiles était très fortement concurrencée par les produits importés, là encore surtout japonais. Précisément, le premier grand programme de la NEC, agissant à travers un « Comité de Contrôle du Coton » créé à cet effet en 1933, a été de re-nationaliser, en quelque sorte, l'industrie du coton en Chine, et de la rendre suffisamment compétitive pour résister à la concurrence japonaise. Et pour cela l'idée était de susciter l'émergence d'une filière complète, et autonome par rapport à l'étranger, depuis les producteurs de coton dans les campagnes jusqu'aux filatures dans les centres industriels. Le monde rural était donc directement impliqué puisque le problème, à ce niveau (la production de la matière première), était d'accroître à la fois la productivité et la qualité : la productivité pour faire baisser les prix et les rendre concurrentiels par rapport aux importations japonaises, et la qualité pour que les filés produits soient compatibles avec les exigences de l'industrie textile mécanisée la plus moderne.

⁷³ Margherita Zanasi, *Saving the Nation: Economic Modernity in Republican China*, Chicago, University of Chicago Press, 2006, chap. 5.

Tout cela impliquait donc une intervention depuis le haut dans les campagnes — à la fois un intervention technique (au niveau de la sélection des variétés, de la culture du coton et de la fabrication des filés, et aussi pour accroître les superficies plantées en coton), et une intervention financière, dans la mesure où on ne pouvait pas espérer que des paysans vivant à la limite de la subsistance, et n'ayant accès qu'aux sources de crédit traditionnelles, c'est-à-dire usuraires, investissent d'eux-mêmes dans la modernisation de leur production. Une partie du programme du Comité de Contrôle du Coton a donc consisté à mettre sur pied un réseau de coopératives de crédit et de commercialisation, un réseau qui devait faire le lien avec les banques et avec l'industrie, autrement dit qui devait servir de conduit à la fois pour les capitaux et pour l'innovation technologique.

Je disais que le Shaanxi était directement concerné par ce programme éminemment technocratique, et de plus soutenu par le gouvernement central (qui garantissait en particulier les prêts bancaires). En effet le Shaanxi était depuis l'époque des Qing une des régions productrices de coton majeures en Chine (avec le Hebei et le Jiangnan) ; et de fait, le Shaanxi, et plus précisément le Guanzhong, a été pendant ces années (qui coïncident avec le règne de Shao Lizi comme gouverneur) une sorte de région pilote pour le programme du Comité de Contrôle du Coton, concernant en particulier la mise en place des coopératives rurales. Je reviendrai là-dessus lorsque je parlerai du programme de coopératives conduit par la CIFRC au Shaanxi, à l'instigation, justement, de Shao Lizi ; mais il faut aussi ajouter que le Comité du Coton s'est intéressé à l'irrigation au Shaanxi, car l'extension de l'irrigation devait favoriser l'expansion de la culture du coton et en augmenter considérablement les rendements. Il y a quelques considérations là-dessus dans l'ouvrage de Margherita Zanasi, mais à vrai dire un peu confuses et qui seraient à vérifier. Elle parle en particulier d'un projet d'irrigation (dont elle ne précise ni la location ni le nom) que le Comité voulait financer en sollicitant des prêts bancaires qui devaient être garantis par une surtaxe sur les terres irriguées : d'après elle, en refusant d'imposer une taxe supplémentaire aux paysans (même avec un espoir de retours conséquents une fois que l'irrigation fonctionnerait) et en exigeant que le financement soit assuré par le gouvernement, Shao Lizi aurait *de facto* fait capoter le projet : les banques sont découragées d'investir, puisqu'il refuse que le gouvernement provincial garantisse les prêts, et il n'obtient pas de subvention du gouvernement central. Zanasi met cela sur le compte d'une attitude « anti-business » de la part de Shao Lizi, en quoi il serait d'après elle représentatif de la faction de Chiang Kai-shek au gouvernement, laquelle considérait en effet avec une certaine méfiance les entreprises de Song Ziwen, le patron de la NEC. Je ne sais à vrai dire pas ce qu'il faut en penser, mais l'image que donne M. Zanasi de la situation politique au Shaanxi à ce moment me semble un peu simpliste. En fait la NEC, qui avait déjà été sollicitée par Yang Hucheng, et qui avait envoyé une mission d'enquête, avait établi un bureau à Xi'an, et elle a financé une des tranches du réseau de distribution du système d'irrigation du Weibei.

Cela étant, et avant de revenir aux problèmes du Shaanxi, il y aurait encore à dire sur les programmes de la NEC destinés à améliorer les performances de l'agriculture chinoise. Ces programmes reflètent ce qu'on pourrait appeler un « ethos scientifique » tout à fait caractéristique de la période, dans la mesure où ils s'appuyaient massivement sur la recherche — agronomique, géologique, hydrologique, etc. Plusieurs instituts importants ont été créés, ou renforcés, des comités de toutes sortes ont été mis en place, d'innombrables enquêtes ont été diligentées, et l'on relève dans les bibliographies une quantité assez remarquable de publications spécialisées et de rapports, le plus souvent de très bonne qualité (autant que je puisse en juger par ce qui m'est passé entre les mains). Mais le problème est précisément là : toute cette activité, tout cet investissement dans un type de modernisation fondé sur une recherche sérieuse et de niveau, pourrait-on dire, international, produisaient beaucoup de papier, énormément de statistiques, ils donnaient lieu à force colloques et force rapports, mais leur impact sur les conditions de vie et de production dans le monde rural est resté faible, ou

alors limité à quelques projets pilotes. Peut-être y aurait-il eu à terme une réelle diffusion de ces efforts dans l'économie réelle, et une modernisation effective de l'économie rurale, si le temps avait été laissé, s'il n'y avait pas eu la guerre, et si les obstacles apportés par le bureaucratisme et le factionnalisme tellement caractéristiques du régime nationaliste avaient pu être progressivement surmontés ; sans doute, en fait, les choses se seraient-elles passées ainsi. En tout cas c'est l'opinion de la plupart des historiens de la décennie de Nankin.

Enfin, il faut rappeler que les efforts de la NEC étaient soutenus par la Société des Nations, dont la Chine était un membre particulièrement actif et avec qui elle entretenait des rapports étroits, et en particulier qu'ils étaient soutenus par ses experts, envoyés à la demande du gouvernement chinois. J'ai évoqué précédemment, à propos du programme d'ingénierie civile de la CIFRC, la méfiance du gouvernement nationaliste envers les experts étrangers, à partir de 1930 environ, et son désir de les remplacer progressivement par des experts chinois, ce qui explique en partie les ennuis de Todd et la dissolution *de facto*, en tout cas sous la forme qu'il préconisait, de son département d'ingénierie. Or, précisément, les experts de la SDN étaient ceux dont les nationalistes acceptaient et même sollicitaient la présence en Chine, car le principe même de l'aide accordée par la SDN était d'éviter que la Chine tombe sous la coupe d'un quelconque pays étranger travaillant pour ses intérêts nationaux et profitant de la faiblesse de la Chine.

Ces envois d'experts par Genève ont commencé en 1929, avec une mission du chef du département sanitaire de la SDN, le Dr Ludwik Rajchman, qui est devenu plus tard (en 1933), à la demande de T.V. Soong, le correspondant permanent de la SDN en Chine, rattaché à la NEC. Au moment des grandes inondations du Yangzi en 1931, le gouvernement chinois demande à la SDN — et je trouve que c'est assez remarquable, considérant que le régime nationaliste tenait à cette occasion à montrer qu'il était capable désormais de maîtriser les choses — d'envoyer quelqu'un pour servir comme directeur général de la National Flood Relief Commission (pour laquelle la mobilisation est considérable, et on y retrouve bon nombre de philanthropes et d'ingénieurs dont j'ai eu l'occasion de parler) : ce sera un expert britannique de la SDN, sir John Hope Simpson. Mais les nombreux experts de la SDN qui ont séjourné en Chine dans les années 1930 sont intervenus dans des domaines très divers, dont beaucoup intéressaient le développement rural : amélioration sanitaire, recherche agronomique, irrigation et travaux d'ingénierie civile (où comme nous l'avons vu, ils ont été assez critiques de certaines réalisations de la CIFRC), éducation, et d'autres encore. Et plusieurs d'entre eux (en plus des ingénieurs) sont passés par le Shaanxi pour y évaluer les politiques appliquées par le gouvernement — par exemple le programme de coopératives rurales du Comité de Contrôle du Coton, à propos duquel ils ont critiqué la tendance à multiplier les coopératives sans trop se soucier de leur fonctionnement, et ont aussi noté que les chiffres importants de prêts bancaires annoncés étaient très au-dessus de la réalité des sommes effectivement versées.

Certaines de leurs appréciations se retrouvent dans un rapport important publié par le Dr Rajchman en mai 1934. Ce rapport ne peut que frapper par son ton d'optimisme — un optimisme qu'exprime d'ailleurs son titre : « *Awakening China. A Nation Finding Itself. Expert's Report to the League.* » Rajchman, comme d'ailleurs d'autres commentateurs écrivant au même moment, exprime le sentiment que la Chine s'apprête enfin à décoller et qu'elle dispose d'un potentiel énorme en dépit des problèmes de tous ordres qui continuent de l'affaiblir. Il souligne en particulier l'émergence en Chine d'une classe de spécialistes et de techniciens bien formés, et au courant des pratiques et des idées en Occident, décidés à sortir la Chine de l'ornière par ses propres moyens. En d'autres termes quelque chose d'assez analogue à ce qu'appellent au même moment de leurs vœux les ingénieurs américains dont j'ai longuement parlé, sauf que pour eux le modèle devrait être, justement, américain (et ils sont bien conscients, soit dit en passant, de ce qu'une partie de leurs difficultés dans ces

années viennent de ce que les États-Unis ne participent pas à la SDN). Enfin le rapport Rajchman évoque aussi les entreprises du gouvernement autres que celles pilotées par la NEC, dont les résultats sont déjà « très considérables » en dépit des circonstances difficiles : il parle du téléphone et du télégraphe, des projets d'extension ferroviaire et de la navigation intérieure, et il aurait pu ajouter l'aviation.

Au total, donc, une impression de mouvement, de progrès rapide (grâce à l'adoption de la *science* par la Chine : c'est un peu un leitmotiv dans les déclarations de la SDN, ou à propos de son action en Chine), au milieu, il est vrai, de difficultés qui restent énormes, et malgré l'arriération dont le monde rural commence à peine à sortir. La question qu'il nous faut donc à nouveau poser, c'est : que voit-on de tout cela dans le Shaanxi de Yang Hucheng et Shao Lizi ? Je terminerai mon exposé (la prochaine fois) en revenant sur le sujet qui était au départ de toute cette série : je veux dire, l'irrigation, ou plus précisément l'agriculture irriguée ; et nous verrons qu'il y a là, au niveau des fondamentaux, et tout à fait indépendamment des politiques nationales (ou internationales) de développement dont je viens de parler, une vraie mutation, une mutation qu'on peut certainement dire « scientifique », et qui a eu des effets à long terme. Cette transformation peu visible à l'œil nu, et qu'il faut aller rechercher dans des documents un peu difficiles d'accès, n'a pas été inspirée par les experts de la NEC ou de la SDN ; elle a été inspirée par ce que j'appellerais des technocrates locaux, dont le principal et le plus connu est évidemment Li Yizhi. Mais s'il s'est agi d'une transformation dans la gestion de l'irrigation élaborée localement, elle n'en procédait pas moins du même esprit que les politiques d'amélioration de la productivité imaginées à l'échelon national, dont j'ai parlé tout à l'heure, c'est-à-dire du désir d'approcher les problèmes de façon scientifique — et après tout Li Yizhi était un ingénieur de stature nationale, et il était familier des milieux gravitant autour de la NEC, où l'on recherchait sa collaboration.

Mais ce que je ferai aussi avant de parler de cela, c'est de donner quelques indications générales, un peu impressionnistes peut-être, sur ce qu'on pourrait appeler les signes extérieurs de la modernisation dans la région du Guanzhong pendant cette période — je veux dire, sur un certain nombre de changements et de nouveautés qui sont apparus, en termes d'infrastructures et de services, et même de cadre de vie ; autrement dit, les signes et aussi les *moyens* — encore éparpillés et limités à ce moment, certes — d'un changement dans l'approche des fondamentaux de l'économie rurale. Car, de la même façon que ce qui se passe dans notre région doit être envisagé dans le contexte plus large des transformations de la Chine républicaine pendant la décennie de Nankin, comme je viens de le faire (ou de l'esquisser), de même les programmes dont j'ai déjà parlé (comme l'irrigation) ou dont je vais reparler (comme le crédit rural), pour fondamentaux qu'ils aient été, ne peuvent être dissociés d'un cadre où beaucoup d'autres choses commençaient à changer, et parfois très sérieusement.

12/3/08

Comme je l'avais annoncé, je consacrerai ce dernier cours de l'année (qui sera un peu plus long qu'à l'habitude), d'abord à ce que j'ai appelé, faute de meilleure formule, les « signes extérieurs de la modernisation » dans la région du Guanzhong au milieu des années 1930 ; et ensuite à ce que j'ai appelé, de façon peut-être un peu provocante, la mutation de l'agriculture irriguée dans le Weibei au même moment — la seconde devant bien sûr être envisagée dans le contexte des premiers.

Les « signes extérieurs de la modernisation » : j'entends par là, comme je l'avais indiqué, un certain nombre de changements immédiatement visibles, en termes d'environnement, d'équipements et d'infrastructures, que l'on peut observer pendant la décennie 1930. Ces changements dont je vais parler viennent en contraste avec des évolutions beaucoup plus lentes, ou beaucoup moins visibles — ou alors avec la quasi absence d'évolution —, dans de larges secteurs de la société et de l'économie de la région. Certaines innovations sont importantes et ont eu un impact absolument décisif (comme avant tout l'arrivée du chemin de fer dans le Guanzhong) ; dans d'autres cas en revanche c'est moins net : ce sont plutôt des impressions, des détails ou des faits isolés que j'ai relevés ici et là — des impressions qui exigeraient des enquêtes beaucoup plus minutieuses que ce qu'il m'a été possible de faire pour être confirmées et, surtout, mises en perspective.

Xi'an

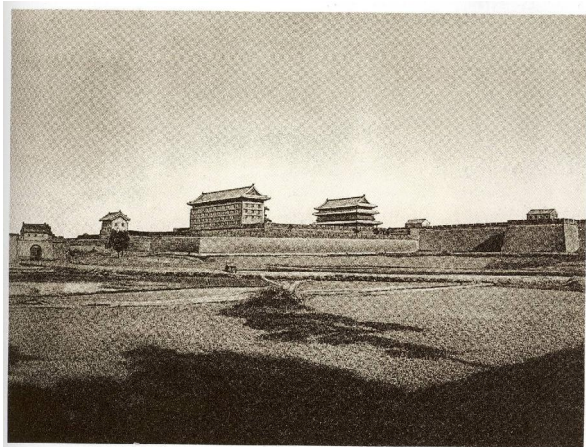
Un bon exemple, c'est ce qui a changé dans la ville de Xi'an — la capitale de la province —, où l'on aurait tendance à penser que se concentrent naturellement les signes de la modernisation. Or, si nous savons que beaucoup de choses ont changé, il n'est rien de plus difficile que de se figurer concrètement à quoi pouvait ressembler la ville à une date quelconque au cours de cette période (ou de toute autre période, à vrai dire) — combien d'habitants elle comptait dans et hors les murs, quelle était la nature et la qualité du bâti et de la voirie dans les différents quartiers, ce qui en était des divers types d'équipement inséparables de l'existence d'une grande ville (enseignement, hôpitaux, culture, moyens de transport...), et ainsi de suite. C'est qu'une véritable histoire de la ville de Xi'an pendant ces années reste à faire, et je suis certain qu'en rassemblant patiemment les données dispersées çà et là on parviendrait à une vue beaucoup plus concrète et beaucoup plus complète que ce que je puis offrir pour le moment. Par exemple j'ai relevé dans les tables des matières des collections de *Wenshi ziliao* publiées à Xi'an et autour de Xi'an un nombre relativement important d'articles, c'est-à-dire de témoignages, portant sur tel ou tel type d'activité dans la ville, telle ou telle industrie, tel ou tel quartier de la ville et ses transformations, voire telle ou telle rue. Tout cela mériterait d'être vu d'un peu plus près, mais j'avoue que je ne suis pas pour le moment en mesure d'en offrir une synthèse ; et je me limiterai donc aujourd'hui à quelques témoignages d'un genre assez différent de ce que je viens de mentionner.

Ces témoignages sont extérieurs, et en un sens ils sont un peu superficiels dans la mesure où ils s'appuient sur de simples impressions. Ils proviennent de visiteurs étrangers — des visiteurs qui sont simplement de passage, et dont j'ai déjà cité les principaux la semaine dernière lorsque j'ai évoqué, très rapidement, les entrevues des personnages en question avec le gouverneur Shao Lizi. Voici donc leurs impressions, par ordre chronologique.

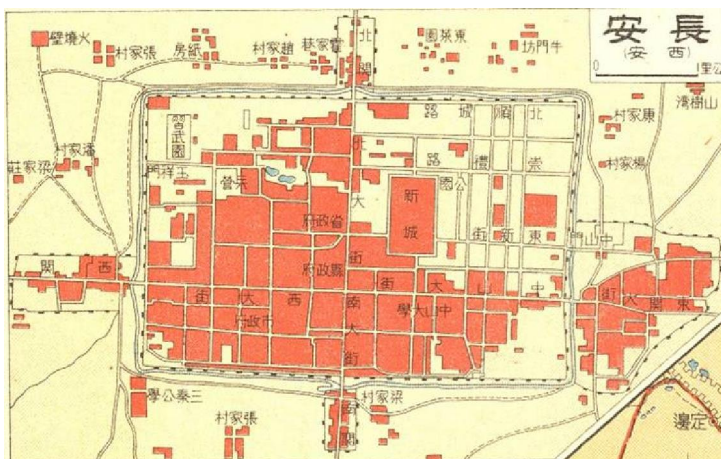
Le premier à traverser Xi'an — en mai 1932, semble-t-il — est Hewlett Johnson, l'ecclésiastique anglais ami de l'ingénieur Todd dont j'ai déjà parlé plusieurs fois. Johnson est peut-être le plus superficiel, ou faudrait-il dire le plus touristique, de nos visiteurs, et à vrai dire il ne dit pas grand-chose de Xi'an. Mais ça lui a bien plu : il parle d'une ville agréable (« a lovely city ») qui « se dresse noblement » au milieu de ses murailles majestueuses, où

l'histoire est partout présente, et pleine de trésors culturels (il a vu les fameuses stèles, et les non moins fameux chevaux en bas-relief des Tang). Les rues, affirme-t-il, sont propres, en bon ordre, et elles sont « profondément chinoises », par quoi il veut sans doute dire typiquement chinoises, autrement dit de style traditionnel, par opposition à l'aspect occidentalisé des concessions étrangères dans les grandes villes de la côte. Et seul signe de modernité qu'il mentionne, il y a quelques automobiles (toutes américaines). Il y en a aussi dans les autres villes de la région par lesquelles il est passé, dit-il ; et il note que si les routes qui relient ces villes entre elles sont encore assez difficiles (l'aménagement de la route Xilan vient seulement d'être entrepris, nous l'avons vu), en revanche on circule assez facilement en automobile dans les environs immédiats — c'est d'ailleurs ce qui est confirmé par un article de Todd paru un an plus tôt, sur les routes du Shaanxi, dont je redirai un mot, et qui est quand même plus précis. Bref, rien de tout cela ne nous mène très loin.

En tout cas, si l'impression qu'a eue de Xi'an le voyageur Johnson est une impression de propreté et d'ordre, c'est qu'il a vu la ville *par temps sec*. En revanche lorsque Jaroslav Průšek, le sinologue tchèque que j'ai présenté la semaine dernière, visite Xi'an deux ans plus



tard, en mars 1934, c'est le contraire : bien que ce ne soit pas normalement la saison, il pleut ; et si Průšek a passé une semaine entière dans la ville, ce qu'il n'avait pas du tout prévu, c'est qu'il continuait de pleuvoir et qu'il était hors de question de s'aventurer sur les routes (c'était même interdit). Průšek a beaucoup d'observation intéressante sur Xi'an, à commencer par le fait qu'à l'époque où il la visite c'est une ville en partie *vide*. D'abord, elle n'a pas de faubourgs : hors les murs il n'y a que des champs (ci-contre) ; et lorsqu'on franchit l'une des portes massives qui

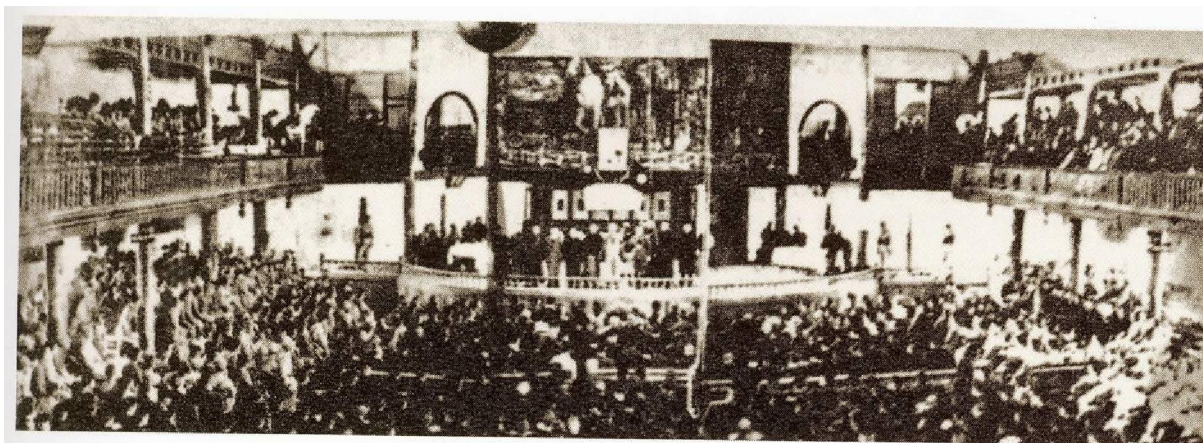


s'ouvrent dans la muraille aux quatre orientations (ce que Průšek et ses compagnons ont réussi à faire en pleine nuit en menaçant d'aller faire un scandale chez le gouverneur le lendemain, alors qu'en principe tout est hermétiquement bouclé pendant la nuit), on se retrouve de nouveau dans un vaste *no man's land*, mais cette fois-ci entourés d'une muraille [plan ci-contre] ; et, même à l'intérieur de la muraille principale, il reste de vastes zones non

construites. Průšek attribue cette situation à un siècle de famines et de guerres — et il aurait pu ajouter le siège de la ville en 1926, réputé avoir fait quelque 40 000 victimes à l'intérieur des murs, et, plus récemment encore, la grande sécheresse de 1929-1930. Lorsqu'il affirme qu'autrefois la ville avait un million d'habitants et qu'elle n'en a plus aujourd'hui que 250 000, il télescope un peu les périodes historiques : Chang'an, la capitale des Tang, a peut-être en effet eu une population tournant autour d'un million d'habitants, mais c'était 13 siècles plus tôt, et surtout, la surface à l'intérieur des murs était infiniment plus vaste qu'à l'intérieur de la muraille des Ming et des Qing (i.e. la muraille actuelle), qui n'est qu'une petite partie de

l'ancienne (4 km sur presque 3, contre 11 sur 9) — ce que Průšek ne semble pas réaliser, ou en tout cas qu'il ne dit pas. Cela étant, il est clair que le sentiment d'un espace urbain en grande partie délaissé correspond à une réalité. D'ailleurs, d'après plusieurs auteurs la population de Xi'an au début des années 1930 était plus proche de 100 000 que de 250 000, c'est-à-dire qu'elle était plus ou moins à son niveau de la fin des Qing⁷⁴.

En fait, l'impression qui ressort des observations de Průšek est celle d'une ville plutôt bien administrée, après un long cycle de désordres, mais qui reste condamnée à la stagnation économique par l'isolement auquel elle est condamnée par l'absence de communications modernes. Lorsque les deux voyageurs visitent la ville le lendemain de leur arrivée, ce qui les frappe, c'est le contraste entre les quelques éléments de modernité qui s'affirment çà et là et la pauvreté générale : « Les principales avenues sont larges, elles sont pavées [de briques, semble-t-il], et même bordées d'alignements d'arbres, ce qui suggère une administration vigoureuse et dynamique, soucieuse du progrès de la région » (l'administration de Shao Lizi, donc). En revanche les rues adjacentes ne sont que des rigoles de boue totalement impraticables par temps de pluie. Et Průšek ajoute : « La place qui se trouve au centre de la ville s'enorgueillit de plusieurs immeubles de bureaux modernes de style européen abritant les filiales de compagnies shanghaiennes, et il y a même plusieurs librairies bien fournies : vraisemblablement les citoyens locaux compensent leur isolement du monde extérieur en lisant beaucoup. Mais en dehors de cela, les maisons et les boutiques trahissent le déclin de la ville et la pauvreté générale de ses habitants. Elles sont presque toutes vides. » Et il n'y a pas de centrale électrique à Xi'an. En revanche, les quelques écoles que visitent Průšek et son compagnon grâce à la voiture mise à leur disposition par le gouverneur Shao Lizi leur font la



meilleure impression : les élèves sont éveillés, les méthodes se sont modernisées, le cadre est agréable. Ils vont aussi voir des pièces de théâtre local dans le théâtre moderne à l'occidentale dont la ville peut se prévaloir, et qui n'est autre — Průšek ne le précise pas — que le siège de l'« Association d'amélioration des coutumes » (Yisushe 易俗社) qui avait été fondée au tout début de la République par le père de Li Yizhi (j'en avais dit un mot), et dont la spécialité est en effet le théâtre local du Shaanxi (Qinqiang 秦腔), adapté à des sujets édifiants ou modernes. C'est également un lieu fréquemment mentionné pour des réunions publiques (ci-dessus).

L'industrie locale se limite à quelques fabriques d'allumettes et à des ateliers de teinturerie produisant des cotonnades bleues décorées de motifs blancs — une spécialité locale, apparemment, produite avec des techniques extrêmement primitives. Il est impossible de se procurer un certain nombre de produits de base (du café par exemple) qui sont devenus d'usage courant dans les villes chinoises mieux desservies. Tout cela en fin de compte,

⁷⁴ E.g. Eduard B. Vermeer, *Economic Development in Provincial China: The Central Shaanxi since 1930*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 70-71.

conclut Průšek, c'est parce que la voie ferrée s'arrête à plus d'une centaine de kilomètres de là et que le coût des transports est prohibitif. Et puis, on a l'impression que la ville est à la merci de la pluie, qui la transforme en un océan de boue dès qu'on sort des avenues pavées. Průšek et son compagnon, comme je l'ai dit, ont eu la malchance de voyager à Xi'an par temps de pluie ; même si ce ne sont que des averses intermittentes, leur effet est suffisant pour que le gouverneur interdise aux charrettes de quitter la ville, sans parler bien sûr des autobus : « La ville reste enfermée comme une forteresse encerclée par des armées ennemies. »

Xi'an vue par Průšek semble n'attendre que l'arrivée du chemin de fer pour être prête à se développer ; et c'est en effet ce qui commence à se produire lorsque Peter Fleming, ce journaliste britannique que j'avais mentionné la semaine dernière, passe très brièvement dans la ville en février 1935. Voici ce qu'il en dit : « Xi'an, où nous avons été reçus avec la plus grande hospitalité à l'hôpital de la mission baptiste, est une ville vaste, plate, pas très belle, dont l'importance comme centre de distribution s'accroît rapidement à présent qu'elle est connectée à la côte par le rail et par voie aérienne. Nous l'avons trouvée pleine de soldats, raisonnablement bien équipés et disciplinés, dont la présence, comme dans tout le Nord-Ouest, montre que les campagnes anti-communistes de Chiang Kai-shek ont considérablement accéléré l'extension de l'influence de Nankin dans les provinces les plus reculées. J'attribuai à la visite récente du généralissime et de Mme Chiang, les apôtres du Mouvement de la vie nouvelle, le fait qu'en un seul jour j'ai été réprimandé deux fois par la police parce que je fumais ma pipe dans la rue. »

Ce dernier détail, c'est la modernisation par le petit bout de la lorgnette, si l'on veut, mais ce n'est malgré tout pas sans intérêt. Le « Mouvement de la nouvelle vie » (新生活運動) avait été fondé par Chiang Kai-shek et sa célèbre épouse juste un an avant, en février 1934, et dès le mois de mars d'ailleurs Průšek nous parle des affiches qui fleurissent sur les murs de Xi'an. Comme on le sait, le but était d'encourager un retour aux normes confucéennes de comportement individuel et de « culture de soi », mais quelque peu adaptées à la vie quotidienne moderne : il fallait obliger les citoyens à être polis, attentifs aux autres, à ne pas fumer, ne pas cracher, maintenir la propreté sur leur personne et dans leur environnement, etc. (on pense d'ailleurs aux campagnes similaires menées périodiquement en Chine populaire, encourageant les citoyens à se comporter de manière « civilisée » 文明 et non comme des paysans mal dégrossis). Et l'objectif ultime, en effet très confucéen, c'était de réformer moralement les Chinois, dont certains idéologues du Guomindang déploraient à cette époque le cynisme, la mollesse, l'opportunisme, etc., en commençant par leur apprendre à régler leurs *manières*. Mais malgré les affichages jusque dans les villages les plus reculés, la campagne pour la nouvelle vie s'est essoufflée assez vite, et en fait elle n'a jamais touché qu'une toute petite frange de la population, disons parmi la nouvelle bourgeoisie modernisée ; mais elle aura au moins eu pour effet d'apprendre aux gens à se conduire et à garder les rues propres dans quelques grandes villes. En fait j'aurais tendance à penser que le Mouvement de la nouvelle vie, en même temps que la discipline militaire qu'essayait d'imposer le Parti nationaliste dans les rues, comme le note Fleming, sont, à leur manière, un aspect — secondaire sans doute, mais malgré tout — de la modernisation de la Chine pendant la décennie de Nankin.

Plus intéressante, bien sûr, est la mention du coup de fouet qu'a reçu le commerce de Xi'an avec l'arrivée du chemin de fer. Je ne sais pas si Fleming, si journaliste qu'il soit, a bien pu saisir tout cela en ne passant qu'un seul jour à Xi'an ; mais il est tout à fait possible que le gouverneur Shao Lizi lui ait fait un exposé de la situation au cours de l'entrevue dont j'ai parlé la dernière fois. En tout cas, Xi'an avait été de tout temps un nœud de communication et un centre de redistribution (après tout, pendant de longs siècles ç'avait été le point de départ — ou d'arrivée — de la route de la soie) ; mais c'était dans le contexte d'un système traditionnel d'échanges, où les tonnages transportés étaient faibles, où les produits négociés

étaient des produits rares, et où le temps ne comptait pas ; et où en outre le Guanzhong était un centre et non pas une périphérie, où le pouvoir impérial était proche, et où l'ordre régnait. Dans le cas présent, le chemin de fer va aider à réintégrer la ville à des réseaux qui fonctionnent et qui se développent loin d'elle, par rapport auxquels elle reste marginale ; on pourrait dire qu'à terme il va contribuer à restaurer l'économie d'un hinterland en crise.

Mais la ville elle-même reste le plus gros marché de biens de consommation de la province. En 1934 Průšek se plaint de ce qu'il est impossible de se procurer à Xi'an les articles de consommation courante qu'on trouve partout dans les autres villes chinoises. En 1935 la situation semble débloquée de ce point de vue (mais le témoignage que j'ai cité ne donne pas beaucoup de détails). Et deux ans et demi plus tard, en septembre et en octobre 1937, c'est un autre genre de témoin qui nous parle du commerce à Xi'an : je veux parler d'Agnes Smedley, une journaliste américaine très connue à l'époque, qui était une admiratrice fervente des communistes chinois et de l'armée rouge. En 1937, c'est-à-dire après le fameux coup de décembre 1936 au cours duquel Yang Hucheng et Zhang Xueliang 張學良, les deux généraux supposés combattre les communistes basés à Yan'an, à 300 km au nord, ont kidnappé Chiang Kai-shek venu en tournée d'inspection et l'ont obligé à s'allier avec les communistes pour combattre le Japon — en 1937, donc, Agnes Smedley, qui s'était installée à Yan'an pour faire un reportage sur les chefs communistes, va séjourner quelques temps à Xi'an pour des soins médicaux (elle va elle aussi à l'hôpital des missionnaires baptistes, qui est équipé pour la radiologie, car malgré son amour pour les communistes elle veut être bien soignée). Elle évoque ce déplacement, qui oblige à emprunter des pistes impossibles, et elle évoque surtout la ville de Xi'an, au début d'un ouvrage intitulé *China Fights Back* (1938) dont le sujet proprement dit est la campagne de la célèbre 8^e armée de route communiste contre les Japonais dans le nord du Shanxi, qu'elle est allée suivre comme reporter après son séjour à Xi'an.

Et à Xi'an, donc, les boutiques, d'après elle, « regorgent de marchandises de pacotille qui coûtent très cher ». Mais elle n'est guère impressionnée par ces « boutiques de deux ou trois étages » (comme elle les décrit) où s'entasse toute cette camelote importée de l'intérieur, ni par Xi'an en général, qui pour elle n'est pas vraiment une ville (not much of a city) ; il est vrai que tout ce qui est en dehors des zones communistes semble mériter, au mieux, son dédain. Mais elle mentionne quand même le meilleur hôtel de Xi'an, aussi impeccablement équipé et confortable que les grands hôtels de Shanghai — et il s'agit certainement de l'Hôtel de la Capitale de l'Ouest (le Xijing zhaodaisuo 西京招待所), qui avait été construit en 1935 par une des meilleurs firmes de travaux publics du pays, la Shanghai jianye gongsi 上海建業公司, à qui l'on doit également, à la même époque, les succursales à Xi'an de deux des principales



banques chinoises à l'époque (la Banque des communications et la Banque de Chine), ainsi que l'Institut d'agronomie de Wugong dont je parlerai tout à l'heure⁷⁵. Cet hôtel, d'ailleurs, Agnes Smedley le connaissait bien puisque, par le plus grand des hasards, elle y résidait au moment du coup de Xi'an, moins d'un an plus tôt, et qu'elle avait donc été aux premières loges puisque c'était là que descendaient les fonctionnaires et les officiers du Guomindang, et qu'ils ont été

⁷⁵ Cf. Ma Wenyan 馬文彥, « 西北農學院的創建和陝西水利的興起 », *Xi'an WSZL* 5 (nda), p. 169.

assignés à résidence pendant la durée de l'incident⁷⁶.

Et à la même époque (ou très peu de temps après) il y avait quelques grands magasins comme celui représenté ci-dessus, qui fait face aux « boutiques de deux ou trois étages » dont parle Smedley, la circulation automobile était certainement beaucoup plus intense que du temps de Johnson ou de Průšek, il y avait désormais l'électricité dans la ville (il semble qu'une centrale ait été construite en 1935), les lignes que l'on aperçoit sur toutes les photos des rues de Xi'an montrent que le téléphone commençait à se répandre (le télégraphe existait depuis la fin du 19^e siècle), il y avait un aérodrome (dès 1933 Todd fait allusion à la poste aérienne entre Pékin et Xi'an), etc. En revanche il n'y avait pas l'eau courante, même si on trouve en 1935 dans la *Revue d'hydraulique du Shaanxi* (*Shaanxi shuili yuekan* 陝西水利月刊), fondée par Li Yizhi à la fin de 1932, deux articles proposant un plan détaillé d'adduction d'eau pour la ville.

Tout cela, en conclusion, reste très impressionniste, et ne remplace en aucune manière l'étude d'histoire urbaine qui nous manque sur Xi'an, mais j'ai voulu vous livrer ces quelques éléments relevés un peu au hasard de mes lectures, parce que, si éparpillés soient-ils, il suggèrent malgré tout quelque chose du changement par lequel est passée la capitale du Shaanxi pendant les années 1930 dans son environnement physique et humain ; ce à quoi l'on assiste, en quelque sorte, c'est à un démarrage de modernisation.

L'arrivée du Longhai

Comme nous l'avons vu, la question de la desserte de la ville, c'est-à-dire des transports et des communications, est absolument cruciale, et bien sûr elle n'intéresse pas que Xi'an : vers 1930 l'absence du moindre kilomètre de voie ferrée et la quasi absence de routes raisonnablement carrossables sont dénoncées par tout le monde comme une des causes fondamentales de l'isolement, et donc de l'arriération, du Shaanxi. Or, on peut dire qu'en l'espace de 5 ou 6 ans Xi'an est passée d'un isolement quasi-total, en termes de communications modernes, à une amorce de désenclavement ; et les conséquences économiques qui en sont résultées se sont fait sentir dans tout le Guanzhong. Il me semble donc utile de dire quelques mots de plus sur cette modernisation des communications.

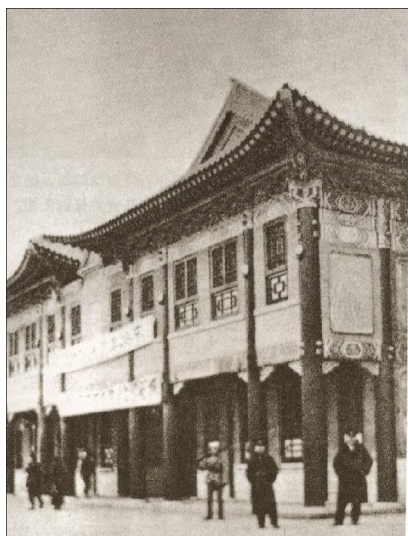
En ce qui concerne le chemin de fer, j'ai déjà mentionné au passage les grandes dates. La transversale est-ouest du Longhai, qui part de la côte et qui était destinée dès le départ à atteindre le Gansu, a été prolongée jusqu'à Tongguan (la ville qui donne accès à la vallée de la Wei depuis la plaine centrale) entre novembre 1930 et décembre 1931, semble-t-il avec des fonds de l'indemnité boxeur retournés par la Belgique (il manquait 73 kilomètres, qui avaient été laissés en souffrance à cause de la guerre entre Feng Yuxiang et le régime de Nankin). On peut donc, à cette date, arriver en train au Shaanxi (ou y transporter des marchandises) — mais pas à plus de quelques kilomètres de la frontière : à partir de là, pour gagner Xi'an, il faut prendre la route dont je parlerai dans un instant. D'après la biographie que je mentionnais la dernière fois, dont on réalise assez vite que c'est plus une hagiographie qu'autre chose, et qu'elle est bourrée d'erreurs, c'est au gouverneur Shao Lizhi que reviendrait le mérite d'avoir obtenu de Nankin les fonds nécessaires pour construire le tronçon de 130 km reliant Tongguan à Xi'an, lequel était programmé depuis longtemps (depuis la fin des Qing, en fait) ; et Yang Hucheng, qui restait commandant en chef des armées de la province, aurait rendu le projet réalisable en y faisant travailler les soldats de sa 17^e armée. En réalité des sources plus sûres montrent que les travaux préparatoires étaient déjà en train en 1931, que les travaux proprement dits ont débuté en août 1932 (près d'un an avant l'entrée en fonctions de Shao

⁷⁶ Zong Ming'an 宗鳴安, *Xi'an jiushi* 西安舊事 (Xi'an, Xi'an chubanshe, 2009), p. 46-49, a une liste des 46 personnes concernées, avec leurs numéros de chambres ! Il y a une "reporter américaine", Shi Aiyi 施愛義 (chambre 203), qui est certainement Agnes Smedley.

Lizi), mais qu'ils n'ont vraiment pris leur rythme définitif qu'un an plus tard ; et surtout l'on peut voir que, si les responsables politiques locaux (Shao Lizi et, avant lui, Yang Hucheng) étaient évidemment favorables au développement ferroviaire de la province, et qu'ils faisaient du lobbying en ce sens auprès des autorités centrales, la réalisation finale de ces projets a en fin de compte dépendu de facteurs qui les dépassaient, et qui dépassaient le cadre de la province.

Pourquoi cela ? Parce que la prolongation du Longhai procédait d'une politique de développement du Nord-Ouest impulsée par le gouvernement central — avec plus ou moins d'efficacité selon les circonstances, mais avec un certain sentiment d'urgence après l'« incident du 18 septembre [1931] », c'est-à-dire l'invasion de la Mandchourie par les Japonais. Dès cette époque, la construction économique du Nord-Ouest, à commencer par le Shaanxi, est conçue comme un élément parmi d'autres au sein d'une stratégie d'ensemble visant à préparer le pays à résister à la machine de guerre japonaise ; et cette dernière n'a en effet cessé, pendant les années précédant l'invasion de 1937, d'accentuer sa pression et de grignoter de nouvelles positions en Chine du Nord. En d'autres termes, le Shaanxi est destiné à devenir un élément clé d'un « grand arrière » dans l'ouest du pays, communiquant avec l'Asie centrale et l'URSS. En août 1932 est constituée une « Commission d'enquête sur l'activité économique au Shaanxi » (Shaanxi shiye kaochatuan 陝西實業考察團), qui est accueillie dans la province par Yang Hucheng et y passe une quarantaine de jours, et qui préconise entre autres mesures l'accélération des travaux ferroviaires.

Cette politique de développement du Nord-Ouest sera poursuivie pendant toute la durée des années 1930 et jusqu'à la fin de la guerre, avec plus de moyens et avec une orientation plus marquée vers la défense nationale à partir de 1935. Mais comme on l'a vu les débuts ne sont pas rapides, car au début de la décennie le régime nationaliste connaît des difficultés financières considérables, et pour de multiples raisons, telles que les inondations catastrophiques du Yangzi en 1931, les attaques japonaises la même année, et d'autres causes de dépenses militaires majeures. Ce n'est qu'à l'été 1933 que l'État nationaliste, soutenu par les principales banques, réussit à contracter des emprunts importants à l'étranger, et que le chantier de la voie ferrée Tongguan-Xi'an peut être financé de façon adéquate et être mené à bien en un peu plus d'un an.



Le Longhai atteint donc Xi'an en décembre 1934, alors que d'après les plans initiaux ç'aurait dû être deux ans plus tôt ; et voici d'ailleurs la gare (la photo ci-contre est supposée avoir été prise en décembre 1936, au moment de l'arrivée de Chiang Kai-shek, juste avant l'incident de Xi'an). Tout de suite après, la voie est prolongée plus à l'ouest dans la vallée de la Wei, jusqu'à Baoji 寶雞, pour une longueur de 173 km, qui est atteint à la fin 1936 ; là, donc, les choses sont donc allées nettement plus vite (alors que techniquement le terrain était plus difficile), encore une fois pour des raisons exclusivement financières. Le financement était en effet assuré sur des emprunts étrangers par l'intermédiaire d'un consortium français ; et si une telle chose a été possible, c'est qu'à partir de 1935 environ les autorités ferroviaires de la République de Chine ont réussi, au terme de beaucoup d'efforts, à restaurer leur crédit international en renégociant et en apurant les dettes anciennes ; désormais la recherche de crédits, aussi bien auprès des institutions financières chinoises qu'à l'étranger, soulève beaucoup moins de difficultés.

J'ajoute que deux branches d'intérêt stratégique ont été construites pendant la guerre : une ligne de 100 km (à voie étroite) depuis Baoji, en 1937, et une voie reliant Xianyang à

Tongguan 同官 (aujourd'hui Tongchuan 銅川), plus au nord, où se trouvaient des mines de charbon, devenues indispensables pour alimenter les locomotives du Longhai et les industries locales, à présent que les sources habituelles de combustible, au Henan et au Shandong, étaient aux mains de l'ennemi. Cette voie a été construite entre 1939 et 1942 en récupérant les rails de la section Zhengzhou-Luoyang du Longhai, qui avait été démontée pour gêner l'avance de l'armée japonaise. Elle traverse la région du Weibei, qui du coup s'est trouvé directement connectée au réseau national (lequel se réduisait à ce moment, il est vrai, à la branche occidentale du Longhai, depuis Luoyang). Là encore, à en croire sa biographie, cette branche longue de 130 km serait l'œuvre du gouverneur Shao Lizi, mais c'est un total anachronisme. Enfin, pendant la même période (1939-1942) est menée à bien, dans des conditions techniques et économiques extraordinairement difficiles, le prolongement du Longhai jusqu'à Tianshui au Gansu, 154 km à l'ouest de Baoji.

Comme je le disais, cette activité de construction ferroviaire dans la province, qui dure jusqu'en 1945 et qui a réellement pris son essor à partir de 1934 ou 1935, est en grande partie de nature stratégique : elle est inséparable des prodromes de la guerre contre le Japon, et ensuite de la guerre de résistance, car il s'agit de faire du Shaanxi, juste en arrière du front, une base stratégique et économique puissante. Le chemin de fer du Longhai à l'intérieur du Shaanxi a d'ailleurs été équipé pour la guerre, avec construction d'abris antiaériens dans les gares (pendant la guerre la vallée de la Wei est à portée de l'aviation japonaise), stocks spéciaux de matériels constitués pour soutenir une attaque terrestre, entraînement spécial du personnel, etc.

Mais les conséquences économiques de l'arrivée du chemin de fer à Xi'an, et deux ans plus tard à Baoji, qui nous concernent plus ici, ont été considérables, et cela dès la courte période précédant la guerre (autrement dit, avant que la section conservée à l'ouest de Luoyang ne devienne la principale voie de communication entre le front et l'arrière). En effet, toute l'économie de la vallée de la Wei s'en est trouvée désenclavée, les échanges commerciaux avec les provinces centrales ont pu changer d'échelle, et il est devenu concevable d'importer au Shaanxi des équipements lourds pour y créer des industries. L'auteur qui a étudié le plus en détail le développement économique du Guanzhong entre 1930 et le début des années 1980, Eduard Vermeer (dans un ouvrage publié en 1988), estime qu'on ne peut pas vraiment parler de développement économique au Shaanxi avant la connexion de Xi'an au réseau ferré : celle-ci marque ce qu'il appelle la première vague de changement socio-économique dans la région, suivie des effets de l'économie de guerre après 1937, et enfin du premier plan quinquennal sous le régime communiste. Ces effets étaient d'ailleurs cumulatifs. Pendant la guerre, par exemple, le Longhai a joué le rôle de voie d'évacuation pour un nombre important d'industries des zones occupées ou menacées, qui sont venues se replier avec leurs équipements dans la vallée de la Wei, et l'industrialisation du Guanzhong s'en est trouvée considérablement accélérée. Mais dès 1936, comme le montre Vermeer, plusieurs industries modernes sont venues s'installer à Xi'an et dans ses environs, notamment une usine de tissage appartenant à la grande entreprise Dahua, qui en possédait déjà plusieurs en Chine, ainsi que des meuneries industrielles, une distillerie appartenant à une compagnie allemande, et diverses petites industries financées par des capitaux locaux⁷⁷.

Que la connexion ferroviaire ait donné le signal de départ du développement est certainement vrai en termes de croissance économique *moderne* ; mais je crois — et c'est ce que j'essaie de montrer ici — que les prodromes de cette croissance se sont fait jour avant cette date, essentiellement à partir de 1931 ou 1932 ; en d'autres termes, ils apparaissent avec les premiers projets et les premiers efforts de modernisation, si limités soient-ils, au

⁷⁷ Vermeer, p. 73-75.

lendemain de la prise de pouvoir des nationalistes au Shaanxi ; et c'est ce qui m'a conduit à parler d'une « amorce de cycle de développement ».

Les transports routiers

Parlant de « signes visibles » — par opposition, j'entends, aux transformations dans la gestion et les méthodes de l'agriculture, qui sont moins immédiatement visibles et dont je m'occuperai dans un instant — je viens d'évoquer la question du transport ferroviaire, et je voudrais en venir, plus brièvement peut-être, à celle du transport routier, où les premiers signes de transformation anticipent quelque peu l'arrivée du chemin de fer à Xi'an et sa prolongation vers la haute vallée de la Wei. J'ai fait allusion au jugement définitif de Průšek, basé sur ses observations (ou faudrait-il dire, ses aventures) en mars 1934 : par temps sec on peut à peu près circuler, par exemple prendre un des services de bus entre Tongguan et Xi'an ; mais dès qu'il se met à pleuvoir les routes sont transformées en un bain de boue, et toute la circulation s'arrête — et par là s'explique pour partie l'isolement commercial et l'arriération économique de Xi'an.

Certes, la condition des routes dans le Guanzhong avait quelque chose de médiéval, ou au minimum de prémoderne, qu'accentuait encore la géologie de la vallée de la Wei (le loess). Mais là aussi les choses étaient en train de bouger. Le meilleur aperçu que nous ayons de la situation des routes au Shaanxi au début de la période qui nous concerne (au début de 1931 pour être précis), c'est Todd qui nous le donne dans un article paru en février de cette année dans la revue de l'Association des ingénieurs chinois et américains, sous le titre « Shensi's highway problem ». L'article commence par un commentaire sans appel sur la condition



misérable de la province à ce moment, laquelle ne peut être qu'un fardeau pour la Chine, plus sans doute que toute autre, et qu'il compare non pas à une belle au bois dormant, mais à un « mendiant moribond » — sauf que, justement, cette région misérable, ravagée par la sécheresse, par les désordres politiques et par le banditisme, a un potentiel, qui pour le moment est un potentiel agricole, et qu'on peut donc la faire revivre. Et le problème le plus urgent, ce sont les transports, c'est-à-dire en l'occurrence les transports par route, puisqu'il n'y a toujours pas de chemin de fer et que par ailleurs les transports fluviaux se limitent à quelques jonques de faible capacité sur la Wei, par laquelle on ne peut d'ailleurs pas s'approcher à moins de 75 kilomètres de Xi'an. Ces transports routiers, traditionnellement, ce sont

1) les charrettes tirées par des mules, qui servent surtout sur la « grande route » — l'ancienne route impériale — de Tongguan à Xi'an, et au delà, vers Lanzhou (la route Xilan) (photo ci-contre) ; 2) les brouettes ; et 3) les bêtes de somme (les mules), qui sont en fait le principal moyen de transport dès qu'on quitte la route principale qui suit la Wei d'est en ouest.

Et puis, très récemment, l'automobile a fait son apparition, ce qui nécessite un certain nombre d'aménagements aux routes existantes. On n'en est qu'au tout début, dit Todd, et l'article est précisément consacré à un état des lieux de ce point de vue : i.e. les routes qui sont accessibles aux véhicules automobiles. C'est, à coup sûr, très limité : il y a d'abord la route qui permet d'atteindre Xi'an depuis Tongguan, qui avait été, d'après Todd, quelque peu

réaménagée en 1921 avec des fonds étrangers (c'était pendant la grande famine de 1920-1921) — encore que ce qui s'est exactement passé à ce moment avec cette route n'est pas tout à fait clair. Nous savons en effet qu'en 1922 Feng Yuxiang, qui était alors gouverneur militaire du Shaanxi et avait de grands projets pour moderniser la province, avait invité le futur général Stilwell, alors capitaine attaché militaire à Pékin, à venir diriger les travaux pour rendre cette route carrossable (Stilwell venait de réaliser une route dans la province voisine du Shanxi, pour le compte de la Croix-Rouge américaine, et en avait tiré une certaine réputation) ; mais finalement il n'en était rien résulté parce que Feng Yuxiang avait dû très vite quitter la région à la tête de ses troupes pour aller participer à un de ces conflits entre cliques de seigneurs de la guerre qui rythment le début des années 1920, et Stilwell était pour sa part retourné à son ambassade à Pékin ; et ce qui est sûr, c'est qu'à ce moment (au début 1922, donc) la route n'avait *pas* été aménagée pour les automobiles et qu'il fallait quatre jours de charrette pour parcourir la centaine de kilomètres entre Tongguan et Xian, et autant entre le terminus du Longhai et Tongguan — et le journal de Stilwell donne une description fort pittoresque de ce trajet. Mais d'une manière ou d'une autre on a dû faire quelque chose, car, nous dit Todd, il y a des services de bus depuis cette époque, et lui-même en a pris un la première fois qu'il est venu au Shaanxi, au printemps 1924 — c'était pour visiter le site du Weibei avec Li Yizhi et signer un accord avec le gouverneur Liu Zhenhua.

Ce que dit Todd, c'est que depuis trois ans (depuis 1928, donc) les routes proches de Xi'an ont été aménagées, et qu'à l'intérieur même de la ville on a beaucoup amélioré les chaussées, de telle sorte que la circulation automobile est possible dans la capitale de la province et autour d'elle : c'est donc plus ou moins la situation que décrit Průšek en 1934. Et puis, il explique aussi que pendant cette même période (i.e. après 1928, lorsque Feng Yuxiang et ses lieutenants occupaient la région), Feng Yuxiang avait fait construire une route large et carrossable entre Lingbao 靈寶 — le terminus temporaire du Longhai au Henan — et Tongguan, une route qui remplaçait d'une certaine façon le tronçon manquant de voie ferrée pour arriver jusqu'au Shaanxi, et qui en tout cas a eu pour effet d'attirer les véhicules automobiles, y compris les autobus, vers cette province : c'est donc de là, apparemment, que date l'apparition de l'automobile au Shaanxi. Le contraste doit avoir été assez remarquable avec la situation qui prévalait sur le même trajet quelques années plus tôt, telle qu'a pu la voir Stilwell en 1922, et dont il a laissé dans son journal une description extrêmement haute en couleur : comme la circulation est dense, et dans les deux sens, ce ne sont qu'embouteillages homériques de charrettes chargées d'énormes balles de coton (plus la femme et les enfants du propriétaire), criaileries, négociations interminables pour savoir qui va passer le premier, et ainsi de suite, et le tout avance avec une lenteur effrayante. Il est facile d'imaginer que lorsque le chemin de fer a fait son apparition sur les mêmes trajets au début des années 1930, la circulation des personnes et des marchandises a pu être du jour au lendemain multipliée par plusieurs ordres de grandeur, aussi bien en rapidité qu'en quantité.

Enfin, Todd évoque les travaux routiers récents que la CIFRC a entrepris au Shaanxi pendant la phase la plus aiguë de la famine de 1930 — j'y avais fait allusion quand j'avais évoqué les mois précédant le démarrage du projet du canal Jinghui, lorsque John Baker était venu organiser les opérations pendant l'été de cette année. Et enfin il propose un tableau des tronçons actuellement accessibles aux automobiles, qu'il s'agisse de routes spécialement aménagées pour cela ou d'anciennes routes accessibles aux charrettes, mais qui ont été améliorées de telle façon que les automobiles peuvent s'y risquer pendant certaines périodes ; et il précise à chaque fois la longueur du trajet, la largeur de la chaussée et la qualité du profil. En 1930 la CIFRC aurait ainsi construit dans la province plus de 150 km de routes nouvelles et a aménagé environ 250 km de routes existantes.

Les routes spécialement aménagées pour la circulation automobile sont toujours des routes en terre (elles ne sont jamais empierrées), et, d'après Todd, à condition qu'elles soient bien

conçues, avec des caniveaux adéquats, convenablement tassées, et surtout bien entretenues, elles supportent bien les pluies et ne doivent être évitées que pendant les grandes pluies de l'été. Le problème de l'entretien est évidemment fondamental, et comme le confirment beaucoup d'auteurs, c'est un peu le maillon faible, car les administrations locales ou bien manquent de moyens, ou bien s'en désintéressent, et en outre il est toujours difficile dans un premier temps de convaincre les riverains qu'entretenir et protéger les routes est dans leur intérêt. Plusieurs témoignages suggèrent en fait que les routes les mieux entretenues sont les routes militaires. Et concernant l'ardente obligation de conserver les routes en bon état, la grande question, discutée dans de nombreux articles de la même revue, c'est la cohabitation des automobiles et des charrettes. En effet les charrettes sont le plus souvent équipées de roues avec des jantes très étroites, et du coup elles détruisent les revêtements en y creusant de profondes ornières. Si bien qu'une route sérieuse doit comporter une voie séparée réservée aux charrettes, ou alors être interdite aux charrettes avec des jantes de moins de trois pouces. Apparemment, en 1931 c'était le cas d'une bonne partie des routes du Guanzhong central dont Todd fait la liste.

Bref, si en 1931 le Shaanxi n'en est pas encore à posséder un réseau de routes décentes pour la circulation automobile, et si le problème des entraves apportées à la circulation pendant la saison des pluies ne sera résolu que longtemps après la période qui nous concerne (en goudronnant les principales routes), la situation est visiblement moins dantesque que ce que décrit Průšek dans ses souvenirs — des souvenirs dont il est clair qu'ils ont été très influencés par le mauvais temps. Mais elle est encore précaire, et si on arrive à peu près à circuler à l'intérieur du Guanzhong, les communications avec le sud et le nord de la province sont inexistantes, et elles le resteront longtemps (il n'est que de voir le récit de voyage d'Agnes Smedley entre Yan'an et Sanyuan en 1937). En revanche — et j'en ai déjà pas mal parlé — la fameuse route Xilan, qui parcourt la vallée de la Wei à l'ouest de Xi'an et connecte le Shaanxi avec Lanzhou, la capitale du Gansu, et au delà avec le Xinjiang et l'Asie centrale, va être réalisée tout de suite après. J'en ai raconté les péripéties (ou une partie d'entre elles), mais le résultat est là : lorsque le journaliste Peter Fleming et ses compagnons la parcourent sur toute sa longueur à l'hiver 1935, perchés sur des camions surchargés et ayant à subir, au long de huit jours de voyage « pénible et hasardeux », divers incidents et accidents, il n'en remarque pas moins que « la route elle-même était d'une qualité surprenante » ; et il note aussi que les Chinois ont remplacé les panneaux de signalisation dont les ingénieurs étrangers leur avaient donnés les modèles par des panneaux portant un point d'exclamation pour signaler les passages difficiles ou dangereux — ou deux points d'exclamation quand c'est vraiment dangereux.

Les investissements éducatifs

Cela étant, il est plus difficile de suivre en détail les progrès du réseau routier du Guanzhong pendant les années 1930 que ceux du réseau ferroviaire, qui est à la fois plus simple et mieux décrit dans les sources. Mais même ainsi les signes extérieurs de développement dont j'ai parlé jusqu'ici — la ville de Xi'an, les voies ferrées, les routes, auxquelles il faut bien sûr ajouter les infrastructures d'irrigation, mais j'en ai déjà parlé et je vais en reparler — sont loin de tout résumer. Je crois qu'il faut aussi tenir compte d'éléments plus difficiles à mesurer avec précision, en tout cas dans l'état de nos connaissances, tels que le développement du système éducatif, ou même le niveau d'expertise scientifique disponible localement. Concernant ce dernier point, par exemple, je suis frappé par la qualité de la revue fondée par Li Yizhi en 1932, le *Shaanxi shuili yuekan*, qui a continué de paraître jusqu'en 1942 au moins, et qui contient beaucoup d'articles techniques ou portant sur l'économie agraire.

Quant au développement des écoles et de l'enseignement supérieur, il faudrait une enquête détaillée pour en prendre la mesure exacte. On ne partait pas de zéro, d'ailleurs, puisque l'Université du Nord-Ouest avait été créée dès les années 1920, que Li Yizhi y avait fondé un collège d'ingénierie, avec une section d'hydraulique qui devait devenir, après diverses péripéties, le département d'hydraulique de l'École de Wugong dont je vais tout de suite parler, et qui a été une pépinière d'ingénieurs pour le Shaanxi ; et que d'une manière plus générale Xi'an semble avoir eu une population lycéenne et étudiante significative dès cette époque, et parfois politiquement assez agitée. Mais il est probable que ces institutions ont beaucoup souffert du siège de Xi'an, de la guerre civile et de la grande crise provoquée par la sécheresse, et qu'elles ont dû ensuite se reconstruire progressivement.

À un niveau plus élémentaire, outre le témoignage de Průšek que j'ai mentionné tout à l'heure, certes très cursif, on prête au gouverneur Shao Lizi et à son épouse beaucoup d'initiatives dans le domaine de l'éducation et de l'hygiène au Shaanxi, dont certaines sont d'ailleurs confirmées par les sites Internet d'écoles fondées par eux et qui existent toujours. Ainsi parle-t-on d'une école professionnelle pour les filles à Xi'an, où on enseigne la comptabilité et d'autres disciplines de ce genre, d'une école de sages-femmes, etc. Plus proche de nos préoccupations en matière de développement est l'Institut agronomique du Nord-Ouest (Xibei nongxueyuan 西北農學院), également appelé Institut agronomique de Wugong 武功, du nom du district où il avait son siège, un peu à l'ouest de Xi'an le long de la Wei. (On mentionne deux autres écoles d'agronomie dans la vallée de la Wei pendant la même période, à Zhouzhi et à Xianyang). Il y a sur cette création de l'Institut de Wugong un témoignage assez intéressant d'un certain Ma Wenyan 馬文彥 dans la série des *Wenshi ziliao* de Xi'an, dont les détails me semblent caractéristiques de l'introduction d'un incontestable degré de modernité dans ce qui restait l'activité économique majeure de la région, à savoir l'agriculture.

L'idée de créer dans le Guanzhong une école moderne d'agronomie remonterait à l'époque de l'Armée de pacification nationale (Jingguojun), au début des années 1920, c'est-à-dire de ce régime dissident d'inspiration sunyatséniste qui avait occupé la région du Weibei pendant près de quatre ans en tenant tête aux seigneurs de la guerre qui détenaient le pouvoir à Xi'an, et qui aurait tenté, avec des moyens il est vrai très limités, d'impulser dans la région qu'il contrôlait des politiques d'éducation et de développement ; j'avais parlé de tout cela les années passées. C'est donc pendant les derniers mois d'existence de la Jingguojun, à la fin de 1921, que Yu Youren, son chef spirituel, alors replié à Wugong, et le général qui l'avait pris sous sa protection, qui n'était autre que Yang Hucheng, auraient formulé le projet d'y fonder un jour une école d'agronomie pour répondre (raconte l'histoire) à un vœu formulé par les paysans locaux, car ceux-ci se désespéraient d'arriver à sortir un jour l'agriculture du Guanzhong de la crise profonde où elle était plongée. Le choix de Wugong n'était pas fortuit : c'est en effet là même, selon la légende, que Houji 后稷, l'un des héros fondateurs de la civilisation chinoise, aurait enseigné l'agriculture aux Chinois.

Quoi qu'il en soit, le projet est impraticable à ce moment, alors qu'on est en pleine débâcle militaire ; mais dix ans plus tard, Yu Youren et Yang Hucheng — le premier devenu un grand dignitaire du Guomindang, alors en visite à Xi'an, le second devenu gouverneur de la province — auraient décidé de redonner vie à ce vieux projet. Mais les forces locales n'y suffirent pas, si bien qu'en 1932 on décide de profiter d'un projet de déménagement dans l'intérieur de la Chine de l'Université du travail (Laodong daxue 勞動大學), à Shanghai, pour en récupérer l'institut d'agronomie et le transférer au Shaanxi — apparemment Yu Youren a pu arranger l'affaire grâce à ses nombreuses connexions dans les universités shanghaiennes, où il avait été lui-même un personnage important dans les premières années de la République. Je vous passe les détails des travaux préparatoires et des négociations (il y avait d'autres candidats que Wugong pour accueillir l'Institut) ; mais ce qui est intéressant, c'est que

lorsqu'il s'est agi d'acquérir un site pour le nouvel Institut — et un Institut d'agronomie a besoin de beaucoup de terrains pour ses plantations expérimentales — on s'est heurté à un problème dont j'ai déjà parlé, celui des expropriations, dont l'auteur note qu'il bloque souvent les projets de développement, notamment les projets routiers. Heureusement, le « soutien puissant » de Yang Hucheng (i.e. un acte d'autorité du gouverneur, je suppose) permet de débloquer la situation et d'acquérir un terrain de 500 *mu* pour construire l'école, 8000 *mu* (environ 450 hectares) de champs expérimentaux, et 20 000 *mu* de terrains forestiers dans les montagnes Qinling à proximité. La première pierre est posée en 1934 (mais certains départements semblent avoir commencé de fonctionner dès 1932), et les travaux commencent en 1935 (ils sont confiés à la même entreprise shanghaienne que l'hôtel Xijing dont j'ai parlé tout à l'heure, c'est-à-dire qu'on a la meilleure qualité d'architecture moderne) : c'est à l'époque le plus beau bâtiment d'enseignement dans tout le Nord-Ouest, nous est-il dit, et l'enseignement qui y est dispensé est financé en partie par une subvention du gouvernement central. L'Institut de Wugong, également appelé École spécialisée d'agronomie et de science forestière du Nord-Ouest (Xibei nonglin zhuanke xuexiao 西北農林專科學校), a atteint son plein régime en 1936, avec six départements (hydraulique, agriculture, forêts, cultures potagères, élevage et science vétérinaire, économie agricole). Il acquerra assez vite une réputation nationale, qu'il possède encore aujourd'hui.

L'amorce d'une mutation

L'Institut d'agronomie de Wugong a sans aucun doute joué un rôle de premier plan dans le développement de l'agriculture du Guanzhong à cette époque. Mais les recherches qu'on y poursuivait et la formation scientifique et technique qui y était dispensée, ainsi que dans d'autres institutions du même genre qui existaient alors dans la province, ne représentent, me semble-t-il, qu'un élément parmi d'autres dans la mutation de l'agriculture du Guanzhong qui s'est alors amorcée — et je dis bien « amorcée », car les effets en ont souvent été longs à se matérialiser, ou au moins à se généraliser. Et c'est donc à cela que je voudrais consacrer la fin de mes considérations.

Certains des hommes qui ont été associés à la création de l'Institut de Wugong avaient, pourrait-on dire, une vision globale du développement qu'ils appelaient de leurs vœux dans une région qui était encore, essentiellement, sous-développée. C'est le cas, avant tout, de Li Yizhi, dont nous avons plusieurs textes assez remarquables dans lesquels il développe cette vision. Tout de suite après l'inauguration du canal Jinghui en 1932, par exemple, il publie un court texte intitulé « Mon opinion sur la gestion du canal Jinghui » (涇惠渠管理管見), dans lequel il insiste sur l'importance d'une gestion éclairée à présent que la première phase des travaux est terminée (de même, dit-il, que la plus belle des machines ne servira à rien si elle n'est pas entretenue). Les paysans sont les principaux acteurs, et les fonctionnaires désignés par le gouvernement sont là pour les surveiller et les guider, mais pour les travaux importants il est indispensable que l'administration prenne elle-même la direction des opérations. Mais Li Yizhi dit aussi qu'il faut donner toute son importance à la « recherche » (*yanjiu*), et il développe tout un programme qui vise au-delà de la production agricole : une fois le programme achevé, il faudra prélever sur les revenus de l'irrigation pour constituer une base économique permettant d'encourager le développement agricole, commercial et industriel, d'abord du Weibei, dont il veut faire ce qu'il appelle, de façon assez remarquable, une « zone économique complète » (*zhengge de jingji quyue* 整個的經濟區域), puis de toute la province, par l'intermédiaire d'une « banque d'épargne du Jinghui » dont le capital de départ serait constitué avec le produit de l'enregistrement de toutes les terres irrigables de la région (soit environ 1 million de dollars), s'augmentant année après année d'un « fonds pour l'irrigation » perçu sous la forme d'une sorte d'épargne obligatoire versée par les utilisateurs, leur rapportant un intérêt réduit, mais sans avoir le droit de retirer ce « capital ». Et afin de ne

pas compromettre la croissance de cette base économique, une fois approuvés par le gouvernement provincial les règlements de gestion (*guanli zhangcheng*) devraient être maintenus définitivement. Et il ajoute qu'il est nécessaire d'inviter la CIFRC et les associations charitables qui ont aidé à la construction du canal à rester comme « conseillers » et à envoyer en permanence des spécialistes pour guider le développement économique de la province. Enfin, et c'est un sujet éminemment délicat, il faudrait commencer par les districts du Weibei pour appliquer une politique impitoyable de prohibition de la culture de l'opium. C'est un sujet délicat parce que, jusqu'en 1935 au moins, la culture du pavot est restée la source la plus sûre de rentrées fiscales pour le gouvernement de la province, qui était par ailleurs financièrement aux abois, et qu'on a donc poursuivi les méthodes pratiquées sous les seigneurs de la guerre, dont j'avais parlé il y a deux ans.

Ce texte de Li Yizhi est un exemple, et je pourrais en citer d'autres, du même auteur, et pas seulement de lui. C'est une approche qu'on pourrait dire « d'ingénieur », dans laquelle l'hydraulique n'est pas seulement un moyen d'accroître la productivité ou la sécurité de l'agriculture, à la manière traditionnelle, mais sert aussi à impulser un développement économique multiforme. Comme l'a noté David Pietz dans son étude sur le programme de la Huai à l'époque républicaine, le grand ancêtre de ce programme (et, d'une certaine manière, de la profession d'ingénieur en Chine), l'homme d'État Zhang Jian 張謇 (1853-1926), avait déjà une vision intégrée où l'industrialisation (en l'occurrence l'industrie du coton) devait être basée sur une agriculture rendue prospère grâce aux aménagements hydrauliques, à quoi s'ajoutaient des institutions éducatives : en d'autres termes, quelque chose de tout à fait comparable à ce qu'envisageaient pour la vallée de la Wei aussi bien Li Yizhi que les technocrates de la NEC et du Comité de Contrôle du Coton dont j'ai parlé l'autre jour. Au reste, lorsque le grand programme d'aménagement de la Huai sera lancé à la fin des années 1920, le groupe d'ingénieurs de haut niveau appelés par le comité directeur, dont Li Yizhi est le chef, se basera de façon analogue sur le principe moderne de ce que Pietz appelle le « multi-purpose river development » (développement fluvial avec plusieurs objectifs), qui inclut non seulement la protection contre les inondations, mais aussi la navigation, l'irrigation et l'hydro-électricité. Or, cette approche authentiquement « développementale » sera confrontée à une approche plus traditionnellement hydraulique, et orientée vers l'agriculture (et la stabilité sociale), où le problème à régler est simplement le drainage du bassin de la Huai et la prévention des inondations. Cette option plus conservatrice était soutenue au départ par Chiang Kai-shek, mais Li Yizhi aurait réussi à le convaincre du bien-fondé de l'option plus ambitieuse du groupe des ingénieurs.

Quoi qu'il en soit, c'est le même genre de choix que Li Yizhi suggère peu de temps après au Shaanxi — ainsi, encore, dans un article de sa revue (mentionnée précédemment) où il affirme que l'ambition du bureau d'hydraulique du Shaanxi (dont il est le chef), c'est de combiner la recherche et les projets sur les « nouvelles activités » (*xin shiye* 新事業), et la réforme et la modernisation des « anciennes activités » (*jiu shiye* 舊事業).

Pour m'en tenir à ces « anciennes activités », justement, il me semble qu'on peut évoquer trois types de facteurs dans leur réforme et leur modernisation.

Le premier, c'est tout simplement la construction des infrastructures. Au moment où Li Yizhi rédige ses articles, le nouveau système d'irrigation du Weibei est en voie d'achèvement, et sept autres de moindre ampleur mais usant de techniques comparables sont prévus sur tout le pourtour de la vallée de la Wei : le bureau d'irrigation en achèvera un avant la mort de Li Yizhi, un autre étant déjà engagé, et comme je l'avais mentionné le programme sera finalement mené à bien au début de la République populaire.

Même en l'absence de tout *input* scientifique, les effets du rétablissement de l'irrigation sont immédiats, et spectaculaires. En conclusion d'un article consacré à l'opération du Weibei et paru en février 1933 — donc seulement quelques mois après l'inauguration —, Todd décrit

en ces termes les effets bénéfiques de la nouvelle irrigation dans la partie supérieure du Canal (celle dont s'occupait la CIFRC, et qui fonctionne déjà) : « Ç'a été une source de contentement que de constater l'effet [de ces travaux] sur la réhabilitation des campagnes environnantes. Lorsque le chantier avait débuté un très petit pourcentage des champs était en culture. Il y avait très peu de gens résidant dans les villages et on ne voyait pour ainsi dire pas d'animaux domestiques. Aujourd'hui la superficie mise en culture est bien plus vaste, les villages sont pleins de gens qui ont l'air en bonne santé, et on aperçoit beaucoup d'animaux. Alors que le banditisme sévissait lorsque les travaux ont été entrepris, c'est devenu un phénomène rare [là il s'avance un peu puisque le kidnapping d'Eliassen est encore à venir]. En tant qu'entreprise de "secours contre travaux" le projet a incontestablement été une réussite. » Ou encore, dans un article paru dans la presse en 1935 : « Ce projet a permis d'irriguer 600 000 *mu* de terres à blé et à coton de bonne qualité dans la région du Weibei. La région a changé si rapidement en 1933, comparé à la pauvreté qui existait en 1928, 29, 30, 31 et 32, que les prix fonciers ont explosé et que les villages ont commencé d'être reconstruits. Des balles de coton et des épis de millet de la récolte de 1933 à Jingyang et Sanyuan ont été apportés à Pékin et à Shanghai pour y être exposés. Les propriétaires de filatures ont commencé à être intéressés et ont fait leur premier voyage à Xi'an pour visiter ce nouveau Jardin d'Eden. Des paysans qui avaient pratiquement abandonné leurs terres au moment de la famine essayaient de la récupérer. »⁷⁸

Certes, Todd a toujours été très bon pour faire sa publicité, ou celle de ses travaux, mais le fait est que l'accroissement spectaculaire de la productivité du coton, par exemple, grâce à l'irrigation, est mentionné par toutes les sources. Un texte nous dit par exemple qu'avant l'irrigation la productivité par *mu* en coton non égrené était de 20 à 30 kg, alors qu'après irrigation elle peut monter jusqu'à 170 kg ; et que le prix de la terre est passé de 1 ou 2 *yuan* par *mu* à une centaine de *yuan*. Un autre texte est un peu plus modeste : le prix de la terre serait passé de 5-6 à 40 *yuan*, la productivité par *mu* de 30 à 80 kg. Mais même ainsi c'est un accroissement considérable, et ceci s'ajoutant à l'expansion des surfaces cultivées en coton a entraîné un boom de la production de coton dans la région.

Comme nous l'avons vu, la Commission de contrôle du coton dépendant de la NEC s'était beaucoup intéressée au Shaanxi, où des développements comme ceux que je viens de décrire ne pouvaient qu'entrer dans son programme de développement d'une industrie cotonnière nationale basée sur une agriculture efficace. Cet intérêt s'est manifesté sous la forme d'aides techniques, comme les efforts de dissémination de meilleures variétés de semences, et par un programme de coopératives rurales destinées à soutenir économiquement les producteurs en leur donnant accès à un crédit moins cher et en facilitant la commercialisation de leur production. Le Guanzhong a été en effet une des terres de mission du mouvement des coopératives rurales, conçues comme un moyen important d'extraire la paysannerie de la misère — encore qu'il ne soit pas toujours très facile de distinguer entre les entreprises de la Commission du Coton et celles de la CIFRC.

J'ai parlé il y a quelques semaines du programme de coopératives rurales de la CIFRC, dont le principal animateur était le secrétaire général Zhang Yuanshan. Au Shaanxi le mouvement semble avoir été initié en 1933. Cette année-là, en effet, la CIFRC et le Bureau de reconstruction de la province organisent un stage d'un mois pendant lequel une soixantaine de personnes suivent des conférences sur les coopératives. Le résultat, c'est que dès 1934 il y aurait 31 coopératives de crédit dans la province (c'est-à-dire au Guanzhong), presque toutes créées dès 1933, et dont la majorité semblent avoir été gérées par la CIFRC, qui leur a fourni une aide de départ. Pour encourager le mouvement le gouverneur Shao Lizi, qui avait été impressionné par les résultats obtenus par Zhang Yuanshan au Jiangxi (où il avait été appelé

⁷⁸ Todd, « The Wei Pei Irrigation Work », *Far Eastern Review*, XXIX, 2 (fév. 1933), p. 60-71; *Two Decades*, p. 162.

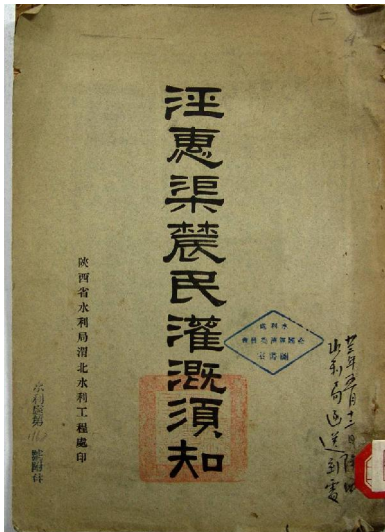
pendant les grandes inondations de 1931), invite ce dernier à être directeur d'un Bureau de la coopération au Shaanxi, qui a commencé à fonctionner en août 1934 (ce qui suggère que le mouvement était déjà lancé depuis un an, avec l'aide de la CIFRC, quand il est arrivé) ; Zhang fait venir au Shaanxi des spécialistes de la CIFRC et des coopératives du Hebei (qui avait été le terrain exclusif de développement des coopératives jusqu'en 1930) pour propager et organiser le système, avec des résultats qui d'après lui ont été rapides. D'après un discours prononcé en 1937 à l'occasion du 15^e anniversaire de la CIFRC, Shao Lizi avait également obtenu une aide financière de la NEC, avant de faire venir Zhang Yuanshan, qui est resté deux ans dans son poste de directeur du bureau de la coopération au Shaanxi — sans faire beaucoup de présence, dit Zhang Yuanshan dans ses souvenirs, car il était très occupé ailleurs —, avant d'être nommé au gouvernement et de désigner un remplaçant⁷⁹.

Encore une fois, je ne suis pas trop sûr de l'articulation entre les coopératives de la CIFRC et celles de la Commission du Coton ; mais ce qui est clair, c'est que le soutien économique de la paysannerie faisait partie des efforts de développement poursuivis au Shaanxi dans ces années. Mais je voudrais revenir pour terminer aux fondamentaux de la production elle-même, dans le cadre de l'agriculture irriguée, car c'est là que nous décelons cette mutation, ou cette amorce de mutation, dont je parlais, et qui n'est visible concrètement que dans certaines publications difficiles d'accès. Et là encore, on peut voir dans ses textes que Li Yizhi a été l'un des inspirateurs de ces transformations. Il est possible, me semble-t-il, de distinguer deux approches complémentaires : d'une part, concernant la gestion de l'irrigation proprement dite, et d'autre part concernant les pratiques agricoles. Et ce qui est intéressant, c'est que dans les deux cas on a une sorte de négociation entre des principes et un vocabulaire nouveaux, et les traditions auxquelles les paysans restent par définition attachés.

La mutation dans la gestion de l'irrigation remonte en fait un peu avant. On la décèle dès 1928, dans des petits systèmes d'irrigation indépendants du grand système du Jinghuiqu et situés un peu à l'est, au nord du Weibei, quand les autorités du moment ont cherché à réformer la gestion de l'irrigation — c'est-à-dire, concrètement, du partage de l'eau — dans un contexte de sécheresse où ce partage donnait lieu à encore plus de disputes entre communautés rivales qu'à l'ordinaire ; et on la décèle dans un gros dossier manuscrit rédigé à l'époque par un notable local, un dossier que nous avons découvert, mon collègue Christian Lamouroux et moi, au fond d'un placard dans un local poussiéreux, dans une bourgade du Weibei. Ce dossier consiste en une sorte de compilation de textes très divers visant à défendre, sur pièces en quelque sorte, la tradition contre les nouveaux petits chefs de l'hydraulique, qui se qualifient eux-mêmes de « révolutionnaires ». Je ne m'étends pas sur ce document assez extraordinaire, que nous avons publié depuis, mais j'insiste sur cette prégnance de la tradition, justifiée par des arrangements souvent très anciens, conservés dans des monographies locales ou gravés sur stèle ; j'y insiste parce qu'elle est encore invoquée dans certaines enquêtes locales du milieu des années 1930, faites pour le compte du bureau provincial d'hydraulique (Shuiliju) dirigé par Li Yizhi (il s'agit de textes que nous avons également retrouvés dans les archives locales) : le problème en l'occurrence est de centraliser et de rationaliser la gestion de l'irrigation à travers des associations hydrauliques élues démocratiquement et fonctionnant sous le contrôle du Shuiliju ; mais, sans pour autant toucher aux droits coutumiers des communautés en matière de partage de l'eau (i.e. partage dans le temps, suivant des cycles de distribution de vanne en vanne dont on retrouve l'exemple un peu partout en Chine du Nord). Bref, on arrive à des *compromis*, qui ne seront réellement remis en question qu'au moment de la collectivisation dans les années 1950.

⁷⁹ Pour tout cela, Xue Yi 薛毅 et Zhang Ding 章鼎, 《章元善與華洋義賑會》, p. 152-155 ; Zhang Yuanshan, « 舊中國的合作事業 », in *Wenshi ziliao cunqao xuanbian (jingji 下)*, Pékin, Zhongguo wenshi chubanshe, 2002, p. 957-964 (rédigé en 1960) ; id., « 華洋義賑會的合作事業 », *WSZL 80 輯*, 1999 正訂本, vol. 27, p. 138-150 (rédigé en 1979).

Et c'est un peu la même chose en ce qui concerne les nouvelles réglementations mises en place sur le site du canal Jinghui, pour y revenir. En même temps que le texte programmatique dont j'ai parlé tout à l'heure, Li Yizhi a publié des « Propositions pour les procédures de gestion du canal Jinghui », qui anticipent en fait les règlements mis en application les années suivantes par le bureau d'hydraulique du Weibei, dont il était le directeur. Ce qui est frappant dans ces règlements, c'est que, tout en s'inspirant fortement de l'organisation traditionnelle de l'entretien des canaux et de la distribution de l'eau, qui dans les faits remontait à de nombreux siècles, ces nouvelles procédures introduisaient de nouveaux concepts qu'on peut bien qualifier de « modernes », et qui ont été progressivement intégrés par la culture hydraulique (si l'on peut dire) dans la région. Ainsi, de nouvelles méthodes « scientifiques » étaient imposées pour mesurer le terrain (y compris l'usage d'unités de mesure modernes), ou les quantités d'eau, ou encore les temps d'irrigation ; par ailleurs, les nouveaux règlements s'efforçaient de rationaliser la distribution et l'utilisation de l'eau en tenant compte des différents types de culture et des différents moments du cycle agricole ; et enfin ils imposaient des règles strictes pour le paiement des droits sur l'eau et le financement de l'entretien, tout cela sous la supervision du bureau d'hydraulique.



Je voudrais vous donner un simple exemple de cette nouvelle approche « scientifique » de l'irrigation, destinée à en optimiser les effets et à éviter les gaspillages et les disputes — une approche dont on peut supposer qu'elle était constamment affinée, et qui était inséparable des travaux effectués dans ces nouveaux instituts agronomiques dont j'ai parlé. Il s'agit d'un tableau extrait d'un manuel à l'usage des paysans utilisateurs du canal Jinghui datant de 1934 (ci-contre), résumant à la fois les aspects techniques de l'irrigation (disposition des canaux, quantités d'eau, débits, taux d'alluvions, etc.), et reproduisant les règlements, et donc présentant sous forme de tableau les procédures d'arrosage en fonction des cultures irriguées et des périodes de l'année.

Je trouve ce tableau assez remarquable, d'abord par sa forme même et la quantité d'information qu'il réussit à faire

tenir sur une page, et ensuite parce que c'est la première fois depuis l'époque des Song, à ma connaissance, que de telles règles sont édictées : dans tous les règlements postérieurs on indiquait les horaires d'irrigation autorisés pour chaque vanne, mais les utilisateurs pouvaient ensuite faire ce qu'ils voulaient de l'eau à laquelle ils avaient droit.

涇惠渠田地需水量及灌溉時期一覽表

作物種類	田地區類	灌溉時期	節令	灌溉方法	理
麥類 糜谷	麥根地	八月至十月 十月至十二月	中伏 秋社	中伏後 秋社後	收過麥之地此時灌溉宜深 度較淺則地內水分充足
全上	犁過地	九月至十月 十月至十一月	寒露	全上	十月十日前後為寒露至五種豆 類全種來須多加種行
全上	全上	十月至十一月 十一月至十二月	霜降	拔取	十月十日前後為霜降宜速拔取 棉花打麥糜谷子花桃則分地 四月五日地內潮濕冬後發青時 翻地但冬後發青時宜翻冬月 三月五日三日前後宜地可地
棉花	棉花行地	十月至十一月 十一月至十二月	冬至	澆後壓次	因結水不能澆動也
春豆類	預留之地	二月至三月 三月至四月	驚蟄	播	因五月十日發麥草本前發時也
棉花	預留之地	三月至四月 四月至五月	春分	播	因五月十日發麥草本前發時也 棉花行地四月十日發麥草本前發時也 糜谷行地四月十日發麥草本前發時也 四月五日清明時水不冷勿多日
麥類糜谷	禾苗地	四月至五月 五月至六月	清明	播	因五月十日發麥草本前發時也 種麥草本不須用澆水澆 種麥草本不須用澆水澆
插麥糜谷	預留之地	五月至六月 六月至七月	立夏	播	因五月十日發麥草本前發時也 插麥草本不須用澆水澆 插麥草本不須用澆水澆
棉花糜谷	預留之地	六月至七月 七月至八月	芒種	播	因五月十日發麥草本前發時也 棉花糜谷不須用澆水澆 棉花糜谷不須用澆水澆
棉花糜谷	預留之地	七月至八月 八月至九月	初伏	澆過即鋤	此種各糧未苗已大除且天氣 熱宜澆也
棉花糜谷	預留之地	八月至九月 九月至十月	中伏	澆過即鋤	此種各糧未苗已大除且天氣 熱宜澆也

Cultures	Blés	id.	id.	coton	blés fèves coton an- née suiv.		fèves printemps	coton	blés fèves	fourrages		millet maïs	coton fourrages millet
terrain	tiges après moisson	après labour	id.	tiges de coton	pousses préparation pour coton			terres réservées au coton	pousses	terres réservées			
période irrigation	15-31 août	sept.	1-15 oct.	15 oct.- 15 nov.	15 nov.-15 janv.	15-31 janv.	1-28 fèv.	15-31 mars	1-30 avril	1-15 mai	15-30 mai	1-30 juin	1 ^{er} juillet- 15 août
période saisonnière (trad.)													
profondeur (pouces)	3	4	4	3	4	arrêt	3	3	4	3	arrêt	4	4
méthode	labourer si sol dur	aplanir et semer après labour	id.	arracher					semilles	semilles		semilles	sarclage après irrigation
Explications													

Traduction partielle du tableau précédent

Ainsi donc, dans ces quatre années d'exposés, je suis parti du système d'irrigation du Weibei pour y revenir en fin de parcours, et dans son application la plus quotidienne. J'ai longuement analysé l'histoire de sa modernisation, depuis les lendemains de la Révolution de 1911 jusqu'à la veille de la guerre sino-japonaise — 25 ans à peine, et même moins si l'on considère qu'il ne s'est pas passé grand-chose pendant les dix premières années. C'est une histoire d'ingénieurs : d'un rêve d'ingénieur au départ — celui de Li Yizhi selon la légende, mais il n'a pas été le seul à y penser —, et de la difficile mise en œuvre de cette vision à l'arrivée. En cours de route j'ai parlé de toutes sortes de choses, entre autres des seigneurs de la guerre qui ont tellement retardé le projet, et des philanthropes qui l'ont en fin de compte rendu possible ; et tout ceci m'a conduit à produire, de façon fragmentaire sans doute, et avec beaucoup d'excursus, une sorte de fresque de l'histoire de la région du Guanzhong pendant la période républicaine — une histoire où il y a eu beaucoup de bruit et de fureur, beaucoup de misère aussi, mais qui se termine sur une note relativement optimiste — et au moins, le Shaanxi aura échappé aux horreurs de l'invasion japonaise et poursuivi bon an mal an sa trajectoire de développement.

Je ne sais pas si la cohérence, ou du moins la nécessité, de tout cela vous aura frappés ; mais dans tous les cas je vous remercie d'avoir écouté cette longue série avec autant de patience.